

# Literaturberichte

## Rezensionen

Paul VIDESOTT, *Les plus anciens documents en français de la chancellerie royale capétienne (1241–1300)*. Présentation et édition. (Travaux de Linguistique romane.) Eliphi, Strasbourg 2015. VI, 456 S. ISBN 978-2-37276-001-0.

Si les plus anciens textes littéraires écrits en langue française sont connus et étudiés depuis longtemps, il n'en va pas de même des textes diplomatiques. La plupart des documents d'archives des XIII<sup>e</sup>–XV<sup>e</sup> siècles sont en effet encore inédits, et cette situation nuit gravement à la qualité de l'étude linguistique de l'ancien et du moyen français. On pourrait d'ailleurs en dire autant de l'étude de l'occitan ou du franco-provençal, et même du latin! En ce qui concerne le français proprement dit, le projet „Les plus anciens documents linguistiques de la France“, dirigé, à la suite de Jacques Monfrin, par le prof. Martin-Dietrich Gleßgen (Université de Zurich) entend apporter un remède, autant par la publication d'éditions que par celle d'études. Et, plus encore, par la réalisation d'une base de données. Le travail avance essentiellement par corpus départementaux: une petite vingtaine de départements actuels ou de régions historiques, sans compter le cas exceptionnel de la ville de Douai, ont déjà été traités; il faut y ajouter quelques corpus concernant des pays voisins (Belgique, Luxembourg, Suisse).

Le livre de P. V. s'inscrit clairement dans ce cadre, mais avec une différence: il ne s'agit pas ici d'un corpus régional, mais de l'ensemble des actes émis au XIII<sup>e</sup> siècle, en langue vernaculaire, au nom du roi de France, à condition qu'ils soient connus par une version du XIII<sup>e</sup> siècle: original le plus souvent, éventuellement une copie faite avant 1301 (les traductions françaises d'actes latins ont en revanche été écartées). Cela concerne 140 actes au total, dont 120 originaux. Chacun de ces actes est édité, et fait l'objet d'une analyse et d'une présentation très détaillées. Faite pour répondre à des travaux de linguistique, cette édition répond aux exigences de cette discipline, notamment en indiquant clairement les lettres restituées dans le cas d'abréviations. Cependant, un effort d'harmonisation avec les graphies actuelles en français est observé, par exemple par l'emploi des „j“ et des „v“, ou par une ponctuation moderne.

Les actes édités dans ce recueil sont, comme toujours, de sujets très variés. Le plus ancien, datant de 1241, notifie un accord intervenu entre le comte de Champagne et l'ordre du Temple. Suit en 1254 un acte notifiant que Jean, comte de Bretagne, renonçait à ses revendications sur le royaume de Navarre au profit du comte de Champagne. Le traité de Paris, conclu en 1259 entre les rois de France et d'Angleterre, est le troisième acte du corpus. Les autres actes concernent les affaires de Flandre (cf. ci-dessous), la constitution d'apanages, les problèmes financiers des princes, le droit de bourgeoisie dans la petite ville auvergnate de Nonette, les limites du bailliage d'Auvergne, le règlement de procès, comme celui entre la ville et l'abbaye de Corbie ...

La réunion de ce corpus permet de mieux comprendre l'apparition de la langue française à la chancellerie royale. Cette apparition, souvent datée du XIV<sup>e</sup> siècle, est en fait à situer dans les dernières années du règne de Philippe III (1270–1285): si le plus ancien acte du corpus date de 1241, seuls cinq actes sont antérieurs à 1279. P. V. estime que c'est la chancellerie royale qui a, en quelque sorte, légitimé l'usage de la langue française à Paris: ce n'est pas tout à fait aussi certain, parce que cet usage est resté très limité bien plus tard que l'adoption du français, à Paris, comme langue littéraire (Henri d'Andeli: vers 1220–1240; Rutebeuf: 1250–1285) ou juridique (adoption par la prévôté de Paris vers 1260).

C'est d'ailleurs seulement à partir de 1295 que l'usage du français devient plus important: 80 des 140 actes du corpus datent des années 1295–1300, dont 58 pour les années 1295–1297. P. V. y voit un lien avec la nomination comme chancelier de Pierre Flote, premier laïc à obtenir cette charge (ou celle, équivalente à l'époque, de garde du sceau). Mais une autre hypothèse, qu'il avance aussi d'ailleurs, établit un lien entre ce large usage du français et le grand nombre d'actes émis à propos des affaires de Flandre et des principautés voisines. Il était sans doute important pour le roi, s'adressant à des sujets indisciplinés mais habitués à la vie urbaine, à l'usage de l'écrit et à celui de la langue française, de le faire dans une langue qui leur serait plus aisément compréhensible. Il est d'ailleurs tout à fait possible que ce soit Pierre Flote qui ait poussé le roi à prendre cette décision.

La langue utilisée par les clercs de la chancellerie royale est presque toujours le français d'Île-de-France. Quelques actes malgré tout trahissent des traits picards (l'anglo-normand en revanche est complètement absent). Ces rares traces de picard sont intéressantes, notamment celles qu'on trouve dans trois actes datés du 12 juin 1297. Ce jour-là, Philippe IV le Bel promulgua quatre actes relatifs aux relations entre le royaume de France et le comté de Hainaut; chaque acte fut établi en deux exemplaires originaux, dont l'un était destiné au comte (et est conservé aujourd'hui à Mons), l'autre au roi (conservé à Lille). Sur les huit actes en cause, trois présentent des traits picards: tous trois sont des actes conservés à Lille. En d'autres termes, gênée sans doute par un surcroît de travail alors qu'elle était à Arras, la chancellerie royale a recouru à des scribes locaux, mais a gardé pour l'administration royale le produit de leur travail, donnant au comte de Hainaut le travail des clercs parisiens, experts en français d'Île-de-France.

Le travail de P. V. est de très grande qualité, et rendra de nombreux services: non seulement il fournit une base solide pour l'étude de la langue française au XIII<sup>e</sup> siècle, mais il publie 37 actes inédits, et 49 actes dont l'édition la plus récente est antérieure au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est dire que ce recueil sera très utile, aux linguistes bien sûr, mais aussi aux historiens de la monarchie française, aux diplomates, et plus largement à tous ceux qu'intéresse le XIII<sup>e</sup> siècle. On peut regretter l'absence d'index des lieux et des personnes, pourtant indispensable pour l'exploitation de ces documents. Y supplée en partie une liste des „personnages impliqués“, qu'il faut chercher p. 82–85. Il n'y a pas non plus d'*index verborum*, mais la mise en ligne des actes remédiera largement à ce défaut.

Strasbourg

Benoît-Michel Tock

L'Epistolario di Pier della Vigna, coord. Edoardo D'ANGELO, edizioni critiche di Alessandro BOCCIA–Edoardo D'ANGELO–Teofilo DE ANGELIS–Fulvio DELLE DONNE–Roberto GAMBERINI. (Fonti e Studi, Nuova serie I.) Rubbettino, Soveria Mannelli 2014. 1160 S. ISBN 978-8-8498-4025-4.

Die dem 1249 verstorbenen sizilischen Großhofjustitiar Petrus de Vinea zugeschriebene Briefsammlung erregt schon seit langem das lebhafteste Interesse der Forschung. Mit ihren mehrere hundert in fünf oder sechs Büchern organisierten Briefen gibt sie Auskunft über die großen Konflikte der späten Staufer mit dem Papsttum, über ihre militärischen Aktivitäten

sowie über die Rechts- und Verwaltungsangelegenheiten des sizilischen Königshofes. Demnach muss es nicht verwundern, dass die Kompilation seit jeher als Quelle für die Geschichte Friedrichs II. wie auch seiner Söhne Konrad IV. und Manfred herangezogen wurde. In jüngerer Zeit hat sie, namentlich in den Arbeiten von Benoît Grévin und Fulvio Delle Donne, vermehrt auch als Zeugnis der politischen Rhetorik des späteren Mittelalters Beachtung gefunden, wobei ihr Stellenwert im Rahmen der *Ars dictaminis*, der Briefstillehre jener Zeit, herausgearbeitet wurde. Keine Einigkeit besteht in der Frage ihrer Entstehung. Der Rezensent hat vor kurzem in dieser Zeitschrift (MIÖG 123 [2015] 30–48) zu beweisen versucht, dass die Ursprünge der Briefsammlung nicht etwa, wie weithin angenommen, an der päpstlichen Kurie lägen, sondern im Königreich Sizilien. Denn inhaltlich ist sie voll und ganz auf Kaiser Friedrich II. und seine Herrschaft in Süditalien ausgerichtet, wo sie in ihrer ältesten Überlieferungsform, der sogenannten kleinen fünfteiligen Redaktion, vermutlich am Königshof entstand. Daraus sind zwischen Sommer 1264 und Anfang 1266 kurz nacheinander zwei jüngere Redaktionen, die große fünfteilige und die kleine sechsteilige, hervorgegangen, deren Entstehungsort das Studium von Neapel gewesen sein könnte. Petrus de Vinea, auf den ein Kernbestand der Briefe zurückgeht und dessen Namen die Sammlung in der Überlieferung trägt, hatte schon aufgrund seines frühzeitigen Todes mit der Kompilation nichts zu tun.

Wurde auch die Bedeutung der Briefsammlung immer außerordentlich hoch eingeschätzt, blieben die Bemühungen um eine kritische Edition doch vergeblich. Auszugsweise zuerst im Jahr 1529 gedruckt, vollständig dann 1566, war sie bislang in der 1740 in Basel erschienenen Ausgabe von Johann Rudolf Iselin heranzuziehen, die fern jeden kritischen Anspruchs steht. Die *Monumenta Germaniae Historica* (MGH) nahmen gleich nach ihrer Gründung 1819 die Edition der Briefsammlung in ihr Programm auf. Von Georg Heinrich Pertz und einigen anderen wurden eine Zeitlang Materialien hierfür zusammengetragen, dann aber verfolgte man das Vorhaben nicht weiter. 1930 wurde ein neuer Anlauf mit Gerhart Ladner als Bearbeiter unternommen, der schon nach kurzer Zeit sein Ende fand. Ein weiteres Mal versuchten es die MGH, als sie in den 1950er Jahren Hans Martin Schaller mit der Edition betrauten, dem es bis zu seinem Tod im Jahr 2005 nicht gelang, die Aufgabe zu bewältigen. Allerdings trieb er die Erforschung der Briefsammlung wesentlich voran, indem er ihre handschriftliche Überlieferung umfassend recherchierte und beschrieb. Seine Ergebnisse publizierte er im „Handschriftenverzeichnis zur Briefsammlung des Petrus de Vinea“ (2002), einem unverzichtbaren Hilfsmittel für alle Untersuchungen in diesem Bereich. Seit 2007 arbeitet Karl Borchardt bei den MGH an einer kritischen Edition der großen sechsteiligen Handschriften, einer wichtigen Sonderform der Überlieferung, die vielleicht gegen Ende des 13. Jahrhunderts an der Pariser Universität entstanden ist.

Von ganz anderer Seite wurde ein eigener Versuch unternommen, die Briefsammlung des Petrus de Vinea zu edieren, dessen Ergebnis jetzt vorliegt. Aus Initiative des im süditalienischen Ariano Irpino ansässigen Centro Europeo di Studi Normanni entstand unter der Federführung des Neapolitaner Mittelalters Edoardo D'Angelo der Plan, im Team und unter sehr pragmatischen Prämissen eine Ausgabe herzustellen, die keinen definitiven Text bieten, dafür aber nach relativ kurzer Zeit ein dringendes editorisches Desiderat erfüllen und die ungenügende Referenzausgabe von Iselin aus dem Jahr 1740 ersetzen will. Zur Edition wurden die 365 Schreiben der kleinen sechsteiligen Redaktion ausgewählt, jener Überlieferungsform, die mit knapp 100 Textzeugen die bei weitem größte Verbreitung gefunden hat und somit als Vulgatafassung bezeichnet werden kann. Ihr hatte sich bereits Iselin zugewandt und dabei eine Nummernfolge etabliert, nach der seither gemeinhin zitiert wird. Noch ein anderes Argument begründet die Entscheidung für die kleine sechsteilige Redaktion. Bewusst hob man sich damit von Borchardts MGH-Projekt ab und vermied auf diese Weise eine Konkurrenzsituation. Eine Gruppe von Wissenschaftlern teilte die editorischen Arbeiten unter sich auf: Alessandro Boccia, Fulvio Delle Donne und Edoardo D'Angelo übernahmen Buch I,

Boccia auch noch Buch II, Roberto Gamberini Buch III, Delle Donne Buch IV, D'Angelo Buch V und Teofilo De Angelis Buch VI. Sie alle genossen dabei gewisse Freiheiten, wenn die jeweiligen editorischen Probleme dies erforderten. Nur ein gutes Jahrzehnt nach den ersten Überlegungen steht die Ausgabe nun tatsächlich zur Verfügung.

Der Koordinator Edoardo D'Angelo hat eine knapp 20seitige Einleitung verfasst, in der er sich zum Editionsprojekt (1), zur Briefsammlung (2) und speziell zur kleinen sechsteiligen Redaktion (3), zu den herangezogenen Textzeugen (4–5) sowie den Editionsrichtlinien (6–8) äußert. Zentral sind darin die Ausführungen zur Leithandschrift. Man stützte sich bei der Textkonstitution in hohem Maße auf einen bestimmten Textzeugen, die Handschrift lat. 8563 der Bibliothèque nationale in Paris. Die Entscheidung fiel vor allem deshalb auf den vor 1318 entstandenen Kodex, weil es sich bei ihm um den ältesten ansatzweise datierbaren Zeugen handle; weiterhin hätten Schaller und Grévin seinen Vorrang unterstrichen. In der Edition erscheint zuallererst sein Wortlaut, abgesichert durch eine Reihe von flankierenden Zeugen, deren Lesarten je nach den Erfordernissen des jeweiligen Briefes in unterschiedlicher Kombination verzeichnet sind. Angestrebt war ein gut lesbarer Text, der, wo nötig, vorsichtig zu emendieren war. Man wollte angesichts der insgesamt unübersichtlichen Überlieferungssituation mit zahlreichen Textzeugen zunächst lediglich einen editorischen Anhaltspunkt schaffen („... semplicemente di costituire un punto d'appoggio“; S. 27), ein Provisorium, auf dessen Grundlage später die kritische Edition hergestellt werden könne. Pragmatismus steht ganz über editorischer Perfektion. Über Jahrzehnte hin wurde eine Edition des Petrus de Vinea gefordert und darüber vor allem einmal gesprochen – greifbare Ergebnisse gab es keine. Nun hat eine Gruppe von italienischen Wissenschaftlern eine Möglichkeit gesucht, auf kurzem Weg schnell zum Ziel zu kommen und dabei dennoch ein brauchbares Ergebnis zu liefern.

Dagegen ist grundsätzlich nichts einzuwenden, und das Leithandschriftenprinzip ist hierfür sicher angemessen. Nur hätte sich der Benutzer der Ausgabe eine bessere Begründung gewünscht. Die knappen Bemerkungen zu der Pariser Handschrift lat. 8563 genügen kaum. Es wird dem Leser nicht klar, warum man sich für sie und nicht für einen anderen Zeugen entschieden hat. Ihr Alter kann kein ausschlaggebendes Argument sein, zumal sie ein halbes Jahrhundert nach der Herstellung der kleinen sechsteiligen Redaktion angelegt wurde. Und der pauschale Verweis auf zwei wissenschaftliche Autoritäten vermag ohnehin nicht zu überzeugen. Überhaupt fehlen in der Einleitung wesentliche Informationen. Auf eine kodikologische Beschreibung der Leithandschrift wurde, abgesehen von einigen Bemerkungen zum Schreiber und zu den Korrekturen im Text, leider verzichtet. Dass auf den Seiten von Gallica seit 2012 ein vollständiges Digitalisat der Handschrift, wenn auch von eher mäßiger Qualität, zu finden ist (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b90677061>), erfährt man nicht. Darüber hinaus fehlen eingehendere Ausführungen zum Entstehungszusammenhang und zur Überlieferungsgeschichte der Briefsammlung, so dass der Leser ohne die Hinzuziehung der nicht eben übersichtlichen einschlägigen Fachliteratur nicht ausreichend unterrichtet ist. Statt dessen wurde der Einleitung auf zehn Seiten Hans Martin Schallers Artikel zu Petrus de Vinea in der „Enciclopedia Fridericiana“ von 2006 vorangestellt, der wiederum auf jenen im „Dizionario Biografico degli Italiani“ von 1989 zurückgeht. Ein eigenständiger biographischer Abriss, funktional ausgerichtet auf die Briefsammlung, wie dies kürzlich Karl Borchardt gelungen ist (in DA 70 [2014] 547–553), hätte eher Aufschluss gebracht.

Die Anlage der Edition selbst ist in ihrem Aufbau klassisch. Über jedem Stück steht eine zweigliedrige Nummer mit Buch und Brief. Hinsichtlich der Briefzählung hat man sich an die bislang als verbindlich erachtete Numerierung des alten Drucks von Iselin gehalten, so dass künftig keine Missverständnisse hinsichtlich der Zitierweise auftreten werden. Es schließt sich ein italienischer, fallweise recht ausführlicher Regestentext an. Die diplomatische Beschreibung wird von den Textzeugen angeführt, die Leithandschrift mit der Sigle P unter Angabe der Folienreferenz, die anderen, in ihrer Zusammensetzung wechselnden Zeugen ohne diese –

warum darauf verzichtet wurde, erschließt sich nicht. Es folgen, jeweils in Auswahl, die Angabe früherer Regestenwerke und Editionen, der Absender des Briefes und das Datum. Der Editionstext wurde durch die üblichen Eingriffe bequem aufnehmbar gemacht. Nach grammatischen Gesichtspunkten wurde eine moderne Interpunktion eingerichtet, was den Text gut strukturiert. Die Schreibweise wurde weitgehend standardisiert. Sämtlichen Briefen wurde eine interne Gliederung in Paragraphen gegeben, um Aufsatze für die Apparate zu erhalten. Diese stehen immer am Ende des Editionstextes. Ein erster enthält die Lesarten, ein zweiter weist die Zitate und Anlehnungen nach, ein dritter dient der Kommentierung des Inhalts. Den Abschluss bildet eine vollständige Übersetzung des Briefes ins Italienische. Dies ist bemerkenswert, denn damit wurde wohl zum erstenmal eine umfangreiche Briefsammlung aus jener Zeit in eine moderne Sprache übertragen.

Die Edition der einzelnen Bücher der Briefsammlung wird von eigenen Einleitungen angeführt, die von den jeweiligen Bearbeitern verfasst wurden. Darin finden sich spezielle Ausführungen zum Inhalt des betreffenden Buches. Wesentlich ausführlicher und weit über den Bereich der Edition hinausreichend sind die beiden Einleitungen von Fulvio delle Donne über die Propaganda der Kanzleien und die rhetorischen Modelle (bei Buch I, S. 51–75) und über den rhetorischen Kern der Briefsammlung (bei Buch IV, S. 701–720). Am Ende des dickleibigen Bandes befinden sich die für den Benutzer unverzichtbaren Indizes der Incipits, der Absender und Empfänger, der Orte, der Personen, der ermittelten Quellen und der zitierten Handschriften.

Erweckt die Edition bei oberflächlicher Lektüre einen gediegenen und seriösen Eindruck, so folgt einer eingehenderen Kontrolle doch die Enttäuschung. Der Befund einer Probekollation von einigen ganz willkürlich ausgewählten Briefen anhand des Digitalisats der Leithandschrift Paris lat. 8563 (P) sei an dieser Stelle mitgeteilt, nicht um kleinliche Kritik zu üben, sondern um die Problematik dieser Ausgabe aufzuzeigen (die Lesarten von P werden in der Schreibweise der Edition wiedergegeben).

*I 30 – P fol. 19<sup>r</sup>–20<sup>r</sup> – Perfectae sollicitudinis – Edoardo D'Angelo: 1. propensus ed.] propensius P 2. Tartarica ed.] Tartarea P | inuenit ed.] folgt ad uos P 3. tamen ed.] tam P 4. Imperii Romani fines ed.] Romani fines Imperii P 5. exiit ed.] exiit P 7. dominii ed.] Imperii P | fertilis ed.] fertiles P 11. tempestate ed.] folgt quod P 12. ah [!] ed.] ad P | per litteras nostras et nuntios ed.] per litteras et nostros nuntios P | communium ed.] omnium P | uelit Imperium Romanum ed.] Romanum uelit Imperium P | dummodo ed.] folgt nostrae P*

*II 15 – P fol. 27<sup>r</sup>–28<sup>r</sup> – Quod causae nostrae – Alessandro Boccia: 1. multi ed.] multis P | subuertit ed.] peruertit P*

*III 37 – P fol. 54<sup>r</sup> – Absit michi domestica – Roberto Gamberini: ohne Befund*

*IV 3 – P fol. 68<sup>r</sup> – Cum post sedatos – Fulvio Delle Donne: 4. assumas ed.] fehlt P*

*VI 11 – P fol. 92<sup>rv</sup> – Etsi mera beneficia – Teofilo De Angelis: Rubrik destituta ed.] destituti P*

Mag der Befund großenteils trotz der ermittelten Schwächen, die eigentlich nicht hätten unterlaufen sollen, noch irgendwie hingehen, so ist jener für Brief I 30, auch wenn sein Text etwas länger ist als die anderen, mit mindestens 14 fehlerhaften Lesungen inakzeptabel. Die Kontrolle eines weiteren von D'Angelo edierten Briefes (V 2) ergab ein besseres, wiewohl keineswegs fehlerfreies Ergebnis. Dabei ist irrelevant, ob die hier angeführten Lesarten der Pariser Handschrift grammatisch und inhaltlich plausibel oder aber zu verwerfen sind, denn die von den Editoren angewandte Methode fordert, die Leithandschrift umfassend zu dokumentieren, um auf diese Weise einen gewiss nicht ursprünglichen, aber abgesicherten Text herzustellen. Es wurde insgesamt nicht sorgfältig genug gearbeitet – und das bei einer Handschrift, die paläographisch keine Probleme aufwirft. Da etliche der ermittelten fehlerhaften Lesungen in der alten Edition von Iselin erscheinen, erhebt sich der Eindruck, dass zunächst

sie in den Computer eingegeben und bei den anschließenden Kollationsgängen zu oberflächlich vorgegangen wurde. Zumindest D'Angelos Neuedition von Brief I 30 bleibt damit noch hinter Iselin zurück. Die Sicherheit, die diese Edition hätte vermitteln sollen, ist dahin.

Handelt es sich bei dieser Ausgabe um eine kritische Edition? Die Frage ist nicht ohne weiteres zu beantworten, zumal in der Einleitung konstatiert wird, man habe lediglich einen „punto d'appoggio“ setzen, nicht aber einen definitiven Text herstellen wollen. Zwei Gesichtspunkte seien genannt. Zum einen wäre mit relativ geringem Aufwand sehr wohl ein verbindlicher Editionstext im Sinne des Leithandschriftenprinzips möglich gewesen, wenn man für sämtliche Briefe einen festen Kanon von einigen wenigen zu kollationierenden Parallelzeugen definiert hätte. Zum anderen hätte einfach mehr Sorgfalt herrschen müssen, um einem wirklich kritischen Anspruch zu genügen. Viel hat nicht gefehlt.

Berlin

Matthias Thumser

Cameralia Documenta Pontificia de Regnis Sacrae Coronae Hungariae. The Camera Apostolica's Documents about the Lands of Hungarian Holy Crown (1297–1536), Bd. I: Obligationes, Solutiones. – Bd. II: Divisiones, Provisiones, Visitationes, Quindennia, Rationes, Annatae, Obl. Part., Legationes, Varia, Taxae, ed. József LUKCSICS (†)–Péter TUSOR–Tamás FEDELES. Mitarb. Gábor NEMES. Beiträge von András KOLTAI–Noémi KALOTAI–Gergely KISS–Zsanett MATUS. (Collectanea Vaticana Hungariae I/9 und I/10.) Gondolat kiadó, Budapest–Róma 2014. LXIII, 384 und VI, 482 S. ISBN 978-963-308-203-4 und 978-963-308-204-1.

Um den Gegenstand der beiden dicken Bände zu erkennen, hätte es des englischen Paraleltitels nicht bedurft. Hingegen ist man als sprachdefizitärer Nachbar dankbar, nach einer ungarischen Einleitung und ungarischen Kopfregesten auf über 700 Seiten am Ende einen Teil der Einleitung in englischer Sprache vorzufinden (S. 465–480). Der 1937 verstorbene J. Lukcsics, erfährt man hier, hatte die Texte aus den Handschriftenserien der Apostolischen Kammer gesammelt und editionsfertig gemacht, konnte sie aber nicht mehr publizieren. Die modernen Editoren ajourierten die Signaturen, fügten Regesten, Anmerkungen und Index hinzu und überprüften die Lesungen, wo es nötig schien (II S. 465). Während die Forschungsgeschichte, eine Vorstellung der Kammer und eine Skizze prosopographischer Forschungsmöglichkeiten aus der Einleitung nicht übersetzt wurden, informiert der übersetzte Abschnitt über ungarische Spezifika: die diözesane und monastische Struktur der ungarischen Kirche, die Pfründenbesetzung im Land, Einkommen und Besteuerung der kirchlichen Institutionen, die Forderungen der Kurie und ihre Berechnung mit Hinweisen zur Praxis der Einhebung und zum Geldtransfer.

Gegenstand der Edition sind die Zahlungen und Zahlungsverpflichtungen ungarischer Kleriker an die päpstliche Kammer und das Kardinalskollegium, im Wesentlichen also die Servitien der Bistümer und großen Abteien und die Annaten von den niedrigeren Pfründen, die bei – immer schwerer vermeidbarer – Involvierung der Kurie in ihre Besetzung fällig waren. Das Gros der Eintragungen stammt aus den Serien *Obligationes et Solutiones* (OS) und *Annatae* der Apostolischen Kammer. Auszüge aus weiteren Beständen des ASV und des römischen Archivio di Stato, die nach inhaltlichen Gesichtspunkten (wie *Divisiones*, *Provisiones*, *Legationes et Procuraciones* u. a.) gruppiert werden, ergänzen sie. Ein Verzeichnis der verwendeten Handschriften und eine Charakterisierung der Serien fehlen, obwohl der Kontext der Eintragungen zu deren Verständnis beitragen würde.

Mit Ungarn ist das Königreich samt Siebenbürgen und Kroatien einschließlich der Bistümer an der Kvarner-Küste gemeint, doch auch Kleriker aus Zadar können vorkommen. Das führt zu breiten Überschneidungen mit der Edition derselben Quellen für Kroatien (Camera

apostolica I–II, ed. Josip Barbarić et al. [Monumenta Vaticana Croatica 1–2, 1996–2001]) und jener der Annaten von József Körmendy (Annatae e regno Hungariae provenientes in Archivio Secreto Vaticano 1421–1536 [Publicationes Archivi nationalis Hungariae II/21, Budapest 1990]). Die ganz Ungarn und die Servitien erfassende Edition Lukcsics' in ihrer überarbeiteten Form ist zweifellos ein Zugewinn, doch irritieren wiederholt Diskrepanzen zwischen den Editionen bei der Erfassung der Handschriften und Eintragungen, aber auch der Transkriptionen, die nicht alle auf abweichende Editionsprinzipien zurückgehen, zumal nicht immer dasselbe Werk am ehesten überzeugt. Der editorische Umgang mit den Eintragungen zum selben Vorgang in verschiedenen Handschriften, die in teils sehr ähnlichem, teils kontextbedingt abweichendem Wortlaut vorliegen, ohne für Personen und Beträge inhaltlichen Mehrwert zu bringen, hat schon in den „Vatikanische[n] Quellen zur päpstlichen Hof- und Finanzverwaltung“ aus dem früheren 20. Jahrhundert zu hybriden Lösungen geführt. Während die Kroaten die parallelen Überlieferungen edieren, beschränkt sich die ungarische Edition meist auf einen der Texte und listet die anderen lediglich auf, stellt aber nicht immer klar, welcher der edierte ist (vgl. Nr. 21, die OS 6, 14 und 16 zitiert, mit dem gleichlautenden Text der kroatischen Nr. 110 nach OS 14). Hier wäre eine Darlegung der Editionsprinzipien, möglichst auch in englischer Sprache, wünschenswert gewesen, denn nicht alles erklärt sich selbst.

Die Einträge sind, mit Auslassung einiger formulargemäßer Passagen, im Volltext gedruckt. Verschreibungen, grammatikalisch falsche Formen und verstümmelte oder falsche Namen werden im Text gelassen, manchmal mit Rufzeichen markiert und/oder in Textanmerkungen korrigiert. Muss man aber die Benutzer über bedeutungslose Schreibfehler stolpern lassen und diese erst in der Fußnote korrigieren, statt ihre Dokumentation gleich dorthin zu verbannen?

Die Kerninformation der Daten, Literaturverweise, Zitierungen früherer Drucke und Korrekturen sind auch für Sprachkundige rezipierbar und die Quellen sprechen ohnehin Latein. Zusätzliche und willkommene Informationen – Karrieren und verschiedene Würden, Amtszeiten, andere Pfründen – zu den genannten Personen im Sachkommentar sind knapp genug formuliert, um mit Hilfe eines Wörterbuchs erschließbar zu sein. Öfters lohnt zusätzlich ein Blick ins Repertorium Germanicum. In den Fußnoten stehen auch Varianten und Ergänzungen aus den beiden anderen Editionen, die im Text hätten Platz finden können, doch respektierte man hier wohl das Manuskript von Lukcsics.

Dass Fehler stehen bleiben, ist bei einem Werk dieses Umfangs unvermeidlich, was nicht nur an der schlechten Lesbarkeit der Handschriften liegt: z. B. in Nr. 45 fehlt in *promisit pro suo communi servitio predictum procuratorem 2000 fl.* hoffentlich *per*; Nr. 566 *cardinalis ... ivit legatos ad regnum Ungarie*; Nr. 627 *non igitur] nos igitur*; in Nr. 160 unterstellt die Lage eines Hauses *prope Sanctum Macellum* selbst Rom zuviel Fleischlichkeit; hingegen demonstriert der ausgewiesene Unterschied zwischen Nr. 1165 und Körmendy Nr. 63B die Schwierigkeit stark gekürzter Texte. Dafür sind *preffatus*, *deffensio* oder *conffines* (Nr. 725, 731 u. ö.) im Spätmittelalter kein Rufzeichen wert. Hinsichtlich der Interpunktion werden Herausgeber unterschiedlicher Muttersprachen sich nie einigen, doch nicht jeder Dissens zwischen Editor und Rezensenten dürfte auf diesem hinnehmbaren Faktum beruhen (z. B. der zweifach zerhackte Ablativus absolutus *publico, ... desuper confecto constabat, instrumento* in Nr. 152). Aber wenn Letzterer hier Kieselsteine wirft, so können und sollen diese dem monumentalen Werk keinen Schaden zufügen, sondern die angemessen aufmerksame Lektüre dokumentieren.

Inhaltlich liegt der Wert des Bandes auf der Hand. Abgesehen vom Gewinn für die Prosopographie der Kirche Ungarns zeigt er auch die Verbindungen von dessen Klerus außerhalb des Königreichs, die Vergabe ungarischer Pfründen an Externe, darunter auch Amtsträger der Kurie, umgekehrt ungarische Inhaber von Kurienämtern, den Wert der Ämter und Pfründen, die Zahlungspraxis und die Beteiligung der Bankiers. Manche Prokuratoren gehörten dem eigenen Domkapitel oder Kloster an, oft aber bediente man sich einschlägig professioneller

Dienstleister oder der Inhaber kurialer Ämter. Leider sind die Funktionsträger außer den Kardinälen nicht im Register gebündelt, sondern stehen verstreut unter ihren Namen, während Körmندی und die Monumenta Vaticana Croatica Verweise bieten. Mit einiger Vorsicht kann man Änderungen des Formulars beobachten, wenn bei den Servitien ab Pius II. der nicht neue Zahlungsgrund *ratione perfectionis* erwähnt (Nr. 226) oder ab ca. 1470 die Aushändigung päpstlicher Urkunden festgehalten wird (Nr. 248). Die osmanische Expansion gerät in den Blick, wenn Zahlungsnachlässe wegen der Lage an der Grenze oder explizit der Teilnahme an der Abwehr gewährt wurden und Belgrad schließlich *in partibus infidelium* liegt (Nr. 335), aber auch Feldzüge *contra perfidos Usitas in regno Boemie* (Nr. 614) waren förderungswürdig. Man wüsste gern, wie man sich die Servitienzahlung mit einer *ballista* bestimmten Werts praktisch vorstellen soll (Nr. 250 u. ö.). Ein Ablass diente *pro subsidio et defensione status* einer kroatischen *comitissa*, die einen der Schlüssel zur Sammelbüchse verwahrte, der Instandhaltung der bedachten Kirche und der päpstlichen Kammer *in usum sancti cruciatus* (Nr. 1393). Urkundenverzeichnisse von Kollektoren (Nr. 1395–1398), ein verschleppter Prozess (Nr. 1413) und eine Taxliste (Nr. 1414) runden das Bild ab. Ein weiteres Mal gebührt es sich, scheinbar spröde Quellen zu lesen und den Herausgebern den verdienten Applaus zu spenden.

Wien

Herwig Weigl

Repertorium Poenitentiarie Germanicum IX: Verzeichnis der in den Supplikenregistern der Pönitentiarie Pius' III. und Julius' II. vorkommenden Personen, Kirchen und Orte des Deutschen Reiches 1503–1513. 1. Teil: Text. 2. Teil: Indices, bearb. von Ludwig SCHMUGGE. De Gruyter, Berlin–Boston 2014. XXXII, 453 S. bzw. VII, 252 S. ISBN 978-3-11-037584-8.

Das rasche Erscheinen des neunten Bandes des RPG zwei Jahre nach dem achten macht eine Rezension nicht leicht, denn das Meiste, das zu Letzterem und vor längerer Zeit zum ersten erschienenen Band gesagt wurde (MIÖG 106 [1998] 208–210, 122 [2014] 485–487), gilt nach wie vor. Die edierte und aufgeschlüsselte Quelle, die Registerserie der päpstlichen Pönitentiarie, ist immer dieselbe, auch wenn sich Verschiebungen in der Eintragungspraxis, im Formular, in den erfassten Fällen und den Bedürfnissen und Delikten der Petentinnen und Petenten und ihrer Häufigkeit beobachten lassen. Die bewährte, maßgeschneiderte Editionsmethode bleibt mit gutem Grund gleich, und ebenso die hervorragende Erschließung durch elf Register, die Personen- und Ortsnamen, Funktionen und Ämter, Patrozinien, Orden, Datierungen und, besonders eindrucksvoll, Wörter und Sachen erfassen, wobei das Letztgenannte mit seinen normalisierten Formen neben der Online-Abfrage – bis Bd. 7 (2008) ist das RPG unter <http://www.romana-repertoria.net/993.html> kumuliert und frei zugänglich durchsuchbar; nach dem Wechsel des Verlags ist zu befürchten, dass dieser nur noch seine kostenpflichtigen e-books im Internet duldet – nützlich bleiben wird. Auch die Probleme bleiben gleich: Viele Personen sind nur nach der Diözese bestimmt, nicht aber nach einem Ort; die Namen können böse verballhornt sein und unterschiedliche Lesungen zulassen (Nr. 1340 *Weystinch*: Weistrach, Nr. 1451 *Rimal*/Runa: Rein, Nr. 1931 *Teupsenbach*/Teupfenbach: Teufenbach, Nr. 1954 *Lybzen*: Leipzig, Nr. 2922 *Monebach*/Mourbach?: Mauerbach); die geschilderten Sachverhalte, die den Weg zur Pönitentiarie nötig machten, sind deren Formular und Entscheidungsprinzipien angepasst, auch wenn nicht jedes *presbitericidium* (37 Belege des Worts; deutlich mehr in der Sache) vom Teufel (ebenfalls 37 Belege nur für *diabolus*, aber nicht deckungsgleich) angestiftet war (Nr. 1896 lapidar: *quendam presbiterum interfecit*). Aber die Delikte und kirchenrechtlichen Sonderwünsche sind sicher nicht erfunden, und die oft farbigen Begleitumstände zu erdichten, hätte wenig Sinn gehabt: Dass ein Streit wegen zweier Hunde begann und nicht etwa wegen eines Ackers oder eines Weinfasses, macht den daraus resultierenden Totschlag nicht harmloser (Nr. 1691); und während ein Priester den Stab, mit



dem er einen Angreifer schlug, unschuldig mit sich führte, um das Eis von seinen Reusen zu stoßen (Nr. 1558), und ein anderer nur den Kirchenschlüssel umfunktionierte (Nr. 1335), hatte ein weiterer ohne mildernde Begründung ein Schwert bei der Hand, um *ira commotus* seine Ehre zu verteidigen (Nr. 1770). Auch dass eine kleine *bombarda* als *scopeta* bezeichnet wurde, wird die Entscheidung der Pönitentiare kaum beeinflusst haben (Nr. 1329). Doch inhaltliche Delikatessen kann Arnold Esch (Wahre Geschichten aus dem Mittelalter [2010]; Die Lebenswelt des europäischen Spätmittelalters [2014]) viel besser erzählen als ein schlichter Rezensent, der nur noch auf den wenig zimperlichen Umgang des Salzburger Erzbischofs Leonhard von Keutschach mit seinem Klerus hinweisen möchte (Nr. 1250). Die Besprechung mit dieser Feststellung zu schließen, ist dem Gegenstand und der editorischen Leistung aber nicht angemessen, und so sei noch weiteres Papier um Geduld gebeten.

Die Edition umfasst 3270 Suppliken mit „deutschen“ Betreffen (vgl. die ganz oder selektiv erfassten Bistümer S. XXIXf.), die in acht Registerbänden aus zwei Pontifikaten enthalten sind, doch sind die Register für das 2., 3. und 6. Pontifikatsjahr Julius' II. verloren, und in die wenigen Wochen, die Pius III. im Amt durchlebte, sind nur 22 einschlägige Suppliken datiert und zehn weitere in die Sedisvakanz vor seiner Wahl. Mit Daten nach dem Tod Julius' wurden noch sieben Ansuchen aus dem Reichsgebiet registriert (II S. 173, 185). Die Einleitung präsentiert wie gewohnt die Einteilung der Handschriften, die Editionsprinzipien, die Rubriken und die in ihnen enthaltenen Betreffe, die manchmal anders verteilt sind als in früheren Registern. So finden sich die Dispense vom Weihehindernis des *defectus corporis* jetzt unter *De promotis et promovendis* – weshalb zwei Holzbeine hier verzeichnet sind (Nr. 3113, 3147) – und die Butterbriefe mit den Beichtbriefen und den Bitten um Tragaltäre unter *De confessionalibus*, sobald diese anfänglich fehlende Rubrik wieder verwendet wurde (S. XXII). Nützlich sind die mit Verweisen versehenen Listen der Signatare, d. h. nominell der Großpönitentiare, die wie schon im späten 15. Jahrhundert kaum in Erscheinung treten, und faktisch der Regenten und Vizeregenten aus ihrer Vertreter. Auch Auditoren, Siegler, Datäre und Skriptoren, einer davon mit einer Cassandra verheiratet (S. XXVI), und weiters die Minderpönitentiare sind hier aufgelistet, wenn sie nicht in den Suppliken als Kommissionsempfänger genannt sind, die, soweit an der Kurie möglich, die Fälle untersuchen oder die Entscheidungen umsetzen sollten. Die in den Erledigungen der Suppliken Genannten sind, ebenso wie die Kommissäre *in partibus*, in einem eigenen Index ausgewiesen. Einen besonderen Hinweis verdienen die Prokuratoren, die in diesem Band bei vielen der Eintragungen gemeinsam mit einem Taxvermerk genannt sind; auch ihnen sind ein Index und eine Liste in der Einleitung gewidmet.

Manchmal wurden die Eintragungen korrigiert: am Rand nach Streichung verändert oder einige Blätter weiter ergänzt wiederholt (Nr. 3228, 3137/3149), an anderer Stelle, auch explizit in der richtigen Rubrik, registriert (Nr. 1078/1842, 2777), oder es wurde auch nur ein Wort getauscht (Nr. 1584). Petenten wollten verbesserte Fassungen von fehlerhaften, auf falschen oder unvollständigen Angaben beruhenden oder unzureichenden Urkunden der Pönitentiare (Nr. 397, 1468/1500, 1754, 1796) oder eines Nuntius, der seine Legatenvollmacht durch den Tod des Papstes verloren hatte (Nr. 2776). Die Behörde selbst verlangte eine genauere Darstellung des Sachverhalts und die Nennung des gewünschten Kommissionsempfängers durch den Petenten (Nr. 3205); lokale Zuständigkeiten wurden auch sonst respektiert (z. B. Nr. 544, 580–583 die Ehegerichtsbarkeit des Freisinger Offizials, Nr. 1191 die *ordinaria iurisdictio in spiritualibus* des Dompropsts von Gurk). Einer wie gewohnt registrierten Supplik wurde der mit Unterschrift des Papstes und Klauseln expedierte Text angehängt, der eine weitere Beurkundung durch die Pönitentiare vorschrieb (Nr. 3177). Die Stellungnahmen der Examinatoren, die an der Kurie über die Tragbarkeit eines *defectus corporis* befanden, sind manchmal wörtlich angeführt (z. B. Nr. 1293, 3033, 3037).

Um beim Schriftwesen zu bleiben: Genannt sind Urkunden- oder Siegfälschungen (Nr. 1915, 2927), die Erschleichung der Weihe mittels einer ausgeliehenen Urkunde

(Nr. 1407), ein missbrauchtes Prokuratorium, durch dessen Widerruf der Petent sich meinedig fühlte (Nr. 1360); eine Dispens des Ordinarius, über die der Begünstigte keine Urkunde hatte, da der bischöfliche *sigillifer* erkrankte und starb (Nr. 1690); die Bereitschaft des Bischofs von Minden, der Pönitentie die Ausübung des beantragten Dispensrechts in Ehesachen durch besiegelte Duplikate anzuzeigen (Nr. 1613).

Seitens der Petenten sieht man öfters koordiniertes Vorgehen, wenn etwa zwei Ehepaare aus derselben Pfarre unter demselben Datum supplizieren (Nr. 503, 504), zwei österreichische Adelige an aufeinanderfolgenden Tagen wegen ihrer Burgkapellen und ein Jahr später gemeinsam um Butterbriefe ansuchen (Nr. 1634, 1635; 3248), vier teilweise verwandte Scholaren aus der Diözese Köln, sechs aus der von Utrecht und vier Lütticher Kleriker jeweils am selben Tag einreichen (Nr. 2860–2863, 2748–2753, 2808–2811) und zwei Brüder nicht nur den *defectus natalium*, sondern auch die Supplik teilen, was auch die in eine Schlägerei verwickelten *choriste* in Reval, offenbar versöhnt, tun (Nr. 2743, 1608). Ich breche ab, um nicht die nach einem Gasthausbesuch in Bayern geäußerte Drohung zu provozieren: *Taceas, alioquin te in capite percusuriam, ut te circumquaque volves* (Nr. 1333).

Fazit: Die wertvolle, hervorragend erschlossene Edition der Pönitentie-Register wird, bei aller Gleichheit der Materien, in ihrem Fortschreiten nicht langweilig. Das ist gut so, denn der Verlag kündigt das Erscheinen des zehnten Bandes mit 2430 Suppliken aus dem Pontifikat Leos X. (1513–1521) für den August 2016, also rechtzeitig für das bevorstehende Lutherjahr, an.

Wien

Herwig Weigl

Cronica Jadretina. Venezia – Zara, 1345–1346, ed. Gherardo ORTALLI–Ornella PITTARELLO. Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti, Venezia 2014. 167 S. ISBN 978-88-95996-45-5.

Aufgrund seiner strategischen Lage galt Zadar (Zara) im Mittelalter als zentrale Stadt Dalmatiens. Aus diesem Grund waren sowohl Venedig als auch die Herrscher des Hinterlandes, die kroatischen Banus und die ungarischen Könige, daran interessiert, die Herrschaft über sie zu erlangen, während die Stadt selbst bestrebt war, die größtmögliche Autonomie zu bewahren. Vor der Mitte des 14. Jahrhunderts erkannte Zadar die Oberhoheit Venedigs an, die es aber abzuschütteln versuchte. Hierbei wurde es durch die politischen Verhältnisse begünstigt. Kurz nach 1342, als Ludwig I., auch genannt der Große, die Macht in Ungarn übernommen hatte, schwächte sich das Machtpotential der kroatischen Herren des dalmatischen Hinterlandes ab. Die unter der Herrschaft Venedigs stehenden Städte, darunter auch Zadar, suchten bei Ludwig Unterstützung. Das löste im Falle Zadars eine scharfe Reaktion Venedigs aus. Dieses entsandte ein Landheer und Schiffe nach Zadar, die die Stadt einschlossen. Die Stadt wurde seit August 1345 belagert und umkämpft und Ende Dezember 1346 gezwungen, sich wieder Venedig zu unterwerfen. Das Geschehen ist in zwei komplementären chronikartigen Berichten überliefert, in denen widersprüchliche Auffassungen über das Kriegsgeschehen, also zwei politische Perspektiven und kulturliterarische Ausrichtungen, zum Ausdruck kommen.

Im Jahr 2007 erschien in der Sammlung *Monumenta spectantia historiam Slavorum Meridionalium* der Kroatischen Akademie der Wissenschaften und Künste die *Obsidio Iadrensis*, eine wissenschaftskritische, reichlich dokumentierte Ausgabe mit der Darstellung der Ereignisse aus der Feder eines anonymen Chronisten aus Zadar. Diese Veröffentlichung veranlasste die bereits vorzeiten geplante Ausgabe der venezianischen Schrift *Cronica Jadretina*, die in lateinischer und Vulgärsprache erhalten ist. Beide Handschriften, die Gegenstand der Abhandlung aus der Feder von Gherardo Ortalli und Ornella Pittarello vom Istituto Veneto di Scienze, Lettere ed Arti sind, werden in der Biblioteca Nazionale Marciana in Venedig aufbewahrt.

Das einleitende Kapitel der Monographie beleuchtet die Entstehungsgeschichte der Edition der *Cronica Jadretina*. Darauf folgt eine interessante Auseinandersetzung über die beiden oben erwähnten antagonistischen Chroniken aus Zadar und Venedig, die auch mehrere Tatsachen über den Verfasser aus Zadar ans Tageslicht bringt, über seine Einsicht in die Ereignisse und in die damit zusammenhängenden Dokumente sowie über seine Schreibkunst. Auch der Verfasser der *Cronica Jadretina* ist anonym, er nimmt den provenezianischen Standpunkt ein und stellt einen charakterischen Vertreter der damaligen venezianischen notariellen Chronistik dar. In einem besonderen Kapitel stellt der Autor Ortalli das Geschehen in den weiteren zeitlichen und räumlichen Kontext Dalmatiens und innerhalb dessen Zadars mit seinem Verhältnis zu Venedig und zu den ungarischen Herrschern mit den entscheidenden Wendepunkten: der Unterwerfung unter die venezianische Herrschaft im Jahr 1313, die nach der Unterdrückung des Aufstandes von Zadar (1345–1346) im Jahr 1348 wieder bestätigt wurde, der Übernahme der dalmatischen Küste durch den ungarischen König im Jahr 1358 und schließlich dem Abkauf Dalmatiens einschließlich Zadars seitens Venedigs von dem schwachen Prätendenten auf dem ungarischen Thron im Jahr 1409. Derselbe Autor beleuchtet anschließend die Ereignisse und deren Auffassung vom Standpunkt Venedigs und Zadars. Die venezianische Perspektive rechtfertigt die militärische Intervention als Venedigs Recht und als Wille Gottes, gegen diejenigen vorzugehen, die die Herrschaft Venedigs abschütteln wollten. Sie rühme die Gutherzigkeit des Dogen und die wirkungsvolle gesellschaftliche Symbiose von Herrschenden und Untergebenen, während es in Zadar unter dem Einfluss des ungarischen Herrschers zur Unterdrückung des einfachen Volkes durch die Adeligen gekommen sei. Die Perspektive Zadars rechtfertigt die Befreiung von der Oberherrschaft Venedigs und verwende das Wort *patria* im Sinne Stadtgemeinschaft. Heimat, Anstand und Treue seien die Identitäts- und Integritätswerte der Einwohner Zadars gewesen, obwohl es unter den Gesellschaftsschichten auch Spannungen gegeben habe. Venedig habe die Interessen der Popolari und des Patriziats zu spalten versucht, indem es die Ersteren bevorzugte. Bei seinen Bemühungen habe es auch vor Bestechungsaktionen nicht zurückgeschreckt.

Mehrere Indizien weisen darauf hin, dass die *Cronica Jadretina* zeitlich in der Nähe der Ereignisse der Jahre 1345–1346 entstand. Mithilfe einer Analyse von Sprache, Phrasen, Zitate und Einzelwörtern versuchten die Forscher, dem anonymen Autor einen Namen zu geben. An die Seite der bisherigen Mutmaßungen über die Autorschaft, die sich überwiegend auf zwei mögliche Verfasser konzentrieren, stellt die Autorin Pittarello argumentiert und überzeugend die These auf, es handle sich um einen anonymen Verfasser, einen Notar, der mit der venezianischen Kanzlei in Kontakt gestanden sei und mindestens zum Teil in die militärischen Auseinandersetzungen vor Zadar involviert gewesen sein müsse. Den Kriegseignissen widme er nämlich größere Aufmerksamkeit als den diplomatischen Aktivitäten, die weit entfernt vom Kriegsschauplatz abliefen. Detailliert beschreibe er die venezianische Flotte, die Bewegungen des Landheeres, dessen Verpflegung usw., während er über die Vereinbarungen von Venedig nur pauschal berichte.

Dieselbe Autorin stellt die formale und inhaltliche Seite des lateinischen Codex *Cronica Jadretina* und dessen abschließenden Zusätze dar. Im Text seien die Ereignisse in chronologischer Reihenfolge dargestellt und in nicht nummerierte Kapitel aufgegliedert, jedes davon ende mit einem rhythmischen Abschluss. Die prägnante Narration berufe sich nicht auf Dokumente, sondern beziehe heilige Schriften und antike Autoren mit ein. Sie bringe den venezianischen Standpunkt zum Ausdruck, erwähne die Verdienste Venedigs und legitimiere dessen Eingriff, durch welchen Recht und Macht Venedigs noch bestätigt würden. Der Text der *Cronica Jadretina* enthalte am Ende noch Folgendes: ein Dichtwerk zu Ehren des Dogen Andrea Dandolo, das den Krieg von Zadar zum Inhalt habe, die Akte über die Unterwerfung der Einwohner von Zadar unter die Herrschaft Venedigs, ferner ein Gebet an die Jungfrau Maria, einen Nachruf auf den Befehlshaber der venezianischen Galeeren nach antikem Vorbild in

Hexametern verfasst sowie einen Brief des Dogen an denselben Befehlshaber mit den Anweisungen und Verpflichtungen bei der Belagerung von Zadar.

Der lateinische Text der *Cronica Jadretina* wurde später auch in die Vulgärsprache übertragen. Unter Berücksichtigung der zusammenhängenden Handschriften und vielfachen Abschriften sowie der Veröffentlichung aus dem Jahr 1796 weist der Autor Ortalli mit Begründung auf die Niederschrift hin, die der ursprünglichen Übersetzung der *Cronica Jadretina* am nächsten steht. Sie ist Bestandteil der Chronik *Pseudo-Zancaruola*, die in der Biblioteca Nazionale Marciana in Venedig aufbewahrt wird. Die Handschrift trägt den Titel *Como la città de Zara revellò ala città signoria de Venesia*. Die erhaltene lateinische und die übersetzte Version bedingen sich laut Ortalli jedoch nicht unmittelbar gegenseitig, weil sie sich in einigen Angaben unterschieden. In der übersetzten Version fehlten zwei Kapitel der lateinischen Version und deren Zusätze am Ende, die die erhaltene lateinische Version enthalte, Abweichungen kämen aber auch im Text selbst vor. Ein Vergleich beider Texte ergebe, dass in der übersetzten Version der lateinischen nichts hinzugefügt worden sei, wenn man von einigen unbedeutenden Anmerkungen absehe, in denen Venedig gerühmt und Zadar gerügt werde. In der Übersetzung seien einzelne Wörter oder sogar ganze Zeilen ausgelassen worden, im Text kämen banale, aber auch grobe Fehler vor, in einigen Fällen seien ganze Sätze unverständlich. Einen wesentlichen Behelf zum Verständnis der Quelle stellt das Kapitel dar, in dem der Inhalt aller 41 Kapitel der *Cronica Jadretina* zusammengefasst wird, ergänzt durch Angaben über Ort und Zeit der Ereignisse und Akteure, die im Original nicht erwähnt werden. Auf die Erklärung zu den Kriterien der Editionen in lateinischer und Vulgärsprache folgen beide nebeneinander stehenden Abschriften. In beiden werden die Folia des Originals vermerkt, die Kapitel werden aber von den Herausgebern beider Manuskripte nummeriert. Den Abschriften folgen noch die Zusätze zu der lateinischen *Cronica Jadrensis*. Das Buch endet mit Verzeichnissen der veröffentlichten und nichtveröffentlichten Quellen, mit einem Literaturverzeichnis, mit einem Verzeichnis der Begriffe sowie einem Personen- und Ortsnamenregister.

Sowohl bei der Veröffentlichung der *Obsidio Iadrensis* als auch bei der *Cronica Jadretina* handelt es sich um ausgezeichnete Publikationen, obwohl sie sich ihren Bestandteilen nach etwas unterscheiden. Die umfangreiche Einleitung mit eingehender Chronologie der Ereignisse und Sprachanalyse wurde bei der Veröffentlichung der *Obsidio Iadrensis* auch ins Englische, der Originaltext selbst ins Kroatische übersetzt. Der Publikation wurde das Faksimile der Handschrift beigegeben. Die *Cronica Jadretina* ist hinsichtlich der Übersetzungen und Mittel zur Veranschaulichung bescheidener, in den Begleitkapiteln zu der Veröffentlichung bietet sie dagegen kostbare und überzeugende Überlegungen und Analysen: inhaltliche und ideologische Vergleiche der Perspektiven Venedigs und Zadars, Überlegungen zur Autorschaft der lateinischen Quelle, eine Beschreibung der Tradition des Textes in der Vulgärsprache und anderes mehr.

Ljubljana

Darja Mihelič

Johannes Meyer, *Das Amptbuch*, ed. Sarah Glenn DEMARIS. (Monumenta Ordinis Fratrum Praedicatorum 31.) Angelicum University Press, Roma 2015. 538 S., 55 Abb. ISBN 978-88-88660-66-0.

Sarah Glenn DeMaris hat mit *Das Amptbuch* die mittelhochdeutsche Übersetzung von Humbert von Romans' Werk *De officiis ordinis* durch Johannes Meyer (1422–1485) in Edition (S. 153–350) und englischer Übersetzung (S. 351–521) vorgelegt. Man könnte sich zunächst wundern, dass hier die Übersetzung einer Übersetzung vorgelegt wird; der Text von Meyer ist aber deutlich mehr, als er auf den ersten Blick verspricht. Die Schrift Humberts über die Ämter des Dominikanerordens wurde in diesem sehr stark rezipiert und behielt ihre Bedeutung durch die Jahrhunderte. Johannes Meyer übersetzte sie im vorliegenden Werk aber

nicht nur, sondern adaptierte sie für die Dominikanerinnengemeinschaften. Meyer ist einer der bedeutendsten Autoren des späten 15. Jahrhunderts von Texten über die Reform des Dominikanerordens und für den Gebrauch in reformierten Klöstern. Er selbst betreute und reformierte einige Nonnenklöster und stellte für diese Gemeinschaften einige hilfreiche Schriften normativen, chronikalen und erbaulichen Charakters zur Verfügung. In *Das Amtbuch* übersetzt er jene Teile der Schrift Humberts, die für Schwestern relevant sind, und fügt einige Ergänzungen und Anpassungen an das Leben eines Frauenklosters hinzu. Somit stellt DeMaris eine wichtige Quelle für die Geschichte der Reform in Dominikanerinnenklöstern und zum Leben in diesen Klöstern im 15. und 16. Jahrhundert zur Verfügung. Immerhin ist der Rückgriff auf frühe Quellen der Ordensgeschichte ein typisches Charakteristikum von Reformbewegungen und kann gerade in den Anpassungen und Veränderungen sehr viel über das zeitgenössische Ordensleben verraten. Dessen ist sich die Editorin auch sehr bewusst und geht daher in einer Überblickstabelle (S. xxx–xxxii) und zahlreichen Fußnoten der Übersetzung ausführlich auf den Zusammenhang zwischen Vorlage und Adaption ein. Einen vollständigen Textvergleich hätte sie gerne geboten, dafür ist aber die Textüberlieferung von *De officiis ordinis* noch nicht ausreichend aufgearbeitet. DeMaris folgt in ihrer Edition einem ausgeprägt überlieferungsgeschichtlichen Ansatz und konzentriert sich daher in der Einleitung auf Darstellung und Interpretation der Textüberlieferung. Eine Einführung in Leben und Werk des Johannes Meyer (S. 1–37) sowie eine Liste der gesamten handschriftlichen Überlieferung seiner Werke (S. xxv–xxx) fehlen nicht, aber sonst fällt die Kontextualisierung etwas knapp aus. Gerade angesichts der großen Bedeutung des Werkes Meyers für die Geschichte der Observanzbewegung im Dominikanerorden hätte man sich hier doch eine etwas ausführlichere Einordnung oder immerhin eine Charakterisierung des Forschungsstandes zu Observanzbewegung und Reform im Dominikanerorden oder wenigstens Verweise auf die entsprechende Literatur gewünscht. Umso detaillierter zeigt sich der überlieferungsgeschichtliche Teil (S. 39–103). Auch die Handschriftenbeschreibungen (S. 121–145) sind sehr ausführlich und genügen allen kodikologischen Ansprüchen.

Die Editorin zeigt, dass *Das Amtbuch* mit einigen anderen Texten in einem festen Überlieferungszusammenhang steht. Dabei handelt es sich neben dem *Buch der Ersetzung*, ebenfalls ein Werk von Johannes Meyer, um vier Briefe zu den Anliegen der Reform, vier Regeln und Konstitutionen aus dem Kontext der Observanzbewegung sowie eine Liste der Provinziale der Teutonia, ein Leben des Hl. Dominikus und zwei Texte zu den Dominikanerinnenklöstern Schönensteinbach und Adelhausen. Diese Texte dienten der Regelung und Vertiefung des observanten Lebens der Dominikanerinnenklöster und sollten ihre Selbstvergewisserung unterstützen. Alle in den *Amtbuch*-Handschriften mitüberlieferten Schriften werden daher vorgestellt und in den Kontext des Meyerschen Programms für die Klöster eingeordnet. Insbesondere *Das Buch der Ersetzung*, eine grundlegende Beschreibung der Geschichte und des Charakters des Dominikanerordens für Dominikanerinnen, die als Fortsetzung und Anhang zum *Amtbuch* gedacht war, wird sehr ausführlich referiert, da es bisher nur in Ausschnitten gedruckt vorliegt. Es ist sehr gut, dass ein solches Werk der Selbstwahrnehmung der Dominikanerobservanten, das vermutlich selbst einer Edition wert wäre, damit wenigstens dem Schlaf des Vergessens entrissen wurde. DeMaris formuliert in ihrem Vorwort den Anspruch, mit ihrer Edition vielen verschiedenen Disziplinen dienen zu wollen, weshalb sie beispielsweise auch die englischsprachige Übersetzung und farbige, leider etwas kleine Abbildungen der figurlichen Initialen der Handschriften (S. 107–120) bietet.

Die Edition selbst genügt allen wissenschaftlichen Standards vollauf und umfasst einen ausführlichen textkritischen Apparat. Die sehr hilfreichen und ausführlichen Sachanmerkungen, die eben auch die Veränderungen im Vergleich zur Vorlage Humberts aufzeigen, finden sich bei der Übersetzung. Auch ein Register (S. 525–535) ist vorhanden, leider aber nur für Einleitung und Anmerkungen, nicht für den eigentlichen Quellentext. Insgesamt ist es sehr

erfreulich, dass einer der grundlegenden Texte für observante Dominikanerinnenklöster nun in einer wissenschaftlichen und so guten Edition vorliegt und es damit sicher merklich erleichtern wird, die doch noch reichlichen Forschungsdesiderate in der Geschichte der Dominikanerinnen insbesondere zur Zeit der Reform im 15. und 16. Jahrhundert anzugehen. Anhand solcher Quellentexte, die aus den reformierten Dominikanerinnenklöstern überliefert sind, lässt sich die Observanzbewegung in den Schwesterngemeinschaften als zwar eindeutig im Kontext der Reform des Männerzweiges stehend, aber doch notwendigerweise selbstständig und mit eigenen Schwerpunkten erkennen. Dafür hat DeMaris eine gute Grundlage gelegt.

Wien

Till Hötzel

Das Verlassenschaftsinventar des Salzburger Tuch- und Seidenhändlers Franz Anton Spängler von 1784. Einführung und kommentierte Edition, hg. von Reinhold REITH in Verbindung mit Andreas ZECHNER–Luisa PICHLER–Doris HÖRMANN–Jürgen WÖHRER–Florian ANGERER. (Schriftenreihe des Archivs der Stadt Salzburg 42.) Stadtarchiv Salzburg, Salzburg 2015. 131 S., Abb. ISBN 978-3-900213-26-8.

Der Band ist, wie der Herausgeber im Vorwort anmerkt, Ergebnis eines im Sommersemester 2014 abgehaltenen Forschungsseminars am Fachbereich Geschichte der Universität Salzburg und zugleich Teil eines größeren Forschungsprojekts, nämlich der Transkription der für die Jahre 1733 bis 1785 erhaltenen Haushaltsbücher der Salzburger Kaufmannsfamilie Spängler, die bereits 2013 ebenfalls Gegenstand eines Forschungsseminars waren. Bei diesen über gut 50 Jahre vorliegenden Aufzeichnungen, die in vier Bänden über 21.000 Einträge von Ausgaben für den Spängler'schen Haushalt auflisten, handelt es sich um eine wirtschafts- und kulturgeschichtlich äußerst bedeutende Quelle, über die in Kürze eine Publikation erscheinen wird. Diese soll zentral die Aussagekraft der Haushaltsbücher „mit Blick auf Themen wie Ernährung, Kleidung, Körperpflege, Krankheit, medizinische Versorgung, Dienstboten, Bildung, Freizeit und andere“ (S. 11) untersuchen.

Der vorliegende Band ist in zwei Teile untergliedert. Im einführenden Teil (S. 9–59) werden nach einer kurzen allgemeinen Einleitung Hinweise auf Inventare als Quelle gegeben, bevor im Abschnitt „Biografisches“ auf einige Aspekte der Lebensgeschichte des 1705 in Dietenheim bei Bruneck geborenen Franz Anton Spängler eingegangen wird, der nach zwei Jahren Aufenthalt in Salzburg dort 1731 die Witwe Maria Katharina Prötz heiratete, die die Seiden-, Tuch- und Knopfhandlung ihres Vaters in die Ehe einbrachte. Nach ihrem frühen Tod heiratete Spängler 1744 eine verwitwete Devotionalienhändlerin und nach deren Tod schließlich 1754 die Tochter eines Wiener Spezereihändlers. Durch Heiraten und Zukäufe zu Handlungsgerechtigkeiten und Immobilien gekommen, gehörte Franz Anton Spängler mit dem im Inventar genannten Gesamtvermögen von über 200.000 Gulden zum großbürgerlichen Salzburg, wobei jedoch bei seinem Tod etwa das *Losbichler Haus am Alten Markt* bereits übergeben war und daher nicht mehr im Inventar aufschien (S. 20f.).

Schon die Wiedergabe der Grundstruktur des Inventars, das nicht nur die privaten Besitzungen, sondern auch die vorhandenen Warenbestände auflistet, gibt einen guten Überblick über die Zusammensetzung des inventarisierten Vermögens. Zwei lückenhafte, nicht unterfertigte Testamentsentwürfe zeigen den Willen, den Fortgang des Vermögens über den eigenen Tod hinaus zu bestimmen und etwa den *ungerathenen* (S. 20) Sohn erster Ehe nur mit dem Pflichtteil abzufinden. Durch den wohl doch überraschenden Tod Franz Anton Spänglers war das Testament jedoch nicht in Kraft getreten.

Die weiteren Kapitel des Bandes haben jeweils eine Rubrik (oder mehrere zusammengehörige Rubriken) des Inventars zum Inhalt. Dies ergab sich schon deshalb, da bei der Transkription und Bearbeitung abschnittsweise vorgegangen wurde, wobei (nur) im Vorwort vermerkt ist, wer welche Abschnitte bearbeitet hat. Die Hinweise auf einzelne Inventareinträge werden

nicht nur durch Querverweise auf einschlägige Literatur und weitere Archivquellen kontextualisiert, sondern auch durch – teilweise luxuriös großformatiges – Bildmaterial zur vergleichenden Illustrierung ergänzt. Die im Inventar verzeichneten Warenlager im Wert von über 70.000 Gulden waren auf Salzburg, Krems, Brünn/Brno, Graz und Linz verteilt und dokumentieren so die regionalen Zentren der Spängler'schen Handelstätigkeit. Die drei wertvollsten Posten mit holländischen Tuchen und Luccheser Damast im Gesamtwert von gut 6.000 Gulden zeigen einen wesentlichen Schwerpunkt. Ein mit knapp 2.900 Gulden deutlich bescheideneres Geschäftsfeld stellt die Devotionalienhandlung dar, die Spänglers zweite Frau in die Ehe mitgebracht hatte. Dass hier der als Vergleich herangezogene Wert der Warenlager in Salzburg, Linz, Graz und Brünn, jedoch ohne Krems, mit 79.812 Gulden angegeben wird (S. 37), davor jedoch der für alle fünf Warenlager mit 69.822 (S. 35), muss wohl ein Versehen sein. Wenig glücklich scheint mir die Schreibweise des heute doch deutlich anders denotierten Begriffs „Bettenhandlung“, der es immerhin bis zur Kapitelüberschrift schafft. Wird zwar schon eingangs die „Betten- bzw. Devotionalienhandlung“ (S. 17) erwähnt, so bleibt es doch dann bei der „Bettenhandlungsgerechtigkeit“ (S. 19f.), und auch im Kapitel „Bettenhandlung“ (S. 37–41) kommt es erst auf der zweiten Seite zur Frage „Doch was ist eine Bettenhandlung?“ Hier wäre vermutlich die Schreibung „Beten“ wie in den ohnehin zitierten Arbeiten von Nora Wattek (1968) und Ulrike Kammerhofer-Aggermann (2008) deutlich klarer, zumal ja auch im vorliegenden Band die Schreibung mit einem „t“ für die Salzburger Quellen erwähnt wird und wörtliche Zitate die Schreibungen *Petten* (S. 38) und *Bethen* (S. 72) aufweisen.

Eine kurze Analyse der Außenstände in Höhe von 95.551 Gulden sowie der „zweifelhafte[n] Schulden“ von 8.050 Gulden zeigt sowohl die weite Verzweigung der Geschäftsverbindungen (mit 269 Schuldnerennungen) als auch die Anlage in Obligationen, und durch Vergleiche mit den Haushaltsbüchern lassen sich teilweise zusätzliche Angaben zu den Schuldnern gewinnen. In den Passiva in Höhe von rund 107.000 Gulden sind über 98.000 Gulden Einlagen seines *Compagnion* (S. 44) und zweier seiner Kinder, die mit diesem die Geschäfte weiterführen sollten. Die Existenz der Haushaltsbücher bietet auch bei den Schulden zusätzliche Klärungsmöglichkeiten, die ansonsten bei der Auswertung von Inventaren leider meist nicht verfügbar sind. Die im Inventar enthaltenen Hinweise auf die medizinische Versorgung und die Beerdigung des Verstorbenen (mit Kosten von über 1.000 Gulden) erlauben Einblicke in die barocke Prachtentfaltung in der Stadt Salzburg.

In den abschließenden Überlegungen werden anhand verfügbarer Arbeiten punktuelle Vergleiche etwa mit Konstanz, Münster oder Wien gezogen, die – bei aller Spezifik der jeweiligen Situation – doch die bedeutende Stellung Spänglers bestätigen, wenngleich schließlich festgehalten wird, dass „eine Abschätzung der Vermögensverteilung (noch) nicht möglich“ (S. 48) ist, da für Salzburg erst einzelne Händlerinventare ausgewertet wurden. Auch die Tatsache, dass Teile des Vermögens schon übergeben worden waren und Dinge des persönlichen Besitzes (wie Bücher) nicht genannt sind, werden als leider meist gegebene Imponderabilien bei der Analyse von Inventaren erwähnt.

Der zweite Teil des Bandes (S. 61–127) stellt die Edition der im Familienarchiv des Bankhauses Spängler befindlichen Quellen dar. Hier sind nicht nur das Inventar von 1784 als zentrales Dokument, sondern auch einer der Testamentsentwürfe, der Übergabevertrag und der Verlassenschafts- oder Erbvertrag aus dem gleichen Jahr zu finden, die eine willkommene Ergänzung der zentralen Quelle darstellen.

Aus Lesersicht ist jedoch anzumerken, dass die Verwendung eckiger Klammern sowohl für Auflösungen von Abkürzungen als auch für editorische Ergänzungen teilweise Unklarheiten hinterlässt, die durch unterschiedliche Auflösungen wie „m[ppria] [manu propria]“ und „m[anu] p[ro]pria“ (S. 76) bei den Siegeln des Erbvertrages oder die nur fallweise Auflösung von „Inte[ress]e“ nicht gemindert werden.

Insgesamt handelt es sich bei diesem Band um die Publikation eines umfangreichen Verlassenschaftsinventars, bei dem durch die günstige Quellenlage mit dem Vorhandensein der Haushaltsbücher und weiterer zugehöriger Dokumente eine fast als optimal zu bezeichnende Kontextualisierung möglich ist. So wird eine interessante Quelle für das Studium der materiellen Kultur des 18. Jahrhunderts zugänglich, der einführende Text und die reiche Bebilderung machen die Edition auch für ein breiteres Publikum interessant.

Graz

Burkhard Pöttler

Als badischer Militärmusiker in Napoleons Kriegen. Balthasar Eccardts Erinnerungen an die Feldzüge nach Österreich, Preußen und Russland 1805–1814, ed. Mireille GEERING. (Veröffentlichungen der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg, Reihe A: Quellen 57.) Kohlhammer, Stuttgart 2013. 226 S., 7 Bilder, 3 Karten. ISBN 978-3-17-023031-6.

The last few years in Britain, Germany and France have been dominated by the commemoration for the First World War. This year promises much the same as attention now shifts to the battles of Verdun and the Somme offensive. In the popular histories, radio and television programmes, much has been made of the suffering of the soldiers in the trenches of the Western Front. Examinations of the *Kriegsalltag* of the soldiers in the trenches, with its rats, mud and shelling, are vividly brought to life by the numerous diaries, letters, memoirs and works of literature. Yet, as Hew Strachan has pointed out, despite their reputation, without the trenches the casualties would have been much higher. More bluntly, the populist historian and journalist Max Hastings argued in a radio debate that the soldiers of Napoleon's *Grande Armée* that participated in the Russian campaign 1812 would have welcomed the security provided by the trenches.

As the commemoration of the Great War overshadows the bicentenary of the climax of the Napoleonic conflict the memoirs of Balthasar Eccardt are a reminder of the hardships suffered by soldiers of that earlier epoch. This volume presents two versions of Eccardt's military memoirs. The first was published just a year after the climactic Battle of Waterloo finally ended the Napoleonic Wars and includes more references to political events, such as the Congress of Vienna. The second account remained unpublished, but was likely produced thirty years after the first. It gives greater weight to the physical hardship that Eccardt and his comrades endured. The editors suggest that the works may have been based on a diary, a feature common to many veterans' accounts in the nineteenth century. Eccardt is at pains in this introduction to explain that his memoir is a form of *Denkmal* for his descendants; a theme common to many other veterans' published account. Having learnt the clarinet through the church, he joined the army of Baden in 1804. His first taste of military operations came during the Franco-Austrian war of 1805, when the Duchy of Baden was allied to Napoleon. The Austrians and their Russian allies were defeated before Eccardt reached the Austrian border, so his first experience of combat occurred later in the war with Prussia in 1806/07. He later served in the 1809 war against Austria, before participating in Napoleon's ill-fated invasion of Russia in 1812. It is this campaign, his capture by Cossacks during the retreat, and his subsequent experiences as a prisoner of war that dominate the narrative. The Russian campaign is second only to the Wars of Liberation (*Befreiungskriege*) in its importance to the historical memory of the Napoleonic Wars. Moreover, whilst the communicative memory of the *Befreiungskriege* is to a large extent dominated by Prussian narratives, that of the Russian campaign is more influenced by the experience of the so-called „Third“ Germany. The Prussian contingent, operating north of the main invasion force, escaped Russia largely intact. However, many of the military contingents of *Rheinbund*, including that of the Grand Duchy of Baden, formed part of the *Grande Armée* and suffered the same privations accordingly.



Much of narrative mirrors the accounts of other Napoleonic veterans. Eccardt writes of the difficulties of the march, the danger of sickness while campaigning and the frightful scenes that followed a battle. Within the context of the Russian campaign, he recounts the fearful nature of the retreat through the Russian winter and the suffering that followed his capture. Robbed, starved and assaulted by vengeful Russian peasants, he and his fellow unfortunates were transported into the Russian interior. He accused the local Jewish population of profiteering from the hardship of the soldiers by selling them food at inflated prices. This anti-Semitic representation of Eastern European Jews is common to many German accounts. Similar to other accounts, such as that of Karl Schehl, salvation came to Eccardt as a result of his musical ability and he was eventually made a *Kapellmeister* in the Russian army. Indeed, the possession of a useful skill improved the chance of survival following capture. It was with the Russian army that he returned to Germany, although not as a combatant, since he refused to serve against his *Vaterland*, by which he appears to have meant Baden, rather than Germany. His hopes that he would soon return home were dashed when his Russian regiment turned north to participate in the siege of Hamburg. Repeated requests to be released were denied and Eccardt feared being transported back to Russia. He eventually escaped to Mannheim after the surrender of Hamburg and re-joined his family in the summer of 1814.

Three introductory essays provide the historical context to Eccardt's narrative. Hans-Joachim Harder provides a brief history of the army of the Duchy of Baden during the Napoleonic Wars. That army expanded in the 1800s as a consequence of Baden's territorial expansion and to meet Napoleon's demands for manpower. This expansion was partly achieved by the integration of the militaries of smaller German states absorbed into the new Grand Duchy of Baden. The already mixed confessional nature of Baden society and of its military was thereby increased. Harder suggests that the religious tolerance and understanding for other cultures evident there was partly responsibly for Eccardt's adaptability while a prisoner in Russia.

Wolfgang Mährle's chapter examines the international background to the 1812 campaign. He points to the fragility of the alliance agreed by the two empires at Tilsit in 1807. „Ideological“ and geopolitical differences soon set them on a collision course. Mährle charts the deterioration of their international relations and the emergence of the Sixth Coalition in 1813.

Julia Murken places Eccardt's account with the framework of other German *Ego-Dokumente* of 1812. Here she draws on her own research into Bavarian experiences of the campaign and points to the richness of these sources for historians interested in the *Kriegsalltag*. For example, thousands of women and children accompanied the *Grande Armée*, but there is little mention of them in the official record. In the diaries and memoirs of the veterans, however, one catches glimpses of them. Other aspects, such as attitudes to violence, death and religious belief also find expression. Murken points out that there is little evidence of a generalised French *Feindbild* in the contemporary diaries. Such representations appear more frequently in the non-contemporaneous *Ego-Dokumente*, published years after the event. There is also little sense of German nationalism within Eccardt's account. Murken echoes the findings of Ute Planert, who has argued the *Befreiungskriege* did not act as an integrating force in the southern German states. More specifically, Eccardt's narratives provide important evidence as to the integrative function of military music and the role of musicians as entertainers whilst on campaign.

In conclusion, the volume provides a fascinating insight into the everyday experience of a soldier in the army of the Grand Duchy of Baden during the Napoleonic Wars. The inclusion of the two versions allows comparisons to be made between and is suggestive of the reworking of experience over time, whilst the introductory essays not only provide historical context, but also point readers in the direction of further literature on a defining German experience of the Napoleonic Wars.

Swansea

Leighton James

Brill's Encyclopaedia of the Neo-Latin World, hg. von Philip FORD–Jan BLOEMENDAL–Charles FANTAZZI. (The Renaissance Society of America. Texts and Studies Series 3.) Brill, Leiden–Boston 2014. 2 Bände, XLIII, 1245 S. ISBN 978-90-04-26572-1.

Eine Enzyklopädie der „Neo-Latin World“ stellt zweifellos ein Forschungsdesiderat ersten Ranges dar, gibt es doch keine einschlägigen rezenten Handbücher zum Thema. Die Probleme bei der Erstellung eines solchen Referenzwerkes liegen auf der Hand: Es ist erstens – fasst man den Zeitraum so wie hier von der Zeit Petrarca bis in die Gegenwart – die enorme Zeitspanne, die erfasst werden muss, zweitens die immense Masse an Texten bzw. Materialien, die man zu bewältigen hat, sowie drittens (ganz im Unterschied etwa zur antiken Latinität) die zum überwiegenden Teil überaus schlechte Erschließung dieser Quellen sowohl durch Editionen und Kommentare als auch durch die Sekundärliteratur. Brill's Encyclopaedia will diesen Spagat mit folgender Konzeption lösen. Geboten werden zwei Bände: Der erste Band, knapp über 990 Seiten umfassend und „Macropaedia“ betitelt, bietet 66 etwa fünf- bis zwanzigseitige Beiträge, die in die Sektionen „Language and Education“, „Latin and Printing“, „Latin and Vernacular“, „Neo-Latin Literature“, „Latin and the Arts“, „Latin and Philosophy“, „Latin and the Sciences“, „Latin and the Church“, „Latin and Law“, „Latin and the New World“, „Neo-Latin: The Twilight Years“ sowie „History of Neo-Latin Studies“ gegliedert sind und größere Teilbereiche der genannten Themen wie etwa „Revival of Classical Texts“, „Pronunciation of Latin“, „Neo-Latin Fiction“ usw. behandeln. Der zweite Band, etwa 300 Seiten schmal und „Micropaedia“ genannt, umfasst ca. 150 ein- bis fünfseitige Artikel zu einzelnen Personen wie Erasmus, Alberti und Lorenzo Valla, aber auch zu Sachthemen wie „Botany“, „Coins and Medals“ oder „Inscriptions“.

Nun ist es immer leicht, an Handbüchern von derartigem Zuschnitt Kritik zu üben, und es sei gleich eingangs gesagt, dass die beiden Bände eine Fundgrube sondergleichen für alle am Thema Interessierten – und das sollten angesichts der hier abgedeckten Bereiche Vertreter fast aller geisteswissenschaftlichen Disziplinen sein – bieten. Das ist unbestritten. Dennoch muss sowohl die Konzeption der Encyclopaedia als auch die Durchführung derselben hinterfragt werden, insbesondere auch in Hinblick auf die systematische Nutzbarkeit des Handbuchs. Und hier zeigen sich mehrere Bruchstellen. Zunächst überzeugt die Konzeption des Unternehmens in keiner Weise. So darf man sich, insbesondere was die „Micropaedia“ betrifft, fragen, auf welcher Grundlage die Auswahl der Artikel basiert. Wie kann es zum Beispiel sein, dass in einem Werk solchen Umfangs – trotz der immensen Rolle der Humanisten auf diesem Gebiet – kein Artikel zu humanistischen Büchersammlungen bzw. frühneuzeitlichen Bibliotheken enthalten ist? Hingegen gibt es S. 928f. einen knapp einseitigen Beitrag zu „Bibliothecae (*Hispanic*)“! Gleich im Anschluss daran (S. 929f.) findet sich ein Artikel „Book Hunting“, der unter „Further Reading“ ganze drei (!), im übrigen durchwegs englischsprachige Titel zum Thema anführt, wogegen das noch immer grundlegende Werk Remigio Sabbadinis fehlt. Dieses Zitat hätte der Vf. leicht im ersten Band im Artikel „Revival of Classical Texts“ finden können, der im übrigen auch das Thema „Book Hunting“ abdeckt und viel erschöpfender ist, sodass es zu einer völlig sinnlosen Doppelung kommt. Undurchsichtig bleibt auch, nach welchen Kriterien Artikel über Einzelpersonen aufgenommen wurden: Wieso etwa gibt es zwar Lemmata zu Bruni, Alberti, Valla, Petrarca; nicht aber etwa zu Salutati, Poggio, Piccolomini, Polizian? Bedenkt man etwa die Rolle, die Salutati und Poggio für die Entstehung der humanistischen Schrift oder der spätere Pius II. sowohl für die Entwicklung des Genos der humanistischen Landesgeschichte als auch für die Rezeption des Humanismus nördlich der Alpen spielten, ist das ebenso fragwürdig wie die Tatsache, dass man offenbar nicht imstande war, den Autoren der einzelnen Beiträge bindende Richtlinien für deren Gestaltung vorzugeben. Das führt dazu, dass zahlreiche Artikel mit einem Anmerkungsapparat versehen sind und darüber hinaus am Ende noch eine kurze Literaturliste („Further Reading“) enthalten, andere aber nur eine sehr schmale „Further Reading“-Liste, selten nicht einmal diese, anbieten. Dass

die Qualität der einzelnen Artikel in einem derartigen Mammutwerk erheblich schwankt, wird niemanden überraschen und ist gleichsam systemimmanent. Trotzdem: Wie konnte ein Beitrag wie jener über „Humanistic Script“ in die „Encyclopaedia“ Eingang finden? Die hier eingeführte Terminologie – *littera humanistica textualis, humanistica cursiva libraria, littera humanistica cursiva documentarial cancellaresca cancellaresca all'antica* – ist in der einschlägigen Forschung überhaupt nicht üblich, und es darf bezweifelt werden, ob sie sich durchsetzt; in jedem Falle muss sie ihre Tauglichkeit noch beweisen. Sie basiert auf einem Artikel von Albert Derolez aus dem Jahre 2011, der jedoch unter „Further Reading“ nicht einmal zitiert wird! Dort fehlt weiters auch noch die gesamte maßgebliche italienische und italienisch- wie auch deutschsprachige Literatur zum Thema, desgleichen vermisst man wichtige in den letzten Jahren in Italien erschienene Tafelwerke. Generell fällt auf, dass sich unter den Autorinnen und Autoren der Beiträge, wenn der Rezensent richtig sieht, kein einziger (!) in Italien tätiger Humanismusforscher bzw. Neolatinist befindet, was bei der Rolle, die Italien einerseits bei der Entstehung des Neulatein wie auch bei dessen Erforschung gespielt hat und noch immer spielt, doch etwas erstaunt. Offenbar wurden die Vf. – mit ganz wenigen (deutschen, französischen) Ausnahmen – fast alle aus dem niederländisch-belgischen bzw. anglo-amerikanischen Raum rekrutiert. Es hätte nicht geschadet, bei einzelnen Themenbereichen, für die es evidentmaßen in Italien ausgewiesene Fachleute gibt (wie etwa für humanistische Schrift, Bibliotheken, Überlieferungsgeschichte etc.), diese auch heranzuziehen. Darüber hinaus ist eine systematische Nutzung der beiden Bände fast unmöglich, da sie nur durch ein Verzeichnis der Personen sowie eines der Orte, jedoch nicht durch ein Sachregister, das dringend notwendig gewesen wäre, erschlossen werden.

Noch einmal sei gesagt: Man wird die „Encyclopaedia“ an sich durchaus begrüßen, wird man doch in fast allen Bereichen immerhin mit dem Versuch eines Überblicks und in vielen mit neuen Erkenntnissen konfrontiert. Angesichts des prohibitiven Preises der beiden Bände, der mit Sicherheit auch viele Bibliotheken von einem Kauf Abstand nehmen lässt, hätte man sich jedoch ein höheres Niveau mancher Beiträge erwarten dürfen (auch hier bestätigen Ausnahmen natürlich die Regel), die zum Teil nicht auf dem aktuellen Stand der Forschung sind.

Innsbruck

Martin Wagendorfer

Geheime Post. Kryptologie und Steganographie der diplomatischen Korrespondenz europäischer Höfe während der Frühen Neuzeit, hg. von Anne-Simone Rous–Martin MULSOW. (Historische Forschungen 106.) Duncker & Humblot, Berlin 2015. 294 S. ISBN 978-3-428-14417-4.

Der vorliegende Band geht überwiegend auf eine gleichnamige Tagung in Gotha im Februar 2013 zurück, bei der es sich, wie Martin Mulsow im Vorwort anführt, vermutlich um das erste der Kryptologie in der Frühen Neuzeit gewidmete Treffen handelte.

Der erste der beiden Teile des Bandes (Forschungsprobleme und Diskurse) enthält Beiträge, die das Thema auf einer allgemeinen Ebene behandeln. Anne-Simone Rous deutet einleitend gegenwärtige Problemfelder und Perspektiven der Forschung über Geheimschriften an und stellt sie in einen breiteren Rahmen der historischen Forschung über Geheimnis und Geheimhaltung in der Frühen Neuzeit. Gleichzeitig weist sie auf die Notwendigkeit einer eingehenden Quellenforschung hin. Dies dürfte übrigens eine der größten Herausforderungen der historischen Kryptologie sein, weil die meisten vor allem in Archiven oder Bibliotheken vorhandenen Quellen bisher gar nicht erfasst worden sind. Klaus Schmech, ein mit der historischen Kryptologie sich langfristig beschäftigender Informatiker und Publizist, stellt ebenfalls den gegenwärtigen Forschungsstand und seine Grundprobleme, diesmal aus der Perspektive der Kryptologie, dar. Der Beitrag geht auf Formen der Erstellung der historischen Chiffren wie auch deren Dechiffrierung ein; vor allem fasst er in sieben Punkten die wichtigs-

ten Desiderata der heutigen historischen Kryptoanalyse zusammen. Gerhard F. Strasser beschäftigt sich mit Bemühungen um die Erfindung einer Universalsprache vom 16. bis zum frühen 19. Jahrhundert. An konkreten Beispielen belegt er, wie das Interesse für die Kryptologie sich oft mit dem Streben nach der Schaffung einer Universalsprache vereint hat, und weist somit auf eine enge Verknüpfung von Kryptologie und Linguistik. Martin Espenhorst setzt sich in seinem Beitrag „Geheimhaltung als Instrument vormoderner Friedenssicherung“ mit der Bedeutung der Geheimhaltung bei Friedensverhandlungen auseinander. Dies berührt auch die Diplomatie, in deren Bereich Geheimschriften am häufigsten benutzt wurden. Der Beitrag beinhaltet unter anderem eine Übersicht zu ausgewählten frühneuzeitlichen Arbeiten über Geheimschriften und Geheimhaltung. Karl de Leeuw schaltet sich schließlich in die Debatte über das Verhältnis zwischen wissenschaftlicher Erkenntnis und kryptologischer Praxis ein. Während sich diese beiden Gebiete laut David Kahn in hohem Maß voneinander unabhängig entwickelt hätten, macht Gerhard Strasser darauf aufmerksam, dass die geheimen und hochorganisierten Arbeitsstellen, sog. Schwarze Kabinette, den europäischen Fürstenhöfen in der Regel bis zur zweiten Hälfte des 17. Jahrhunderts noch nicht zur Verfügung standen und dass die wissenschaftliche Kommunität in der Praxis eine größere Rolle als angenommen spielte. Karl de Leeuw neigt aufgrund einer gründlichen Erforschung vor allem niederländischer Archive der Meinung Strassers zu und stellt weiterführend die Frage nach Entstehungskontexten der Schwarzen Kabinette im 18. Jahrhundert.

Der zweite Teil des Bandes (Kryptologie im frühneuzeitlichen Europa) befasst sich schon mit konkreteren Themen. Die Beiträge sind nach einzelnen Herrscherhäusern bzw. Regionen aufgeteilt: Spanien, Haus Habsburg, England/Großbritannien, Sachsen-Polen und Frankreich. Von den insgesamt dreizehn sehr spannenden Beiträgen seien hier stellvertretend jene angesprochen, die sich auf das Haus Habsburg beziehen. Anton Walder widmet sich in seinem treffend genannten Beitrag „Der letzte Ritter als erster Verschlüssler im Reich“ den Anfängen des Gebrauchs von Geheimschriften am Kaiserhof unter Maximilian I. In der Herrschaftszeit Maximilians gehörte das Chiffrieren nicht nur zur Kanzlei-Praxis, sondern der Kaiser benutzte Chiffren auch im persönlichen Bereich, z. B. in seinen Notizbüchern. Walder weist zugleich auf die möglichen Kanäle hin, durch die der Kaiser sich mit Geheimschriften vertraut machen konnte. Im zweiten Teil seines Beitrags analysiert Walder einen Brief, den die Kanzlei 1513 vom Gesandten am Hofe Leos X. empfing. Bemerkenswert ist die Feststellung, dass man schon am Anfang der kaiserlichen Kryptologie die homophone Substitution mit Codes kombinierte, wobei italienischer Einfluss unzweifelhaft erscheint. Carolin Pecho nahm die chiffrierte Korrespondenz der Erzherzöge Ferdinand und Leopold aus den Jahren 1609–1610 unter die Lupe und stellt die These auf, dass die Chiffre, die sie als „Habsburger-Code“ benennt, nicht primär der Geheimhaltung der Mitteilungen diene, sondern eher ein Ausdruck der Zusammengehörigkeit beider Brüder war. Einige der angeführten Argumente sind jedoch meiner Meinung nach zu mutig: Zum Beispiel kann man die Tatsache, dass ein chiffrierter Textteil direkt zwischen den Zeilen nachträglich entschlüsselt wurde, nicht für einen Hinweis halten, dass die Geheimhaltung nicht der primäre Zweck für die Verwendung der Chiffre war. Es handelt sich ja um eine auch bei Briefen mit streng geheimen Informationen relativ übliche Praxis. Übrigens ist die Rekonstruktion des Schlüssels, die auf einer komplizierten Verschiebung der Buchstaben des sogenannten „Carolus“-Schlüssels beruht, meines Erachtens unrichtig. In der Tatsache handelt es um den „Henricus“-Schlüssel:

h	e	n	r	i	c	u	s	a	b	d	f
↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑	↑
g	k	l	m	o	p	q	t	w	x	y	z

Die Stärke des Beitrags liegt in der hervorragenden Einbettung der konkreten Chiffre in den historischen Kontext. An die beiden erwähnten Detailanalysen schließt Leopold Auer mit einer gründlichen Übersicht über die Verwendung der Chiffren in der diplomatischen Korrespondenz des Kaiserhofs im 17. und 18. Jahrhundert (und somit eigentlich über die Entwicklung des Chiffrierens im Rahmen des Heiligen Römischen Reiches überhaupt) an. Der Beitrag, der übrigens eine repräsentative Literaturübersicht enthält, wird zu einem Grundlagentext für alle jene, die sich für die Verwendung der historischen Chiffren im mitteleuropäischen Raum interessieren. Gerhard Kay Birkner beschäftigt sich schließlich mit den Formen der Geheimhaltung und der Übermittlung der Korrespondenzen kaiserlicher Diplomaten in Konstantinopel. Seine Analyse der acht bekannten, zwischen 1640 und 1748 entstandenen Chiffrenschlüssel bzw. Nomenklaturen veranschaulicht die Entwicklung der Kryptologie am Kaiserhof und exemplifiziert glücklich Auers Ausführungen.

Die insgesamt beeindruckende Facherudition der AutorInnen aus verschiedenen Disziplinen (neben der Geschichte und ihren Nachbarfächern sind auch die Linguistik und die Informations- und Kommunikationswissenschaften vertreten) wie auch die breite überregionale Erfassung stellen zweifelsohne die Stärke des Bandes dar. Die von Anne-Simone Rous in ihrem einleitenden Beitrag ausgedrückte Hoffnung, der Band solle eine weitere Zusammenarbeit unter Frühneuzeitlern und KollegInnen aus anderen Disziplinen anregen, ist umso realistischer, als die Tagung selbst Ergebnis einer solchen Zusammenarbeit war. Seitdem hat sich die Zusammenarbeit durch den Aufbau eines auf die Initiative von Beáta Megyesi zurückgehenden, breiten internationalen und interdisziplinären Netzwerks weiter intensiviert, das sich zum Ziel setzt, Quellen zu erschließen und Hilfsmittel zu deren Transkription und Dechiffrierung zu schaffen. Es überrascht kaum, dass zu seinen Mitgliedern auch viele TeilnehmerInnen der Tagung in Gotha gehören.

Eine gewisse terminologische Uneinheitlichkeit, über die man bei der Lektüre manchmal stolpert, ist durchaus verständlich, liegt doch, wie Klaus Schmech in seinem Beitrag anführt, vor der historischen Kryptologie noch ein langer Weg zu einer „professionell und wirkungsvoll betriebenen Wissenschaft“. Mit diesem gelungenen Band, der in der Bibliothek Keines, der sich ernsthaft für die historische Kryptologie interessiert, fehlen darf, wurde ein bedeutender Schritt in diese Richtung getan.

Plzeň

Jakub Mírka

Richard C. HOFFMANN, *An Environmental History of Medieval Europe*. Cambridge University Press, Cambridge 2014. 409 S. ISBN 978-0-521-70037-5.

Umweltgeschichte ist nach wie vor eine Randerscheinung in der Mediävistik. Zu Unrecht, wie Richard Hoffmann mit seinem „Medieval Textbook“ zeigt. Er nahm sich vor, eine Umweltgeschichte Europas für Studenten bzw. Forscher in den Geistes- wie Naturwissenschaften zu schreiben. Eigentlich ist es Herausforderung genug, ein solches Buch für Historiker zu schreiben. Nichts Derartiges ist für das Mittelalter bisher gelungen. John Aberth's „An Environmental History of the Middle Ages. The Crucible of Nature“ (London–New York 2013) konnte den Anspruch, eine Umweltgeschichte des Mittelalters zu bieten, bei Weitem nicht erfüllen. Mit Richard Hoffmann trat nun ein Mediävist an, der Jahrzehnte ausführlich zur Thematik geforscht hat. Selbst Spezialist für Fisch und aquatische Ökosysteme, lehrt er (mittlerweile als Emeritus) Umweltgeschichte an der York University in Toronto. Er organisierte regelmäßig umwelthistorische Sessions auf dem jährlichen internationalen Kongress zu Mittelalterstudien in Kalamazoo und ist Beiträger diverser geistes- und naturwissenschaftlicher Konferenzen, die sich mit mittelalterlicher Umweltgeschichte auseinandersetzen. Wer, wenn nicht er, sollte ein solches Buch versuchen? Umweltgeschichte ist per se ein multi-, gute Umweltgeschichte aber vor allem ein interdisziplinäres Unterfangen. Richard Hoffmann weiß das

nicht nur, sondern setzte es auch um. Nicht umsonst beschäftigt er sich im konkreten Buch mit Modellen, die Mensch-Natur-Beziehungen beschreibbar machen. Solche Modelle der Interaktion wurden und werden aus mehreren Disziplinen heraus entwickelt. Hoffmann stellt den Zugang über den ökologischen Fußabdruck genauso wie das Metabolismus-Modell und Energieflüsse in Systemen dar. Es gelingt ihm anhand vieler Beispiele aus ganz Europa herauszuarbeiten, dass die Natur einerseits selbst Akteur war, andererseits die Menschen Einstellungen gegenüber der Natur hatten und Eingriffe in ihre Umwelt vornahm – bewusst oder unbewusst. Jedenfalls gab es aber eine wechselseitige Interaktion.

Das Buch setzt sich mit den Quellen der mittelalterlichen Umweltgeschichte auseinander. Wie Hoffmanns gesamtes Werk ist auch die vorliegende Zusammenstellung stark quellenbasiert bzw. bringt Beispiele, die aus den Quellen heraus erarbeitet sind. Quellen in diesem Zusammenhang bedeutet aber nicht nur historische Quellen in Form von Pergament und Papier, sondern auch naturwissenschaftliche Quellen wie Baumringe oder Eiskerne. Zu allererst ist Hoffmann aber Mediävist und Texthistoriker. Er thematisiert die Problematik „Umwelt“, indem er sich sehr bewusst ist, dass wir heute mit einem wissenschaftlich-analytischen Blick an ökologische Veränderungen herangehen, Zeitgenossen aber ganz andere Wahrnehmungen und Interpretationen solcher Prozesse hatten. Sie trotzdem zu beforschen und zu interpretieren, ist Sache der Umweltgeschichte. Hoffmann bringt in seinem „Textbook“ sehr viele solcher Beobachtungen, die in den letzten Jahrzehnten für ganz Europa gemacht wurden. Er hat den Überblick und zeichnet dadurch ein überaus kleinteiliges und dichtes Bild von diversen Herausforderungen, denen sich die Menschen in ihrer lokalen Umwelt zu stellen hatten. Gerade die Frage des Maßstabs ist eine überaus relevante. Umwelt veränderte sich auch im Mittelalter. Das Buch macht deutlich, dass solche Veränderungen, die ganz verschiedene Gründe haben konnten, auf verschiedenen Maßstabsebenen beforscht werden können. Ganz entscheidend allerdings sind die Kenntnisse der lokalen Umwelten und des Interagierens der Menschen mit denselben. Dabei wird auch aufgezeigt, welches lokale, zeitgenössische Wissen um die eigene Umwelt und Ressourcen existierte.

Richard Hoffmann legt sein Buch sowohl thematisch als auch chronologisch an. Als Historiker ist er sich durchaus der Bedeutung der Periodisierung bewusst und stellt die Spezifika von umwelthistorischen Studien im Übergang von einer „spätantiken Agrarverfassung“ zu beispielsweise einer frühmittelalterlichen mit bairisch/karolingischen im heutigen Salzburg genauso heraus, wie er die Auswirkungen der großen Rodungsphasen nach 1000 behandelt. Transformationsprozesse bilden überhaupt einen Blickpunkt. Umweltgeschichte ist ja vielfach, wie gezeigt wird, über die mittel- bis langfristige Beobachtung von Prozessen nachvollziehbar. Von besonderer Bedeutung war die Abhängigkeit der mittelalterlichen Menschen, in einer vorindustriellen Zeit, von den lokal verfügbaren Ressourcen. Deshalb kommt dem Boden und seinem Besitz eine wichtige Rolle zu. Wer verfügte über welche Ressourcen mit welchen Konsequenzen? Seuchen, Klima und Klimaveränderung, Naturkatastrophen, Verschmutzung und Zerstörung werden ebenso behandelt wie Landschaftsveränderungen. Die Beispiele reichen von karolingischen Waldnutzungen über die Schaffung von Agrarland auf vormaligen Feuchtgebieten in Holland oder dem Languedoc bis hin zu Praktiken der Fischerei in österreichischen Gewässern. Aus all den Beispielen wird ersichtlich, dass Umwelt nicht stabil, Bedingungen veränderlich und veränderbar waren. Europäische Geschichte spielte sich nicht unter statischen Umweltbedingungen ab. Wenige, aber dafür sorgfältig ausgewählte, instruktive und aussagekräftige Abbildungen, Tafeln und Tabellen unterstützen die Verständlichkeit des Gebotenen. Aufgrund der Tatsache, dass es sich um ein „Textbook“ handelt, unterbleiben Fußnoten. Ein zwölfseitiger „Sampler for further reading“ gibt allerdings die wesentlichen Studien wieder, aus denen das Buch schöpft.

Die Interaktion von europäischer Natur und mittelalterlicher Kultur ist von Bedeutung. Richard Hoffmann demonstriert das ganz eindrücklich, ohne einem Umweltdeterminismus

das Wort zu reden. Dieses sehr gelehrte, aber gleichzeitig gut verständliche Buch muss jedem Mediävisten ans Herz gelegt werden, eröffnet es doch den Blick auf Grundlegendes, das politische, soziale und wirtschaftliche Entwicklungen erst ermöglichte.

Wien

Christoph Sonnlechner

„Eure Namen sind im Buch des Lebens geschrieben.“ Antike und mittelalterliche Quellen als Grundlage moderner prosopographischer Forschung, hg. von Rainer BERNDT. (Erudir Sapientia 11.) Aschendorf, Münster 2014. 520 S., 6 Abb. ISBN 978-3-402-10438-5.

Der besprochene Band stellt das Ergebnis der Tagung dar, die unter dem Titel „Freut Euch, dass Eure Namen im Buch des Lebens geschrieben sind (Lk 10, 20). Antike und mittelalterliche Quellen als Grundlage moderner prosopographischer Forschung“ vom Hugo von Sankt Viktor-Institut (Frankfurt am Main) im März 2011 in Mainz veranstaltet wurde. Neben einem von Rainer Berndt verfassten Abriss der antiken und mittelalterlichen Überlieferung des oben genannten Bibelverses bietet das einleitende Kapitel eine Erläuterung des Grundgedankens der Tagung. Dieser war nach José Luis Narvaja eine Untersuchung potenzieller Nutzbarkeit von „Formen antiker und mittelalterlicher Personengeschichtsschreibung für prosopographische Ansätze“. Die Grundstruktur der Tagung, die aus drei Themenkomplexen bestand, spiegelt sich in der dreiteiligen Gliederung des Bandes wider.

Bei den sieben Beiträgen des ersten Teiles handelt es sich um historische und historisch-theologische Überlegungen über die identitätsstiftende Bedeutung des Namens im Kontext der drei Religionen des Buches: des Judentums, des Christentums und des Islam. Rainer Berndt untersucht in seinem Aufsatz, welche Rolle die Bibel in der Geschichte als Bezugspunkt bei der Suche der Menschen nach der eigenen Identität hatte. Stephan Winter stellt in seiner Studie über das Verhältnis von Taufe und Namensgebung die historische Variabilität dieses Verhältnisses fest. Eine gelebte „besondere Beziehung zu Gottes resp. Christi Namen“ habe als Kennzeichen der christlichen Existenz Vorrang vor dem bei der Taufe eventuell gegebenen neuen Namen. Im Hinblick auf die ersten drei Kapitel des Buches Genesis zeigt Hans-Winfried Jüngling den Menschen nicht nur als ein Wesen, das seine Identität von Gott empfängt, sondern auch als jenes, das selbst die Identität anderer Geschöpfe stiftet, indem sie ihnen einen Namen gibt. Die in diesen Kapiteln enthaltenen Namenslisten zählt der Autor zu Produkten der an sich schon viel älteren altorientalischen Listenwissenschaft. Hideki Nakamura erörtert das Werk *Beniamin minor* des Richard von St. Viktor, eine Auslegung der Namen von Frauen und der Geburtsfolgen und der Namen von Kindern des Patriarchen Jakob: Die Namen und die Geschlechterfolge dienten Richard als Grundlage für Ausarbeitung seiner theologischen Anthropologie. Gesine Klintworth zeigt in ihrem Beitrag am Beispiel von zwei französischen Äbten, Teilnehmern am vierten Kreuzzug, wie wichtig gründliche prosopographische Untersuchungen für richtige Identifizierung von Personen sind und wie sie zu eventuellen Korrekturen der überlieferten historiographischen Darstellungen führen können. Hanns Peter Neuheuser spricht von der memorialen und legitimierenden Funktion der Papstlisten im *Didascalicon*, im Traktat *De sacramentis* und anderen Werken des Hugo von St. Viktor. Laut dem Autor weisen die Papstnamennennungen durch Hugo u. a. auf einen dynamischen Entstehungsprozess der liturgischen Texte, gleichzeitig aber auch auf die Rückbindung von Veränderungen an die päpstliche Autorität hin. Der Aufsatz von Tilman Nagel beschäftigt sich mit der Erörterung der neunundneunzig Namen Allahs in den Werken des muslimischen Gelehrten al-Ġazālī, der den einzigen Weg zur unmittelbaren Gotteserfahrung im Erkennen von Gottes Eigenschaften und Namen sah.

Die erste Studie des zweiten, unterschiedlichen prosopographischen Quellengattungen gewidmeten Teiles von Ralf M. W. Stammberger stellt die Frage nach eventuellen theologi-

schen Reflexionen der liturgischen „Praxis der Eintragung der Toten in Libri vitae oder Kalendare“ im Blick auf das himmlische, an verschiedenen Stellen der Heiligen Schrift erwähnte „Buch des Lebens“. Zwar lassen sich laut dem Autor solche explizite Überlegungen nicht nachweisen, doch sei diese Praxis als „theologisch begründeter Ausdruck der Hoffnung auf Aufnahme in das ‚Buch des Lebens‘“ zu verstehen. Robert Gramsch unterstreicht die kaum zu ersetzende Rolle des „Repertorium Germanicum“ für die Erforschung der Personengeschichte des spätmittelalterlichen deutschen Klerus: Es ermögliche eine tiefere Kenntnis über die Geschichte des Pfründenmarktes sowie über das personale Netzwerk der deutschen Kirche. Uwe Ludwig weist auf die Bedeutung der frühmittelalterlichen *Libri vitae* mit ihrer ursprünglich commemorativ-impetratorischen Funktion als sozialgeschichtliche Quellen hin. Möglichkeiten und methodische Schwierigkeiten bei ihrer Auswertung stellt er an Beispielen aus den karolingischen Gedenkbüchern von St. Gallen vor. Mit Martyrologien als Erinnerungsbüchern und liturgischen Lehrbüchern beschäftigt sich Meta Niederkorn-Bruck, die u. a. auf deren institutionelle Repräsentationsfunktion aufmerksam macht. José Luis Narvaja widmet sich unterschiedlichen inhaltlichen Bedeutungen des Namens „Christ“, die dieser in der christlichen Antike im Hinblick auf die Frage der Einheit mit der Kirche haben konnte. Überlieferte Namenslisten seien Zeugnisse über das Verbleiben in der Wahrheit und der ekklesialen Gemeinschaft. Véronique Gazeau stellt die Frage sowohl nach Motiven, die den normannischen Abt Robert von Torigni zur Verfassung seiner historiographischen Werke, einer für die Prosopographie der normannischen Äbte belangvollen Quelle, führten, als auch nach seiner Arbeitsmethode. Der Beitrag von Arnold Angenendt thematisiert die Entwicklung der eucharistischen Liturgie seit ihrer Anfangszeit bis in das Spätmittelalter im Hinblick auf die Namensnennung. Er zeigt den Zusammenhang zwischen einer besonderen Erwähnung von Namen und dem Stiftungsrecht sowie der Überzeugung von spezieller, durch das Messopfer bewirkter Gnade für Einzelne.

Als „Schreiber und Schriftlichkeit. Instrumente prosopographischer Forschung“ wird der dritte Teil des Bandes benannt. Die etwa gleichlautende Studie von Franz Niese stellt verschiedene Umgangsweisen mit Personennamen in dem zur Rechts- und Heilssicherung verfassten Schrifttum dar und bietet für die Erforschung derartiger Quellen hilfreiche methodische Hinweise. Im Aufsatz von Brigide Schwarz erfährt man über Stellung, Aufgabenfelder und möglichen Berufsweg der Schreiber an der päpstlichen Kurie. Die Autorin zeigt, wie man auf Grund einzelner Quelleninformationen (z. B. aus Urkundenvermerken) die Geschichte eines Schreibers bzw. eines Schreiberkollegiums schreiben kann. Émilie Cottureau-Gabillet präsentiert Ergebnisse ihrer Untersuchungen zu französischen Handschriftenkopisten des 14. und 15. Jahrhunderts. Ihre gründlichen statistischen Analysen führen zu informativen Auskünften über Beteiligung von Mitgliedern des Kleriker- und Laienstandes und Angehörigen verschiedener Berufsgruppen an der Anfertigung von Handschriftenkopien unter mehreren Gesichtspunkten. Ein konkretes Beispiel von der Sorge um die eigene persönliche Memoria und um die eigene Institution gibt Anette Löffler in ihrem Beitrag über den Abt von St. Viktor Gaufridus Pellegay. Michael Embach stellt in seiner Studie über Kolophone in den aus den Trierer Abteien St. Matthias und St. Alban stammenden Handschriften die Bedeutung der Subskriptionen als „ergänzender Quellen zur Text- und Literaturgeschichte des Mittelalters und der Frühen Neuzeit“ fest. Die Selbstverteidigungstraktate *Quia nonnulli* und *Inter distractionum molestias* des sich um das Beweisen seiner Legitimität bemühenden Avignoneser (Gegen-)Papstes Benedikt XIII. (Pedro de Luna) sowie die Rezeption seiner Argumentation sind der Gegenstand der von Britta Müller-Schauenburg verfassten abschließenden Studie des Tagungsbandes. Der Verwendung des Namens „Benedikt“ als Identitätsmarke des umstrittenen Pontifex durch ihn selbst und seine Kritiker wird spezielle Aufmerksamkeit gewidmet.

Die veröffentlichten Studien sind auf jeden Fall sehr informativ und anregend. Allerdings kann man sich bei einigen Aufsätzen des ersten Teiles mit Recht die Frage nach ihrer Relevanz



für die historische Personenforschung stellen. Das ist jedoch ein Problem, das bei Tagungen immer wieder auftauchen kann, dass ein Beitrag zwar einem Teilaspekt (hier dem Stichwort „Namen“) völlig entspricht, doch die grundsätzliche Fragestellung nur am Rande berührt. Es ist einem kaum möglich, in diesem Fall ein kompetentes Urteil über alle inhaltlichen Details zu fällen. Auf einen Fehler des letzten Beitrags, der zweimal auf S. 405 auftaucht, sei jedoch hingewiesen: nicht Papst Benedikt IX., sondern Benedikt XI. (Nicolaus Boccasini) ist ein Dominikaner gewesen, der einem anderen Dominikanerpapst Benedikt XIII. (Pietro Francesco Orsini) zum Vorbild und später von Clemens XII. seliggesprochen wurde.

Rom

Viliam Štefan Dóci OP

Elisabeth MAGNOU-NORTIER, *Aux origines de la fiscalité moderne. Le système fiscal et sa gestion dans le royaume des Francs à l'épreuve des sources (V<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles)*. Droz, Genève 2012. 964 S. ISBN 978-2-600-01504-2.

Die seit einigen Jahren emeritierte, für die Sozial- und Wirtschaftsgeschichte Südfrankreichs bedeutende Mediävistin hat mit dem vorliegenden Werk umfangreiche Studien über die staatlichen Einnahmequellen im Gebiet des modernen Frankreich von der Spätantike (Bas Empire) bis in die Zeit der französischen Fürstentümer des 11. Jahrhunderts (France) vorgelegt. Damit will sie vor allem ihre in früheren Publikationen entwickelte und ausgebauten These einer stringenten Kontinuität eines auf römischen Wurzeln basierenden, mittelalterlichen Steuersystems, welches von der Spätantike übernommen als finanzielle Basis der Königs- und Fürstenherrschaft bis ins 11. Jahrhundert wirke, auf eine breitere Quellenbasis stellen.

Diese Sichtweise wurde zwar 1990 von J. Durlat in seinem Buch „Les finances publiques de Dioclécien aux Carolingiens (284–888)“ geteilt, vom Gros der französischen Mediävistik jedoch abgelehnt. Akzeptiert wurden die Untersuchungen der Autorin zu „Fiscalité“ und „Gestion“, also Steuerwesen und Verwaltung, von C. Settiani und K. F. Werner in seinen letzten Arbeiten über die „Mehrzweckelite vor der Moderne“ und in „Naissance de la Noblesse“ (?1999) insofern, als sie Säulen von Staatlichkeit und Ordnungsgefügen auch im Früh- und Hochmittelalter sind, freilich nicht ausschließlich.

Andererseits hat die Autorin in ihren Arbeiten wiederholt wichtige Themen aufgenommen, so bereits 1976 in ihrem Buch „Foi et Fidélité. Recherches sur l'évolution des liens de fidélité chez les Francs“, in dem sie die vom belgischen Historiker F. L. Ganshof 1944 und 1957 behandelte Frage „Qu'est-ce que la féodalité?“ über das vasallitische System des Mittelalters in den Grundlagen weiterentwickelt hat.

Mit ihrem vorliegenden umfangreichen und inhaltlich homogen aufgebauten Spätwerk legt sie nun erstmals einen quellennah gearbeiteten Aufriss („relier des textes“) für das Steuer- und Verwaltungssystem für den behandelten Zeitraum vor. Ausgehend von der Dominanz des Steuersystems in der römischen Verwaltung (Steuerregister etc.) und ihrer Prämisse, dass dieses im gallo-römischen wie auch im Frankenreich der Merowinger- und Karolingerherrscher und auch der frühen Kapetinger fortgewirkt habe, untersucht sie in drei Teilen mit zehn Kapiteln chronologisch politische Strukturen sowie Regulative und Mechanismen der Verwaltungsentwicklung. Das römische Zins- und Vermessungssystem setze sich in der für das Mittelalter bekannten *circumambulatio* von Land bei dessen Vergabe fort, so schon in ihrem Beitrag im Band „De l'estime au cadastre en Europe. Le Moyen Âge“ (2006); es folgt Einiges zu *caput* und *jugum* sowie ein Abschnitt „Débat lexicographique“ beim Punkt „Possessions du Fisc“ (S. 47ff.) zu den sicher wenig gelungenen Übertragungen lateinischer Bezeichnungen für Liegenschaften ins Englische in der Übersetzung des Codex Theodosianus von C. Pharr (Princeton 1952). Dem folgen eine Reihe ausschließlich textimmanent interpretierter Stellen des CTh, wobei es verwundert, dass sie hierfür nicht die für die römische Rechtskontinuität südlich der Loire und der Pyrenäen geltende und in zahlreichen Handschriften überlieferte,

gotische Version des CTh, nämlich die Edition des *Breviarium Alarici*, benützt hat, so auch für ihre Analyse der Besteuerung von Grundbesitz im Bas Empire, bei der sie eine enge Verzahnung der „*possessions du fisc*“ im damaligen Besitz- und Eigentumswesen feststellen will (vgl. auch die Grafik S. 156). Auch spiegle die behandelte Schichtung der römischen Gesellschaft aufgrund diverser Formen von Dienstleistungen und Abgaben nach Magnou-Nortier das zentralistische Steuersystem noch wider.

Im zweiten Teil (S. 229–510) verfolgt sie dieses sowie dessen Umsetzung in der Verwaltung von Chlodwig bis Pippin III. über drei Kapitel, wobei zunächst breite Ausführungen zur Gründung des Frankenreichs in die ohnehin seit den 1980er Jahren bekannte Dominanz der Bischöfe als besitzende Oberschicht münden. Das nächste Kapitel ist erneut eine überwiegend textimmanente Quellenanalyse zu den Themenfeldern „*foi*“ und „*serment de fidélité*“, beginnend mit dem auf hochmittelalterlichen Befunden basierenden, berühmten Dictum von Montesquieu („*De l'esprit des lois*“): „*On prête fidélité debout; on fait hommage à genoux*“. Die Passagen zum salfränkischen Recht (mit Malbergischen Glossen, also in Bezug zur Rechtsprache der germanischen Dingplätze) sind leider ohne Kenntnisnahme der detailliert vorliegenden, neueren Literatur insbesondere der Studien aus germanistischer Sicht der großen Forscherin zur *Lex Salica*, R. Schmidt-Wiegand, geschrieben. Auf einer bemerkenswert breit angelegten Quellensammlung basiert auch das den zweiten Teil abschließende Kapitel über das Steuerwesen, Formen fränkischer Immunität und das Militärwesen, aber auch dieses kaum in der Forschung verankert. Bei Berücksichtigung hätte etwa S. 423ff. eine Gleichsetzung von *boni homines* und *curiales* (vgl. die Analyse zu *boni homines* von K. Nehlsen-von Stryk 1981 und im HRG 1) vermieden oder die Interpretation des berühmten Titels I, 13 der *Lex Baiuvariorum* zu den Abgabeleistungen von kirchlichen Sklaven und Kolonen exakter gearbeitet werden können. In der Conclusio des zweiten Teils wird deutlich, dass die Autorin ausgehend von ihrer Trefferquote des Wortes *curiales* in den Quellen eine Kontinuität der spätantiken Verwaltung konstatiert, ohne die Möglichkeiten eines Wandels der Institutionen im behandelten Zeitraum methodisch einzubeziehen. Sie geht soweit, feststellen zu wollen: „*Il semble que ces formes de services royaux ont inauguré dans le royaume des Francs gouverné par les Mérovingiens l'histoire de l'Ancien Régime, puisqu'elle est encore reconnaissable à la veille de la Révolution*“ (S. 510).

Für die Zeit Karls d. Gr. könnte die Autorin aus einer Fülle administrativer Quellen und Urkunden schöpfen, sie fokussiert allerdings in diesem Abschnitt stark das System vasallitischer Bindung durch den Treueid (S. 514–581). Systemveränderungen sieht sie zu Recht in der Zeit Ludwigs d. Fr. und Karls II. (d. K.) für gegeben an aufgrund der großen Zahl überlieferter Texte zu Reichsversammlungen und der nun vorliegenden Abgabenverzeichnisse von umfangreichen kirchlichen Besitzungen (Polypticha und Urbare), wobei hier auch Erfahrungen aus ihren Editionen von verschiedenen Polypticha Südfrankreichs einfließen. Für die Textanalyse der berühmten Reichsversammlung Karls II. in Coulaines 843 verwendet sie leider nicht die sichere Textbasis der Edition von W. Hartmann (MGH Concilia 3 [1984] Nr. 3) und auch nicht die wichtigen Forschungen von P. Classen (1963) oder aus regionaler Perspektive von A. Ledru (in: *La Province du Maine* 17 [1909]) sowie jüngst A. Krah (Potestas regia [2000] 205–225). Richtig betont sie jedoch dieses Kapitel resümierend, dass bereits am Beginn der Regierungszeit Karls II. große Veränderungen spürbar sind: „*Un style monarchique nouveau y prit racine*“ (S. 679). Das Kapitel „*Des patris, un royaume*“ (oder wie 1948 J. Dhondt die Zeit am Beginn der französischen Fürstentümer etikettierte „*La naissance des principautés territoriales en France*“) setzt mit semantischen Studien zu „*fief*“ und „*féodalité*“ ein und behandelt diese Phänomene anhand von Quellen für den Pyrenäenraum, das Limousin und die Normandie, um anschließend die Konnexion von „*fief*“ und *possessio* bzw. *fidelitas/hominium* sowie mit *fiscus/fevum* zu untersuchen. Spannend ist der skizzierte Wandel vasallitischer Bindungen in den entstehenden, großen, französischen Fürstentümer (z. T. in Anleh-

nung an die Arbeiten von J. P. Poly, E. Bournazel und K. F. Werner). Auch sieht sie einen Zusammenhang zwischen der zahlreichen Überlieferung karolingischer Kapitularien in Handschriften des 10. und 11. Jahrhunderts im französischen Raum und deren möglicher Umsetzung in Urkunden mit Verwaltungsanordnungen.

Die das Buch abschließende Aufbereitung von Urkundenmaterialien ist sicher der wertvollste Teil der Arbeit. Ob in diesen Urkunden noch die Wurzeln des römischen Steuerwesens erkennbar sind, mag bezweifelt werden. Doch liegt der Wert des Buches weniger in der Richtigkeit der zuweilen provokant vorgetragenen These der Kontinuität eines spätantiken Verwaltungswesens (fast bis zur Revolution), sondern in feinen Beobachtungen der Autorin zu Details in den deutschsprachigen Mediävistik unbekannteren Quellen zur westfränkischen Geschichte, an die man sich bei der Lektüre des Buches freilich etwas mühsam heranarbeiten muss. Ein weiterer Pluspunkt ist die erfrischende Verarbeitung von relevanten, nach 2000 erschienenen Werken der französischen Geschichtsforschung. Man wünschte sich allerdings auch die Reflexion der zu vielen im Buch behandelten Themen vorliegenden deutschsprachigen Forschung.

Wien

Adelheid Krahn

Moines et démons. Autobiographie et individualité au Moyen Âge (VII<sup>e</sup>–XIII<sup>e</sup> siècle), hg. von Dominique BARTHÉLEMY–Rolf GROSSE. (Hautes Études médiévales et modernes 106.) Droz, Genève 2014. VIII, 232 S. ISBN 978-2-600-01375-8.

Dieser Band ist aus einer Tagung am Deutschen Historischen Institut in Paris (28. Mai 2010) hervorgegangen und versammelt 14 Beiträge von profunden Kennern der Materie. Die titelgebenden Begriffe „Mönche und Dämonen“ stecken mit jenen des Untertitels „Autobiographie und Individualität“ ein komplexes Feld ab, in dem jeder der in sich stimmigen Beiträge mit vielfältigen Bezügen untereinander seinen Platz findet. Offen bleibt allerdings, ob die vier Begriffe auch als methodische Matrix funktionieren. Ihnen widmen sich in unterschiedlicher Gewichtung – nach einer konzeptionellen Einführung von André Vauchez und einer Übersicht über mittelalterliches biographisches und autobiographisches Schreiben von Walter Berschin – insgesamt zehn Fallstudien. Die Zusammenfassung von Jean-Claude Schmitt weist methodische Perspektiven. Ergänzt werden die Beiträge durch Auszüge (lat./frz.) aus einigen der im Band diskutierten Schlüsseltexte im Anhang (Rodulfus Glaber, *Historie*, ad Beitrag J. Dalarun; Othloh von St. Emmeram, *Liber visionum*, ad Beitrag T. Lesieur; Guibert de Nogent, *De vita sua*, ad Beitrag J. Rubenstein; Richalm von Schöntal, *Liber revelationum*, ad Beitrag P. G. Schmidt) sowie acht Abbildungen zum ikonographischen Beitrag von Florence Chave-Mahir.

Im Vorwort formulieren die Herausgeber als zentralen Gegenstand Ausdrucksformen mittelalterlicher Individualität. Versuchungen durch Teufel und Dämonen wiederum sind ein wesentlicher Ausdruck christlicher, insbesondere monastischer Spiritualität. Dämonen personifizieren den inneren Kampf geistlicher Menschen, ebenso wie sie soziale Auseinandersetzungen spirituell übersetzen. Als ein wichtiges Modell der jeweils individuellen Reflexionen diene der Diskussion christliches „autobiographisches“ Schreiben. Daher widmet sich der größere Teil der Fallstudien den Werken einzelner monastischer Autoren, die mehrheitlich in chronologischer Ordnung präsentiert werden.

Mit einer Ausnahme, jener von Patrick Henriot zu Valerius von Bierzo (7. Jh.), behandeln alle Studien den Zeitraum zwischen dem 10. und dem 13. Jahrhundert. Dieser Fokus ist aufgrund der Konvergenz der Bedeutung von Dämonen in monastischen Vorstellungswelten und „autobiographischer“ Selbstthematizierungsprogramm. Viele der im Band vorgestellten Autoren lebten nach der Regel des Hl. Benedikt, Richalm von Schöntal († 1219) war Zisterzienser. Die teils eremitische, teils zönotische Lebensform des Valerius de Bierzo entzieht sich aller-

dings ebenso einer klaren Zuordnung, wie ein Rather von Verona († 974, Beitrag R. Große) oder ein Petrus Abaelard († 1142, Beitrag J. Verger) nicht dem klassischen Typus des ortsgelassenen Mönchs entsprechen, ebenso wenig wie die spanischen Pilger des 12. Jahrhunderts, denen sich der perspektivenreiche Beitrag von Klaus Herbers widmet.

So schwierig die Abgrenzung der geistlichen Lebensformen der Autoren ist, so wenig lässt sich eine klare Trennung zwischen biographischem und autobiographischem Schreiben ausmachen, wie Walter Berschin unterstreicht, und auch die Übergänge zwischen den unterschiedlichen Erzählformen sind fließend: Die jeweils detailliert in ihrem sozialen Kontext untersuchten Werke umfassen Selbstzeugnisse in Traktaten (teilweise in Dialogform), Visionsliteratur und Briefen, Formen der Geschichtsschreibung und hagiographische Texte, etwa Wunderberichte, durchsetzt mit chronikalen Passagen wie bei André de Fleury (11. Jh., Beitrag D. Barthélemy). Selbst Teufel und Dämonen spielen nicht bei allen ausgewählten Autoren eine wesentliche Rolle, etwa bei Rather von Verona und Petrus Abaelard, deren Fokus auf Selbsterkenntnis die dargestellten inneren und sozialen Konflikte bestimmt.

Alle diskutierten Texte aber enthalten Aspekte der Selbstthematisierung und -reflexion als Schlüsselthema geistlichen Lebens: Introspektion, die Auseinandersetzung mit dem eigenen Gewissen, mit Sünden und Lasten, Schwächen und Affekten, die Wechselbeziehungen zwischen Körper, Seele und Verstand werden in den einzelnen Beiträgen in ihren Traditions- und Rezeptionszusammenhängen aufgezeigt (etwa den *Vitae patrum*, der Antonius-Vita, den *Confessiones* des Augustinus, den *Moralia in Iob* Gregors des Großen). Dämonen personifizieren diese inneren Kämpfe ebenso wie die äußeren Gefahren, als denen ausgesetzt die menschliche Seele aufgefasst wurde. Dies reicht bis hin zum expliziten Anti-Judaismus in den gesellschaftlichen Reflexionen eines Rodulfus Glaber, bei dem sich der Teufel nicht nur einzelner Personen, sondern einer religiösen Gruppe in ihrer Gesamtheit bedient.

Der Vielfalt der Erscheinungsformen der Dämonen wie ihrer textuellen und sozialen Funktionen entspricht die Bandbreite der Möglichkeiten, ihnen zu begegnen. Sie reicht vom Kreuzzeichen und dem Anrufen des Namens Christi, über Gebet und Lektüre, etwa der *Moralia in Iob*, wie sie Richalm von Schöntal empfiehlt, bis hin zum Einsatz der Heiligen, die in Form von Exorzismen oder in exemplarischen *miracula* den direkten Kampf mit den Dämonen um die Seelen ihrer Schutzbefohlenen aufnehmen. Erstere sind Gegenstand der ikonographischen Studie von Florence Chave-Mahir; letzterer wird von Klaus Herbers in seinem Beitrag über spanische Pilgerberichte interpretiert. Hier wird jeweils auch besonders deutlich, dass sich Selbstwahrnehmung und -thematisierung durch das Medium des Kampfes mit Teufel und Dämonen immer auch in den Interaktionen mit den anderen abspielt: in individuellen Konflikten mit Gefährten, Konkurrenten und Widersachern, die im Leben zahlreicher Autoren quer durch die Jahrhunderte maßgeblich sind. Richalm von Schöntal etwa modelliert sogar die Hierarchie der Dämonen explizit eindrucksvoll an jener der klösterlichen Organisation. Seine Hölle sind die anderen, wie es Paul Gerhard Schmidt in der ausführlichen Einleitung zu der von ihm ein Jahr vor seinem Tod vorgelegten kritischen Edition (2009) des *Liber revelationum* Richalms formuliert; verantwortlich für ihr Handeln sind allerdings die Dämonen, die sie anleiten.

Aber auch die bildliche Überlieferung macht die sozialen Bezüge der im Zentrum des Bandes stehenden individuellen Personen deutlich. Alle von Florence Chave-Mahir in ihren Text-Bildbezügen analysierten visuellen Repräsentationen von Exorzismen in Handschriften aus dem 11. bzw. 12. Jahrhundert, bewirkt von je zwei männlichen (Benedikt von Nursia, Guthlac von Crowland) und zwei weiblichen (Juliana von Nikomedia, Radegunde von Poitiers) frühmittelalterlichen Heiligen, unterstreichen die materiellen und sozialen Raumbezüge, innerhalb derer sich die jeweiligen Protagonisten bewegen.

Die Stärke des Bandes liegt in der Vielfalt der Beispiele, die durch die subtilen Analysen von kodikologischen, rezeptionsgeschichtlichen und sozialen Bezügen eine Fülle von Einbli-

cken in Vorstellungswelten geistlicher Menschen bieten, in denen die Auseinandersetzung mit dem eigenen Selbst über jene mit Dämonen eine zentrale soziale und spirituelle Rolle spielte. Eine der wichtigsten Herausforderungen für künftige Arbeiten liegt wohl darin, das in seinem Titel abgesteckte Feld methodisch stringenter zu fassen: Dass es – jeweils zu historisierende – Formen von Individualität im Mittelalter nicht weniger als in der sogenannten „Moderne“ gab, hat die einschlägige Forschung zu diesem Thema mittlerweile außer Streit gestellt, wie Rolf Große in seinem Beitrag mit Nachdruck betont. Inwieweit ein „autobiographischer“ Zugriff auf Formen mittelalterlicher Individualität methodisch am besten geeignet ist, deren vielfältige Artikulationen in ihren sozialen Zusammenhängen zu erfassen, ist eine andere Frage. „Autobiographie“ – so „unfest“ die Kategorie ohnehin ist – lenkt den Blick tendenziell auf die wohl bekannten herausragenden Persönlichkeiten des christlichen Mittelalters. Ob eine größere Anzahl an geistlichen Frauen und Männern, aber auch solche anderen Standes tatsächlich erst mit den sozialen Veränderungen des Spätmittelalters bzw. des Anstiegs der Überlieferung sichtbar wird, oder vielleicht doch durch einen breiteren Begriff von Selbstzeugnissen und eine Erweiterung der Perspektive auf die Artikulationen von Individualität, wie dies etwa die einschlägigen Beiträge zu Mirakelberichten in diesem Band nahelegen – dies zu beantworten, darf man sich von jenen Studien erhoffen, zu denen der Band anregen will.

Wien

Christina Lutter

Nicolas MAZEURE, *La vocation mémorielle des actes. L'utilisation des archives dans l'historiographie bénédictine des Pays-Bas méridionaux, X<sup>e</sup>–XII<sup>e</sup> siècles.* (Atelier de recherches des textes médiévaux 20.) Brepols, Turnhout 2014. 517 S. ISBN 978-2-503-54915-6.

The current book is a reworked version of a doctoral dissertation defended by the author at the University of Antwerp in 2009. Its objective is to analyse „the relationship between historiographical texts and diplomatic sources“ in tenth- to twelfth-century Benedictine monasteries in the Southern Low Countries. The choice of the period and region are very appropriate. This was a time when monastic historiographers were at their most creative, shaping narratives of the past geared explicitly at making an impact on communal views of identity and purpose, and on the way communities positioned themselves in their social environment. In addition, it is well known that this was also the period during which archival memories were subjected to intensive reorganisation procedures. As for the region, Benedictine houses in the Southern Low Countries became involved early on – and with an almost unrivalled enthusiasm and intensity – in the emergence of abbatial *gesta*, chronicles and *historiae fundationis* as widely practised genres.

Mazeure's study lies at the intersection of research into historiographical composition, historical discourse and archival reorganisation. Its central argument is that it is impossible to understand monastic historiographical culture in this period without taking into account changes in the modes of redaction in charters, in their preservation, and in their use in juridical procedures. Thus, the author observes distinct methodological differences between Folcuin's *Gesta abbatum* of Saint-Bertin (962/3) and those he wrote on Lobbes some two decades later, even though – according to Mazeure, at least – they were conceived in roughly the same context of reform. This he attributes to a „methodological evolution“ which took place between the redaction of the first text and that of the second, as the result of generally evolving attitudes towards the use and preservation of diplomatic material. At the same time, he stresses how the specific circumstances in which Folcuin was working on these two narratives, the availability and state of each institution's archives and, of course, the specific interests and issues of each community and its leadership played a crucial role in determining how he constructed each text, and what role he reserved for non-narrative, particularly archival, mate-

rial. Indeed, the need to take into account context and audiences' expectations is revealed through his analysis of the roughly contemporary material from Stavelot-Malmedy, and the twelfth-century material from Lobbes (comprising a continuation of the *gesta* and several *historiae foundationes*) and Waulsort.

Mazeure provides substantial evidence to support the notion that authors of the tenth to twelfth century and their readership were keenly aware of typological differences between historiographical narratives and archival documents. His argument is based on three key observations. First, that developments in pragmatic literacy, the transmission of diplomatic documents, and historiographers' methodology were closely interlinked, and that all three contributed to the shaping of institutional memories. It is here that Mazeure disagrees with Patrick Geary, arguing that shifting narrative strategies for communal memory c. 1000 did not revolutionise the management of monastic archives, and that the latter group of documents continued to serve primarily probatory and administrative purposes, even when copies of these were included in local historiography. Secondly, that aspiring historiographers' selection of archival documents and the way in which these were presented in historiographical narratives were closely linked to these authors' motivations and typological preferences. So, Heriger of Lobbes expressed his preference for hagiographic discourses as texts transformed from charters into dialogues. However, others, particularly the authors of *gesta abbatum*, were typically more tempted to include regests of charters as a means of creating a continuous narrative of the institutional past. Finally, Mazeure indicates that archival documents were read, interpreted and used by historiographers in ways that reveal these authors' familiarity with the production and management of charters. Mazeure notes how all the historiographers studied preferred to quote corroborative parts of charters as well as the eschatocols. This, he argues, is clear evidence of the fact that they wished to explicitly acknowledge that archival documents did not simply bear witness to their institution's past, but also had an actual legal meaning.

The strength of this study lies in its meticulous reconstruction of the precise archival circumstances in which the *gesta* and the other historiographical narratives discussed originated, and the relationship between the quotations from and references in these texts to the original charter material as kept in these monastic archives. In addition, Mazeure has succeeded in reconstructing the status of diplomatic sources from a juridical, memorial and even symbolic viewpoint for different stages coinciding with the high points in the region's Benedictine historiographical output. Less satisfactory are the parts of the book which require the reader to transcend these „dossiers“ and construct a larger analytical framework in order to understand Benedictine historiographical and archival literacy during the tenth to twelfth centuries. In spite of the book's considerable merits, this reviewer found it hard to find many insights that are genuinely new, or likely to change our understanding of the subject.

Ghent

Steven Vanderputten

Ulrich SCHLUDI, Die Entstehung des Kardinalkollegiums. Funktion, Selbstverständnis, Entwicklungsstufen. (Mittelalter-Forschungen 45.) Thorbecke, Ostfildern 2014. 480 S. ISBN 978-3-7995-0537-6.

Das Thema gehört zu den erstrangigen der mittelalterlichen Geschichte, zumal da der Verf. seine Darstellung, die als Heidelberger Dissertation entstanden ist, wesentlich breiter angelegt hat, als der Titel suggeriert: Weit mehr als um die Entstehung des Kardinalkollegiums geht es um dessen Entwicklung in der Anfangsphase seiner Existenz, um die Verfestigung der institutionellen Struktur, um die Ausprägung der Funktionen, vor allem um die allmählich präziser werdende Definition des Verhältnisses zum Papst. Im Blick steht rund ein Jahrhundert seit dem Einsetzen deutlicher Bestrebungen, den suburbikarischen Bischöfen und ausgewählten Mitgliedern des Klerus der Stadt Rom, den *cardines*, eine besondere Rolle in der unmittel-

baren Umgebung des Papstes zuzuordnen. Ganz wie das Oberhaupt der westlichen Kirche damals dem Anspruch auf Vorrang, der bereits einige Jahrhunderte früher im Titel *summus pontifex et universalis papa* Ausdruck gefunden hatte, zunehmend Geltung verschaffen konnte, hat das ihm zugeordnete Kardinalkollegium zu jener Zeit enorm an Gewicht gewonnen. So darf diese Untersuchung schon wegen des gewählten Gegenstandes erhöhte Aufmerksamkeit beanspruchen.

Der Bedeutung des Themas entspricht die lange Tradition der wissenschaftlichen Beschäftigung mit ihm. Der Verf. referiert ausführlich die Ergebnisse früherer Arbeiten, er lässt sogar gleich durch den Titel erkennen, dass er daran anknüpft: „Die Entstehung des Kardinalskollegiums“ nannte Hans-Walter Klewitz den grundlegenden Aufsatz, den er 1936 im Rahmen seiner Mitarbeit am Göttinger Papsturkundenunternehmen veröffentlichte. Erinnert sei ferner an die Studie von Stephan Kuttner aus dem Jahre 1945, ein Artikel von fast 100 Seiten. Denselben Titel, „Cardinalis“, stellte Carl Gerold Fürst seinem 1967 erschienenen Buch voran, dessen Untertitel „Prolegomena zu einer Rechtsgeschichte des römischen Kardinalskollegiums“ so unübersichtbar auf eine umfangreiche Fortsetzung hinweist, dass mögliche Interessenten sich jahrzehntelang von der eingehenden Beschäftigung mit dem Thema haben abschrecken lassen. Diese Blockade hat der Verf. nun durchbrochen.

Er konnte aus dem Vollen schöpfen. Ohnehin darf man stets erheblich ergiebigere Quellen im kirchlichen Bereich erwarten als im weltlichen, denn nicht nur ist in jenem mehr Schriftliches produziert worden, sondern angesichts der größeren Stabilität geistlicher Institutionen hat das einmal Vorhandene auch eine bessere Chance der Erhaltung. Speziell waren Vorarbeiten zur Erfassung des Materials dem Verf. dienlich für den ersten der beiden Hauptteile, in die er seine Darstellung gegliedert hat gemäß den spezifischen Funktionen der Kardinäle: dem institutionell verankerten Recht auf Beratung des Papstes und der exklusiven Kompetenz für dessen Wahl. Sichtlich von Nutzen war, dass durch die Bemühungen des Papsturkundenunternehmens die urkundliche Überlieferung der Päpste des 11. und 12. Jahrhunderts, Grundlage für die Ausführungen über die beratende Tätigkeit der Kardinäle, inzwischen nahezu vollständig im Druck verfügbar ist; überdies konnte der Verf. das dort gesammelte Material konsultieren.

Er räumt der Beratungsfunktion den ersten Platz ein; auffallender ist jedoch – bis heute – die Rolle der Kardinäle bei der Bestimmung des Kirchenoberhauptes. In Erscheinung treten sie als Gruppe mit spezifischer Aufgabe zuerst im oft diskutierten Papstwahldekret Nikolaus' II. von 1059; das ist kaum ein Zufall. Detailliert untersucht der Verf. den Hergang bei zehn regulären Papstwahlen seit 1086, mit besonderem Nachdruck auf den Doppelwahlen von 1124, 1130 und von 1159, diese steht am Ende des systematischen Durchgangs. Die Übersicht wird ergänzt durch die Erörterung des Dekrets von 1179, durch das Alexander III. mit dem 3. Laterankonzil eine Wiederholung der erlebten Mischlichkeiten zuverlässig auszuschließen beabsichtigte. Schon die gründliche Darbietung der vorhandenen Überlieferung zu den einzelnen Wahlen verdient Anerkennung. Sie kann künftigen Studien als Grundlage dienen, selbst wenn man den Interpretationen des Verf. nicht durchweg folgen mag. Deren Kern bildet die Unterscheidung „zwischen den Wählern im engeren Sinne – den Angehörigen des inneren Wählerkreises, denen die Wahlentscheidung letztlich oblag ... – und jenen im weiteren Sinne, die den äußeren Wählerkreis bildeten“; die Definition des Untersuchungsprinzips erfährt aber gleich die Einschränkung, man dürfe sich „allerdings nicht dazu verführen“ lassen, „zu jeder Zeit eine klare Trennung zwischen beiden Wählerkreisen vorauszusetzen“ (S. 137f.). Die Beseitigung dieser Unschärfe war in der Tat noch eins der Ziele des Gesetzes von 1179. Solange sie bestand, kann die Aussonderung eines harten Kerns nicht verlässlich gelingen. Als Interpretationskriterium ist die genannte Unterscheidung somit nur bedingt brauchbar, bei der Beurteilung mag anderen Gesichtspunkten mehr Gewicht zukommen.

Unschärfe bei der Abgrenzung des Wählerkreises ist ja charakteristisch für Wahlen im frühen und hohen Mittelalter oder sogar noch später. Eine genaue Festlegung war umso weniger wichtig, je mehr das Streben nach Konsens im Vordergrund stand. Die Papstwahl selbst kann als Demonstrationsobjekt für die Bedeutung dieses Aspekts dienen: Auch wenn in späterer Zeit nach den klaren Regeln von 1179 nur noch auf das numerische Ergebnis zu achten war, schuf sich das Streben nach Konsens Raum, indem den unterlegenen Wählern in der Form des *accessus* die Möglichkeit nachträglichen Beitritts offen stand. Charakteristisch war ebenso, dass Stimmen nicht nur gezählt, sondern auch gewogen zu werden pflegten, so dass eine *sanior pars* der *pars maior* gegenüberstehen konnte. Das wird bereits deutlich in der Regel des hl. Benedikt, wonach die Wahl durch eine Minderheit gültig ist, wenn sie *saniores consilio* vollzogen wird. Das impliziert für den Fall eines Konflikts, dass einer übergeordneten Instanz die Abwägung zwischen *maior* und *sanior pars* zufiel. Aus beiden Aspekten zusammen lässt sich als Idealvorstellung erschließen, dass man von den verständigeren und mit besserem Urteilsvermögen begabten Männern, den Wählern der *sanior pars*, zunächst erwartete, sie würden die Übrigen zu überzeugen und so den Konsens herbeizuführen verstehen.

Diese Vorstellung liegt der 1059 dekretierten Ordnung der Papstwahl zugrunde. Dort erscheint eine feste Gruppe der Verständigeren: die *cardinales episcopi*. Diese sollen sich zuerst auf einen Kandidaten einigen, dann die *clericos cardinales* hinzuziehen und schließlich auch den übrigen Klerus und das Volk von Rom zu gewinnen versuchen. Das Element des Zusammenwirkens steht im Vordergrund; zwar kann man einen „inneren Wählerkreis“ erkennen, er wird aber nicht strikt ausgesondert, vielmehr die Beteiligung aller drei Gruppen vorausgesetzt. Die Interpretation, schon damals sei „der Einfluss des nichtkardinalizischen römischen Klerus wie der stadtrömischen Oberschicht ... praktisch ausgeschaltet“ worden (S. 143f.), schießt über das Ziel hinaus. Gerade im kirchlichen Bereich stand die Abgrenzung der eigentlichen Wähler nicht so sehr im Vordergrund wie die Aspekte Konsens und *sanior pars*. Das galt noch 1179 als Regel, um solche Elemente für die Papstwahl auszuschalten, wurde ausdrücklich Sonderrecht geschaffen: ein genau definierter Wahlkörper, gleiches Recht für alle Kardinäle, die Stimmen werden nur gezählt, dazu die Zweidrittelmehrheit. Jeder Ambivalenz sollte vorgebeugt werden, damit nicht etwa daraus ein Konflikt entstehe. Zur Begründung verwies man auf das Fehlen einer höheren Instanz. War ein Schisma ausgebrochen, so lehrte die Erfahrung, war es allein mit innerkirchlichen Mitteln nicht zu beseitigen.

Ausgiebig behandelt der Verf. das Recht des Kollegiums, an den wesentlichen Entscheidungen der Päpste beratend teilzunehmen. Es ist äußerst schwierig festzustellen, wie das in der Praxis ausgeübt worden ist. Eine Annäherung erlaubt die Untersuchung der Unterschriften der Kardinäle in den Papstprivilegien. Unbestimmt bleibt allerdings, ob sie in deren inhaltliche Gestaltung eingegriffen haben, doch belegen ihre Unterschriften nicht nur die jeweilige Präsenz an der Kurie, sondern auch die aktive Mitwirkung an den päpstlichen Geschäften. Um diesen Aspekt herauszuarbeiten, hat der Verf. mit enormem Aufwand die Informationen aus 638 Urkunden der Päpste von Urban II. bis Innozenz II. ausgewertet. Sie sind in einer Liste verzeichnet, dabei werden auch einige von früheren Herausgebern erschlossene Daten korrigiert. Nach dem Ausbruch des Schismas von 1130 sollte die sichtbar gemachte Beteiligung der Kardinäle augenscheinlich auch die Anhängerschaft der konkurrierenden Päpste unter Beweis stellen. Die Zahl der verzeichneten Urkunden steigt explosionsartig an: Von Paschal II. sind pro Regierungsjahr 2½ Stücke mit Unterschriften erhalten, von Honorius II. 5½, dann fast 40 von Innozenz II., insgesamt 520 aus dem Pontifikat. Hier liegt denn auch der Schwerpunkt der Untersuchung. Die numerische Auswertung erbringt das Ergebnis, dass sich in den letzten Jahren Innozenz II. eine kleine Gruppe der Kardinäle durch häufige Mitwirkung herauskristallisiert. Sie werden dem Papst näher gestanden haben als der Rest des Kollegiums. Diese Entwicklung ist Gegenstand des ersten Hauptteils mit dem Titel: „Vom Senat des Papstes zum Rat der Kardinäle“. Aber da der erste Begriff mit verschiedener Bedeutung verwendet



wird – Regierung, Kammer eines Gerichts oder Parlaments –, verhilft er nicht unmittelbar zu besserem Verständnis für die Eigenart des entstehenden Kardinalkollegiums.

Das Ergebnis für Innozenz II. fordert zum Vergleich mit dem Kontrahenten Anaklet II. heraus. Der Verf. hat jedoch dem Material aus dessen Kanzlei nicht die gleiche Sorgfalt gewidmet. In der erwähnten Liste haben die „Gegenpäpste“ keine Berücksichtigung gefunden. Dass dieser Begriff zwischen Anführungszeichen erscheint, verrät Distanzierung. Man sollte seinen Ursprung nicht vergessen: Während eines Schismas pflegten sich die handelnden Personen wechselseitig mit solchen Ausdrücken zu beleidigen. Der späte Beobachter muss damit nicht fortfahren. Dass ein Papst am Ende einer Spaltung als Unterlegener dastand, ist kein Beweis für geringere Rechtmäßigkeit. Diese festzustellen ist gar nicht leicht, denn in der Regel war sie keineswegs das ausschlaggebende Kriterium, wenn beim Ausgang eines der Papstschismata des Mittelalters Sieger und Verlierer bestimmt wurden. So empfiehlt sich Gleichbehandlung. Konkret: Während Anaklet II. als Papst amtierte, waren Präsenz und Aktivitäten seiner Kardinäle genau so bedeutsam wie diejenigen der Kardinäle Innozenz' II.

Nicht fehlen durfte der Blick auf die Legatentätigkeit, ist doch ein Kardinal nach außen besonders dann hervorgetreten, wenn er auf Reisen als *alter ego* des Kirchenoberhauptes fungierte. Zu diesem Thema ist von anderer Seite eine umfassende Darstellung zu erwarten. So begnügt sich der Verf. mit einem Exkurs, in dem er die Beteiligung der drei kardinalischen *ordines* genauer betrachtet.

Die Erforschung der Papstgeschichte, zu der dieses Buch einen wichtigen Beitrag leistet, wird attraktiv durch das vergleichsweise reiche Material. Bei dessen Verarbeitung hat der Verf. es manchmal zu einem Missverhältnis zwischen der eigentlichen Aussage und den mit den Belegen gefüllten Anmerkungen kommen lassen. Wenn eine Fußnote den Raum einer ganzen Seite übersteigt, wenn unter den beiden Textzeilen die Masse der Informationen versteckt im Kleingedruckten folgt, wünscht man, eine glücklichere Hand hätte den Reichtum zu übersichtlicher Anordnung gebracht. Das sind Schönheitsfehler. Sie überdecken nicht, dass der Verf. beachtliche Ergebnisse erzielt hat. Die Fülle des Stoffes wird deutlich im Personen- und Ortsregister. In dieser institutionengeschichtlichen Arbeit hätte sich dringend empfohlen, es durch ein Sachregister zu ergänzen.

Göttingen

Dieter Girgensohn

Die Kardinäle des Mittelalters und der frühen Renaissance, hg. von Jürgen DENDORFER–Ralf LÜTZELSWAB unter Mitarbeit von Jessika NOWAK. (Millennio medievale 95, Strumenti e studi N. S. 33.) SISMEL – Edizioni del Galluzzo, Firenze 2013. VII, 396 S., 79 Abb. auf 19 S. ISBN 978-88-8450-463-0.

Seit dem 11.–12. Jahrhundert gehören die Kardinäle zu den zentralen Figuren in der westlichen Kirche: an der Kurie als Wähler und Berater des Papstes, auf Legationsreisen als dessen Vertreter, manchmal auch im Gegensatz zu ihm. Das wird eindrucksvoll demonstriert in der 2011 erschienenen Geschichte des Kardinalats im Mittelalter, für welche dieselben Herausgeber namhafte Autoren zur Mitarbeit gewonnen hatten (s. MIÖG 122 S. 187–189). Die vorliegende Sammlung ist ein Nebenprodukt. In ihr sind – nach einer Einführung von Jürgen Dendorfer – zwölf Aufsätze über ganz verschiedene Aspekte im Wirken von Kardinälen vereint, die Referate einer Tagung von 2009, deren Verfasser meist schon mit thematisch benachbarten Arbeiten hervorgetreten waren., manche sogar mit Beiträgen in dem erwähnten Band. Schwerpunkte wie die Aufdeckung von Beziehungen zwischen den Kardinälen und die Beschreibung von Formen des Umgangs miteinander werden durch die Überschriften der drei Abschnitte hervorgehoben: „Medien der Kommunikation“, „Integration durch die Legatentätigkeit“, „Integration über personelle Netzwerke“. Erlaubt sei hier der Einwand, dass es nicht einleuchtend wirkt, wenn bei der Betrachtung einer Gruppe herausragender Persönlichkeiten

gerade der Aspekt der Integration in den Vordergrund gestellt wird; der Kardinal mit Haushalt in palastartigem Wohngebäude zu Rom oder Avignon verschwand schließlich ebenso wenig in der Menge wie der Legat, der mit repräsentativem Gefolge reiste. Auch bleibe dahingestellt, ob der Begriff „Netzwerk“ als Kategorie für die Interpretation von Untersuchungsergebnissen brauchbar ist; skeptisch stimmt der Mangel an Harmonie, der nicht eben selten im Kollegium bemerkbar wird – schwierige Papstwahlen sind ein deutliches Indiz dafür.

Der zeitliche Bogen umspannt das 11. bis 16. Jahrhundert. An dessen Anfang steht die Studie von Claudia Zey, *Zum Verhältnis zwischen Päpsten und Kardinallegaten im 11. und 12. Jahrhundert* (S. 127–165). Aus intimer Kenntnis der Materie – man wartet auf die Veröffentlichung ihrer umfassenden Arbeit zum Legationswesen – informiert sie insbesondere darüber, wie Päpste mit den förmlichen Handlungen der entsandten Kardinäle umgegangen sind, und gibt im Anhang den harten Kern der Belege bekannt: die Liste der von ihr aufgefundenen 27 Papsturkunden (1080–1197), durch die Legatenurkunden bestätigt worden sind, ergänzt durch 8 Stücke, in denen umgekehrt Legaten päpstliche Verleihungen erneuert haben. – Das gesamte folgende Jahrhundert umfasst die überraschend reiche Sammlung ikonographischer Materials, die Werner Maleczek als eine Frucht seiner nun schon jahrzehntelangen Beschäftigung mit Kardinälen hier vorlegt, versehen mit ausgiebigem Kommentar: Kardinalsiegel und andere Abbildungen von Kardinälen während des 13. Jahrhunderts (S. 229–264, mit 54 Bildern). – Die zeitlich benachbarte Studie von Andreas Fischer beginnt mit einem Blick von außen auf die römische Kurie, indem er auswertet, was in den letzten Jahrzehnten desselben Jahrhunderts und zu Beginn des nächsten die Gesandten der Könige von England und von Aragón berichtet haben, mit starkem Interesse an den die Päpste umgebenden Kardinälen; der Verf. kannte die Personen und ihren Umgang miteinander dank seiner 2008 erschienenen Monographie über die Sedisvakanz von 1268–1271 (Personelle Verflechtung und politisches Handeln: Zur Wahrnehmung und Funktion kardinalischer Beziehungen im 13. Jahrhundert, S. 15–36).

Familiäre Förderung war immer ein starkes Element im kirchlichen Bereich, ausgehend von Kardinälen oder – besser noch – vom Kirchenoberhaupt selbst. Étienne Anheim, der vor kurzem seine *grande thèse* zur Papstgeschichte veröffentlicht hat (*Clément VI au travail: lire, écrire, prêcher au XIV<sup>e</sup> siècle* [Paris 2014]), illustriert das Verhalten prominenter Sippen wie Colonna und Orsini, Duèse und Roger (*Les dynasties cardinalices et l'institution pontificale à la fin du XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle. Identité institutionnelle et mémoire collective*, S. 37–53). – An einem Beispiel erläutert Matthias Thumser, einschlägig erfahren durch sein Buch über den römischen Adel in der Stauferzeit (1995), die wichtige Rolle der Kardinäle bei der Durchsetzung der päpstlichen Politik: Kardinal Rainer von Viterbo († 1250) und seine Propaganda gegen Friedrich II. (S. 187–199). – Diesem Aspekt widmet sich auch – weiter ausholend – Blake Beattie, Autor der eingehenden Studie über Giovanni Gaetano Orsini als Legaten Johannes' XXII. (2007): *The cardinals and diplomacy in the fourteenth century* (S. 167–183). – Hinweise auf die Begleitung eines Legaten und die Herstellung seiner Urkunden und Briefe sind gesammelt von Pierre Jugie, *Les chancelleries des cardinaux légats au XIV<sup>e</sup> siècle, un outil de communication au service de la papauté* (S. 201–228).

Das 15. Jahrhundert betritt Pio Francesco Pistilli, bekannt als Architekturhistoriker, mit Hinweisen auf die Förderung der Kunst durch Kardinäle in der Zeit der Päpste Bonifaz IX. bis Martin V. (*Patronato artistico al principio del Quattrocento: il ruolo dei cardinali nella rinascita della Roma cristiana*, S. 301–320); aufschlussreich ist besonders die überaus rege Bautätigkeit in Rom nach der Rückkehr von Papst und Kurie im Jahre 1420. – Anna Esposito, vielfach bewandert in der Geschichte der Ewigen Stadt, steuert eine biographische Skizze bei: *Tra legami politici e legami clientelari. Il caso esemplare del cardinale Guillaume d'Estouteville, camerlengo di S. R. E. nel tardo '400* (S. 111–123). – Der Leser lässt sich gerne in ein wenig bekanntes, doch attraktives Terrain einladen, geführt von Claudia Märkl, der die schöne Bio-

graphie von Jean Jouffroy zu verdanken ist (1996): Mit acht Portraits veranschaulicht sie ihre Antworten auf die Frage, wie sich die Kardinäle der beginnenden Renaissance ihrer Umgebung präsentierten (Zwischen Habitus und Repräsentation. Der kardinalische Ornat am Ende des Mittelalters, S. 265–300). – Einen numerisch geprägten Eindruck vom beträchtlichen Anteil der Römer am Kardinalat jener Zeit vermittelt Andreas Rehberg, hervorgetreten als Autor der Untersuchung über die politische Aktivität der Familie Colonna im 14. Jahrhundert (1999): Die Kardinäle aus Rom und die Macht der Klientelbeziehungen (1277–1527) (S. 55–109). Im Laufe von 250 Jahren identifiziert er 54 Römer im Kollegium, das wäre ziemlich genau ein Zehntel der errechneten Summe von 554. In der Zusammenstellung der Zahlen (S. 65f.) fehlen aber 87 Kardinäle aus Zeiten der Schismata. Es ist nicht gerechtfertigt, sie zu übergehen: Solange die Spaltung andauerte, war in der Regel nicht zu erkennen, welche Seite obsiegen würde, somit unterschied sich die rechtliche Lage der kirchlichen Würdenträger beider Obödienzen durch nichts. Also verdienen sie Gleichbehandlung, zumal da, wenn am Ende Gewinner und Verlierer bestimmt wurden, die Kardinäle der unterlegenen Seite, soweit sie noch lebten, meist Anerkennung durch den siegreichen Papst fanden. Wer sie ignoriert, ist also ein strengerer Richter als die Zeitgenossen.

Zwei Überblicke bilden den Schluss der Sammlung. Marco Pellegrini, der Biograph des Kardinals Ascanio Maria Sforza (2002), zuletzt Autor von drei Büchern über späte Bemühungen zur Durchführung eines Kreuzzugs, berichtet über die Entwicklung im 16. Jahrhundert: Il Sacro Collegio cardinalizio tra Rinascimento e Controriforma. Orientamenti tematici e bibliografici (S. 321–356). – Zuletzt unterstreicht Ralf Lützel, bekannt durch die Darstellung der Beziehungen zwischen Clemens VI. und seinen Kardinälen (2007), die Bedeutung des Forschungsfeldes mit dem Hinweis auf offene Fragen und wünschbare Untersuchungen (Von Licht und Schatten: Bemerkungen zur aktuellen Kardinalsgeschichtsforschung, S. 357–370).

Man wird ihm und den übrigen Autoren, die durch aktive Beteiligung ihr Engagement unter Beweis gestellt haben, beipflichten in der Einschätzung, dass die Beschäftigung mit der Geschichte der Kardinäle ein vielversprechender Ansatz für die allgemeine Kirchengeschichte seit dem hohen Mittelalter ist. Sie entwickelten sich zu unverzichtbaren Helfern der Päpste und waren in schwierigen Zeiten sogar selbständig Handelnde. Fruchtbare Ergebnisse für die detaillierte Erforschung ihres Wirkens sind vor allem dann zu erwarten, wenn sich der Blick auf einzelne Personen und ihre Umgebung konzentriert – es gibt längst nicht genug Kardinalsbiographien! Unter diesem Aspekt ist die personenbezogene Orientierung vieler Beiträge des Bandes zu unterstreichen. Gerade für sie erweist sich das Personen- und Ortsregister als sehr nützlich.

Göttingen

Dieter Girgensohn

*Legitur in necrologio victorino.* Studien zum Nekrolog der Abtei Saint-Victor zu Paris, hg. von Anette LÖFFLER in Zusammenarbeit mit Björn GEBERT. (Corpus Victorinum iussu Instituti Hugonis de Sancto Victore edendum. Instrumenta 7.) Aschendorff, Münster 2015. 391 S. ISBN 978-3-402-10441-5.

Das Necrolog der 1111/1113 gegründeten Pariser Regularkanonikerabtei St-Victor ist seit 2012 in einer Neuedition zugänglich, deren gedruckte Fassung von einer digitalen Version mitsamt zugehöriger prosopografischer Datenbank ergänzt wird: <http://www.pthsg.de/prosopographie/index.php?page=necrologSV>; Druckfassung: *Necrologium abbatiae Sancti Victoris Parisiensis*, ed. Ursula Vones–Monika Seifert, cura et studio Rainer Berndt SJ (Corpus Victorinum. Opera ad fidem codicum recollecta 1, Frankfurt am Main 2012). Die hier zu besprechende, dreisprachige Aufsatzsammlung möchte einerseits den Wert des Necrologs als Geschichtsquelle bestimmen, andererseits die historischen Kontexte ausleuchten, aus denen

sich seine inhaltlichen Merkmale erklären. Zu prüfen, was Historiker mit einem solchen Totenkalender anfangen können, ist zweifellos ein nützliches Unternehmen – und ein mutiges zudem, denn das Hauptergebnis des Bandes lässt sich so zusammenfassen, dass der Quellenwert des *Necrolog*s zwar nicht zu unterschätzen, *summa summarum* aber begrenzt ist.

Auch wenn dieser Gesamteindruck nicht in jedem Beitrag ausdrücklich formuliert wird, lässt er sich doch schwer von der Hand weisen. Die zehn Autorinnen und Autoren nähern sich dem *Necrolog* aus vier Perspektiven. Der erste Teil behandelt vor allem die Forschungsgeschichte (Jean-Loup Lemaître, S. 17–35, französisch) und die Kriterien, denen die Schreiber bei der Auswahl der Nameneinträge folgten (Anette Löffler, S. 43–66). Das *Necrolog* ist in zwei Handschriften des 14. und 15. Jahrhunderts überliefert, die bis ins 18. Jahrhundert benutzt wurden, während seine älteste Fassung (bis 1206) und eine Kopie aus dem 13. Jahrhundert verloren sind. In die spätmittelalterlichen Fassungen wurden aber bei weitem nicht alle älteren Nameneinträge übertragen, auch weil im 14. und 15. Jahrhundert die *Totenmemoria* längst auf den Modus der Anniversarfeier (mit Schenkungsnotiz und Gedenkmesse am Todestag oder an einem anderen vom Stifter gewünschten Datum) umgestellt worden war. Die problematische Überlieferungslage erschwert nicht nur die historische Auswertung, sondern ist für J.-L. Lemaître auch Anlass, die neue *Necrolog*edition einer kritischen Prüfung zu unterziehen, die nicht uneingeschränkt positiv ausfällt. A. Löffler zeigt in einem kenntnisreichen, fast zu detaillierten Vergleich zwischen dem *Necrolog* und Professlisten, dass und warum fast die Hälfte der viktorinischen Kanoniker keine *Memoria* erhielt. Ihre Schlüsse sind zwangsläufig mit Unsicherheiten behaftet, denn die Professlisten sind nicht original erhalten, sondern wurden von dem im 17. Jahrhundert in St-Victor tätigen Chronisten Jean de Thoulouse exzerpiert. Letzterer hat im Übrigen für seine historischen Werke, wie Isabelle Guyot-Bachy in einem kurzen Beitrag darlegt (S. 37–41, französisch), das *Necrolog* nur sehr sporadisch herangezogen.

Der zweite Teil befasst sich mit der Frühgeschichte von St-Victor sowie der Kongregation von Regularkanonikern und -kanonissen, die sich seit den 1130er Jahren um die Pariser Abtei bildete. Dass das *Necrolog* zu dieser historischen Perspektive eher wenig beizusteuern hat, belegen die drei hier versammelten Aufsätze ziemlich klar. Constant J. Mews (S. 71–97, englisch) interessiert sich für die Anfänge unter dem Pariser Domscholaster Wilhelm von Champeaux. Wilhelms kurzer *Necrolog*eintrag, der lediglich an sein späteres Amt als Bischof von Châlons, nicht jedoch an seine führende Rolle bei der Gründung von St-Victor 1111 erinnert, ist der Aufhänger für Mews' Rekonstruktion einer Klerikerlaufbahn im ziemlich rauen Klima der französischen Frühscholastik. Joachim Ehlers (S. 99–117) verfolgt die Beziehungen des Pariser Reformstifts zum Reich in der ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts. Ausgangspunkt sind die *Necrolog*einträge zu Hugo, dem bekanntesten viktorinischen Gelehrten, und dessen gleichnamigem Onkel, die aus einer ostsächsischen Adelsfamilie stammten. Ihre ungewöhnliche Entscheidung, nach Paris zu gehen, erklärt sich aus den Kämpfen zwischen Kaiser Heinrich V. und der sächsischen und bayerischen Opposition sowie aus den Kontakten der Reformkanoniker im Reich mit Gleichgesinnten in Frankreich. Zur Vertiefung dieser Zusammenhänge hilft das *Necrolog* nicht weiter, auch wenn es eine Reihe von weiteren Namen deutscher Kleriker enthält, auf die Ehlers aber nur kursorisch hinweisen kann. In einer instruktiven, von der vergleichenden Ordensforschung angeregten Bestandsaufnahme untersucht Björn Gebert (S. 119–171) die Organisationsstruktur des viktorinischen Klosterverbands bis zum 14. Jahrhundert. In der gut 40 Häuser umfassenden Kongregation von St-Victor, zu der auch Frauenklöster gehörten (s. dazu die Listen im Anhang, S. 170–171), war im Vergleich zu Cluny oder gar Cîteaux der Zusammenhalt eher locker. Dementsprechend lässt sich im *Necrolog* auch kein systematisches Gebetsgedenken für alle Mitglieder der Kongregation nachweisen.

Teil III ist einzelnen Personen- und Amtsträgergruppen im viktorinischen Verband gewidmet. Während der knappe Beitrag von Erin Jordan (S. 221–229, englisch) zu den Frauenklöstern in Flandern und im Hennegau enttäuscht (unter anderem hätten die genannten Klöster mit der Liste bei Gebert besser abgestimmt werden können), bemüht sich Gesine Klintworth (S. 175–220) um die Lebensläufe der Äbte von St-Victor bis 1300 und ihre Necrologeinträge. Mit einem langen Eintrag wurde nur Gilduin (1113–1155), der erste Abt, geehrt; an die Nachfolger erinnern viel kürzere Notizen, was sich am ehesten durch Gilduins symbolischen „Primat“ erklärt. Deutlich wird an den Abtskarrieren jedoch, dass das Ansehen der Abtei nach 1260 zurückging. Dies kann Ralf Lützel Schwab (S. 231–254) anhand der Kardinaleinträge im Necrolog bestätigen. Er beobachtet eine starke Verdichtung im 12. und 13. Jahrhundert (17 von 23 Kardinälen) und führt das abnehmende Interesse der Kurie an St-Victor auf dessen sinkende Attraktivität seit dem 13. Jahrhundert zurück, wobei offen bleiben muss, warum einzelne Kardinäle mit nachweislich engen Beziehungen zu der Pariser Abtei trotzdem nicht im Necrolog erscheinen. Im kürzeren vierten Teil dient das Necrolog als Quelle zum Nachweis von Buchschenkungen an St-Victor. Matthias Tischler (S. 259–269) analysiert eine Bibelschenkung des 12. Jahrhunderts: Der Fall ist nicht nur deshalb interessant, weil die Handschriften identifiziert werden können, sondern auch weil der Schenker, der im Zusammenhang mit der französischen Kanonikerreform in zwei Mordfälle verwickelt war, seine Schenkung vermutlich als Sühngabe verstand. Anette Löffler (S. 271–295) nimmt sich alle Notizen vor, die das Necrolog über Schenkungen liturgischer Bücher bietet, und ergänzt sie um weitere Nachrichten aus anderen Quellen. Ihre zweifellos große Sachkenntnis besonders bei der Identifizierung der betreffenden Handschriften läuft auch hier, wie schon in ihrem erstem Beitrag, Gefahr, von einem übertriebenen Hang zur Vollständigkeit erdrückt zu werden.

Generell sind die Beiträge der Herausgeberin Löffler anfällig für Stilblüten und sprachliche Ungereimtheiten. Halten sich diese in ihren beiden bisher erwähnten Aufsätzen noch in Grenzen, so übersteigt die Fehlerquote in der Einleitung (S. 11–13) eindeutig das tolerierbare Maß. Musste dieser (glücklicherweise kurze) Text so rasch hingeschrieben werden, dass keine Zeit mehr für eine korrigierende Lektüre blieb? Schade, dass ein Buch, das schon durch seinen fast 100 Seiten umfassenden Apparat von Bibliografien und Registern eine gewisse editorische Sorgfalt proklamiert, seine Ouvertüre derart vergeigt! Inhaltlich liegt sein Hauptertrag – neben weiterführenden Einsichten in Einzelthemen – darin, dass Historiker des Mittelalters und der Frühen Neuzeit nun besser abschätzen können, welche Antworten sie vom Necrolog eines großen Kanonikerstifts erwarten können und welche nicht.

Pavia

Thomas Frank

Martin WIHODA, Vladislav Henry: *The Formation of Moravian Identity* [translated by Kateřina MILLEROVÁ]. (East Central and Eastern Europe in the Middle Ages 450–1450, Bd. 33.) Brill, Leiden–Boston 2015. XXV, 351 S. ISBN 978-90-04-25049-9.

In den letzten Jahren hat es nicht wenige Kontroversen in der tschechischen Geschichtsforschung um die verfassungshistorischen Grundlagen Böhmens und Mährens unter den Přemysliden gegeben und allmählich setzt sich in vielerlei Hinsicht eine neue Sichtweise durch. Wesentlichen Anteil daran hat der an der Universität Brünn/Brno lehrende Mediävist Martin Wihoda, der im deutschsprachigen Raum vor allem durch seine Monographie über Die Sizilischen Goldenen Bullen von 1212. Kaiser Friedrichs II. Privilegien für die Přemysliden im Erinnerungsdiskurs (Forschungen zur Kaiser- und Papstgeschichte des Mittelalters. Beihefte zu J. F. Böhmer Regesta Imperii 33, Wien–Köln–Weimar 2012) bekannt geworden ist. Im Jahre 2007 hat er auf Tschechisch eine viel beachtete Biographie über den 1222

verstorbenen mährischen Markgrafen Vladislav Heinrich vorgelegt, die nunmehr überarbeitet und erweitert auf Englisch erschienen ist. Es handelt sich dabei freilich nicht um eine Biographie im klassischen Sinne, die aufgrund der nur wenigen zu diesem Markgrafen vorliegenden Nachrichten auch schwerlich einen ganzen Band hätte füllen können, sondern Wihoda versucht vielmehr, den auf zahlreichen Ebenen zu verfolgenden umfassenden Wandel Mährens zu Lebzeiten des Protagonisten detailliert nachzuzeichnen.

Im ersten Teil des Buches wird ausführlich die politische Geschichte Böhmens und Mährens von der Mitte des 12. Jahrhunderts bis zum Tode Vladislav Heinrichs abgehandelt. Wihoda geht dabei aber nicht nur deskriptiv vor, sondern diskutiert nicht selten die Quellen und die Literatur und kommt öfters zu einer eigenständigen Meinung bzw. Vermutung. Vladislav Heinrich, ein Sohn König Vladilavs II. aus dessen zweiter Ehe und jüngerer Bruder König Přemysl Ottokars I., erscheint zuerst 1186 in den Quellen und wird 1192 zum ersten Mal Markgraf Mährens, aber bereits 1194 vom neuen böhmischen Herzog Heinrich Břetislav wieder abgesetzt. Nach dessen Tod im Jahre 1197 wird Vladislav Heinrich vom Adel zum böhmischen Herzog erhoben, verzichtet aber darauf zugunsten seines älteren Bruders Přemysl Ottokar I. Vladislav Heinrich wird von diesem im Gegenzug wiederum zum Markgrafen Mährens ernannt und pflegt in den folgenden Jahrzehnten ein überaus harmonisches Verhältnis zu seinem Bruder. Zunächst beherrscht er in Mähren lediglich die südliche Provinz um Znaim/Znojmo, und erst allmählich fallen auch die Regionen um Brünn/Brno und um Olmütz/Olomouc in seine Hände. 1216 verzichtet er zugunsten seines Neffen Wenzel auf die Nachfolge Přemysl Ottokars I. in Prag, die nach dem Senioritätsprinzip ihm zugestanden hätte. Verheiratet war Vladislav Heinrich offenbar mit einer Angehörigen der damals wenig bedeutenden niederösterreichischen Herren von Unterthürnaun, was die damals auch sonst sichtbaren engen Kontakte der beiden Länder unterstreicht. Dennoch bleibt diese so gar nicht standesgemäße Heirat rätselhaft und erklärungsbedürftig.

Während der Regentschaft Vladislav Heinrichs hat Mähren einen gewissen „Modernisierungsschub“ erfahren, woran der Markgraf seinen, freilich nicht immer eindeutig erkennbaren, Anteil hatte. Wichtig war jedenfalls, dass Mähren unter ihm überhaupt erst vereinigt und zu einer Markgrafschaft wurde. Wihoda behandelt in diesem Zusammenhang noch einmal die Übertragung der rätselhaften Orte *Mocran et Mocran* an Vladislav Heinrich in einer der Goldenen Bullen von 1212 und kann überzeugend darlegen, dass es sich dabei um eine Verschreibung für *Moravia et Moravia* handelt. Die Doppelung nahm Bezug auf die eben erst erfolgte Vereinigung der Teilbezirke Mährens in der Hand Vladislav Heinrichs. Ausführlich geht Wihoda auf die „Kanzlei“ des Markgrafen, die Inhaber der Hofämter und die sonstigen Amteute ein, unter denen nun erstmals auch Landschreiber auftauchen. Einige von diesen Funktionsträgern fanden nach dem Tode Vladislav Heinrichs bei dessen Nachfolgern Verwendung. In einem weiteren Kapitel werden die Verwaltungsgliederung und der lokale Verwaltungsapparat Mährens ausgeleuchtet. Unter Vladislav Heinrich kam es nach vielen Jahrzehnten wieder zu einer eigenen Münzprägung in Mähren, im Zuge einer Münzreform wurde die Pfennigwährung nach österreichischem Vorbild eingeführt, nicht zuletzt auch der Bergbau gefördert. In den Jahrzehnten nach 1200 nahm die Binnenkolonisation spürbar zu, vor allem aber wurden im Norden Mährens Städte wie Troppau/Opava oder Freudental/Bruntál gegründet. Vladislav Heinrich betätigte sich als Gründer und Förderer von Klöstern und Niederlassungen der geistlichen Ritterorden, die ihrerseits nicht wenig zur Erschließung des Landes beitrugen.

Wihoda wertet in diesem umfangreichen Abschnitt über die Herrschaftsstruktur Vladislav Heinrichs und den „Modernisierungsschub“ Mährens eine große Zahl an Quellen sorgfältig aus; bei den Interpretationen werden immer wieder einzelne Fragen herausgehoben und exkursartig besonders ausführlich behandelt. Umfassend fällt auch das folgende Kapitel über das Nachleben des Protagonisten in der Kunst, den Nekrologien und der Historiographie bis hin

zur Geschichtsforschung des 19. und 20. Jahrhunderts aus. Knapper gehalten sind dagegen die Überlegungen zur Entstehung einer gewissen politischen Eigenständigkeit Mährens unter Vladislav Heinrich und in den auf ihn folgenden Jahrzehnten. Als wichtig wird hier nicht zuletzt die eigenständige Politik Markgraf Přemysl um 1233 und Přemysl Ottokars II. um 1250 erachtet. Letzterer führte nach seiner Ernennung zum böhmischen König im Jahre 1253 signifikanterweise den mährischen Markgrafentitel weiter, und in seiner Regierungszeit fand nach Wihoda die Transformation Mährens in eine politische Einheit einen Abschluss. Abschließend werden noch Fragen zur Rolle des Adels, des Personenverbands bzw. der „Landtaidinge“ bei diesem Prozess angeschnitten, aber nicht mehr abgehandelt (S. 296). Die Ausführungen bleiben insgesamt doch deutlich auf die Markgrafen und deren Bedeutung für die Modernisierung und Zunahme an „Staatlichkeit“ ausgerichtet. Abgerundet wird das Buch mit Überlegungen zur Formierung Zentraleuropas. Wihoda will dafür zwei entscheidende Phasen erkennen, nämlich zum einen die Jahrzehnte um 1000 mit der Etablierung der slawischen Reiche und der dortigen Gründung von Erzbischofs- und Bischofssitzen und vielleicht etwas überraschend, aber durchaus nicht unplausibel, die zweite Hälfte des 12. und die erste Hälfte des 13. Jahrhunderts, als im Reich aus den einzelnen Fürstentümern weitgehend eigenständige Länder wurden, wenn dies auch im Falle der Markgrafschaft Österreich doch etwas früher der Fall gewesen sein dürfte und nicht unbedingt mit dem Privilegium minus in Verbindung zu bringen ist.

St. Pölten

Roman Zehetmayer

Bettina SCHÖLLER, Wissen speichern, Wissen ordnen, Wissen übertragen. Schriftliche und bildliche Aufzeichnungen der Welt im Umfeld der Londoner Psalterkarte. (Medienwandel – Medienwechsel – Medienwissen 32.) Chronos, Zürich 2015. 304 S., 33 Farbabb. ISBN 978-3-0340-1244-7.

In ihrer Dissertation, die 2012 an der Universität Zürich angenommen wurde, wirft Bettina Schöller neues Licht auf ein prominentes Zeugnis der mittelalterlichen Kartografie: die Londoner Psalterkarte, die nach 1262 vermutlich in Südengland entstand und Teil eines Psalters der Londoner British Library ist (Additional MS 28681). Ziel ist es, das mit nur neun Zentimetern Durchmesser vergleichsweise kleinformate Werk im Kontext erdbeschreibender Abhandlungen und Karten zu erschließen. Den Ausgangspunkt bildet der in der Kartografieforschung etablierte Ansatz, die Bedeutung von Bild und Text zu berücksichtigen; erweitert ist er um die Frage, inwiefern Inhalt und Form aneinander gebunden sind. Das Quellenkorpus bilden kartografische Darstellungen und textuelle Beschreibungen, die die Verfasserin gleichsam als „Aufzeichnungssysteme“ subsumiert (S. 13). Neben den sogenannten Listenkarten, worunter ein mit chorografischen Texten bestücktes TO-Schema zu verstehen ist, das auch die Rückseite der Psalterkarte füllt, steht die *Descriptio Mappe Mundi* Hugo von St. Viktors aus dem 12. Jahrhundert im Zentrum der Argumentation. Als eine der wenigen vollständig überlieferten Erdbeschreibungen aus dem Hochmittelalter beeinflusste sie die Psalterkarte maßgeblich. Anhand der drei Kategorien Speichern, Ordnen und Übertragen von Wissen spürt die Dissertation dem komplexen Transferprozess nach, der sich bei der Umsetzung vom Text über die Listen- zur detailliert ausgestalteten Karte vollzog.

Das erste Kapitel „Wissen speichern“ widmet sich zunächst der Psalterkarte im textuellen und kartografischen Zusammenhang. Eine Vorstellung unterschiedlicher Kartentypen demonstriert die Bandbreite des Begriffs, ehe die Verfasserin aufgrund der Heterogenität der Psalterkarte, die sich keiner Kategorie klar zuordnen lässt, dafür plädiert, den Terminus der „enzyklopädischen Karte“ (S. 29) zu etablieren. Inhalt und Struktur des Psalters offenbaren, dass die Karte bei der ursprünglichen Bindung des Manuskripts an erster Stelle stand und

somit eine rezeptionsleitende Funktion übernahm. Die Kartierung selbst schließt außer geografischem Wissen, das nach den drei Kontinenten Asien, Afrika und Europa geordnet ist, auch eine Vielzahl heilsgeschichtlicher Komponenten ein. Der Vergleich mit anderen Karten, darunter die prominenten Beispiele Ebstorf und Hereford (beide um 1300) und die sog. Münchner Isidorkarte (12. Jh.), verdeutlicht, dass zwar bildliche Konventionen existierten, die Kartenmacher diese aber individuell umsetzten. Der Blick auf die Psalterkartenrückseite lässt erkennen, dass diese entgegen bisherigen Studien keinesfalls als Anleitung zum Verständnis der Vorderseite, sondern als sorgsam geplanter eigenständiger Wissensspeicher zu verstehen ist.

Das folgende Kapitel setzt den Schwerpunkt auf die *Descriptio Mappe Mundi*. Nach Informationen zu Autor und Struktur des Werks beleuchtet Schöller dessen mögliche Quellenbasis in schriftlichen und bildlichen Formaten. Leitfragen sind die Wissensstrukturierung in Karte und Text sowie die zeitgenössische Diskussion um deren Eigenschaften, Vor- und Nachteile. Der konkrete Vergleich von Psalterkarte und *Descriptio* demonstriert zunächst die Vielzahl an Parallelen in Struktur und geografischen Inhalten. Den Umgang mit der Heilsgeschichte gewichten die beiden Medien jedoch recht unterschiedlich. Während Texte des 12. und 13. Jahrhunderts immer wieder auf verwandte Vorlagen zurückgriffen, veränderte sich die Geografie von Karten dieser Zeit im Zuge politisch-ideologisch motivierter Eingriffe, etwa der Zentrierung Jerusalems. Es gelingt Schöller aufzuzeigen, dass sich die mediale Wissensvermittlung bewusst auf Text und Karte erstreckte, wobei die Schrift ebenso wie das verbreitete Format des Diagramms eine eigene Bedeutung entfaltete. Offenbar konnten die mittelalterlichen Autoren aus einem Repertoire verschiedener „Aufzeichnungssysteme“ (S. 179) auswählen und diese gezielt einsetzen.

Abschließend steht das Moment der Wissensübertragung im Zentrum: Während in der kartografiehistorischen Forschung lange Zeit das Paradigma galt, Wissen sei vor allem von Karte zu Karte, jedoch nicht von Texten zu Karten übertragen worden, plädiert Schöller für ein reziprokes Verhältnis der Medien zueinander. Der Typus der Listenkarte als Hybrid zwischen Text und Karte veranschaulicht diese Transferprozesse besonders deutlich. Die sog. Cotton-Listenkarte, Teil eines Computus-Manuskripts, sowie die Psalterkartenrückseite belegen beispielhaft, dass dieses Genre sowohl schriftlichen Vorlagen als auch zeitgenössischen kartografischen Konventionen folgte. Während erstere vermutlich aus einer englischen Version von Isidors *De natura rerum* im Computus-Codex hervorging, bleiben die konkreten Vorlagen der Psalterlistenkarte unklar. Auf Basis der geografischen Übereinstimmungen zwischen *Descriptio* und Psalterkarte recto widmet sich die Studie den potentiellen Verfahrensweisen des Wissenstransfers. Zur Veranschaulichung dient die sogenannte Lambethkarte, die der Psalterkarte in Datierung und geografischer Herkunft nahesteht. Die Analyse ergibt, dass die Lambethkartierung inhaltlich von insgesamt drei Werken, nämlich der *Imago Mundi*, der *Historia Brittonum* sowie dem *Euclidarium* beeinflusst wurde, wohingegen ihre Struktur auf bildliche Vorlagen zurückzuführen ist. Zu berücksichtigen ist zudem die materielle Kontextualisierung der Karte, d. h. ihre Position im Kodex, ihr Format und ihre Rückseite, ebenso wie das sie umgebende Bildprogramm.

Die Dissertation legt überzeugend dar, dass Karten nicht das Ergebnis einer solitären Beeinflussung durch einzelne kartografische oder schriftliche Vorlagen sind, sondern aus vielschichtigen Auswahlprozessen und Reflexionen der jeweiligen formgrafischen Darstellung von Wissen resultieren. Überaus beachtlich ist ferner die im Anhang des Bandes sorgfältig aufbereitete Neuedition der Einträge von Vorder- und Rückseite der Psalter- und der Lambethkarte, die sogar noch mit einem Verweissystem auf Parallelen etwa in Hugo von St. Viktors *Descriptio*, Isidors Etymologie, den Karten von Hereford, Ebstorf und München angereichert ist. Schöllers tiefgreifende Analyse dieser Schrift- und Bildquellen zeigt einleuchtend, dass verschiedene Kartentypen nicht nur nebeneinander bestanden haben, sondern mit Blick



auf ihre je spezifischen Eigenschaften auch bewusst und strategisch eingesetzt wurden, um Wissen zu speichern, zu ordnen und zu übertragen.

Kassel

Lena Thiel

Annekathrin MIEGEL, Kooperation, Vernetzung, Erneuerung. Das benediktinische Verbrüderungs- und Memorialwesen vom 12. bis 15. Jahrhundert. (Schriften zur südwestdeutschen Landeskunde 74.) Thorbecke, Ostfildern 2014. IX, 270 S., 3 Karten, 13 Abb. ISBN 978-3-7995-5274-5.

Während das früh- und hochmittelalterliche Verbrüderungswesen in der Vergangenheit bereits eine gründliche Rezeption erfahren hat – zu nennen sind vor allem die einschlägigen Arbeiten Karl Schmidts, Joachim Wollaschs und Otto Gerhard Oexles –, sind monastische Verbrüderungen im Spätmittelalter bisher kaum berücksichtigt bzw. ist deren Bedeutung überhaupt bestritten worden – ein Missstand, auf den in der Vergangenheit etwa auch Gabriela Signori (Hochmittelalterliche Memorialpraktiken in spätmittelalterlichen Reformklöstern. DA 60 [2004] 517–547, hier 521) hingewiesen hat. Obwohl Untersuchungen zu spätmittelalterlichen Verbrüderungen einzelner Klöster mitunter durchaus vorhanden sind, sucht man systematische Darstellungen dieses Phänomens bislang vergebens.

Dieses Forschungsdesiderats angenommen hat sich nun die inzwischen als Archivrätin am Hessischen Hauptstaatsarchiv Wiesbaden (vormals am Staatsarchiv Marburg) tätige Verfasserin des vorliegenden Bandes, bei welchem es sich um die Druckversion ihrer 2013 approbierten Tübinger Dissertation handelt. Ziel ihrer Arbeit ist es, „Funktionen und Formen der monastischen Verbrüderungs- und Memorialkultur sowie deren Adaptions- und Transformationsprozesse in ihrer Entwicklung vom 12. bis zum 15. Jahrhundert zu erforschen und die Zusammenhänge zwischen Reform, Verbandsbildung und Ordensgründungen auf der einen und den zwischenklösterlichen Verbrüderungen auf der anderen Seite aufzudecken“ (S. 10).

In zwei konzisen Einführungskapiteln werden zunächst nicht nur der Forschungskontext und die Quellenlage beleuchtet sondern auch methodische Vorüberlegungen angestellt. Als Quellenbasis dient Miegel in erster Linie (aber bei weitem nicht ausschließlich!) die spätmittelalterliche Verbrüderungs- und Memorialüberlieferung des Klosters Hirsau sowie der mit diesem verbrüdeten Klöster St. Emmeram in Regensburg, Prüfening, Donauwörth, Mönchsdeggingen, St. Ulrich und Afra in Augsburg, Wiblingen, Elchingen und Irsee (S. 11), der Schwerpunkt der Untersuchung liegt somit auf benediktinischen Männerklöstern im südwestdeutschen Raum – ein inhaltlicher und geographischer Rahmen, der es durchaus verdient gehabt hätte, Eingang in den Untertitel des Bandes zu finden. Neben den eigentlichen Verbrüderungsverträgen als Hauptquellen werden vor allem Verbrüderungsverzeichnisse, Nekrologien und (Abschriften von) Totenroteln zur Untersuchung herangezogen, darüber hinaus als normative Quellen auch monastische *Consuetudines*. Als methodischen Zugang wählt die Verfasserin die soziale Netzwerkanalyse, welche sie jedoch durch eine formale Beschreibung der Strukturen ergänzt wissen möchte (S. 15).

Das dritte Kapitel legt mit einem Überblick über die Bedeutung von Gebetsverbrüderungen im Kontext des hochmittelalterlichen Reformmönchtums die Basis für die weiteren Betrachtungen. Besonders herausgestellt werden die diesbezüglichen Unterschiede zwischen dem Reformkreis von Cluny und den schwäbischen Reformbewegungen (Hirsau, St. Blasien). Das vierte Kapitel beschäftigt sich unter den Schlagwörtern der Zentralisierung und der Institutionalisierung mit den ab dem 12. Jahrhundert von den Zisterziensern und den Bettelorden ausgehenden neuen monastischen Organisationsformen sowie deren Anwendung (bzw. Ablehnung) im alten benediktinischen Mönchtum. Welche Auswirkungen diese Entwicklungen im 12. und 13. Jahrhundert auf die Verbrüderungs- und Memorialpraxis hatten, wird im fünften Kapitel untersucht. Gerade im Zusammenhang von Verbands- und Ordensbildung

lässt sich hier eine Transformation wie auch eine Institutionalisierung des Verbrüderungswesens ausmachen.

Im sechsten und siebten Kapitel werden die Verbrüderungsnetzwerke der zuvor genannten Auswahlklöster analysiert, zunächst im ausgehenden 13. und 14. Jahrhundert, dann im 15. Jahrhundert. Hauptquellen dieser beiden Kapitel sind die aus früheren Zeiten seltener erhaltenen Verbrüderungsverträge, in denen nun die geänderte Vorstellung einer umfassenden Verbrüderung begegnet: Neben das Totengedenken treten stärker auch die Lebenden betreffende Vereinbarungen, etwa über die gegenseitige Aufnahme von Mönchen, die angesichts fehlender übergeordneter Strukturen auch als Medium der Konfliktbewältigung auf Ebene der Einzelklöster dienen (S. 145). Im 15. Jahrhundert, das als neue Blütezeit des Verbrüderungswesens gesehen werden kann und das vor allem im Kontext der neuen Reformbewegungen (Kastl, Melk, Bursfelde) betrachtet wird, vollzieht sich hingegen ein erneuter Wandel hin zu einer besonderen Betonung und Ausgestaltung der Memorialpraxis.

Im achten Kapitel zeigt Miegel zusammenfassend noch einmal die unterschiedlichen Funktionen, Formen, Möglichkeiten und Grenzen der Verbrüderung in ihrer historischen Entwicklung auf und verortet sie im Gefüge der mittelalterlichen Kirche. Die monastische Verbrüderung, die sich als für die Vernetzung sowohl innerhalb wie auch außerhalb des eigenen Reformkreises flexible Kooperationsform erwiesen hat, identifiziert die Verfasserin dabei im Vergleich mit modernen Interorganisationsnetzwerken als soziologisches Grundmodell kooperativen Handelns (S. 202).

Den Anhang bilden einerseits die tabellarischen Auflistungen der spätmittelalterlichen Verbrüderungen der Auswahlklöster sowie andererseits – im Kontext etwas wahllos wirkend – unter dem Titel „Reproduktionen und Editionen“ die Transkriptionen zweier Verbrüderungsverträge und die Abbildung eines Verbrüderungsverzeichnisses. Der folgende Orts- und Personenindex ist sorgfältig und übersichtlich gearbeitet, Querverweise darin sind verständlich gesetzt. Wünschenswert wäre noch ein Abbildungsverzeichnis gewesen.

Das Verzeichnis der Quellen und Literatur zeugt von einer ausführlichen und gewissenhaften Bibliographierung, wenngleich mehrere durchaus vorhandene ältere und jüngere Einzeluntersuchungen zu anderen Klöstern nicht genannt werden. Ergänzen möchte man darin etwa, da Arbeiten zum Verbrüderungswesen nach dem Früh- und Hochmittelalter ohnedies so rar sind, die jüngst erschienene Salzburger Dissertation Gerald Hirtners (Netzwerk der Tugendhaften. Neuzeitliche Totenroteln als historische Quelle [Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens und seiner Zweige, Ergbd. 48, St. Otilien 2014]), die ungedruckt bereits seit 2012 vorliegt und sich, wenn auch in anderem zeitlichen Rahmen und mit anderer methodischer Herangehensweise, einem ähnlichen Thema widmet. Immerhin hat aber sogar ein Titel aus dem Jahr 2014 im Verzeichnis noch Aufnahme gefunden (S. 258, Andreas Meyer).

Keine auf einer solchen Fülle an Quellen beruhende Arbeit ist vor Unschärfen gefeit, doch seien dem Rezensenten, wenn auch nur zum Nachweis seiner eigenen Tätigkeit, ein paar kleinlich-kritische Bemerkungen exemplarisch erlaubt: Schlicht um Flüchtigkeitsfehler handelt es sich wohl, wenn die Dauer des Konzils von Konstanz nicht bis 1418 sondern bis 1417 angegeben wird (S. 16) oder das im Index wie mehrmals im Haupttext korrekt benannte oberösterreichische Stift Lambach im Quellenverzeichnis zu Stift „Lamberg“ mutiert (S. 241). Kleinere inhaltliche Fehler hätten durch eine kritischere Hinterfragung der verwendeten Literatur vermieden werden können: Etwa hatten nicht die Benediktinerinnen, sondern die Zisterzienserinnen ein Kloster in Ybbs (S. 105). Das mehrmals erwähnte Stift „Tierstein“ (S. 163, 172, 179; Index S. 236), beim zitierten Philibert Hueber frühneuzeitlich als „Tirenstein“ bezeichnet, ist natürlich das Stift Dürnstein in der Wachau.

Ungachtet dieser verzeihlichen Ungenauigkeiten kann jedoch konstatiert werden, dass der Verfasserin ein über den engeren Untersuchungsgegenstand der genannten Auswahlklöster

hinausgehender, längst überfälliger fundierter systematischer Überblick über das spätmittelalterliche benediktinische Verbrüderungs- und Memorialwesen gelungen ist, der mit Sicherheit und verdientermaßen seine Leserschaft finden wird. Einen zukünftigen Rezipienten hat der Band jedenfalls bereits gewonnen!

Wien

Maximilian Alexander Trofaier

Christiane Ulrike KURZ, „Ubi est habitatio sororum et mansio fratrum“. Doppelklöster und ähnliche Klostersgemeinschaften im mittelalterlichen Österreich (Diözese Passau in den Ausdehnungen des 13. Jahrhunderts). Solivagus, Kiel 2015. 298 S., 48 Abb. ISBN 978-3-943025-19-4.

Die an der Universität Wien erarbeitete Dissertation stellt sich zur Aufgabe, den Doppelklöstern auf dem Gebiet von Ober- und Niederösterreich nachzugehen. Demzufolge ist das Benediktinerdoppelkloster Admont nicht in die Untersuchung miteinbezogen worden. Entstanden ist ein nach Orden eingeteiltes Verzeichnis. Im Einzelnen handelt es sich a) bei den Augustinerchorherren um Klosterneuburg, Ranshofen, Reichersberg, St. Florian, Herzogenburg, St. Pölten, St. Leonhard am Forst, Suben und Waldhausen; b) bei den Prämonstratensern um Geras-Pernegg; c) beim Heilig-Geist-Orden um Pulgarn; d) bei den Benediktinern um Altenburg, Göttweig, Kleinmariazell, Kremsmünster, Lambach, Melk, Seitenstetten; e) beim Dominikanerorden um Tulln und Wiener Neustadt; f) bei den Minoriten um Dürnstein, Laa an der Thaya und Wien-St. Theobald; g) bei den Zisterziensern um Heiligenkreuz im Wienerwald, Säusenstein und Zwettl. Die Liste ist mit 26 Klöstern recht imposant. Das entspricht zahlenmässig in etwa dem Befund für das Gebiet der Schweiz im 12. Jahrhundert. Allerdings sind einzelne Namen mit grosser Vorsicht zu behandeln. Für die Stifte St. Leonhard am Forst, Suben, Waldhausen, Wiener Neustadt, Laa an der Thaya und Wien-St. Theobald sind die Doppelklosterindizien und die Quellenlage äusserst dürftig. Wenig überraschend der Befund, dass die Augustinerchorherren und die Benediktiner die meisten Doppelklöster hervorgebracht haben. Fraglich ist die Doppelklösterlichkeit im Falle von Dürnstein, weil es sich um ein Frauenkloster mit männlichem für die seelsorgerische Betreuung der Frauen zuständigem Appendix handelt. Die Autorin scheint sich dieser Problematik durchaus bewusst zu sein, sonst würde sie im Untertitel ihrer Untersuchung nicht von „Doppelklöstern und ähnlichen“ Gemeinschaften sprechen. Möglicherweise hat man es im einen oder anderen der kaum oder nur sehr schlecht dokumentierten Fälle mit einer nur ganz kurzlebigen Symbiose zu tun, die es gar nie bis zum Vollbegriff Doppelkloster gebracht hat. Allerdings bleibt man als Leser in Bezug auf die Beantwortung solcher Fragen allein gelassen. Hier hätte die Rezeption des ausgezeichneten Forschungsüberblicks „Doppelklöster und ihre Forschungsgeschichte“ von Stephanie Haarländer (2006) vielleicht weiterhelfen können. Diese Arbeit fehlt in der sonst recht ausführlichen Literaturliste (rund 300 Titel).

Die Klöster und Stifte werden nach einheitlichem Muster dokumentiert. Damit erhält das Ganze den Wert eines Kompendiums, eines Nachschlagewerks. Dankbar ist man für die Auswertungen besonders umfangreicher Totenlisten und Totenlistengruppen für Klosterneuburg (S. 78–97), St. Florian (S. 113–116), Herzogenburg (S. 122–124), St. Pölten (S. 132–137), Göttweig (S. 176–191) und Melk (S. 211–214) oder für die Überprüfung des Klosterneuburgers Rechnungsbuches aus dem 14. bis 16. Jahrhundert auf doppelklösterliche Hinweise (S. 65–71). Ebenso hilfreich sind die guten, teilweise farbigen Wiedergaben der bildlichen Quellen (Initialen aus Handschriften und frühneuzeitliche Gebäudedarstellungen).

In einem 50seitigen Vorspann widmet sich die Autorin den Definitionsfragen, der Quellenproblematik und liefert Kriterien für die Beweisführung im Katalogteil. Bei der Definition hält sie sich an Georg Jenal und betont die „unmittelbare Nachbarschaft“ der beiden Kon-

vente. Gemeinsame Regel und uniform geregelte ökonomische Verhältnisse zwischen den Konventen gehören meistens auch dazu, sind aber nicht immer allein entscheidend.

Die Feststellung (S. 14), wonach wir vielfach zu wenig Quellen haben, um eindeutig die Existenz eines weiblichen neben einem männlichen Konvent nachweisen zu können, gilt nicht nur für Österreich, sondern gehört zu den spezifischen Herausforderungen der Doppelklosterforschung. Die Problemfelder bei der Spurensuche werden übersichtlich aufgelistet. Allerdings möchte ich die Aussage (S. 24), wonach „Urkunden [...] so gut wie keine Auskunft geben“, relativieren. Es kann nämlich durchaus lohnend sein, einzelne Urkundenteile genauer auf doppelklösterliche Indizien zu untersuchen, wie es etwa am Beispiel des Prämonstratenser Doppelklosters Zell bei Würzburg für das 12. Jahrhundert versucht worden ist.

Erhellend sind die „Kriterien der Beweisführung“ (S. 29–48). Es handelt sich dabei um die quellenkritische Beschreibung der Quellengattungen, nach denen dann der Katalog der österreichischen Doppelklöster aufgebaut wird: archäologische Quellen, bildliche Darstellungen und schriftliche Quellen. Zu Recht wird darauf hingewiesen, dass sich infolge des architektonischen Wandels vieler mittelalterlicher Klosteranlagen (Brände, Naturkatastrophen etc.) nur schwer doppelklosterspezifische bauliche Gesetzmässigkeiten ableiten lassen. Bei der wichtigsten Quellengattung, den schriftlichen Quellen, hält sich die Autorin an den von Elsanne Gilomen-Schenkel für den schweizerischen Raum herausgearbeiteten Befund, wonach gerade die Nekrologien die Quellengattung *par excellence* sind.

Ersichtlich wird immer wieder, wie ausserordentlich disparat und anspruchsvoll zu interpretieren die Quellenlage ist. Die Erforschung symbiotischer Konvente muss den Blick auf das Gemeinsame, auf die Schnittstellen der beiden Konvente lenken. Aber – und das ist die *crux* – hier liegt nur wenig Licht. Das bedeutet, dass Quellen oft gegen den Strich gelesen und „interlineare“ Interpretationen gesucht und gefunden werden müssen. Die Untersuchung einzelner europäischer Regionen (in diese Linie gehört die Arbeit von Christiane Kurz) oder die Erforschung doppelklösterlicher Einzelbeispiele (Admont, Engelberg u. a.) in den letzten zwanzig Jahren sind dem Ausgangspunkt im Tagungsband des internationalen Berliner Kolloquiums von 1992 (K. Elm und M. Parisse) geschuldet. „Das Doppelkloster ist die intensivste Form der Kommunikation männlicher und weiblicher Religiösen“, heisst es dort in der Einleitung. Will man also doppelklösterliche Existenz ergründen, muss man in die Schnittstellen hinein fragen. Den Katalog des entsprechenden Quellenmaterials hat die vorliegende Dissertation für den untersuchten geographischen Bereich erarbeitet. Weitere solcher Arbeiten sind zu wünschen.

Kleine Unebenheiten, wie im Inhaltsverzeichnis, wo u. a. das Kloster Herzogenburg nicht ausgewiesen wird, sind bedauerlich, aber sie schmälern die insgesamt erfreuliche und abbildungsreiche Darstellungsweise der Publikation kaum.

Engelberg

Rolf De Kegel

Marcin STARZYŃSKI, *Das mittelalterliche Krakau. Der Stadtrat im Herrschaftsgefüge der polnischen Metropole*, übersetzt von Christian PRÜFER–Kai WITZLACK–MAKAREVICH. (Städteforschung. Veröffentlichungen des Instituts für vergleichende Städtegeschichte in Münster, Reihe A: Darstellungen 92.) Böhlau, Köln–Weimar–Wien 2015. 223 S. ISBN 978-3-412-22382-3.

The book discussed here is the translation of a well-received monograph on the city council of medieval Cracow, published in 2010, slightly adapted to the needs of the foreign public. It is not easy to say whether the German subtitle („polnische Metropole“) deliberately refers to the research project from the late 1990s („Metropolenforschung“) which made an attempt to prove that the largest cities of medieval Central Europe should be seen as a network of metropolises. Although the application of the notion of „metropolis“ to the region as a whole is not beyond dispute, there is nevertheless no doubt that, from the Polish perspective, Cracow was

indeed a metropolis. It exceeded all other urban settlements in the number of its inhabitants and because of its economic and political position. Cracow was not only the capital of the Kingdom of Poland (and, from 1386, of the Polish-Lithuanian Commonwealth), but also the seat of an important bishopric. This exceptional status of the city is responsible not only for the relative abundance of written sources (even if many have been lost because of carelessness in keeping in modern times). For a historian the confrontation with the rich tradition of research of those sources, going back to the late 19<sup>th</sup> century, is also of interest.

The meticulous investigation of the various sources carried out by the author, of those produced by the municipal chancery as well as by the institutions of State and Church, allows to distinguish two main periods in the history of the Cracow city council. The first one was the period of its emergence after the ducal *locatio* of the city according to German – here Magdeburg – law in 1254. One may assume that the community developed the crucial institutions of urban self-government, i. e. the bench and the council led by the hereditary mayor, already ten years after the location. The term of office of the six councillors was one year, and they chose their own successors freely.

The city had to pay with this far-reaching autonomy for a rebellion against the legitimate ruler, duke Władysław Łokietek. In 1312 repression afflicted the municipality. Not only Cracow's main fiscal and economic liberties were abolished, but also the function of hereditary mayor was suppressed, while the ruler controlled the election of the councillors. The city won back the monarch's grace and its economic privileges only after forty years. Nevertheless, throughout the 14<sup>th</sup> century it was the will of the successive rulers – or of their officials – that determined the choice of councillors.

The careful analysis of the development of the council covers a much longer time span, as Starzyński continues until 1500 (the year which is generally considered by Polish scholars as a possible „end“ of medieval times). During this long period the council became the „heart of the city“, overshadowing the bench and the mayor, whose competences appear somehow unclear and representative only, as witness the testaments of the Cracow town dwellers and his role as chairman during the sessions of the council. It was the council that created the legal basis for social and economic relations in the city, issuing *Willküren*, urban statutes which are preserved in abundance, and safety regulations against fire, crime and epidemics. It is also clear that much effort was spent by municipal chancellors to ensure the position of Cracow as the most important trade centre in the whole Polish-Lithuanian Commonwealth. An unceasing interest in getting monarchic privileges, especially the privilege of storage, certainly influenced the dynamic of the relationship of the city with the rulers and its political position. This is discussed separately. Evidently, in the long period of royal disfavour in the 14<sup>th</sup> century mentioned above, the city council learned an important lesson of lobbying the rulers, using well-known tools of official and unofficial gifts, service as money lenders for military operations – all of which served the purpose of preserving and reinforcing the position of the city in the international and Polish business networks.

Even more interesting were the many activities of the municipal council inside the city to ensure this position. It will suffice to mention here the punctilious control of measures, prices and qualities of goods which were objects of trade. On the other hand, thanks to the abundant preserved correspondence, we can see how the council actively cared for Cracow merchants operating abroad whenever they got into trouble. Defending the interests of their own town dwellers, activating contacts to recuperate goods or money, gives an idea of the scope of the Cracow business networks. In the second half of the 15<sup>th</sup> century they not only embraced the whole of East Central Europe and Flanders, but they even reached the Levant (the most spectacular story of Cracow business enterprise, dating from 1471, brings us in one breath to Genua, Chios, and Alexandria).

The author has put much energy in giving a voice to the sources, in order to sketch the areas of activity of the municipal council of Cracow, and to identify its members (although one may regret that the German translation of the book does not contain their detailed list, with references to the sources, which are a valuable part of the Polish version). It seems that less attention has been paid to the prosopographical perspective. One reads that the council assembled (and, at the same time created) the top of the urban elite, and that it was „the most exclusive corporation in the city“. Discussing in detail the efforts to preserve this position during the eruptions of social conflicts in the 15<sup>th</sup> century, the author did not fully succeed to show the dynamic of relationships within the council itself. The reader is left to imagine how large this elite was exactly, if, apart from the eight members holding their offices every year, all „retired“ councillors (*consules seniores, dy alde*) were members as well. One would like to know whether there were any other ties binding these people, such as kinship and (even more importantly) affinity through marriages or joint businesses, or membership of the same guilds. This kind of information could shed some light on the ways of decision-making within the council. Research on other European cities of the same size as Cracow, and for the same period (as, e.g. the recent study of Bastian Walter on Berne, Strasbourg and Basel), shows that it was usually a minute group of people, not more than forty men, who really decided about crucial and secondary issues. It would be interesting to know if the only Polish „metropolis“ followed this general pattern as well.

Utrecht

Anna Adamska

Thomas FRANK, Heilsame Wortgefechte. Reformen europäischer Hospitäler vom 14. bis 16. Jahrhundert. (Berliner Mittelalter- und Frühneuzeitforschung 18.) V & R unipress, Göttingen 2014. 402 S., 6 Abb. ISBN 978-3-8471-0317-2.

Der Titel des Buches von Thomas Frank ist ein Konglomerat zweier Aspekte des Inhalts: die Reform eines großen Spitals oder der städtischen Spitalerlandschaft war zumeist umstritten, und dieser Konflikt wurde überwiegend verbal ausgefochten; aus dem rhetorischen Repertoire, das den Reformbefürwortern und -gegnern zur Verfügung stand, wurden häufig Begriffe mit einer medizinischen Konnotation („heilsam“) ausgewählt. Untersuchungsgebiet der Monographie ist die Reform europäischer Spitäler in Spätmittelalter und Früher Neuzeit, wobei Reform ein Thema ist, das die – teilweise künstlich errichtete – Epochengrenze in der Spitalergeschichte überwinden hilft. Innerhalb dieses Rahmens formuliert der Autor als konkrete Hauptfrage (S. 16): „Wie wurde im Zuge der ... Konflikte, von denen die Hospitalreformen im 14.–16. Jahrhundert regelmäßig begleitet waren, über die Anliegen der Reform und ihrer Gegner diskutiert?“ Die Analyse der Debatten um die Spitalerreform soll wiederum einen Beitrag zur Erforschung des vormodernen Reformdiskurses überhaupt leisten.

Vorgestellt wird zunächst das Instrumentarium, mit Hilfe dessen die herangezogenen Texte untersucht werden sollen: Gerhart B. Ladners mittelalterliche „Idea of Reform“ als Ausgangspunkt, der der Narratologie entstammende Begriff des „Reform-Plots“ und die ihm eigenen Metaphern, Zeitstrukturen, normativen Elemente und Topoi. Zur Grundlegung gehört weiters ein Abriss über die Spitalerreform in der juristischen, vor allem kanonistischen Diskussion um das Spitalrecht, ausgehend von der Hospitalskonstitution *Quia contingit*, die 1317 von Papst Clemens V. erlassen und die in der Praxis, auch in Avignon selbst, kaum rezipiert wurde. Vom Spital als *locus religiosus*, bischöflicher Aufsicht, Verpfändungsverbot, Reformbedarf u. a. handeln der *tractatus hospitalitatis* des Florentiner Kanonisten Lapus de Castellionio († 1381) und die Clementinenkommentare von Bonifacius Ammannati († 1391) und Franciscus Zabarella († 1417), und der Autor stellt resümierend fest, dass die Juristen hinsichtlich der Reform eher skeptisch, bestenfalls ambivalent sind, aber „konzeptionelle Bausteine“ für den Reformdiskurs, „Möglichkeitsbedingungen für das Reformdenken“ (S. 73) liefern.

Die solcherart vorbereitete Fragestellung wird in vier Fallstudien von Spitälern, die gut untersucht sind und ein Panorama von Reformtexten bieten, angewandt: Das Ospedale Maggiore von Mailand, das als Inbegriff der Zusammenlegung, Spezialisierung, Medikalisierung (der Autor differenziert, hier wie anderswo, angesichts der Etikettierungen in der Spitalgeschichte), der Spitalsreform in Italien überhaupt gilt, ist das Ergebnis der Transformation einer heterogenen Spitalslandschaft über vielfache Reformansätze mit wechselnden, teilweise antagonistisch aufgestellten Akteuren: den Erzbischöfen und dem Domkapitel, den Visconti- und Sforzaherzögen und zwischenzeitlich den Funktionären der Repubblica Ambrosiana, die Niederschlag in Reformdekreten, Schenkungen, Suppliken bis zur Bestätigungsbulle Pius' II. von 1458 gefunden haben. Mit einem halben Jahrhundert Abstand schrieb Gian Giacomo Ghilini, Deputato des Ospedale Maggiore, in seinem Traktat über die Mailänder Spitäler (1508), der vor allem fundraising zum Zweck hatte, eine Geschichte der Reform nach dem klassischen Narrativ von den Anfängen über Verfall und Reformierung mit Ausblick auf die Zukunft. Als Ergebnis hält der Autor hier fest, dass differenzierte Reformnarrative, mit einer unterschiedlichen Anwendung der Topik, die sich vor allem in ausführlichst untersuchten Arengen findet und in der die Körpermetaphorik dominiert, von den verschiedenen Parteien im Prozess der Spitalsreform formuliert wurden.

Wesentlich vielgestaltiger ist die kontroverse Literatur zu den Bemühungen, das Hôtel-Dieu von Paris zu reformieren, einer „Fortsetzungsgeschichte“ (S. 209) mit immer neuen Phasen von aufgezeigten Defiziten und bekämpften Reformansätzen. Im Zentrum der Auseinandersetzung standen hier einerseits, wenn auch nicht immer einig, die Religiösen, Männer und Frauen, die nach der Augustinerregel im Spital lebten und arbeiteten, mit ihrem Rektor, andererseits das Domkapitel als Spitalsherr, das zu Beginn des 16. Jahrhunderts die Administration der Temporalia an die Komune übertrug, wobei es zu Eingriffen des Parlaments und des Königs kam und die Bruchlinien zwischen und inmitten aller Gruppen verliefen. Abgesehen von der periodischen Konstatierung von Misswirtschaft, setzte die Reform des Spitals zweimal bei der Reform der *vita religiosa* an: das Experiment Franziskaner-Terziarinnen zu implantieren scheiterte ebenso wie der Versuch, die neuen Statuten von Saint-Victor und eine Gruppe von Victorinern ins Pariser Hôtel-Dieu zu bringen. Das Schlüsselwort in der Polemik ist *reformatio* bzw. *deformatio*; die Parteien werfen sich in wechselseitiger Polemik Degenerierung, die Reform erfordert, oder heuchlerische Instrumentalisierung derselben vor; die Quellen umfassen Reformstatuten des Domkapitels, Willensäußerungen des Parlaments, Verhörprotokolle nach Tumulten im Spital, aber auch literarische Texte wie den *livre de vie active*, den der Kanoniker Jean Henry 1482 den weibliche Religiösen des Hôtel-Dieu dedizierte, oder das Gedicht *les folles entreprises*, in welchem Pierre Gringoire 1505 Stellung für die Augustinerinnen, die von Franziskaner-Terziärinnen vertrieben werden sollten, bezog.

Die Reformdebatte um das Große Spital von Straßburg, das Pfründner und Kranke beherbergte und von einem verheirateten Laien unter der Aufsicht des Rates geführt wurde, kam erst nach 1500 in Gang und hatte gleichermaßen Missstände im Spital wie die rigorose Fürsorgepolitik des Straßburger Rates zum Thema. Der Münsterprediger Johannes Geiler von Kaysersberg, dessen Predigten auf eine umfassende Reform des Klerus, der Klöster, des christlichen Lebens abzielten, übte in seinen 21 Artikeln von 1501 Kritik am Spital, im dem die Pflege der Armen und Kranken nicht mehr im Mittelpunkt stehe (*der spittal ist die arme lüt*), und an der Exklusion von Hilfsbedürftigen durch Bettelverbote und maß Obrigkeit und Einzelne an einer außerrechtlichen Norm, am Prinzip der „Barmherzigkeit“ (die nach Ansicht der Rezensentin keine „Metapher“ ist [S. 232 u. ö.]). Die Reformation brachte 1523 eine Auseinandersetzung des protestantischen Predigers Martin Bucer mit dem Thema der Solidarität und der guten Werke und die Almosenordnung des Rats, die zu einem gewichtigen Teil das Bettelverbot spezifizierte und die Hauptunterscheidung zwischen einheimisch und fremd, die nächste zwischen unverschuldet und schuldhaft Armen traf; „Barmherzigkeit“ wurde nur in

der gedruckten Fassung erwähnt, wo man sie von den Bürgern einforderte; die Ressourcen der Fürsorge wurden zwischen dem Almosen und dem Großen Spital aufgeteilt. Nach einer durch Teuerung und Hunger bewirkten Krise monierte in den 1530er und 1540er Jahren der Almosen-schaffner Lukas Hackfurt Missstände im Großen Spital wie die restriktive Aufnahme, die Beerbung der Kranken ohne Rücksicht auf deren Familien u. a. und forderte Reformen ein. Er und die dergestalt herausgeforderte Spitalleitung argumentierten gleichermaßen mit ihrer Erfahrung im Fürsorgewesen und ihrer Professionalität; Hackfurt verankerte seine Argumentation allerdings auch außerrechtlich, in der von Gott befohlenen „Barmherzigkeit“. Die Reformdebatte in Straßburg, so konkludiert der Autor, schöpft in allen untersuchten Beispielen vornehmlich aus dem biblischen und theologischen Repertoire.

Die *Unione degli ospedali e delle opere pie* in Modena wurde ausführlich und variantenreich in den Texten eines entschiedenen Gegners der Reform und Zusammenlegung von 1541, in den Annalen 1506–1554 des Tommasino Bianchi oder de’Lancellotti, der zur kommunalen Führungsschicht, wenn auch nicht zur höchsten Kategorie zählte, behandelt: Die *Unione* traf auf den Widerstand der Bruderschaften, Zünfte und Privatpersonen (der bürgerlichen Schicht), die die Spitäler innehatten und sich auf päpstliche und herzogliche (Modena gehört zum Prinzipat der Este) Privilegien berufen konnten; die *unione overe destructione* bedeutete schlechtes Funktionieren und ungeeignetes Führungspersonal, insbesondere das Hintanstellen der *cariù*, zum Schaden der Armen; die *Unione* ist lutheranisch – zu den Initiatoren der *Unione* gehörten auch, allerdings nicht nur, Mitglieder des Intellektuellenzirkels der *Accademia*, die des Lutheranertums verdächtigt wurden und zwei Modeneser Bischöfe in einen Inquisitionsprozess in Rom verwickelten. Die Verflechtung von Reform und Reformation ist nach Thomas Frank nicht nachzuweisen; Fehlentwicklungen bei der Zusammenlegung, die zur Aufhebung durch den Bischof, zum Ringen um die Organisation, zur Überarbeitung der Statuten führten, dagegen schon. Die Rhetorik diente in Modena, soweit überliefert, ausschließlich der Stimme der Antireform.

Zusammengefasst: Die vorgestellten Quellen zur Reformdebatte um spätmittelalterliche und frühneuzeitliche Spitäler sind nur partiell vergleichbar (S. 342). Die Polemik um Reformierung und Deformierung deckt ein großes Spektrum ab, vom idealtypischen Reformnarrativ (auf den idealen Anfang folgt der Abstieg etc.) zur – ebenfalls auf alle Reformen anzuwendenden – grundsätzlichen Kritik (die Reform wurde von Nutznießern und für solche gemacht). Die Polemik findet sich dabei in sehr disparaten Quellen (Urkunden, Statuten, Prozessakten, Memoranden, Predigten, Chroniken, Gedichten, Traktaten), deren Eigenheiten vielleicht stärker hätten betont werden können, um die spezifischen Motive und Sprachfiguren des Reformdiskurses, die sie hervorbringen, zu kontextualisieren. Der Autor hat bei vier sehr unterschiedlichen Fällen von Spitalsreform die „ereignisgeschichtlichen Abläufe und sozial- oder institutionsgeschichtlichen Faktoren“ knapp aber treffend skizziert und die „diesen Abläufen und Faktoren vorausliegenden Worte, Texte und in Texten gesammelten Wissensbestände“ (S. 34) analysiert. Sein Buch ist dicht im Detail und differenziert in der Darstellung; wieweit anhand der exzerpierten Ideen und Sprachfiguren vormodernes Reformdenken allgemein verdeutlicht werden kann, muss noch offen bleiben.

Wien

Andrea Sommerlechner

Martin BAUCH, *Divina favente clemencia. Auserwählung, Frömmigkeit und Heilungsvermittlung in der Herrschaftspraxis Kaiser Karls IV.* (Forschungen zur Kaiser- und Papstgeschichte des Mittelalters, Beihefte zu J. F. Böhmer, Regesta Imperii 36.) Böhlau, Köln–Weimar–Wien 2015. XIII, 734 S., 25 Abb. ISBN 978-3-412-22374-8.

Kaiser Karl IV. aus luxemburgischem Hause wird im Jahre 2016 wegen der 700. Wiederkehr seiner Geburt erneut durch Publikationen und Ausstellungen in den Blickpunkt von



Forschung und Öffentlichkeit rücken. Da kommt eine Monographie gerade recht, welche die Frage nach dem Vorhandensein, der Funktion und der spezifischen Ausgestaltung sakraler Herrschaftslegitimation bei Karl IV. zum Thema macht, denn das angemessene Verständnis der Rechtfertigung weltlicher Machtausübung in vormoderner, vornationaler und vorstaatlicher Zeit bereitet heute Probleme. Zuerst untersucht der Verfasser unter verschiedenen Blickwinkeln das Handeln Karls IV. in sakralen Zusammenhängen und in einem zweiten Schwerpunkt dessen Bemühungen um Reliquien, die als zentraler Bestandteil der kaiserlichen Frömmigkeit gelten. Karl als heiligmäßig Handelnder erscheint demonstrativ im sog. Weihnachtsdienst, der seit 1347 zum Repertoire der auf öffentliche Wahrnehmung gerichteten Politik des Luxemburgers gehört. Sie wird hier im Kontrast zu bisherigen Deutungen als „neue Ausdrucksform königlicher Würde mit stark sakraler Komponente“ bewertet. Eine zweite, ebenfalls stark präsenzte Form frommen, publikumswirksamen Auftretens zeigt sich im Zeremoniell des Herrschereinzugs (Adventus), wie in den zahlreichen Fallbeispielen (z. B. Pisa 1355, Rom 1355 und 1368, Metz 1356, Lucca 1368, Lübeck 1375, Magdeburg 1377) überzeugend nachgewiesen wird. Zum Adressaten sakraler Zuschreibungen wurde Karl IV. in Prophezeiungen unterschiedlicher Herkunft. Die Weissagung der Nürnbergerin Christina Ebner über seine herausgehobene Position im Heilsplan Gottes korrespondiert mit der Selbstdarstellung Karls IV. als auserwählter Herrscher in der *Vita Karoli quarti*, wie der Verfasser betont. Dieses besondere Nahverhältnis zu Gott kann als ein wichtiges Merkmal des Sakralen bei Karl IV. angesehen werden. Das Jahr 1350 erweist sich dabei durch drei miteinander im Zusammenhang stehende Ereignisse – lebensbedrohliche Erkrankung, Niederschrift der Autobiographie, Besuch bei Christina Ebner – als Schlüsseljahr der Entwicklung des Herrschers. In größerem Maßstab begann der Herrscher im Jahre 1353, als er durch seine zurückgewonnene Mobilität die böhmischen Kronlande wieder verlassen konnte, Reliquien in den Rheinlanden und dem alemannisch-fränkischen Raum zu erwerben. Dabei waren es vor allem Klöster, deren wirtschaftliche und politische Schwierigkeiten vom Luxemburger ausgenutzt wurden, die ihren Heilumsschatz mit ihm teilen mussten. Höhepunkte dieser Aktivitäten bildeten die Aufenthalte in Rom 1355 und 1368. Schenkungen, die mit diplomatischen Kontakten verbunden waren, kamen aus Byzanz, Frankreich und Ungarn. Die Weitergabe von Reliquien durch Karl IV. begegnet vor allem innerhalb des Reiches an verdiente Anhänger zur Untermauerung der bereits bestehenden guten Beziehungen, so bei den Bischöfen von Eichstätt und Metz und den Herzögen von Sachsen-Wittenberg. Offen für sakrale Bezüge war das panegyrische Schrifttum aus dem Umfeld des Hofes. Als weniger ergiebig für die Suche nach Innovationen im sakralen Feld erwies sich erwartungsgemäß die kaiserliche Urkundenpraxis. Dieser wichtige Bereich des Herrscherhandelns ist zu traditionell, um grundlegenden Neuerungen Platz zu bieten. Der Umgang des Kaisers mit Reliquien als Ausweis frommer Herrschaft wurde in der Forschung immer schon beachtet. In dieser Arbeit erreicht die Beschäftigung mit diesem Phänomen karolinischer Politik jedoch eine ganz neue Quantität und Qualität. Hinsichtlich der Quantität bieten die 605 im Besitz Karls IV. oder zu seiner Regierungszeit in Prag belegten Heiltümer – von Aaron über Fragmente vom brennenden Dornbusch bis Zoë – eine bisher unbekannte Materialgrundlage. Sie werden im Anhang in einem alphabetischen Verzeichnis aufgelistet, das neben den Quellennachweisen im Idealfall auch den Erhebungs- und den Aufbewahrungsort sowie die eventuelle Weiterverbreitung durch Karl IV. nachweist. Prag wurde in dieser Zeit zu einem der wichtigsten sakralen Zentren Europas. Hinter der Zusammenstellung verbirgt sich der hohe empirische Wert dieses Werkes. Das Beispiel der sehr gut überlieferten Erhebung von Reliquien des heiligen Sigismund in Saint-Maurice d’Agaune in Savoyen im Juni 1365 wird genutzt, um die auf öffentliche Wirkung zielenden Aufführungs- und Darstellungsaspekte in einer solchen Erhebung zu demonstrieren. Die Qualität des Buches wird außerdem deutlich in der theoretischen Durchdringung und methodischen Reflexion des Problems der Legitimation von Herrschaft durch sakrales

Herrscherhandeln im 14. Jahrhundert. Dabei wird auch die Frage aufgeworfen, ob und wie sich nachweisen ließe, dass ostentative Frömmigkeit eine herrschaftsbegründende und -festigende Wirkung in dieser Zeit hatte. Zur Beantwortung dieser These versichert sich der Autor der Unterstützung Max Webers, dessen These vom Amtsscharisma, sowie Pierre Bourdieus, dessen Habitus-theorie er auf ihre Eignung zum Verständnis des Problems nutzt. Daneben enthält die Monographie eine Vielzahl wichtiger und bemerkenswerter Beobachtungen sowie Einzelergebnisse und -hinweise. So verweist der Autor auf einen bisher nicht beachteten, inhaltlich belangvollen Brief des Kanzlers Karls IV., Johann von Neumarkt, an ein Mitglied des Deutschen Ordens aus dem Jahre 1357, der nicht in der maßgeblichen Ausgabe der Briefe des Kanzlers enthalten ist. Außerdem publiziert er im Anhang eine bislang ungedruckte Reliquien-schenkungs-surkunde für Karl IV. von 1365 sowie den Text einer Erhebungsurkunde des Luxemburgers von 1355, der nur unzulänglich ediert ist. Die Arbeit leistet durch ihren umfassenden Anspruch auf Erfassung des gesamten einschlägigen Materials und neue Sichtweisen auf Bekanntes in kritischer Auseinandersetzung mit der Forschungsliteratur einen wertvollen eigenständigen Beitrag zur Analyse der Eigenheiten der Herrschaft Karls IV. sowie auf dem Felde der politischen Theorie des späten Mittelalters. Ein Quellen- und Literaturverzeichnis sowie Personen- und Ortsregister runden den gelungenen Band ab, dem 25 teils farbige Abbildungen beigegeben sind.

Berlin

Michael Lindner

Jeanne E. GRANT, *For the Common Good. The Bohemian Land Law and the Beginning of the Hussite Revolution.* (East Central and Eastern Europe in the Middle Ages, 450–1450, Bd. 28.) Brill, Leiden–Boston 2015. 155 S. ISBN 978-90-04-28289-6.

Am Beginn der Forschungen der US-amerikanischen Historikerin Jeanne E. Grant für ihre schmale Monografie, die aus ihrer 2005 an der University of California, Berkeley, angenommenen Dissertation hervorgegangen ist, stand eine konkrete Frage: Wie begründeten die hussitischen böhmischen Adeligen, die sich 1421 in Tschaslau/Čáslav zusammen mit den anderen Ständen des Königreichs zu einem Landtag versammelten, ihre Ablehnung der Nachfolge Sigismunds von Luxemburg auf den nach dem Tod seines Halbbruders Wenzels IV. vakanten böhmischen Thron?

Ausgehend von dieser Frage unternimmt Grant den Versuch, Selbstverständnis und Mentalität des böhmischen (Hoch-)Adels des späten 14. und frühen 15. Jahrhunderts zu erhellen (Grant spricht durchgehend von „nobles“, worunter sie vorrangig den böhmischen Herrenstand zu verstehen scheint). Dabei richtet sie ihren Blick insbesondere auf die politischen Ereignisse der 1390er Jahre (Entstehung eines gegen Wenzel IV. gerichteten Herrenbundes und vorübergehende Entthronung des Königs), und betont deren Signifikanz für das Verständnis der Ablehnung von Sigismunds Thronfolge 30 Jahre später. Die Autorin wendet sich damit bewusst gegen eine Interpretation der Tschaslauer Beschlüsse unter vorrangig religiösen Gesichtspunkten (deren Relevanz die Autorin allerdings nicht in Abrede stellen möchte) und wählt stattdessen als Quellenbasis für ihre Untersuchung einerseits Dokumente rechtlichen Charakters, andererseits Quellen eher publizistischer Natur. Als Hauptbeispiele für diese beiden Typen dienen ihr zum einen das 1930 von František Čáda unter dem Titel *Ondřeje z Dubé Práva Zemská Česká* [„Die böhmischen Landrechte des Andreas von Duba“] edierte einflussreiche Rechtsbuch des obersten Landrichters Andreas von Duba († 1412), das eine private Kompilation des zeitgenössischen böhmischen Landrechts darstellt, und zum anderen eine Auswahl ebenfalls bereits seit langer Zeit edierter sogenannter „hussitischer Manifeste“. Sämtliche Quellen wurden offenbar ausschließlich nach Editionen benutzt, Hinweise auf archivarische Quellen sucht man vergeblich, obwohl die Autorin in ihrer Einleitung auf eigene Archivarbeiten verweist (S. VIII).

Die Quellenauswahl entspringt dem Wunsch Grants, das Agieren der hussitischen Herren in einen größeren mentalitätsgeschichtlichen Kontext einzubetten. Zu diesem Zweck stellt sie ihrer Quelleninterpretation zunächst zwei einleitende allgemeine Kapitel voran, die auf knappem Raum mittelalterliche Ideen von „König, Land, Recht und Autorität“ bzw. „Recht, Revolution und Repräsentation“ abhandeln. Den Kern des Buches stellen dann die beiden folgenden Kapitel dar, in denen die Autorin ihre Hauptquellen interpretiert und in Bezug zueinander setzt.

Kapitel 3 skizziert die Entstehung von Andreas' Traktat unter dem Eindruck der Revolte des Herrenbundes von 1394, in deren Zuge der Autor sein Amt als oberster Landrichter verlor. Darauf folgt eine Detailanalyse jener Artikel, in denen Grant Aussagen über das Selbstverständnis des Hochadels, der das Landesgericht und das sich in demselben manifestierende Landrecht beherrschte, erkennt („Understanding *The Bohemian Land Law*“). Dabei legt sie jeweils teils umfangreiche eigene Übersetzungen des altschleischischen Textes ins Englische vor. Die Autorin versucht einerseits näher zu klären, was das „böhmische Landrecht“ nach Andreas' Verständnis überhaupt war. Andererseits diskutiert sie dessen Aussagen über das Verhältnis von König, Landsgemeinde und Landrecht und arbeitet anhand ausgewählter Artikel das darin reflektierte gemeinschaftliche Selbstverständnis der Herren als Träger des Landes und Verteidiger des Gemeinwohls in Form von Recht und Ordnung heraus.

In Kapitel 4 verbindet Grant das zuvor aus Andreas' Rechtsbuch destillierte hochadelige Selbstverständnis mit den Umwälzungen der Hussitischen Revolution. Vor diesem Hintergrund analysiert sie vier hussitische Manifeste aus dem Jahr 1420 sowie ein Manifest von 1430 als Äußerungen der Geisteshaltung einer Generation, die damals eine neue, spirituell-religiös legitimierte Begründung für ihre Ansprüche auf Teilhabe an der Herrschaft entwickelte: die Verteidigung der *lex Dei* in Form der Vier Hussitischen Artikel. Gleichzeitig blieb dessen ungeachtet, so Grant, rechtlich-ständisches Denken, wie es sich in Andreas' Rechtsbuch manifestiert, aufrecht.

Das Schlusskapitel widmet sich zunächst der Frage, wie sich das hochadelige Selbstverständnis über Konfessionsgrenzen hinweg äußerte, d. h. was eine Analyse des Verhaltens katholischer Herren wie Ulrichs II. von Rosenberg oder von Einzelpersonen, die zwischen den Parteien schwankten wie Čeněk von Wartenberg, beitragen kann zum Verständnis der Geisteshaltung ihrer hussitischen Standesgenossen. Danach wendet sich die Autorin schließlich den Tschaslauer Landtagsbeschlüssen zu. In diesen seien Argumente und Geisteshaltungen aus religiösem, politischem und rechtlichem Denken auf einmalige („peculiar“) Weise zusammengefloßen, um die Ablehnung von Sigismunds Thronfolge zum Schutz des Gemeinwohls zu ermöglichen (S. 125f.). Das Buch schließt mit einem Resümee, einer nach Themen organisierten Bibliografie und einem kombinierten Personen- und Sachregister.

Grants Ansatz, eine vorhussitische rechtsgeschichtliche Quelle für eine Mentalitätsgeschichte des hussitischen böhmischen Adels fruchtbar zu machen, ermöglicht dem/der LeserIn eine Zusammenschau von Quellen, die bis dato noch nicht auf diese Weise zusammen betrachtet wurden. Da es sich um ein traditionell stark beforschtes Thema handelt, überraschen ihre Ergebnisse insgesamt kaum, wenn sie nicht manchmal sogar etwas banal anmuten, etwa, dass alle Beteiligten für sich in Anspruch nahmen, „to act in the name of common good of the land“ (S. 126).

Von diesem verständlichen Problem abgesehen, ist eine gewisse Tendenz der Autorin zu beobachten, Quellentexte stark textimmanent, ohne tiefere quellenkritische Einbettung und/oder Berücksichtigung der existierenden Literatur zu interpretieren. Ein etwas ausführlicheres Beispiel soll die damit einhergehende Problematik veranschaulichen. Auf S. 83–89 beschäftigt Grant sich mit einem Brief von angeblich September 1419, der ihr als Quelle für „The Hussites' Understanding of Their Legal and Political World“ dient (siehe zu diesem Stück z. B. Karel Hruza, Hussitische Manifeste [1412–1420] aus Prager und Wiener Bibliotheken [Staatsprü-

fungsarbeit masch. Wien 1995] 27–34 [dort auch die ältere Literatur], und jetzt ausführlich Přemysl Bar, *Údajný satirický list krále Zikmunda Pražanům z podzimu 1419* [Der angebliche satirische Brief König Sigismunds an die Prager vom Herbst 1419]. *Medievalia Historica Bohemica* 18/2 [2015] 163–178). Der nicht ganz einfach zu deutende Text, der sich als Brief Sigismunds an das hussitische Prag ausgibt, wird in der Forschung Kaspar von Lewbicz, einem Parteigänger des Thronprätendenten, zugewiesen. Grant übernimmt die Angaben der Literatur zu Autor und Empfängern, setzt sich jedoch weder mit deren politischer Verortung auseinander, noch mit der Tatsache, dass auch ein hussitisches Antwortschreiben überliefert ist. Vielmehr geht sie ohne Angabe von Gründen davon aus, dass Kaspar Hussit war, und interpretiert das Schreiben als anti-königliche Polemik, in welcher der Autor angeblich im Medium der Satire ein positives Selbstbild der Hussiten entwirft, dem er ein Negativbild Sigismunds gegenüber stellt, aus dem man auf das hussitische Herrscherideal schließen könne. Diese doppelte Wendung führt, gepaart mit anscheinend mangelndem historischen und quellenkundlichen Grundlagenwissen, zu verwirrenden und stellenweise gezwungen wirkenden Interpretationen, etwa wenn der *semper Augustus*-Titel willkürlich aus dem Kontext der Herrschertitulatur gelöst und als satirische Anspielung auf die Übergabe der Mark Brandenburg an Friedrich von Hohenzollern durch Sigismund gedeutet und daraus umgekehrt abgeleitet wird, die Hussiten hätten von ihrem Herrscher eine tatsächliche, physische „Mehring des Reiches“ erwartet (S. 85, ähnlich an anderen Stellen, etwa S. 87f. zum Begräbnis Wenzels IV.). Satire stellt ihre InterpretInnen vor besondere Herausforderungen. Umso wichtiger ist ein nachvollziehbares Vorgehen, das offenlegt, welche Erwägungen zu welchen Schlüssen führen. Da dies unterbleibt, kann die Rezensentin nur mutmaßen, dass Grants spiegelverkehrt zur bisherigen Lesart des Stücks gewendete Interpretation möglicherweise darauf zurückzuführen sein könnte, dass die Autorin eine neutschechische Übersetzung von Amadeo Molnár aus dessen Anthologie sogenannter „hussitischer Manifeste“ von 1980 benutzt hat, offenbar ohne sich bewusst zu sein, dass die bei František Palacký gedruckte lateinische Überlieferung die ursprüngliche ist (siehe die Angaben S. 84 Anm. 25).

Die Rezensentin ist nicht kompetent, Grants Übersetzung und Interpretation von Andreas' von Duba Rechtsbuch zu bewerten. Die im geschilderten Fall offenbar werdenden methodischen Probleme mahnen sie allerdings zu einer gewissen Vorsicht. Den größten Nutzen des Buches für LeserInnen, die das Altschechische nicht beherrschen, stellen wohl die umfangreichen Übersetzungen dar, mit denen Grant sonst nicht zugängliche Quellen erschließt. Diejenigen, die neben dem Englischen auch noch anderer Sprachen mächtig sind, werden für Studien zur Mentalität des spätmittelalterlichen böhmischen Adels oder zu den sogenannten „hussitischen Manifesten“ wohl weiterhin auf Arbeiten in tschechischer oder deutscher Sprache, etwa von Robert Šimůnek, Robert Novotný oder Karel Hruza zurückgreifen.

Wien

Alexandra Kaar

Europa, das Reich und die Osmanen. Die Türkenreichstage von 1454/55 nach dem Fall von Konstantinopel. Johannes HELMRATH zum 60. Geburtstag, hg. von Mari-ka BACSÓKA–Anna-Maria BLANK–Thomas WOELKI. (Zeitsprünge. Forschungen zur Frühen Neuzeit 18, H. 1/2.) Klostermann, Frankfurt am Main 2014. 235 S. ISBN 978-3-465-04224-2.

Die Beiträge der Festschrift für den Ordinarius für Mittelalterliche Geschichte an der Berliner Humboldt-Universität widmen sich passend zum fast gleichzeitigen Erscheinen des *Opus Magnum* des Jubilars, des Reichstagsaktenbandes zur Frankfurter Reichsversammlung von 1454, den so genannten Türkenreichstagen von 1454/55 und werten dabei fast durchwegs auch schon die beiden neu erschienenen Reichstagsakten-Bände zu Frankfurt und Wiener Neustadt (hg. von Gabriele Annas) gewinnbringend aus. Der Rezensent war kurz versucht,

es in seiner Besprechung beim Zitat der von Heribert Müller in Anm. 1 platzierten genialen Laudatio Johannes Helmraths zu belassen (was könnte diesen tatsächlich besser charakterisieren als das schöne Wortungetüm einer „genialisch-chaotisch-kreativen Originalität“?). Angesichts der fast durchwegs hohen Qualität der Beiträge des Bandes seien aber doch kurze Zusammenfassungen derselben hinzugefügt. Heribert Müller (Europa, das Reich und die Osmanen. Die Türkenreichstage von 1454/55 nach dem Fall von Konstantinopel oder: Eine Hinführung zu Großem und Kleinem im Spiegel der „Deutschen Reichstagsakten“, S. 9–29) bietet zunächst eine Einführung ins Thema mit einem kurzen Rückblick auf die bisherige Editions-geschichte der Deutschen Reichstagsakten und stellt im zweiten Teil seines Beitrags Überlegungen zu Potentialen der Auswertung derselben an, die er u. a. in der Auswertung der nun in einer modernen kritischen Edition vorliegenden einschlägigen Piccolomini-Reden in der Humanismusforschung sowie in der Erforschung des europäischen Aspekts der Reichstage sieht. Jörg Feuchter (Der Reichstag im 15. Jahrhundert – ein europäisches Forum?, S. 30–43), kommt bei seiner Untersuchung der Frage, ob die Reichstage des 15. Jahrhunderts tatsächlich als europäische Foren gelten können, zu einem ambivalenten Ergebnis: Einerseits erweist er die tatsächliche Präsenz von auswärtigen Fürsten oder Diplomaten als äußerst mäßig, sieht den Einfluss der römischen Kirche auf den Reichstagen vor allem nach 1471 immer mehr schwinden und kann vor allem eher das Erwachen einer „nationalen“ deutschen als einer europäischen Identität auf den Reichstagen konstatieren. Andererseits zeigt sich aber insbesondere beim Vergleich mit den englischen Parliaments der Zeit, dass dort internationale Belange fast überhaupt keine Rolle spielten. Insofern waren die Reichstage zumindest insoweit ein Sonderfall, als derartige Themen dort ganz selbstverständlich behandelt wurden. Gabriele Annas (Beraten – Verhandeln – Beschließen. Formen der politischen Willensbildung am Beispiel der Türkenreichstage der Jahre 1454/55, S. 44–86) untersucht die Mechanismen von politischer Entscheidungsfindung auf den Türkenreichstagen, also in der Übergangsphase zwischen den mittelalterlichen Hoftagen und den neuzeitlichen Reichstagen, und kommt dabei zu dem Schluss, dass sich weniger die Symbole oder die Formen ritueller Kommunikation im Laufe der spätmittelalterlichen Reichstage änderten, sondern vielmehr „die verfassungspolitischen Grundlagen der politischen Willensbildung selbst“. Ronny Kaiser (Antikettransformationen in Enea Silvio Piccolominis Clades-Rede [15. Oktober 1454], S. 87–109) analysiert die berühmte Frankfurter Türkenrede des Humanisten, die erst jüngst durch den Jubilar im Rahmen von Band 19,2 (Ältere Reihe) der Reichstagsakten erstmals in einer kritischen Edition zugänglich gemacht wurde, in Hinblick auf Antikettransformationen sprachlicher sowie struktureller Art und liest sie vor allem auch unter dem Aspekt der humanistischen Selbstinszenierung des Autors. Marika Bacsóka (Die ungarische Gesandtschaft auf den Türkenreichstagen 1454/55. Ein Beitrag zum Profil der gelehrten Räte Lászlós V., S. 110–144) untersucht das Personal jener Legationen, die der ungarische König Ladislaus zu den Türkenreichstagen entsandte. Als deren wichtigster Vertreter erweist sich János Zredani Vitéz, neben dem vor allem noch die gelehrten Räte István Várdai, Miklós Barius und Albert Vetési vorgestellt werden. Bacsóka fordert abschließend eine intensivere vergleichende Untersuchung des Werdeganges dieser gelehrten Räte mit solchen im Reich, um ungarische Besonderheiten deutlicher herausarbeiten zu können. Heidelore Böcker (Städtische Spitzenfunktionen in Reich und Hanse? „Neueste Nachrichten“ aus dem 15. Jahrhundert, S. 145–164) stellt Überlegungen zur Rolle der Hansestädte in der kaiserlichen Politik des 15. Jahrhunderts an und zeigt, dass die betreffenden Städte nicht als Block, sondern abhängig von ihrer politischen und finanziellen Stärke für die Reichspolitik relevant waren. Ursula Gießmann (Bewegliche Fixierungen für Reich und Stadt. Die Dreikronenbanner Kölns, S. 165–177), stellt anhand des Kölner Stadtbanners, von dem sich zwei Exemplare aus der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts bis heute erhalten haben, und des Reichsbanners Überlegungen über die Verwendung sowie die symbolische Funktion von Bannern und Textilien im 15. Jahrhundert an und untersucht in dieser Hinsicht

insbesondere den Neusser Krieg von 1474/75. Im Verlauf des Krieges wurde das Kölner Banner offensichtlich als Mittel verwendet, um den Frieden innerhalb der Kölner Truppen zu wahren, ein zweites Exemplar, dessen Verwendung offenbar parallel und nicht zeitlich aufeinanderfolgend erfolgte, wurde für die Aufrechterhaltung der innerstädtischen Ordnung verwendet. Christian Jaser (Turniere auf Reichstagen zwischen Präsenz und Performanz. Einige Vorüberlegungen zu den Politiken des Agonalen, S. 178–203) beschäftigt sich mit einem (vermeintlichen) Nebenschauplatz der Reichstage des 15. und 16. Jahrhunderts: dem Turnier. Nach einleitenden exemplarischen Skizzen zur Organisation der Turniere im Rahmen der Reichstage durch die jeweils gastgebende Stadt und zu den damit verbundenen logistischen Herausforderungen hebt Jaser vor allem die repräsentative Funktion der Turniere („Agon der Präsenz“) hervor, die offensichtlich auch bei den Zeitgenossen bei weitem intensiver wahrgenommen wurde als die eigentlichen Ergebnisse des ritterlichen Wettbewerbs. Er- und abgeschlossen wird der schöne Band, auf den der Jubilar in der Tat stolz sein kann, erfreulicherweise durch ein Register.

Innsbruck

Martin Wagendorfer

Philipp LENZ, Reichsabtei und Klosterreform. Das Kloster St. Gallen unter dem Pfleger und Abt Ulrich Rösch 1457–1491. (Monasterium Sancti Galli 6.) Verlag am Klosterhof, St. Gallen 2014. 655 S., 23 Abb. ISBN 978-3-905906-10-3.

Als zweiter Gründer des Klosters und als Renaissance-Abt nimmt Ulrich Rösch (1426–1491) in der sanktgallischen Geschichte eine besondere Stellung ein. Der aus einfachen Verhältnissen stammende Prälat war zweifellos eine Ausnahmerecheinung und führte das Kloster zu einer Blütezeit, die zum Beispiel 1987 in einer breit angelegten Ausstellung gewürdigt worden war. Vieles wurde in diesem Zusammenhang bereits erforscht, von der landesherrlichen Politik und den administrativen Neuerungen über den Einsatz von Kunst als Mittel der Selbstdarstellung bis hin zum (letztlich gescheiterten) Bau eines „Ersatzklosters“ oberhalb von Rorschach.

Und doch scheint das letzte Wort zur Amtszeit von Rösch noch längst nicht gesprochen zu sein. Mit seiner umfangreichen Freiburger Dissertation legt der Schweizer Historiker und Paläograf Philipp Lenz das Gewicht auf bislang wenig bis nicht erforschte Quellen, die einen neuen, kirchlich und kirchenrechtlich geprägten Blick auf normative Strukturen, bauliche Verhältnisse sowie auf den Alltag innerhalb der Abtei ermöglichen. Statt sich im „Desiderat einer umfassenden Biographie“ (S. 7) zu verlieren, fokussiert die Arbeit auf strukturgeschichtliche, monastisch-geistliche Aspekte, um das in den Augen von Lenz bisher allzu weltliche und vom St. Galler Reformator Vadian allzu kritisch gezeichnete Bild des spätmittelalterlichen Kirchenmannes zu korrigieren.

Mit Fleiss und Beharrlichkeit trägt der Autor zahlreiche Quellen zur Klostergeschichte in der zweiten Hälfte des 15. Jahrhunderts zusammen, um die Organisation und das Zusammenleben des Konventes in neuem Licht zu zeigen. Während Lenz die Rolle der benediktinischen Reformbewegung zurückhaltend einstuft, betont er die Bemühungen von Rösch um eine *vita communis* wie das geschickte, auf dem kanonischen Recht fussende Vorgehen im Absetzungsverfahren gegen Abt Kaspar von Breitenlandenber, der 1463 nach längeren Auseinandersetzungen resignierte und so den Weg für den bisherigen Pfleger Rösch freimachte. Ein weiterer Schwerpunkt ist der Politik des Abtes gewidmet, über Patronatsrechte und Inkorporationen den (nicht nur weltlichen) Einfluss des Klosters zu stärken – das Gotteshaus besass um 1490 in rund 50 Kirchen die Kollatur! Dahinter standen wirtschaftliche Interessen, aber auch die Abgrenzung von der Diözese bzw. anderen konkurrierenden Herrschaften.

Die Erneuerung des Klosters hinterliess zudem bauliche Spuren. Obwohl der Konvent in personeller Hinsicht allen Bemühungen von Rösch zum Trotz recht klein blieb, suchte der Abt

die Attraktivität „seiner“ Kirche mit Bauten wie einem gotischen, innen ausgemalten Münsterchor, mit dem repräsentativen Verwaltungstrakt des „Hofes“ in der Kleinstadt Wil, mit Wirtschaftsgebäuden, mit der Förderung von Liturgie, Bibliothek, Schule wie Spital und mit der Betonung der Klosterkirche als Wallfahrts- und Predigtort aufzuwerten. Einen besonderen Rang nimmt hier das umstrittene Projekt eines (Wehr-)Klosters auf dem Marienberg oberhalb von Rorschach ein, der letztlich zu Unruhen und zu einer stärkeren Einflussnahme der eidgenössischen Schirmorte führte. Welche Absichten Rösch mit dem nicht gerade billigen Neubau tatsächlich verfolgte, ob Marienberg als Alternative, Ergänzung oder Entlastung zum traditionsreichen Klosterstandort vorgesehen war, bleibt allerdings nach den Ausführungen von Lenz weiterhin offen. Sicher aber zeigte die gewaltsame Zerstörung der halbfertigen Bauten die Grenzen des Handlungsspielraumes eines dynamischen Abtes, der sich mit einem zweigeteilten Grab samt einem Epitaph ein besonderes Funeralkdenkmal setzte und sich wenig bescheiden als zweiter Klostergründer, als Erneuerer des Konventes und als fürstlicher Verwalter verewigte. Eine Edition von Klosterordnungen, Stiftungen und Visitationsberichten aus den 1460/80er-Jahren schliesst die wertvolle, manchmal allerdings etwas gar weit ausholende und stark deskriptive Dissertation ab.

Lenz will mit seiner Arbeit primär drei Aspekte aufgreifen: Den Einfluss der Reformbewegungen auf den kriselnden Konvent und die Rolle von Ulrich Rösch als Abt wie als kirchlicher Neuerer. Da für den Autor das Bild der Nachwelt bis heute von den wenig vorteilhaften Schilderungen Vadians geprägt ist, widmet Lenz nicht wenig Energie der „Rehabilitierung“ eines Kirchenmannes, der mit unehelichen Nachkommen und einer ausgesprochen aktiven familiären Begünstigungspolitik allerdings kaum der Idealfigur eines Reformepiskopats entspricht. Mit der Fixierung auf den „Kirchenmann“ Rösch ergänzt Lenz zweifellos eine bisher allzu einseitige wissenschaftliche Wahrnehmung, hinterlässt aber bei seiner Würdigung seinerseits einen gelegentlich einseitigen Eindruck, fehlt doch mit dem Ausblenden der „weltlichen“ Tätigkeit des Fürstabtes ein wichtiges, wenn nicht entscheidendes Puzzleteil im Porträt des Geistlichen.

Entgegen dem Titel bleibt über das Ganze gesehen das Thema „Reichsabt“ ebenso ausgeklammert wie jener „Alltag“, der hinter die normativen Vorgaben blickt und beispielweise einzelne Mönche, ihr Handeln und ihre Beziehungen untersucht. Dazu gehört schliesslich die Frage nach dem Handlungsspielraum eines Abtes, der notgedrungen zwischen Habsburg, der sich emanzipierenden Stadt St. Gallen, dem nahen Bischof, den selbstbewussten Untertanen und den immer stärker präsenten eidgenössischen Schirmorten lavierte. Ermöglichte nicht gerade diese Gemengelage unterschiedlichster konkurrierender Interessen den Wiederaufschwung eines Klosters, dessen wirtschaftliche Grundlage nicht zuletzt durch die untereinander rivalisierenden eidgenössischen Orte geschützt und gefördert wurde?

Um die besonderen Verdienste Röschs deutlicher zu machen, fehlt leider der Blick auf die schlecht erforschte Klosterlandschaft im eidgenössisch-habsburgischen Umfeld. Nicht nur in St. Gallen finden sich Bemühungen um eine geistliche oder um eine bauliche Erneuerung; so beschäftigte die Problematik der Exemtion auch Einsiedeln und erlangten die Äbte von Kreuzlingen oder Rüti eine Infulierung. Und doch zeigt sich hier das Galluskloster weit erfolgreicher und eigenständiger als andere Institutionen, die erst im Zeichen der Gegenreformation ihrerseits einen Aufschwung erlebten. Ob Person oder Strukturen – mit seiner Arbeit hat Lenz einen wichtigen Baustein zur spätmittelalterlichen Klostergeschichte geliefert, der dank seiner Quellennähe und dank der Berücksichtigung bisher wenig erforschter kirchlicher Schriftstücke eine wertvolle Ergänzung zum traditionellen Bild von St. Gallen bietet.

Winterthur

Peter Niederhäuser

Karl A. E. ENENKEL, *Die Stiftung von Autorschaft in der neulateinischen Literatur* (ca. 1350–ca. 1650). Zur autorisierenden und wissensvermittelnden Funktion von Widmungen, Vorworttexten, Autorporträts und Dedikationsbildern. (Mittellateinische Studien und Texte 48.) Brill, Leiden–Boston 2015. XXVII, 657 S., 123 Abb. ISBN 978-90-04-27694-9 (hardback), 978-90-04-27845-5 (e-book).

Das reich ausgestattete Buch greift eine Fragestellung auf, die erst vor dem Hintergrund neuerer Literaturtheorien in vollem Umfang klar geworden ist und von E. in seiner Einleitung ausführlich entwickelt wird. Es geht um Entstehung, Wesen und Dokumentation von Autorschaft sowie die damit verbundene Funktion von Paratexten und Illustrationen in der neulateinischen Literatur. Infolge der spezifischen kulturellen und gesellschaftlichen Voraussetzungen der Zeit von ca. 1350 bis 1650 ergibt sich ein von anderen Perioden deutlich differenziertes Gesamtbild, das E. auf der Basis von umfangreichem und breit gestreutem Material herausarbeitet.

Obwohl die neulateinische Literatur viele Bereiche des Lebens entscheidend mitgestaltet hat, ist die Rolle der Autorschaft bei der Wissensvermittlung, wie E. festhält, in der Neolatinistik bisher ebenso unbeachtet geblieben wie „die Strategien, mit denen Texte autorisiert wurden“. (E. verwendet „autorisieren“ mehr im Sinn von mlat. *auktorizare* „bestätigen, beglaubigen“ als im heute geläufigen von „bevollmächtigen, berechtigen“.) Die steigende Bedeutung von Paratexten setzt nicht erst mit der Erfindung des Buchdrucks ein, sondern ist schon ein Jahrhundert früher zu beobachten, während das Titelblatt tatsächlich ein Merkmal des gedruckten Buches ist, das sich von bescheidenen Anfängen um 1460 zu einem aufwändig gestalteten, vielschichtigen Informationsträger entwickelt. Vorwörter und (von diesen oft kaum abgegrenzte) Widmungen, poetische Begleittexte und selbst Indices stehen in der von E. behandelten Zeit in besonders enger Verbindung mit dem von ihnen begleiteten Werk und können gegebenenfalls als Teile des Textes selbst verstanden werden. Das „hohe Autorisierungsbedürfnis“ im Literaturbetrieb der frühen Neuzeit verlangt, dass der Autor dem Leser unter möglichst vielen Aspekten vorgestellt wird, und geht so weit, dass selbst Editionen antiker Autoren mit Testimonien (wie z. B. Plinius' Briefe an und über Sueton) ausgestattet werden. Die poststrukturalistische Diskussion über den „Tod des Autors“ hat in der Neolatinistik kaum Widerhall gefunden, wurde aber in der Mediävistik breit aufgegriffen und hat dort, teils unter neuen Aspekten, zur „Auferstehung des Autors“ geführt, dessen existentielle Bedeutung für die literarische Kultur der Frühmoderne nie wirklich in Frage stand. E. wendet sich daher der seit den 1960er Jahren allmählich einsetzenden Forschung über auktoriale Paratexte zu, v. a. Widmungen und Vorworte. Beginnend mit Tore Janson, *Latin Prose Prefaces* (1964), stellt er fest, dass alle bisherigen Untersuchungen nur Teilaspekte (wie z. B. die Topik) für bestimmte Genera erfasst und (nicht immer ausreichend) erklärt haben, so dass in Bezug auf Methode und erfasste Textsorten noch großer Klärungsbedarf besteht. Da ein Autor der Frühen Neuzeit noch keinerlei Rechtsschutz wie Copyright in Anspruch nehmen konnte, musste er seine Berechtigung zur Autorschaft selbst nachweisen. E. analysiert die dafür ablaufenden Autorisierungsprozesse auf der Grundlage von 240 Schriften, die hinsichtlich ihrer literarischen Gattung und der Bekanntheit des Autors ein möglichst breites Spektrum erfassen.

Im Hauptteil des Buches stellt E. seine umfassenden Beobachtungen – von denen hier nur Schwerpunkte besprochen werden können – in fünf Kapiteln zusammen, deren breit gefasste Titel (und Untertitel) bereits einen systematischen Überblick über die Möglichkeiten der Autorisierung und die entsprechenden Strategien geben:

(1) „Einschreibung des Autors in weltliche und kirchliche Machtstrukturen: Autorisierungsstrategien und ihr Konstruktionscharakter“: Bezeugung von Dankesschuld oder Gehorsamspflicht sind nicht überall, wo sie als Motivation einer Widmung genannt werden, der



wirkliche Beweggrund, oft handelt es sich vielmehr um ein literarisches Konstrukt. Jedenfalls kommt dem in der Zeit von ca. 1350 bis 1650 geradezu unverzichtbaren Widmungsempfänger hier höhere Bedeutung zu als in der Zeit davor oder danach. Er erscheint in Titeln und Abbildungen gleichrangig neben oder sogar vor dem Autor, wobei Sinn und Zweck einer Widmung nicht so sehr in der Eigentumsübertragung als vielmehr in der autorisierenden Wirkung liegen, die vom Lob des Widmungsempfängers ausgeht, so dass auch hochgestellte Autoren nicht auf Widmungen verzichten. Autorisierung beschränkt sich demnach nicht auf die Faktizität der Autorschaft, sondern betrifft auch deren qualitative Präsentation, wobei zwischen den Qualitäten des Widmungsempfängers und denen des Werks ein Zusammenhang bestehen bzw. konstruiert werden muss sowie Parallelen zu antiken Vorbildern hoch im Kurs stehen. Selbst bei einem beträchtlichen Rangunterschied wird gerne ein lockeres Freundschaftsverhältnis inszeniert; auch gemeinsame Bildungsinteressen und diverse Merkmale des Werks werden in die Autorisierungsstrategien einbezogen.

(2) „Autorisierung durch Ritual und Herrschaftszeremoniell: (2.1) Das Dedikationsritual – die zeremonielle Buchübergabe und rituelle Aspekte der Widmungsschreiben (2.2) P. L. (*Poeta laureatus*) und P. C. (*Poeta Caesareus*) – Dichterkrönungen“: Ausgehend von Dedikationsbildern und den dort dargestellten, ritualisierten Abläufen zeigt E., dass der Dedikationsakt mit der Veröffentlichung gleichzusetzen ist, und weist entsprechende rituelle Züge, vor allem Unterwerfungs- und Gehorsamkeitsgesten, in den Dedikationsschreiben nach. Deren rhetorische Gestaltung umfasst meist eine *captatio benevolentiae*, eine *deliberatio* bezüglich der Wahl des Widmungsempfängers und Hinweise auf den Nutzen des Werks für den Machthaber. Höhepunkt des Zeremoniells ist die Bitte um Akzeptanz, die ebenfalls in ritualisierter Form vorgebracht wird. Seit etwa 1450 betonen viele Verfasser ihren Autorschaftsanspruch gerne mit einem Hinweis auf ihre Dichterkrönung, was in Porträts und Paratexten zum Ausdruck kommt. Die Verbindung von Dichterkrönung und Widmungszeremoniell (wie auf dem Celtis-Widmungsbild Abb. 87) ist das Nonplusultra der Autorisierung.

(3) „Autorisierung durch intellektuelle Widmungsempfänger“: An die Stelle politischer Machthaber können humanistische Freundeskreise, anerkannte Geistesgrößen, Lehrer-Schüler-Verhältnisse oder Dichter- und Gelehrtenbünde treten. Entsprechende persönliche Verbundenheit bzw. Gruppenzugehörigkeit hat autorisierende Funktion. Die Präsentation des Widmungsempfängers wird nicht nur durch seine Beziehung zum Autor, sondern auch von der Gattung und der Zielsetzung des dedizierten Werks bestimmt und kann daher stark variieren (vom Weisen bis zum Liebhaber).

(4) „Autorisierung durch Rituale jenseits des Herrschaftszeremoniells“: Autorschaft kann durch antike Gottheiten (Musenanrufung, Inspirationsbitte) ebenso gestiftet werden wie durch die christliche Religion. Akademische Rituale und der humanistische Freundschaftskult erweitern das breite Spektrum autorisierender Instanzen.

(5) „Weitere Zugangspässe des Autors zur *Res publica litteraria* in Widmungen und Vorworttexten“: Hier sei nur die Selbstdarstellung des Autors als Erfinder und sein Anspruch auf Fortleben bei der Nachwelt hervorgehoben, die er gleichsam zur Autoritätsperson erhebt.

E.s Buch besticht durch die Fülle des Materials und der neuen Aspekte bzw. Erkenntnisse, die – stets in Auseinandersetzung mit der neueren Forschung – daraus gewonnen werden. Der Text ist sorgfältig redigiert, selbst Flüchtigkeiten wie die ungenaue Transkription von Abb. 5 *Thucydidis ... proemium* mit *Thukydidis ... probemium* (S. 67) sind äußerst selten. Wenn Johannes Rosinus aus Eisenach einmal in die steirische Gemeinde Eisenerz versetzt wird (S. 10), so ist das wohl auf die Verbundenheit des Verfassers mit Mönichkirchen (Monaci Ecclesia, Vorwort S. X) im niederösterreichisch-steirischen Grenzgebiet zurückzuführen. – Dass zu den zitierten Texten immer die antiken Bezugsstellen angeführt werden, kann im Hinblick auf die Zielsetzung des Buches nicht erwartet werden, wäre aber in manchen Fällen sehr instruktiv, z. B. (S. 146) wenn Lorenzo Valla der Widmung seiner *Elegantiae* mit dem von Cice-

ro (Tusc. 4,67 u. ö.) und Seneca (epist. 102,16) bezeugten Naevius-Zitat *laudari a laudato viro* zusätzliche Autorität verleiht.

Enenkels Forschungen über die Stiftung von Autorschaft erschließen einen bisher wenig beachteten Teilbereich der Literatur von ca. 1350 bis 1650. Sie sind in der Reihe „Mittel-lateinische Studien und Texte“ publiziert, bringen aber auch und vor allem für das aufstrebende Fach der Neolatinistik einen nicht zu unterschätzenden Gewinn.

Wien

Franz Römer

Andre HORCH, Buchwidmungen der Frühen Neuzeit als Quellen der Stadt-, Sozial- und Druckgeschichte. Kritische Analyse der Dedikationen in volkssprachlichen Mainzer Drucken des 16. Jahrhunderts. Unter Verwendung statistischer, netzwerkanalytischer und textinterpretatorischer Methoden. (Mainzer Studien zur Neueren Geschichte 32.) Peter Lang, Frankfurt am Main u. a. 2014. XVIII, 465 S., 45 s/w Abb., 21 Tab. ISBN 978-3-631-65563-4.

Die Konvention, einem Werk eine Zueignung voranzustellen, erlebte in der Druckproduktion der Frühen Neuzeit eine Blüte. Im Gegensatz zur nachträglich handschriftlich eingetragenen Widmung eines einzelnen Exemplars bezieht sich die gedruckte Dedikation auf das gesamte Werk und findet sich als integraler Bestandteil aller druckgleichen Exemplare einer Auflage wieder (G. Genette). Damit konnte also eine große Reichweite erzielt werden, weshalb dieser Texttypus äußerst beliebt war.

Andre Horch stellt das bislang wenig erforschte frühneuzeitliche Dedikationswesen in das Zentrum seiner zugleich als Dissertation an der Universität Mainz vorgelegten Arbeit, um Dokumentenlücken in der Mainzer Stadt-, Druck- und Kommunikationsgeschichte zu schließen. Dafür dienten ihm die deutschsprachigen Dedikationen in volkssprachlichen Mainzer Drucken des 16. Jahrhunderts als ergiebiges Quellenmaterial. Grundlage für die Erschließung waren die bis zum Jahre 2009 erfassten Daten des „Verzeichnisses der im deutschen Sprachraum erschienenen Drucke des 16. Jahrhunderts“ (VD 16), unter denen 178 deutschsprachige Zueignungen (ohne die 161 Amtsschriften) in 485 überprüfbareren Drucken in deutscher Sprache festgemacht werden konnten. Um ein Profil des Mainzer Druckwesens im 16. Jahrhundert zu zeichnen, wurden die Ergebnisse der quantitativen Auswertung der VD 16-Daten nach statistischen Besonderheiten denen der inhaltlichen Interpretation der Dedikationen gegenübergestellt. Dabei konnten Rückschlüsse auf druck-, stadt- und sozialgeschichtliche Ereignisse und Entwicklungen gezogen werden. So verdeutlichte beispielsweise der Einbruch der Mainzer Buchproduktion in der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts die Folgen der Zerstörung der Stadt durch Markgraf Albrecht von Kulmbach-Brandenburg im Jahre 1552. Die im Zuge dieser quantitativen und qualitativen Untersuchungen gewonnenen Informationen wurden netzwerkanalytisch über- und gegengeprüft. Horch beleuchtet die Beziehungen zwischen den Verfassern der Dedikationen und deren Empfängern, arbeitet die unterschiedlichen Motivationen und Funktionen des Dedikationsgebrauchs heraus und geht der Frage nach dem Zusammenhang zwischen Häufigkeit der Verwendung von Dedikationen und gesellschaftlichem Einfluss nach. Das Instrumentarium der Netzwerkanalyse dient ihm zur Visualisierung und besseren Interpretierbarkeit dieser sozialen und kommunikativen Strukturen. So skizziert er, inwieweit sich gesellschaftliche Gruppen isolierten, welche Personen im Zentrum standen oder wer sich als Vermittler hervortat. Deutlich wurde beispielsweise, dass die Druckerfamilie Schöffner, die sich vor allem lateinischen Drucken widmete und sich kaum an der Dedikations-tätigkeit beteiligte, zusehends an Bedeutung verlor. Gleichzeitig erfolgte der Aufstieg Franz Beheimers, der den Schwerpunkt auf deutsche Literaturproduktion legte und rege Beziehungen mit katholischen Geistlichen unterhielt. Dedikationen erlauben also, Informationen über einzelne Druckbetriebe, Entwicklungen am Buchmarkt, aber auch Profilierungsbestrebungen zu

ermitteln. Beobachtet werden konnte auch, dass sich die untersuchten deutschsprachigen Dedikationen überwiegend an gesellschaftlich höher gestellte Personen richteten, im Gegensatz zu lateinisch kommunizierenden Humanisten, die sich eher auf gleicher Ebene würdigten (S. Vogel). Die soziale Kommunikationsrichtung verlief also von unten nach oben. Die Beliebtheit des Dedikationswappens unterstreicht den hauptsächlichen Dedikationsgebrauch im Rahmen derartiger hierarchischer Verhältnisse. Mit ihren Informationen über Personen in ihrem öffentlichen Kontext schaffen Dedikationen somit neue Zugänge zum Beziehungsgeflecht zwischen Autoren, Druckern und Rezipienten und zeichnen ein durch den Buchdruck wiedergegebenes Bild (über-)regionaler Netzwerke. Dass die Rekonstruktion und Auswertung von Beziehungsnetzwerken hinsichtlich historischer Fragestellungen von Nutzen sein können, belegen in den letzten Jahren vermehrt entstandene Untersuchungen. Für das vorliegende Datenmaterial muss berücksichtigt werden, dass Verluste einzelner Drucke und die bewusste Beschränkung des Corpus die statistische Aussagekraft beeinträchtigen und das Bild des Netzwerkes verzerren können. Trotz dieser Einschränkung erscheint die Anwendung der „Sozialen Netzwerkanalyse“ für die Auswertung von Katalogdaten wie die des VD 16 als lohnend, um die Möglichkeiten und Grenzen derartiger computergestützter Analysetechniken für die buch-, sozial- und geschichtswissenschaftliche Forschung exemplarisch auszuloten. Die „Verzahnung digitaler und nicht-digitaler Elemente“ (S. 244) erleichtert es, die Aussagekraft von Dedikationstexten als Quellenmaterial zu prüfen. Horch versteht seine Arbeit dementsprechend auch als Beitrag zur Entwicklung der viel diskutierten „Digital Humanities“, auf deren Potentiale er in seinem Fazit knapp eingeht.

Ein Anhang mit ausführlichen Verzeichnissen, u. a. eine Auflistung der Dedikationen nach verschiedenen Gesichtspunkten und ein Register aller genannten Personen, rundet die Untersuchung ab und liefert für weiterführende und vergleichende Studien eine wertvolle Basis. Die methodisch aufbauende Vorgehensweise der Untersuchung und die Gegenprüfung der Einzelergebnisse führt da und dort zu Überschneidungen und redundanten Informationen. Der Band ist sorgfältig redigiert, nur selten sind fehlerhafte Worttrennungen und Formatierungsschwächen zu bemerken. Zahlreiche Schwarzweißabbildungen und graphische Darstellungen begleiten den Text, wobei die Qualität druckbedingt bisweilen etwas leidet.

Mit der vorliegenden Publikation ist es dem Autor gelungen, dem bislang im Schatten stehenden Dedikationswesen die nötige Aufmerksamkeit zukommen zu lassen und der von ihm postulierten weiteren Beschäftigung mit der Thematik und Methodik neue Impulse zu geben.

Innsbruck

Claudia Schretter-Picker

Shuichi IWASAKI, *Stände und Staatsbildung in der frühneuzeitlichen Habsburgermonarchie in Österreich unter der Enns 1683–1748*. (Studien und Forschungen aus dem Niederösterreichischen Institut für Landeskunde 53.) Niederösterreichisches Institut für Landeskunde, St. Pölten 2014. 407 S., illustriert. ISBN 978-3-901635-53-3.

Es ist schon fast ein Jahrzehnt her, dass zwei Sammelbände veröffentlicht wurden, die einerseits eine Zwischenbilanz, andererseits höchst wichtige neue Forschungsimpulse zum Thema der staatsbildenden Prozesse innerhalb der frühneuzeitlichen Habsburgermonarchie brachten. Der erste von beiden versuchte den mitteleuropäischen Raum in den Kontext der sogenannten Absolutismusdebatte einzubringen und seinen Charakter als „Stiefkind“ innerhalb dieser Diskussion zu überwinden (Mat'á-Winkelbauer 2006), der zweite zielte direkt auf die Formierung der Beziehungen zwischen dem höfischen Zentrum und einzelnen Erbländern, die Strukturierung ihrer Machteliten auf ständischer Basis, die institutionellen Veränderungen, politischen Handlungen sowie den symbolischen Ausdruck dieser Verhältnisse (Amermer et al. 2007). Obwohl die einzelnen Beiträge viele neue Erkenntnisse brachten, boten sie

allzu oft einen Überblick über Desiderate, die durch lange Jahrzehnte der Interessenlosigkeit an der Ständeforschung für die Zeit nach dem Dreissigjährigen Krieg verursacht wurden. Eine Reihe von später veröffentlichten Studien der in den zitierten Bänden vertretenen Autoren führte zur Überzeugung, dass weitere Forschungen zu einer monographischen Bearbeitung führen müssten.

Das Warten auf die erste Monographie hat der Historiker Shuichi Iwasaki beendet. Er hat seine umgearbeitete und vertiefte Dissertation herausgebracht, in der er sich mit der Rolle der niederösterreichischen Stände in der Zeit zwischen der Türkenbelagerung Wiens (1683) und dem sog. Dezennalrecess (1748) beschäftigt. Die Orientierung an den Verhältnissen in nur einem der habsburgischen Erbländer geht über die enge regionale Geschichtsschreibung wesentlich hinaus. Schon seit dem 19. Jahrhundert ist es offensichtlich, dass nichts an der Notwendigkeit der präzisen Kenntnis der Verhältnisse in einzelnen Ländern und ihres Vergleichs vorbei führt. Aus dieser Perspektive muss man das Buch Iwasakis zweifellos als bedeutenden Beitrag zur Kenntnis des praktischen Funktionierens der Monarchie und ihrer politischen Ordnung begrüßen.

Ziel der rezensierten Arbeit ist es, „am Beispiel Niederösterreichs die ständischen Grundsätze auf den Landtagen und bei Verhandlungen mit den Herrschern sowie die politischen Leistungen der Stände ... herauszuarbeiten“ (S. 22). Der Autor bekennt sich also vom Anfang an zur Methode der Interaktionsanalyse und lehnt die apriorische Unterschätzung der regionalen Machteliten ab. Sehr hilfreich ist dabei vor allem die gute Kenntnis der deutschsprachigen Literatur und der zeitgenössischen politischen Theorien. Obwohl das Ständewesen in der Habsburgermonarchie keine viel bearbeitete Forschungsrichtung darstellt, ist die Lage für Niederösterreich nicht so schlecht (siehe die Arbeiten von H. Hassinger, H. Sturmberger und K. Gutkas). Shuichi Iwasaki knüpft an diesen Forschungsstand an und bringt detaillierte Kenntnisse der Quellen in einem ausreichend großen Zeitraum ein, die es ihm ermöglichen, die Dynamik der Beziehungen zwischen Herrscher und Landständen zu beleuchten.

Das Buch gliedert sich in zwei gleich große Teile, die sich methodologisch unterscheiden. Der erste Teil (Kap. 1–4) ist als synchronische Beschreibung konzipiert und bildet eine Art faktographisches Fundament für den zweiten Teil (Kap. 5 und 6), der eine diachronische Darstellung der Landtagsverhandlungen enthält. Der wertvolle Beitrag des ersten Teiles liegt in der Zusammenstellung und Systematisierung bisheriger Kenntnisse, es geht eigentlich um die Verfassungsgeschichte im breiten Sinn einer Beschreibung des „politischen Körpers“ einer konkreten Provinz.

Das erste Kapitel hat rein kontextuellen Charakter. Es thematisiert die Landeskunde von Österreich unter der Enns, beschreibt Topographie, Landesgeschichte und Wirtschaftslage und betont die Bedeutung der Nähe der Reichsresidenzstadt als Wirtschafts-, Sozial- und Machtzentrum. Im nächsten Kapitel zur „Politische[n] Struktur“ geht es um einen Überblick der Sozialgeschichte des Wiener Hofes, der Kirche, des Adels und der landesfürstlichen Städte. Neben der Entwicklung der Beziehungen zwischen Kirche und Staat nimmt die Stratifikation des Adels – auf Basis der Titular- und Vermögensdistinktionen, der Herkunftsländer, Familienstrategien oder Positionen in den Kommunikationsnetzwerken – großen Raum ein (S. 77–101).

Nicht überraschend gehört das dritte, dem niederösterreichischen Ständewesen gewidmete Kapitel (S. 112–154) aus der Perspektive der komparativen Ständeforschung in der Monarchie zu den hochinteressanten Teilen der vorliegenden Monographie. In vielen Veränderungen, die den niederösterreichischen Landtag seit der 2. Hälfte des 17. Jahrhunderts betrafen, kann ein gemeinsamer Trend gesehen werden. Vor allem geht es um die lange Dauer und die Frequenz der Tagungen, das Sinken der Teilnehmerzahl oder die Reduktion der aktiven Teilnehmer auf den Kreis der bedeutendsten Landesbeamten. Es gibt natürlich auch viele Unterschiede im Vergleich mit anderen Ländern; man kann zumindest die Nähe des Kaiserhofs

erwähnen, die den niederösterreichischen Landtag zu einer privilegierten Institution machte, allein schon durch die regelmäßige Teilnahme des Herrschers an den Eröffnungszeremonien. Die Beschreibung der landschaftlichen oder landesfürstlichen Ämter im nächsten Unterkapitel (S. 138–154) ist wiederum erschöpfend, wirkt aber im Vergleich zum vorigem Teil eher statisch – sie geht fast ausschließlich von der zentralen normativen Quelle, dem *Codex provincialis*, aus. Auch das letzte systemorientierte Kapitel zum Finanz- und Militärwesen der Monarchie stellt eine faktographische Zusammenfassung dar, obwohl es in Einzelheiten vielleicht zu sehr den bisherigen Meinungen vertraut (z. B. zur realen Funktionsfähigkeit der Steuerproportion, siehe S. 165).

Die weiteren Kapitel sind als Kernteile des Buchs zu betrachten. Sie enthalten eine minutiöse Darstellung der politischen Verhandlungen zwischen dem niederösterreichischen Landtag und den Hofämtern. Dies basiert auf drei wesentlich erweiterten Studien, die der Autor schon früher herausgebracht hat. Sie belegen gut das Postulat der Einleitung, das die Prozessualität der Staatsbildung betont: „Norwendig ist, dass der Staat nicht als etwas Bestehendes, ruhend Statisches, sondern als etwas Werdendes, immer von neuem Entstehendes aufgefasst wird; aus den verschiedenen, entgegen gesetzten Interessen, Meinungen und Bestrebungen musste sich die politische Einheit täglich bilden“ (S. 23). Iwasaki verfolgt die Verhandlungen über die Steuerlast etwa nach einzelnen Jahrzehnten, wobei er die veränderliche Bereitschaft der Landstände, die höfischen Geldforderungen zu akzeptieren, beobachtet. Besondere Aufmerksamkeit widmet er den Steuerrezessen, welche die Stände Niederösterreichs wesentlich durchzusetzen geholfen haben, und ihrer Neubewertung als Fixierung einer relativ niedrigen Steuersumme, die ein starkes Argument gegen eine rasante Steuererhöhung bietet.

Es ist ein wenig schade, dass der Autor vorzugsweise die auf die endgültigen Beträge gerichteten Verhandlungen beschreibt und anderen Aspekten des Steuerwesens weniger Aufmerksamkeit zu widmet (z. B. der Auswahl der Steuersysteme, d. h. wer und wann das Geld abgeben sollte, den ständischen Strategien bei der Akzeptierung oder Ablehnung außerordentlicher Steuerarten oder ständischen Darlehen). Es wäre verwunderlich, wenn die niederösterreichischen Stände bei der Einführung von Verbrauchssteuern nicht unter dem Druck des Hofes gestanden wären. Bei dieser Überlegung gehe ich jedoch von den Erfahrungen der Landtagsverhandlungen in den böhmischen Ländern aus, während sich im Fall Niederösterreichs der Sachverhalt anders darstellen könnte. Als Diskussions- oder Forschungsentwurf könnte man auch die Berücksichtigung der Implementierungsebene der vereinbarten Entscheidungen erwähnen. Falls wir die Landstände als wichtige staatsbildende Kraft betrachten, ist es problematisch, ihre politische Wirkung auf das Verhältnis zum Wiener Hof zu reduzieren. Ständische Politik oder organisatorisches Bemühen orientierten sich ebenso zum eigenen Territorium hin, wo sie in unumgängliche Interaktion mit anderen (landesfürstlichen, höfischen, militärischen, patrimonialen usw.) Verwaltungsstrukturen treten mussten.

Im sechsten Kapitel kommt es im Zusammenhang mit dem Regierungsantritt Maria Theresias und dem Österreichischem Erbfolgekrieg zur Veränderung des Erklärungsrahmens. Iwasaki bringt hier eine präzise Schilderung der Ereignisse und widmet sich speziell der Haltung der Landstände in den einzelnen Ländern. Wie die Beschreibung der Ereignisgeschichte des Jahres 1741 gehört auch das letzte Kapitel zu den hochinteressanten Teilen des Buchs. Es enthält eine Analyse der Steuerrezessverhandlung und thematisiert den zentralisierenden Reformkurs (in diesem Zusammenhang bemerkenswert ist die Erkenntnis der höfischen Manipulation ständischer Politik durch eine zeitweilige Abschiebung des wichtigen ständischen Oppositionspolitikers Friedrich August Harrach). In der Schlussbetrachtung unterstreicht Iwasaki die Hauptgedanken der Monographie, also die Neubewertung der ständischen Politik als wichtiger Faktor der Staatsbildung, basierend auf gemeinsamen Interessen, da „ständisches Landesbewusstsein und Hochschätzung der Dynastie und ihrer staatsbildenden Kraft einander insbesondere in den österreichischen Erbländern nicht ausschlossen. Der Dualismus von

Herrscher und Ständen war grundsätzlich kein Gegeneinander von Unvereinbarkeiten, sondern ein Nebeneinander sich gegenseitig ergänzender Kräfte“ (S. 332).

Abschließend ist zu bemerken, dass die in dieser Rezension angesprochenen Reserven nur Diskussionscharakter haben und nicht als scharfe Kritik gemeint sind. Shuichi Iwasakis Monographie bedeutet einen wichtigen Schritt auf dem Weg zur Erkenntnis des politischen Systems im Rahmen des zusammengesetzten Staates. Als Fallstudie, die sich mit einem Kernland der Monarchie beschäftigt, bildet sie ein hochwertiges Fundament für Vergleiche mit den Verhältnissen in anderen Ländern.

Kunštát

Jiří David

Im Dienste einer Staatsidee. Künste und Künstler am Wiener Hof um 1740, hg. von Elisabeth FRITZ-HILSCHER. (Wiener Musikwissenschaftliche Beiträge 24. Forschungsschwerpunkt Musik – Identität – Raum 1.) Böhlau, Wien–Köln–Weimar 2013, 240 S., 21 Abb. ISBN 978-3-205-78927-7.

Der hier zu besprechende Band geht auf einen im Jahr 2008 abgehaltenen Workshop der Österreichischen Akademie der Wissenschaften (ÖAW) zurück. Er stellt ein Ergebnis des dort (seit 2007) bestehenden Forschungsschwerpunktes „Musik – Identität – Raum“ dar, der sich mit der Frage nach der Bedeutung des Musiklebens für die kollektive Identität seiner Zeit befasst. Um sich dieser Fragestellung zu nähern, sollen insgesamt vier „Schlüsseljahre“ der „österreichischen“ Geschichte (nämlich die Jahre 1430, 1740, 1848 und 1945/55) näher in den Blick genommen und auf ihre Bedeutung als „Wendepunkte“ überprüft werden. Der hier zu besprechende, von Elisabeth Fritz-Hilscher herausgegebene Band widmet sich dem zweiten dieser Schlüsseljahre, also dem Jahr 1740, und damit dem Herrscherwechsel von Karl VI. zu Maria Theresia. In insgesamt neun Beiträgen, die sich auf vier inhaltliche Schwerpunkte verteilen (Literatur, Kunst, Theater und Musik), wird kritisch danach gefragt, ob das Jahr 1740 tatsächlich einen „Schnitt“ für das künstlerische Hofleben markierte und welche Bedeutung etwaige Kontinuitäten zukam. Begleitet werden die Beiträge von einem Vorwort (Fritz-Hilscher), einleitenden Bemerkungen zur politischen Situation 1740 (Grete Klingenstein) und einer Zusammenfassung der Schlussdiskussion (ebenfalls Fritz-Hilscher). Wie der Untertitel ankündigt, liegt der Fokus aller Beiträge stark auf dem Wiener Hof und seinen Kunstschaffenden.

Die ersten beiden Beiträge widmen sich den Entwicklungen im Bereich der Literatur. Alfred Noe konstatiert, dass das Jahr 1740 für sein Thema, nämlich die italienische Hofdichtung, weniger einen Wende- als einen Endpunkt darstellte. Schließlich waren der Rückzug der italienischen Leitkultur und ihre langsame Ablösung durch den französischen (und teilweise deutschsprachigen) Einfluss bemerkbar, was sich an der bereitgestellten Liste der gedruckten Libretti auch quantitativ ablesen lässt. Der prominenteste Vertreter der italienischen Hofdichtung, Pietro Metastasio, wirkte zwar noch lang über 1740 hinaus, wurde aber zu einem „Denkmal der eigenen Funktion“ (S. 30). Diese Hinwendung zur deutschen Sprache wird im zweiten Beitrag von Wynfrid Kriegleder behandelt. Er interpretiert sie als einen „nicht wirklich intendierten Nebeneffekt“ jener Reformen, die primär auf die Stärkung und Zentralisierung der Staatsmacht ausgerichtet waren (S. 48). Im Gefolge der Reformen im Bildungs- und Zensurwesen kam es so ab den 1740er Jahren zu einer langsamen Vereinheitlichung und Normierung der deutschen Sprache, die – über den Weg der Schulbücher – nach und nach auch Spuren im Literaturraum hinterließ. Diese Wandlungen im Sprachgebrauch erfolgten jedoch weder geradlinig noch waren sie unumstritten, sondern sie sorgten dafür, dass die Debatten (Stichwort „National“-Sprache, -Theater etc.) hochpolitisiert waren.

Im dritten Beitrag skizziert Werner Telesko die Veränderungen in der Herrschaftsrepräsentation, und zwar vor allem anhand der Medaillenproduktion, die für ihn den „sensibelsten

Gradmesser der Selbstinszenierung“ (S. 76) darstellt. Anstatt der übersteigerten Ikonographie des leopoldinisch-karolinischen Zeitalters kam es ab 1740 vermehrt zum Einsatz neuer Elemente (oder zur Neuinterpretation traditioneller Elemente). Die wohl wichtigste Neuerung stellt etwa das nun vermehrt ins Licht gerückte Familienbild dar, das unter Maria Theresia sogar zum Kennzeichen der habsburgisch-lothringischen Ikonographie wurde. Anna Mader-Kratky zeigt schließlich im vierten Beitrag, wie sehr Maria Theresia durch den sofortigen Bezug der Staatsappartements in der Wiener Hofburg jenen Raum besetzte, der untrennbar mit dem „kaiserlichen“-höfischen Zeremoniell verbunden war. Damit signalisierte sie Kontinuität und demonstrierte ihre Herrschaftsansprüche. Aus eben diesem Grund fanden in den folgenden Jahren sowohl in-, aber auch außerhalb dieser Räume zahlreiche der bereits seit langem etablierten höfischen Veranstaltungen statt, wie etwa Huldigungen, Audienzen, Karusselle, Schlittenfahrten und öffentliche Besuche von Gottesdiensten.

Die drei Beiträge zum Theater- und Opernwesen (Sommer-Mathis, Michels, Motnik) verdeutlichen gut, wie sehr der Hof von einem Wechselspiel zwischen Kontinuität und Wandel gekennzeichnet war und wie wenig geradlinig die Veränderungsprozesse verlaufen konnten. Zunächst kam es mit dem Tod Karls VI. zu einer „klaren Zäsur“ (S. 112) im höfischen Theater- und Opernleben, denn mit der Hoftrauer ging auch immer eine mehrmonatige Unterbrechung der höfischen „Divertissements“ einher. Allerdings kam es nach dem Ende der Hoftrauer nicht mehr zu einer Wiederaufnahme des alten Usus, denn Maria Theresia war aufgrund der schlechten Lage der Staatsfinanzen gezwungen, Sparmaßnahmen einzuleiten. Diese äußerten sich in (mehrmaligen und nicht immer erfolgreich verlaufenen) Versuchen, die höfischen Theaterbetriebe zu verpachten und das Personal auszugliedern. Damit veränderten sich die Rahmenbedingungen für die höfischen Musik- und Tanzveranstaltungen nachhaltig: Sie wurden nun nicht mehr als Staatsakt begangen, sondern zum Vergnügen besucht und verloren so einen Teil ihrer zeremoniellen Überhöhung. Die Mitglieder der Dynastie stellten so nicht mehr selbst die Akteure in einem „Schauspiel“ dar, sondern wurden zunehmend zu Besuchern.

Die beiden letzten Beiträge zur Musik (Flotzinger, Fritz-Hilscher) zeigen schließlich, dass 1740 nicht zu sehr unter dem Vorzeichen des Niedergangs gesehen werden darf. Denn obwohl die weltliche Musik zunehmend aus der unmittelbaren Hofverwaltung ausgegliedert wurde, blieben die „Kernbereiche“ der höfischen Musikproduktion, nämlich die instrumentale Kirchen- und Kammermusik bestehen. Praktisch gleichzeitig mit dem Herrscherwechsel kam es 1740/1741 in der Hofmusikkapelle zu einem Generationenwechsel (durch den Tod des Kapellmeisters Fux und die Pensionierung manch „altgedienter“ Hofmusiker). Dieser begünstigte die Ausbildung neuer Stile und Leitgattungen (etwa der Symphonie). Die sich in dieser Zeit ausbildende „Erste Wiener Schule“ mündete schließlich in der allgemein als Blütezeit angesehenen „Wiener Klassik“.

Insgesamt kommt der Band zu einigen wichtigen Ergebnissen: 1740 stellte zwar keinen schlagartigen Umbruch dar, leitete aber einen Reformprozess ein, dessen Wurzeln sicher in der spätkarolinischen Zeit zu suchen sind. Gruber bezeichnete in der Schlussdiskussion die Zeit ab 1735 als „Zeit der Gärung“. Die Aufdeckung der karolinischen Vorarbeiten stellt jedoch noch eine wichtige Aufgabe künftiger Forschungen dar. Die so eingeleiteten Veränderungen, die zwar oftmals von der politisch-finanziellen Situation angestoßen, aber wohl auch von den Ideen der Aufklärung inspiriert waren, machten sich schließlich in allen Bereichen bemerkbar – teils früher, teils erst gegen Ende des theresianischen Zeitalters. Alle Beiträge verdeutlichen außerdem, wie sehr die Dynastie unmittelbar nach dem Herrscherwechsel ganz bewusst um die Darstellung von Kontinuität bemüht war. Die Hofkünste spielten somit in Krisenzeiten eine zentrale Rolle bei der Manifestation von Herrschaftsansprüchen.

Zusammenfassend ist zu sagen, dass es sich um einen gelungenen und sehr gut lesbaren Band handelt, dessen Beiträge durchwegs fachlich und sprachlich von hoher Qualität sind.

Aus Sicht der Leserin bleibt somit letztlich nur der Wunsch nach einer etwas ausführlicheren Schlussdiskussion offen, bei welcher der Aspekt des tatsächlichen „Diskutierens“ leider etwas zu kurz gekommen ist. Insgesamt hat der Band sein formuliertes Ziel, das Jahr 1740 kritisch auf seine Bedeutung hin zu überprüfen, sicher erreicht, denn alle Beiträge gehen vorbildlich auf die Fragestellung ein und kommen auch zu einem präsentablen Ergebnis.

Wien

Irene Kubiska-Scharl

Michael ROHRSCHEIDER, *Österreich und der Immerwährende Reichstag. Studien zur Klientelpolitik und Parteibildung (1745–1763)*. (Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften 89.) Vandenhoeck & Rupprecht, Göttingen 2014. 395 S. ISBN 978-3-525-36079-8.

Die beinahe pünktlich zum 350ten Jubiläum – dazu: Stadt, Reich, Europa. Neue Perspektiven auf den Immerwährenden Reichstag zu Regensburg, hg. von Harriet Rudolph–Astrid von Schlachta (Regensburg 2015) – dieser von der Öffentlichkeit lange ignorierten Institution erschienene Studie entstand im Ergebnis eines FWF-Projektes. Sie untersucht die Frage, „ob und inwiefern Klientelpolitik und Parteibildungsbemühungen Österreichs“ als „Strukturmerkmale“ (S. 30) des Immerwährenden Reichstages begriffen werden können und welchen Einfluss derartige politische Handlungsstrategien auf das Geschehen am Reichstag ausübten. Die Frage nach dem „Ob“ erübrigt sich, denn schon die Zeitgenossen haben die „Factiones“ und „Partheyungen“ auf dem Reichstag kritisiert und diese für die angebliche Lahmlegung dieser Institution im 18. Jahrhundert verantwortlich gemacht. Insofern erstaunt es, dass mithilfe des von Wolfgang Reinhardt entwickelten Ansatzes bislang primär das Handlungssystem Hof analysiert worden ist und nicht schon früher auch der Immerwährende Reichstag. Der sehr berechtigten Frage nach dem „Inwiefern“ geht Rohrscheider mit Blick auf das Agieren „Österreichs“ am Reichstag im Zeitraum zwischen dem Herrschaftsantritt Franz' I. als Kaiser und dem Ende des Siebenjährigen Krieges nach. Damit steht eine jener beiden Großmächte im Reich im Blick, denen ein weitgehendes Desinteresse am Reichstag und dem Reich insgesamt nachgesagt wurde – zu Unrecht, wie Rohrschneider überzeugend zeigen kann.

Das erste Kapitel (nach der Einleitung) widmet sich den Rahmenbedingungen der österreichischen Reichstagspolitik. Deutlich wird, dass der Reichstag in der Wahrnehmung von Franz I. und Maria Theresia als politischer Aktionsraum einen zentralen Stellenwert besaß und von einem Herauswachsen Österreichs aus dem Reich nicht gesprochen werden kann, allerdings wird diese Entwicklung auch kaum schon für diese Phase behauptet. Auch Franz I. begriff sich als Schutzherr mindermächtiger Reichsstände und sah in diesem die Stützen seiner Herrschaft. Rohrschneider stellt die dem Kaiser verpflichteten Akteure (über derart viele verfügte niemand sonst) am Reichstag vor, von den Prinzipal- und Konkommissaren über die kurböhmischen Gesandten und den österreichischen Direktorialgesandten. Allerdings konnten diese, das wird mit Blick auf Prinzipalkommissare deutlich, auch eigene Interessen verfolgen und selbst die Funktion eines Patrons übernehmen.

Das Kernstück des Buches ist jedoch das zweite und umfangreichste Hauptkapitel, das konkrete Strategien der habsburgischen Klientelpolitik auf dem Reichstag untersucht. Rohrscheider arbeitet in einem ersten Teil die bipolaren Wahrnehmungsmuster der Reichstagsgesandten heraus, die das Reichstagsgeschehen determinierten. Während als „Gutgesinnte“ regelmäßig jene Gruppierungen verstanden wurden, welche die Interessen Habsburg-Lothringens unterstützten, konnte die Partei der „Widriggesinnten“ und ihrer jeweiligen Patrone je nach politischer Großwetterlage variieren. Die Vorstellung bipolarer Wahrnehmungsmuster dürfte allerdings auch dem Blick auf einen Hauptakteur geschuldet sein und selbst dort überzeugt sie nicht ganz, schließlich gab es auch „Unentschlossene“ und insgesamt dürfte das Klientelsystem des Reichstags doch zumindest zeitweise erheblich komplexer gewesen sein.



Hier scheint die Vorstellung eines preußisch-österreichischen Dualismus bzw. habsburgisch-französischen Gegensatzes als klassische Erklärungsmuster der Reichsgeschichte reproduziert zu werden. Überzeugender wirkt der zweite Teil dieses Kapitels zu den Praktiken und Ressourcen der habsburgischen Klientelpolitik. Der Autor zeigt her, wie sowohl durch geschickte Anwendung des Reichstagsverfahrens als auch durch die Nutzung informeller Kommunikationsformen Interessen durchgesetzt werden sollten, was allerdings keineswegs immer erfolgreich sein musste. Deutlich wird, dass gerade der Kaiser über besonders viele Ressourcen verfügte, der er im Rahmen seiner Klientelpolitik fruchtbar machen konnte: über das Instrument der Rangerhebung, Belehnungen, die Aufnahme in einen Orden, die Einladung zu repräsentativen Akten bis zu Expektanzen und finanziellen Anreizen. Dabei wurde die Asymmetrie des Patron-Klient-Verhältnisses von der Asymmetrie des Gabentausches gespiegelt. Unterhalb der Ebene des Kaisers traten Patronagemakler wie Kaunitz auf, die zwischen Patron und potentiellen Klienten vermittelten, wobei sie natürlich auch eigene Interessen verfochten.

Die letzten beiden Kapitel besitzen eher Aufsatzcharakter, sind aber für die gesamte Arbeit dennoch von Bedeutung, weil nun andere Akteure im Mittelpunkt stehen und die zuvor herausgearbeiteten Handlungsmuster des Klientelismus mit Blick auf exemplarische Konflikte überprüft werden. Das dritte Kapitel untersucht die konfliktrichtige Introdution Alexander Ferdinands von Thurn und Taxis in den Reichsfürstenrat im Jahre 1754. Diese lag sowohl in dessen Interesse als auch in jenem des Kaisers, schließlich wollte sich dieser in Regensburg standesgemäß vertreten lassen. Die auf sozialen Abschluss nach unten bedachte Fürstenkurie konnte jedoch nur durch den Einsatz erheblicher Ressourcen gewonnen werden. Dass die Partei der katholischen Habsburger und die der protestantischen Hohenzollern keineswegs deckungsgleich mit den konfessionellen Corpora sein mussten, zeigt das letzte Kapitel über die Reichstagspolitik des Fürsten von Anhalt, dessen Gesandter in der Anfangsphase des Siebenjährigen Krieges zunächst nicht bereit war, die preußische Politik klar zu unterstützen. Ob man für dieses Handeln allerdings unbedingt die Einbindung des Gesandten in österreichische Klientelstrukturen verantwortlich machen muss, wäre zu fragen. Schließlich stieß das aggressive Vorgehen Preußens auch bei anderen protestantischen Ständen nicht auf ungeteilte Gegenliebe. Zudem wird deutlich, dass bipolare Deutungsmuster im Sinne der „Gut-/Widrigesinnten“ komplexen Konfliktlagen kaum gerecht werden.

Bei dieser Studie handelt es sich bei um eine quellengesättigte und methodisch reflektierte Forschungsarbeit, welche die teilweise immer noch etwas angestaubte Reichstagsforschung (trotz einiger innovativer Studien der letzten Jahre) erheblich bereichert und hoffentlich weitere Forschungsarbeiten inspiriert. Sie arbeitet das habsburgische Patronagesystem und mit diesem verflochtene Klientelsysteme als einen wesentlichen, wenn auch nicht alles erklärenden Handlungsfaktor der Reichstagspolitik mächtiger Reichsstände heraus. Zu fragen wäre nach der Tragfähigkeit und dem Erkenntnisgewinn des hier gewählten Ansatzes für andere Phasen des Immerwährenden Reichstags und für mindermächtige Akteure, die nicht über derartige Ressourcen verfügten, womöglich aber dennoch erfolgreich Klientelpolitik betreiben konnten. Zu fragen wäre auch nach den Überschneidungen und Interdependenzen unterschiedlicher Klientelsysteme am Reichstag sowie auch zwischen höfischen oder anderen (gelehrte Gesellschaften, Freimaurer, etc.) Handlungskontexten, die durch Klientelbeziehungen geprägt sein konnten und in den Reichstag hineinwirkten. Und was genau ist eigentlich „Österreich“, das man früher gern mit Wien oder Habsburg oder dem Wiener Hof gleichsetzte? Ein Konglomerat vernetzter Akteure, oder doch mehr als das? Dahinter steht die Frage nach der Verstaatlichung von (Außen-)Politik, die im Zuge des Blickes auf einzelne Akteure inzwischen so stark in den Hintergrund getreten ist, dass sich auch die umgekehrte Perspektive einmal wieder lohnen könnte.

Regensburg

Harriet Rudolph

Ann COENEN, *Carriers of Growth? International Trade and Economic Development in the Austrian Netherlands*. (Library of Economic History 6.) Brill, Leiden–Boston 2015. 318 S., 1 Karte, 93 Grafiken, 16 Tafeln. ISBN 978-90-04-27259-0.

Erstaunlicherweise war es das kleine, dicht bevölkerte Belgien, und nicht etwa Frankreich oder Deutschland, das zu Beginn des 19. Jahrhunderts als erstes Land auf dem europäischen Kontinent Großbritannien auf dem Weg der „industriellen Revolution“ folgte. Dies ist umso bemerkenswerter, da sich im 18. Jahrhundert beide Länder von ihrer wirtschaftlichen Struktur her stark unterschieden. England besaß ein expandierendes Kolonialreich und machtvolle Handelskompanien. Die von den österreichischen Habsburgern regierten südlichen Niederlande waren dagegen weitgehend vom blühenden Überseehandel ausgeschlossen. Die Gründung einer kolonialen Handelsgesellschaft, der sogenannten „Compagnie d’Ostende“, scheiterte am Widerstand der Seemächte England und Holland, und die dauerhafte Sperrung der Schelde für den Schiffsverkehr verhinderte, dass die ehemals florierende Hafenmetropole Antwerpen aus ihrem Dornröschenschlaf erwachen konnte. Während England zur führenden Handelsnation aufstieg, spielten die Österreichischen Niederlande offensichtlich nur eine untergeordnete Rolle im globalen Warenaustausch.

Dieser Gegensatz wirft die Frage nach dem Zusammenhang zwischen internationalem Handel und wirtschaftlicher Entwicklung auf. Zumindest in älteren Forschungen zum frühneuzeitlichen Wirtschaftswachstum wurde der Welthandel immer als entscheidender Faktor der Kapitalakkumulation angesehen. Andererseits wäre zu klären, ob es ernsthafte Anzeichen eines industriellen Aufschwungs in den Österreichischen Niederlanden gab, welche die spätere Entwicklung dieser Region vorwegnahmen. In einem Buch, das durch die Klarheit seiner Darstellung und Argumentation besticht, nimmt sich Ann Coenen dieser grundlegenden Fragen an. Die südlichen Niederlande erweisen sich als hochinteressanter Untersuchungsgegenstand, welcher der internationalen Forschungsdebatte neue Impulse zu geben vermag. Die Autorin kann auf eine außerordentlich präzise Quelle zurückgreifen: die Handelsstatistiken, die zwischen 1759 und 1791 von der österreichischen Zollverwaltung in den Niederlanden erstellt wurden. Mehrere belgische Historiker (u. a. P. Moureaux, C. Douchamps-Lefèvre, G. Hansotte, M. Dorban, G. Devos, C. Vandenbroeke) haben zuvor bereits diese jährlichen Verzeichnisse aller Import-, Export- und Transitgüter im Rahmen von Studien zu einzelnen Warenkategorien oder Handelspartnern ausgewertet. Coenen ist aber die Erste, die sich an eine kritische Gesamtanalyse des im Archivfonds des Brüsseler Finanzrats aufbewahrten und von Koen Dries digitalisierten Zahlenmaterials heranwagt. Dabei weist sie auch immer wieder auf die Grenzen einer quantitativen Auswertung hin, die zwar den Anschein von Genauigkeit erweckt, in Wirklichkeit aber nur Trends und Größenordnungen ermitteln kann. So sind alle Zahlen nur Minimalangaben. Durch Schmuggel und mangelnde Sorgfalt bei der Erfassung durch die örtlichen Zollämter bleiben zahlreiche Warenströme im Dunkeln.

Trotz dieser kritischen Vorbehalte ergibt sich ein verlässliches Bild der Handelsbilanz der südlichen Niederlande in der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts. Die Importe und Exporte wuchsen an, auch wenn letztere starken Schwankungen unterworfen waren. Über die Gesamtperiode betrachtet erwies sich die Handelsbilanz als mehr oder weniger ausgeglichen, in neun von 33 Jahren sogar als positiv. Das Defizit – im Durchschnitt ein halber Gulden pro Einwohner im Jahr – war gering. Um das makroökonomische Bild zu vervollständigen, untersucht Coenen die Auswirkungen des Außenhandels in fünf wirtschaftlichen Schlüsselbereichen: Salz, Textil, Kolonialwaren, Kohle und Getreide. Die südlichen Niederlande exportierten vor allem Getreide, Kohle, Flachs und Leinentuch. Das auf dem Land in Heimarbeit hergestellte Leinen war das wichtigste Exportgut und die Erklärung für die ausgeglichene Handelsbilanz. Die Protoindustrialisierung, vor allem in Brabant und Flandern, trug demnach entscheidend zur wirtschaftlichen Entwicklung bei, was jedoch nicht notgedrungen eine

Verbesserung der Lebensverhältnisse bedeutete, da der Handelsvorteil aufgrund niedriger Löhne erzielt wurde. Die Importe stiegen ebenfalls an, doch es wurden zu einem großen Teil Rohstoffe zur Weiterverarbeitung eingeführt. Die Einfuhr von unbedruckten Baumwollstoffen, Farbstoffen, Rohsalz, raffiniertem Zucker sowie billiger Kohle aus England deutet auf eine florierende Industrieproduktion hin. Die Ausfuhr von Fertigprodukten stagnierte dagegen oder entwickelte sich nur langsam. Coenen schlussfolgert daraus, dass die Anstrengungen der Regierung, eine heimische Substitutionsindustrie zu fördern, Erfolg hatten.

Die Handelspolitik stand unter dem Einfluss verschiedener Interessengruppen. Mittels einer quantitativen Auswertung von 3.475 (!) Bittschriften nimmt die Autorin die Gewichtung der gegenläufigen Positionen vor. Händler und Produzenten von Kohle, Wolle, Flachs und Getreide forderten die freie Ausfuhr der Ressourcen, ein Anliegen, das den Interessen der Manufakturbesitzer zuwider lief. Ein geringeres Angebot bedeutete teure Rohstoffpreise und somit höhere Herstellungskosten. Die Fabrikherren reklamierten deshalb die freie Einfuhr der Rohmaterialien und Schutzzölle auf alle importierten Fertigwaren. Die Regierung versuchte einen Ausgleich zu finden, auch wenn die Anträge der „Industriellobby“ offenbar am häufigsten bewilligt wurden. Obwohl die Zölle eine wichtige Einnahmequelle des Staates bildeten, ließen sich die südniederländischen Behörden nicht von rein fiskalischen Motiven leiten. Hier konnte Brüssel offenbar seine wirtschaftliche Autonomie gegenüber den finanziellen Interessen der Gesamtmonarchie behaupten. Die Handelspolitik lässt sich auch nicht auf einen klischeehaften Merkantilismus reduzieren, der nur eine positive Handelsbilanz im Auge gehabt und die Produktion vernachlässigt hätte. Die Ad-hoc-Steuerung der Handelsströme durch wechselnde Ein- und Ausfuhrtarife zielte vielmehr langfristig auf den Ersatz von Importen durch Eigenproduktion hin und stellte einen starken staatlichen Anreiz für die aufkommende Industrialisierung dar. Coenen bewertet diese Form des Protektionismus durchaus positiv, auch wenn dadurch die Innovationskraft der südniederländischen Wirtschaft wahrscheinlich geschmälert wurde. Die Maßnahmen der Regierung berücksichtigten indessen die Anliegen der Konsumenten kaum, insbesondere die steigende Nachfrage nach preiswerter und neuartiger Importware. Allein im Getreidehandel stand die Sicherheit der Versorgung der eigenen Bevölkerung und Armee immer im Vordergrund der Zollpolitik.

Der internationale Handel war sicherlich der Auslöser bedeutender wirtschaftlicher Veränderungen, nicht aber der eigentliche „Träger“ („carrier“) des Wachstums. Die Einfuhr von Kolonialgütern veränderte die Konsumgewohnheiten, neue Produktionsverfahren kamen auf. Doch es war nicht der Außenhandel, sondern der Binnenmarkt, der die Produktion antrieb, so das Fazit von Ann Coenen. Selbst der vielbeschworene Transithandel mit Ostende als Drehscheibe hatte nicht den gewünschten Erfolg. Während die südlichen Niederlande relativ wenig Fertigwaren exportierten, boomte dagegen die interne Nachfrage. Das wirtschaftliche Wachstum war sozusagen hausgemacht. Die Frage nach den Ursprüngen des Wohlstands bzw. der Kaufkraft bleibt somit offen. Wenn nicht der Handel, waren es dann die Fortschritte in der Landwirtschaft oder ein dynamisches Unternehmertum, die zu einer wachsenden Kapitalakkumulation in den Niederlanden führten? Auch lässt der plötzliche Aufschwung der Exporte und des Transitverkehrs während des Krieges zwischen Großbritannien, Frankreich und den Vereinigten Provinzen (1779–1784) Zweifel zu, ob die Produktionskapazitäten vor und nach diesem kurzfristigen Boom tatsächlich voll ausgelastet waren. Der internationale Handel hätte durchaus das Potential zur wirtschaftlichen Entwicklung gehabt, wären da nicht die Zollbarrieren der Nachbarstaaten gewesen. Schließlich sei daran erinnert, dass die südlichen Niederlande im 18. Jahrhundert keinen einheitlichen Wirtschaftsraum bildeten. Eine Weiterführung der Untersuchung Coenens auf Ebene einzelner Provinzen würde sich folglich anbieten.

Luxemburg

Guy Thewes

Teresa SCHRÖDER-STAPPER, Fürstäbtissinnen. Frühneuzeitliche Stiftsherrschaften zwischen Verwandtschaft, Lokalgewalten und Reichsverband. (Symbolische Kommunikation in der Vormoderne. Studien zur Geschichte, Literatur und Kunst.) Böhlau, Köln–Weimar–Wien 2015. 632 S., 7 farb. Abb. ISBN 978-3-412-22485-1.

Um es „mit Verlaub“ (S. 103) gleich vorweg zu nehmen: Auf eine Analyse der Damenstifte im Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation im Spannungsfeld zwischen Verwandtschaft, Lokalgewalten und Reichsverband hat die historische Forschung lange gewartet, und das Warten hat sich gelohnt.

Die Monographie ist aus Schröder-Stappers von Prof. Barbara Stollberg-Rilinger betreuter und im Sommersemester 2013 an der Universität Münster angenommener Dissertation hervorgegangen. Die Verf.in hat sie für die Drucklegung überarbeitet sowie die neu erschienene Literatur eingearbeitet. Die Verf.in geht davon aus, dass die Herrschaft einer Fürstäbtissin in dreifacher Hinsicht gefährdet sein konnte: Die Äbtissin war erstens eine Frau, hatte zweitens als Vorsteherin eines freiweltlichen Stifts einen säkular-geistlichen Status inne und aufgrund der geringen territorialen Ausdehnung ihres Herrschaftsbereichs zählte sie drittens zu den mindermächtigen Reichsständen. Die Verf.in verwendet anstelle von „Herrschaft“ den Begriff „Konfiguration Stift“, unter der sie die spezifische Konstellation von Personen sowie deren Zugang zu bestimmten Rechten und deren räumlichen Verortungen versteht (S. 4). Diese dient der Analyse der vielfältigen Handlungsspielräume der Äbtissin eines Reichsstifts, um das eigenständige politisch-religiöse Agieren der Fürstin zu konturieren sowie darüber hinaus die Verfasstheit des Alten Reichs in den Blick zu nehmen.

Vom Mittelalter bis zur Säkularisation existierten im Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation insgesamt elf Damenstifte, die sich durch konfessionelle Ausrichtung, Größe und innere Verfassung unterschieden. Mit der konfessionellen Pluralität des frühneuzeitlichen Reichs begründet Schröder-Stapper ihre Wahl der drei Stifte Herford (reformiert), Quedlinburg (lutherisch) und Essen (katholisch). Diese sind vergleichbar, da sie einen ähnlichen Entstehungskontext aufweisen, im kaiserfernen Norden situiert, daher der Schutzherrschaft der Kurfürsten von Brandenburg-Preußen unterworfen und zwar kleine, aber reichsunmittelbare Landesherrschaften waren, die zudem über Reichsstandschaft verfügten. Darüber hinaus zeichnen sich alle drei durch ihre hochadelige Exklusivität aus.

Die Einleitung ist den methodisch-theoretischen Reflexionen über die Konstruktion von „gender“ (Scott 1986), über Elias' Interdependenztheorie und über die „Kulturgeschichte des Politischen“ sowie der Einbettung dieser quellengesättigten Studie in die Adels- bzw. Dynastie-, die Stifts-, die Geschlechter- und die Verfassungsgeschichte vorbehalten. Die Verf.in versteht in Anlehnung an Elias „Herrschaftsgeschichte als Verflechtungsgeschichte“ (S. 13), da die Äbtissinnen unterschiedliche Beziehungsnetze knüpften und unterschiedliche Positionen innerhalb dieser Netzwerke besetzten. Als Akteure waren die Äbtissinnen in Abhängigkeiten eingebunden, die, wie Schröder-Stapper betont, „nicht selten quer zueinander standen“ (S. 15, 21). Um die Strukturierung der individuellen Handlungsspielräume zu analysieren, erforscht sie die Verflechtung der Äbtissin in den drei Figurationen (Elias 1970) der tatsächlichen wie der konstruierten Verwandtschaften (Kap. 3), der Lokalgewalten (Kap. 4) sowie des Reichsverbandes (Kap. 5).

Zunächst stellt die Verf.in die spezifische Institution, deren Ursprünge im frühen 9. Jahrhundert liegen, und das Amt der Stiftsleiterin vor. Die *institutio sanctimonialium* traf keine festen Regelungen und die Stifte nahmen unterschiedliche Auslegungen vor, was z. B. Präsenzpflcht oder Religionsausübung betraf. Auch die Zugangskontrolle mittels Ahnenproben wurde anscheinend vor allem dann angewandt, wenn an der hochadeligen Abstammung einer Kandidatin Zweifel bestanden. Die ständische Exklusivität aus fürstlichen Dynastien weist die Verf.in für alle Äbtissinnen ab dem 18. Jahrhundert nach. Von großer Bedeutung war

neben der inneren Verfasstheit der Stifte und dem freien Äbtissinnen-Wahlrecht, wie die Verf. in zu Recht unterstreicht, der Rang innerhalb der Reichsverfassung, mithin der Anspruch auf Reichsunmittelbarkeit und Reichsstandschaft.

Schröder-Stappers Analyse der dynastischen Beziehungsnetze ergibt den Dreischritt „Geben, Nehmen und Wiedergeben“ (S. 51), denn sie weist nach, dass die verwandtschaftliche Figuration die Institution Stift stark beeinflusste. Die weiblichen Mitglieder eines Dynastieverbands waren oft im Kapitel vertreten und förderten sich gegenseitig; darüber hinaus waren sie wichtige Verhandlungspartnerinnen der verwandten Fürsten. Schröder-Stapper betont, dass es nicht ausreicht, die agnatischen Verbindungen zu untersuchen, da in vielen Fällen die kognatischen Verwandten und sogar die Schwägerschaften mindestens ebenso, wenn nicht wichtiger für die Verhandlungsposition einer Äbtissin sein konnten. Das bewusste Konstruieren der verwandtschaftlichen Verbundenheit ist Ausdruck vormodernen Agierens im Hinblick auf die „knappe Ressource“ (S. 156) Äbtissinnenamt, an das aufgrund der Loyalitätsforderung hohe Erwartungen geknüpft waren. Die Verf.in hebt hervor, dass eine Äbtissin eines freiweltlichen Damenstifts nicht allein von den Einkünften ihres Amts leben konnte, sondern zur standesgemäßen Repräsentation des Rangs einer Reichsfürstin auf die Unterstützung ihrer Verwandtschaft angewiesen blieb. Darüber hinaus bot das Verwandtschaftsgeflecht einer Äbtissin Beistand und Rat, deren Ausbleiben, wie Schröder-Stapper anschaulich anhand von Beispielen illustriert, durchaus zu Konflikten führen konnte. Grundlegend für die „Politiken der Verwandtschaft“ (S. 159) waren über die finanzielle Situation der einzelnen Stifte hinaus insbesondere die geographische Nähe der Verwandtschaftsverbände, die Stärke der Integration einer Äbtissin in ihr verwandtschaftliches Beziehungsnetz und die machtpolitischen Positionen der verwandten Dynastien innerhalb des Reichs.

Ebenso wie in die Dynastie war eine Äbtissin in die verschiedenen Figurationen auf lokaler Ebene eingebunden, was in den Bereichen „Verhandeln, Regieren, Repräsentieren“ zum Ausdruck kam. Die Bedeutung der „Lokalgewalten“ (S. 161–386) schlägt sich in der Länge des Abschnitts nieder, der mit ca. 220 Seiten der mit Abstand längste der Studie ist. Im Stift ebenso wie in der Landesherrschaft sah sich eine Fürstäbtissin unterschiedlichen Konkurrenzen gegenüber, so dass ihre Regierungsausübung einem ständigen und durchaus konfliktreichen Aushandlungsprozess unterworfen war. Schröder-Stapper legt dar, dass die Auseinandersetzung um die Stiftsherrschaft zwischen Äbtissin, Kapitel und Stadt sowie Schutzherrn mit dem Wandel im Herrschaftsverständnis und der Herrschaftspraxis seit 1600 begründet lag. Sie analysiert detailliert, wie sich Verwaltungsstrukturen formierten und Räte fungierten sowie wie die Äbtissinnen als Reichsfürstinnen agierten, um genossenschaftliche Ansätze innerhalb der Stiftsregierung, wie sie insbesondere von Seiten der gräflichen Stiftsdamen eingefordert wurden, sowie Ansprüche der städtischen Eliten auf obrigkeitliche Rechte im Sinne ihres alleinigen fürstlichen Regierungsanspruchs zurückzudrängen. Die jeweiligen Schutzherrn der Stifte – ab ca. 1700 waren es in allen drei Stiften die Kurfürsten von Brandenburg – macht die Verf. in als stärkste Gegner der mindermächtigen Fürstäbtissinnen aus, da jene sowohl qua Amt sehr viele Rechte beanspruchen konnten, als auch militärische Gewalt anwenden. Die Handlungsfelder der Äbtissinnen als politische Akteurinnen in diesem Herrschaftsgefüge waren ihrer Erkenntnis nach zum einen begrenzt, zum anderen aber konnten Fürstäbtissinnen trotz der Tendenzen zur Mediatisierung nicht völlig verdrängt werden, und sie manifestierten ihre legitimen Ansprüche kontinuierlich durch repräsentatives Handeln und rituelle Akte z. B. bei der Inthronisation oder der Huldigung der Untertanen.

Im letzten Abschnitt untersucht Schröder-Stapper die Position der Damenstifte im Verband des Heiligen Römischen Reichs, die sich mit Partizipation, juristischem Prozess und Protektion umschreiben lässt. Die Äbtissin war als reichsunmittelbare Landesherrin mit *beneficium sessionis et voti* im Gefüge des Reichs präsent und partizipierte an den Reichsinstitutionen, insbesondere durch langwierige Prozesse an den Reichsgerichten. Die Verf.in legt ihr

Augenmerk daher auf das Reich als Rechts- und Friedensverband sowie auf die Rolle des Kaisers und seinen Einfluss auf die Stifte. Die Bedeutung der finanziellen Situation der Stifte für die Teilnahme an den Institutionen wie Reichstag oder für eine Entsendung einer Gesandtschaft an den kaiserlichen Hof ist ausschlaggebend für die Handlungsspielräume der Äbtissinnen. Schröder-Stapper zeigt auf, wie machtlos mindermächtige Reichsstände sein konnten.

Schröder-Stapper revidiert gründlich den älteren Forschungsstand, nach dem Stifte als reine „Versorgungsstätten“ für unverheiratete Prinzessinnen galten, und arbeitet konsequent heraus, wie die Äbtissinnen als politische Akteurinnen in den jeweiligen Abhängigkeiten der Figurationen die ihnen strukturell vorgegebenen Handlungsspielräume nutzen. War die Geschlechtszugehörigkeit der Äbtissin trotz der staatsrechtlich immer wieder kolportierten und in der *querelle des femmes* diskursivierten Regierungsunfähigkeit von Frauen nicht legitimitätsbedürftig, so war aber die Reichsunmittelbarkeit der geistlichen Stifte immer wieder umstritten und den Arrondierungsbestrebungen der benachbarten weltlichen Landesherren ebenso ausgesetzt wie die obrigkeitlichen Rechte innerhalb des Stifts umkämpft und von den städtischen Eliten beansprucht waren. Abschließend kommt die Verf.in überzeugend zu dem Ergebnis, dass die Akteure der verschiedenen Figurationen durch die mitunter personell großen Schnittmengen in ihren jeweiligen Handlungsoptionen stark beschnitten sein konnten. Auf diese Weise waren die Stifte trotz verwaltungsstruktureller Rückständigkeit, finanz-wirtschaftlicher Lage und Mediatisierungsbestrebungen bis zum Reichsdeputationshauptschluss in ihrer Existenz gesichert.

Am Schluss finden sich neben dem Abbildungs- und Abkürzungsverzeichnis ein sorgfältig zusammengestellter Überblick über die Äbtissinnen und Coadjutorinnen der untersuchten Stifte vom Ende des Dreißigjährigen Krieges bis zur Säkularisation, in dem jeweils auch die dynastische Verwandtschaft aufgenommen und mögliche andere Ämter genannt werden, sowie ein 77 Seiten umfassendes differenziertes Quellen- und Literaturverzeichnis und ein bedauerlicherweise fehlerbehaftetes Personen- und ein Ortsregister. Beigegeben sind zwischen S. 378 und S. 379 sieben farbige Abbildungen: Gemälde von drei Äbtissinnen, von zwei männlichen Verwandten sowie von zwei Grundrissen der Abteien Herford und Quedlinburg. „Nie ist die Herrschaft der Äbtissin vollkommener als im Bild“ (S. 373), und nie wurde sie besser analysiert als in dieser umfassenden und gut lesbaren Studie.

Berlin

Pauline Puppel

Inken SCHMIDT-VOGES, Mikropolitiken des Friedens. Semantiken und Praktiken des Hausfriedens im 18. Jahrhundert. (bibliothek altes Reich 18.) De Gruyter Oldenbourg, Berlin 2015. 373 S., 6 s/w Abb. ISBN 978-3-11-040216-2.

Die vorliegenden Studien zum Hausfrieden im 18. Jahrhundert von Inken Schmidt-Voges entsprechen zugleich ihrer Habilitationsschrift an der Universität Osnabrück. Die Autorin ist dort Mitarbeiterin des Interdisziplinären Instituts für Kulturgeschichte der Frühen Neuzeit, sie leitet das DFG (Deutsche Forschungsgemeinschaft)-Projekt „Mediale Konstruktionen von Frieden in Europa 1710–1721“ und ist bereits mit einer Reihe von Publikationen zur historischen Friedensforschung sowie zum Themenbereich Haus, Haushalt und Familie hervorgetreten.

In diesem Buch geht es um die Verknüpfung der beiden Komplexe, also um den Frieden am „unteren“ Ende der gesellschaftlichen Ordnung, nämlich im Bereich des Hauses, womit in mancherlei Hinsicht Neuland betreten wird: Die Bedeutungsebene des Hausfriedens als Normenkomplex zur Regulierung von individuellem Verhalten im Kontext der sozialen Relationen innerhalb des Hauses als Haushalt wurde in dieser Sichtweise bisher nicht bearbeitet, sodass die Untersuchung des Hausfriedens quer zu bisherigen Traditionen und Perspektiven steht. Bei einem Blick auf die disparate Forschungslandschaft zeigt sich bald, dass der Zusam-

menhang von Friedensfähigkeit und häuslichem Kontext nicht nur eine Vielzahl von Fragestellungen aufwirft – etwa nach den hinter einer Friedensrhetorik stehenden Normenhorizonten, Wissenszusammenhängen oder Erwartungshaltungen –, sondern vorab auch diffuse und unterschiedlich besetzte Begrifflichkeiten zu klären und zu definieren sind. So ist der Friedensbegriff gleichermaßen als Zustand wie als Prozess zu werten, wie auch das Haus bzw. der Haushalt im Sinne von Schmidt-Voges keine statisch festgelegte Ordnung darstellt, sondern durch ein dynamisches Geflecht von wechselseitigen Beziehungen repräsentiert wird. Der Begriff der Mikropolitik zielt schließlich auf kommunikative Prozesse ab, in denen Obrigkeiten und Untertanen kollektiv verbindliche Normen zur Regulierung und Organisation des häuslichen Raumes aushandelten, herstellten und durchsetzten.

Der Fokus der Studien liegt auf der Analyse von Praktiken und den ihnen zugrundeliegenden Wissensordnungen. Im ersten Teil des Buches werden von Schmidt-Voges zunächst ausführlich theologische, juristische und ökonomische Diskurse zum Haus analysiert, sofern sie Zustände und Prozesse des häuslichen Lebens mit Friedenssemantiken verknüpfen. Besonders Augenmerk verdienen die theologischen Diskurse. Dem Haus wurde in der Frühen Neuzeit eine zunehmend große Bedeutung für die gesellschaftliche und politische Ordnung zugesprochen, Haus und Ehe erkannte man als Kern jeder *res publica*. Zugleich zeigt sich in der Erbauungs- und Ehe- bzw. Hausliteratur des 16. und 17. Jahrhunderts eine verstärkte Präsenz des Friedensbegriffes, wobei in den Kernaussagen Übereinstimmung zwischen den Konfessionen herrschte. Im juristischen Diskurs bildete das Haus als gesellschaftliche Kerninstitution immer einen rechtlich besonders geschützten Raum, es bildete zugleich eine Schnittstelle zwischen dem öffentlichen und dem privaten Recht. Um insgesamt Aussagekraft zu gewinnen, muss der juristische Diskurs aber immer in die gesellschaftstheoretischen Debatten sowie die Rechtspraxis eingebettet werden. In der Diskurslandschaft des 18. Jahrhunderts – Schmidt-Voges bezeichnet sie als „fluide Diskurse“, repräsentiert durch religiöse Literatur, politische Ökonomie und Kameralistik sowie Journale und moralische Wochenschriften – verlagert sich das Interesse der weltlichen Obrigkeit auf die ökonomischen Aspekte des Hauses, was sich mit einer Stärkung der Position des Hausvaters verbindet. Zugleich tritt jedoch auch eine neue Gefühlskomponente in Erscheinung.

Der zweite Teil des Buches widmet sich den Praktiken des Hausfriedens. Die Basis dafür bildet die qualitative Analyse der gerichtlichen Verhandlung von Konflikten im sozialen Nahbereich, und zwar anhand der sogenannten „Gerichtsherrenprotokolle“ des Rates der Stadt Osnabrück von 1759 bis 1809. Es handelt sich dabei um rund 362 Fälle, wobei 100 einen semantischen Bezug zu Friedenskonzepten aufweisen. Die Konfliktfelder in einem frühneuzeitlichen Haus waren mannigfaltig. Ehelicher „Unfrieden“ bildete ein Hauptproblem. Vordergründig spielten Gewalttaten eine auslösende Rolle, dahinter standen meist Verstöße gegen Handlungsnormen, die nach dem häuslichen Ordnungsmodell der Rolle des Mannes oder der Rolle der Frau zugeschrieben wurden. Asymmetrische Herrschaftsbeziehungen zeigten sich auch bei familiären Konflikten zwischen Eltern und (Stief-)Kindern, wobei die Bedeutung von „Frieden“ jener der in ehelichen Auseinandersetzungen ganz ähnlich ist. Konflikte mit dem Dienstpersonal waren hingegen viel stärker durch Gesindeordnungen geregelt, wie auch die über den eigentlichen Haushalt in die Nachbarschaft hinausgetragenen Streitigkeiten eine eigene Betrachtungsweise erfordern. Mehrere Fallstudien illustrieren schließlich, welches starkes sinnstiftendes Potenzial den Friedenssemantiken bei Spannungsfeldern zwischen Geschlechtern und Generationen zukam. Das Verhalten der Konfliktpartner wurde anhand der geltenden Normen bewertet, wobei die durch das Gericht ausgesprochene Interpretation der häuslichen Ordnung nicht nur für den konkreten Fall, sondern auch für die Zukunft als „kollektiv verbindlich“ galt. Freilich lässt sich aus den Quellen nicht klären, inwieweit verwendete Friedenssemantiken wiederkehrend geübte Praxis von Prokuratoren darstellten oder aber aus dem Wissen der Konfliktparteien resultierten.

Der häusliche Friede wurde nicht nur verhandelt, man versuchte ihn auch durch Interventionen und Sanktionen wieder herzustellen. Besonders interessant erscheinen die „Interventionen in das Haus hinein“, also die Bemühungen der Nachbarschaft, Einfluss auf häusliche Konflikte zu nehmen. Gerade hier ergeben sich freilich manche Unschärfen über die Abgrenzung eines „Hauses“. Eine hohe Sensibilität war bei gerichtlichen Sanktionen gefragt, um durch einen mit der Strafe verbundenen Ehrverlust keine weitere Destabilisierung der problematischen Grundsituation zu provozieren. Das Ziel war zwar eine Bewahrung der Ordnungsprinzipien, aber auch ein Fortbestand der Produktionseinheit Haus, da nur dann die Stadt als Gefüge zahlreicher Haushalte bestehen und prosperieren konnte. Man begnügte sich daher häufig mit Verhaltensmaßregeln über ein „friedliches Betragen“, wobei man auf die soziale Kontrolle, unter anderem durch die Nachbarschaft, setzte. Die Kernelemente der häuslichen Ordnung waren auch niemals festgeschrieben, sondern mussten immer wieder neu verhandelt und an die gegebene Wirklichkeit angepasst werden.

Gerade im zweiten Teil der Studie kann Inken Schmidt-Voges überzeugend darlegen, dass das Haus ein Gefüge von alltagsweltlichen Praktiken darstellte und nicht als statisch festgelegte Ordnung zu verstehen ist. Auch das Friedensverständnis im Sinne des Hausfriedens entspricht nicht den Friedenskonzepten auf anderen gesellschaftlichen Ebenen, sondern ist als Prozess im Sinne eines friedfertigen Verhaltens der Menschen zu begreifen. Indem es nicht nur eine „Mikropolitik des Friedens“ in Osnabrück gab, sondern wohl derer viele im gesamten deutschen Kulturraum, kommt ihren Analysen und Ergebnissen eine umfassende Dimension zu, die der jahrelangen Beschäftigung mit diesem Thema nur zu gerecht werden.

Graz

Elke Hammer-Luza

Christoph AUGUSTYNOWICZ, Grenze(n) und Herrschaft(en) in der kleinpolnischen Stadt Sandomierz 1772–1844. (Europa Orientalis 16.) Lit, Wien–Münster 2015. 362 S. ISBN 978-3-643-50669-6.

Die an der Weichsel in der Region Małopolska gelegene Stadt Sandomierz war über Jahrhunderte eines der wichtigsten Zentren des polnischen Staates. Im frühen Mittelalter hatte Sandomierz gar Befugnisse inne, die einer Hauptstadt zustanden. Der Chronist Gallus Anonymus (11./12. Jh.) nannte sie einen der drei Sitze der polnischen Herrscher (*sedes regni principales*). Danach, als Polen in kleinere Fürstentümer zerfallen war, stellte es zusammen mit seiner Umgebung einen eigenen herrschaftlichen Bereich dar, aus dem sich im 12. Jahrhundert die ausgedehnte Woiwodschaft Sandomierz herausbildete. Diese Rolle als regionales Zentrum hatte die Stadt bis zur ersten Teilung Polens im Jahr 1772 inne, als sie zu einer Grenzstadt wurde und nach und nach ihre bisherige Funktion verlor. Sandomierz selbst verblieb noch auf polnischem Gebiet (bis 1795), auf der anderen Seite der Weichsel jedoch lag bereits Österreich, welches jene Gebiete des Königreichs Polen einnahm, die später Königreich Galizien und Lodomerien genannt werden sollten. In der Folge befand sich Sandomierz unter österreichischer Herrschaft (1795–1809), dann lag es im Herzogtum Warschau (1809–1815), und nach dem Fall Napoleons wurde es durch den Wiener Kongress Teil des von Russland abhängigen Königreichs Polen, das sich bis in die Zeiten des Novemberaufstandes verhältnismäßig großer Autonomie erfreute. Nach der Niederschlagung des Aufstandes durch Russland wendete sich die Situation gegen Polen, was für den Autor der Anlass war, den Zeitraum der „russischen“ Vorherrschaft in zwei Unterperioden einzuteilen (bis 1832 und danach). Die letztendliche Zäsur des Buches stellt das Jahr 1844 dar, in dem Sandomierz seine einstige Stellung als administratives Zentrum verlor und zu einer an der Peripherie gelegenen Kreis-hauptstadt des russischen Kaiserreiches im Gouvernement Radom wurde. So sehr die anfängliche Zäsur und die Unterteilung in Unterperioden mit Ereignissen größerer Tragweite verbunden sind, hat jene am Ende des Buches lediglich lokalen Charakter. Dies unterscheidet



Augustynowicz Arbeit von anderen, in denen solche Wendepunkte in der Regel mit der Geschichte des politischen Bestehens des polnischen Staates zusammenfallen.

Der Autor unterzog sowohl die Stadt wie auch die „Region“ einer Untersuchung, obwohl er letzteren Terminus weder definiert noch diesen im Titel des Buches anführt, während er in der polnischen Geschichtsschreibung (von Karol Buczek, Antoni Podraza, Helena Madurowicz-Urbańska) für Kleinpolen (Małopolska) definiert wurde. Es lässt sich vermuten, dass der Autor unter diesem Begriff das identische Gebiet versteht, wie es in dem Buch: *Dzieje Regionu Świętokrzyskiego od X do końca XVIII wieku / Geschichte der Region Świętokrzyskie vom 10. bis Ende des 18. Jahrhunderts*, hg. von J. Wijaczka (Warszawa–Kielce 2004), vorkommt, obgleich er auch bisweilen den Terminus „Region Sandomierz“ verwendet (S. 190).

Die Geschichte der Stadt war im klassischen Sinne Gegenstand des Interesses der polnischen Historiker des 19. Jahrhunderts und ist weitgehend erforscht. Eine Zusammenfassung vorangegangener Untersuchungen bot eine vor 20 Jahren veröffentlichte mehrbändige monografische Gemeinschaftsstudie. Das Neuartige an der Herangehensweise des Autors besteht darin, dass er die Geschichte der Stadt durch das Prisma des Verlusts zentralstaatlicher Funktionen betrachtet, infolge der sich ändernden Staatsgrenzen und des damit verbundenen Abdriftens in ein Randgebiet Polens, unter anderem durch die Teilungen Polens und das Entstehen weiterer Staatengebilde (das Herzogtum Warschau, das von Russland abhängige Königreich Polen). Der Autor befasst sich als Kenner der Geschichte Galiziens bereits seit Langem mit der Stadt Sandomierz, und man kann sagen, dass sein Buch das Resümee seiner langjährigen Forschungsarbeiten darstellt.

Kapitel I ist eine grundlegende Einführung in das Thema und ist der Geschichte der Stadt Sandomierz von ihren Anfängen bis ins Jahr 1772 gewidmet. Christoph Augustynowicz stützt sich hier auf die bereits vorliegende Literatur. Den Hauptteil des Buches eröffnet Kapitel II, in dem der Autor die Situation von Sandomierz in den sich ändernden administrativen Systemen beschreibt. Mir ist nicht ganz klar, warum sich gerade hier Informationen über die Einwohnerzahl von Sandomierz und der „Region“ befinden, ist doch das folgende Kapitel wirtschaftlichen und sozialen Fragen gewidmet (Wirtschaftliche und gesellschaftliche Gegebenheiten und Möglichkeiten in Sandomierz in den Jahrzehnten um 1800).

Interessant sind hier die Anmerkungen des Autors über das Verhältnis zwischen Juden und Christen, die er anhand dreier Beispiele veranschaulicht. In dem Unterkapitel „Gesellschaftliche Möglichkeiten“ unterteilt er drei Gruppen: organisierte Kaufleute, organisierte Handwerker und die „Verbleibenden“ – „mobile Tagelöhner und Bettler“. Es scheint, dass die dritte Gruppe recht flüchtig abgehandelt wird und der Autor sich hier auf die allgemein zugängliche Literatur stützt. Hingegen ist dies eine wesentliche Frage. Vielleicht muss man gerade hier die große Gruppe der häuslichen Bediensteten suchen? Im folgenden Unterkapitel werden korporative Formen des Lebens vorgestellt, allerdings mit mehr Informationen aus der Zeit vor 1772 als für die in dem Buch beschriebenen Jahre. Der Leser erfährt mehr über die Aktivitäten der Freimaurer, was hingegen das Herzogtum Warschau und das Königreich Polen oder Sandomierz angeht, so findet sich nur eine kurze Notiz (S. 154). Einer gesonderten Analyse wurden Ämter und Beamte sowie Garde und Militär unterzogen. Hier schreibt der Autor über die Unterbringung der Soldaten in der Stadt während nachfolgender Feldzüge und zerstörerischer Kriege. Und bei dieser Gelegenheit revidiert er auch das Entstehungsdatum der russischen Garnison in Sandomierz, indem er nachweist, dass diese bereits in den 1830er Jahren bestand und nicht erst Mitte des 19. Jahrhunderts.

Ein eigener Unterabschnitt ist dem Adel in der „Region“ gewidmet, der, wie der Autor unterstreicht, nur schwache Verbindungen zur Stadt hatte. Hier stellt sich die Frage, warum Augustynowicz hier nicht die zahlenstärkste Gruppe berücksichtigt hat, nämlich die Bauern? Es unterliegt keinem Zweifel, dass die Verbindung der Bauern mit der Stadt stärker war. Schließlich ist bekannt, dass z. B. demografische Abgänge in Sandomierz, ähnlich wie in ande-

ren Städten auch, von genau dieser Gruppe ausgeglichen wurden. Der Einsatz von Methoden der historischen Demographie und die Analyse amtlicher Verzeichnisse kann hier interessante Schlussfolgerungen über das Verhältnis der Stadt zu den umliegenden Dörfern, über gemischte Ehen, die Ausdehnung des Heiratsmarktes oder den Zustrom von Bauern in die Stadt und deren Aufnahme in die Gruppe der Handwerker erbringen. Es bestand eine ganze Reihe von Verbindungen und individuellen Relationen zwischen Bürgertum und Bauern. Die Kinder von Bauern verdingten sich in den Städten geradezu massenhaft als Dienstpersonal. In dieser Periode war das Leben in Sandomierz eng mit den geschlossenen Ehen verbunden. Dieses Phänomen lässt sich zahlenmäßig erfassen.

In Kapitel IV geht es um räumliche Verhältnisse in Sandomierz und seiner Umgebung. Interessant ist die Sicht des Autors auf die Weichsel als Grenze und die hiermit verbundene Frage des Handels auf diesem Fluss sowie die polnisch-österreichischen Missheiligkeiten nach der ersten Teilung Polens, darunter auch die Versuche, den Handel auf der Weichsel von polnischer Seite her zu erschweren. Vorgestellt wird sehr farbenreich, wie der Transport auf der Weichsel aussah und wie die damit verbundenen Streitigkeiten, die Gestaltung der Tarife, der Schmuggel und die an Kriminalgeschichten erinnernde Fälschung von Geld vonstatten gingen. Es findet sich in dem Buch ein Abschnitt, welcher der Zuwanderung nach Sandomierz gewidmet ist, der meiner Ansicht nach im vorhergehenden Kapitel hätte untergebracht werden können. Die in diesem Abschnitt enthaltenen sozialtopographischen Elemente wurden jedoch nicht in den Vordergrund gerückt.

Kapitel V schließlich ist dem Gesundheits- und dem Schulwesen gewidmet. Hier findet man interessante Informationen über Änderungen in der Erziehung der Jugend, über das kulturelle Leben, darunter, was sich im Theater, in Bibliotheken und Druckereien tat. Das tägliche Leben wird vom Gesichtspunkt repräsentativer Biografien der Bürger von Sandomierz aus der Perspektive der historischen Anthropologie beleuchtet.

Dieses Buch ist ein lebendiges Bild der Geschichte von Sandomierz in einem für seine Entwicklung ganz entscheidenden Moment. Er werden nicht nur räumliche Aspekte dargestellt, sondern auch die multikulturelle Gesellschaft. Anmerken sollte ich allerdings, dass das illustrierende Material nicht von bester Qualität ist. Es genügt, dies am Beispiel der Fotos vom Rathaus oder seines Turmes (Bild 3, S. 68) zu veranschaulichen, auf denen es dämmert, oder aber eines Teils der Mauer (Bild 4, S. 172), eines Foto, welches das Aussehen dieses Renaissancegebäudes nicht wiedergibt. Der Plan von Sandomierz aus dem Jahr 1820 von Franciszek Reinstein wurde einem 1956 herausgegebenen Buch entnommen (Karte 14, S. 201), wodurch er nur schwer entzifferbar ist – während sich das Original des Plans im Archiv der Diözese Sandomierz befindet. Unklar ist, warum der Autor die nur schlecht lesbare Karte von West-Galizien als „Das südliche Westgalizien“ bezeichnet, stellt doch die Karte ganz West-Galizien dar – denn so ist sie auch in polnischer Sprache bezeichnet (Karte 4, S. 49).

Trotz meiner kritischen Anmerkungen erachte ich das Buch aufgrund der vom Autor gewählten methodologischen Grundlagen, der Verwendung unterschiedlicher Untersuchungsverfahren, hierunter vergleichender Ansätze, als sehr gewinnbringend und interessant. Meiner Überzeugung nach kann dieses Buch neue Forschungsperspektiven für die polnische Historiographie liefern.

Kraków

Zdzisław Noga

András VÁRI–Judit PÁL–Stefan BRAKENSIEK, Herrschaft an der Grenze. Mikrogeschichte der Macht im östlichen Ungarn im 18. Jahrhundert. (Adelswelten 2.) Böhlaus, Köln–Weimar–Wien 2014. 397 S., 30 Abb. ISBN 978-3-412-22145-4.

Die zu besprechende exemplarische Regionalstudie über das ostungarische, heute zum größeren Teil in Rumänien gelegene Komitat Szatmár im 18. Jahrhundert ist aus einem 2002

bis 2005 von der VolkswagenStiftung geförderten internationalen Forschungsprojekt („Frühneuzeitliche Institutionen in ihrem sozialen Kontext“) hervorgegangen. Es handelt sich dabei „um den seltenen Fall einer Monografie dreier Autoren“ (S. 10), von denen einer, der 2011 plötzlich verstorbene András Vári, die Fertigstellung und Publikation nicht mehr erlebt hat. Vári und Judit Pál leisteten die empirischen Archivarbeiten und verfassten die Urfassungen der meisten Kapitel. Die beiden einleitenden Kapitel („Einführung“ und „Der Schauplatz und die Akteure“) wurden von den drei Autoren gemeinsam verfasst. Stefan Brakensiek hat die konzeptionellen Abschnitte der Einleitung und der Zusammenfassung formuliert und das gesamte Manuskript sprachlich überarbeitet.

Das Buch erzählt unter Rückgriff auf das Analysekonzept „intermediäre Herrschaft“ und anhand von minutiös rekonstruierten Patronage- und Klientelnetzwerken „Geschichten über Herrschaftsverhältnisse, Mikrogeschichten der Macht“ (S. 15). Die Akteure der „Geschichten“ sind hochadelige Magnaten, insbesondere die jeweiligen Chefs des gräflichen Hauses Károlyi, der bei weitem mächtigsten und einflussreichsten Familie des Komitats, deren kleinadelige „Diener“ und „Klienten“ (*familiares* bzw. *servitores*) im grundherrlichen Herrschaftsverband und in den Komitaten (den Organen der regionalen Selbstverwaltung des bekanntlich sehr zahlreichen magyarischen Adels), der Magistrat (Ratsherren [*senatores*] und Stadtrichter) der königlichen Freistadt Szatmár(németi), die Repräsentanten der ungarischen Staats- bzw. Landesverwaltung, insbesondere des Ungarischen Statthaltereirats und der Ungarischen Kammer, beide mit Sitz in Pressburg (Bratislava), sowie der Hofkammer und der Ungarischen Hofkanzlei in Wien. Quellenmäßig gestützt auf die Briefwechsel der Mitglieder der Familie Károlyi untereinander sowie mit ihren „gehorsamen Dienern“, die Tagebücher von Sándor Károlyi (1669–1743), die Protokolle und Akten des Komitats Szatmár und der Stadt Szatmárnémeti, diverse Untersuchungs- und Verhörprotokolle sowie die Akten der gräflich Károlyischen Herrschafts- und Gutsverwaltung zeichnen die Autoren ein facettenreiches und anschauliches Bild der regionalen Verwaltungsgeschichte im 18. Jahrhundert, die zwar seit der Mitte des 18. Jahrhunderts durch einen „rasante[n] Bürokratisierungsschub“ (S. 24) gekennzeichnet, aber dennoch auch weiterhin sehr stark von persönlichen Bezügen und Beziehungen geprägt war.

Die hochadeligen Hauptfiguren des Buches repräsentieren vier Generationen des gräflichen Hauses Károlyi: der bereits erwähnte Tagebuchschreiber Sándor Károlyi, dessen einziger überlebender Sohn Ferenc (1705–1758), dessen Sohn Antal (1732–1791), der ebenfalls der einzige Mann seiner Generation war und ab dem Ende der 1780er Jahre seinen und seiner Familie Aufenthaltsort weitgehend nach Wien verlagerte, sowie József Károlyi (1768–1803). Die zentralen *dramatis* bzw. *dramatum personae* sind allerdings eher die jeweils bedeutendsten, vor Ort im Komitat Szatmár wirkenden, „netzwerkenden“, schreibenden und somit Quellen produzierenden kleinadeligen Klienten, Beauftragten und Bediensteten dieser vier Magnaten in der Güter- und in der Komitatsverwaltung: Mátyás Pollereczky (gest. 1726), dessen Stiefsohn Gábor Badda, der geschickt zwischen verschiedenen Parteien lavierende Zoll- und Steuerwalter und Postmeister Gábor Erös (gest. 1730), dessen Schwiegersohn János Podhorány, die Vizegespane László Becsky und Pál Tolnay, der *secretarius* und Gutsverwalter Demeter Rác (gest. nach 1760), die acht Brüder Szaplanczay, von denen mindestens vier „in leitende Positionen in der Herrschaftsverwaltung“ gelangten (S. 226f.), der vier Jahrzehnte lang als Privatsekretär, Steuereinnahmer, Komitatsnotar und Stadtrichter von Szatmárnémeti in den Diensten von Ferenc Károlyi und dessen Sohn Antal stehende József Zanathy (1716–1789), der fast ebenso lange als Komitatsnotar bzw. Vizegespan dienende László Suhányi (gest. nach 1785), der Privatsekretär, Leiter der gräflichen Güterverwaltung, spätere Stuhlrichter, Kammerbeamte und Vizegespan Ferenc Geöcz (gest. nach 1796), der von 1806 bis 1816 amtierende gräfliche Güterregent (*bonorum regens*) Ignác Klobusiczky und andere. Die beiden Verwaltungszweige – Herrschaftsverwaltung und Komitatsverwaltung – waren eng miteinander

verflochten: Häufig wurden károlyische Wirtschaftsbeamte von der Generalversammlung des Komitats zu Amtsträgern des Komitats gewählt. Am Beispiel József Zanathys wird deutlich, „dass auch um die Mitte des 18. Jahrhunderts die ‚amtlichen‘ und ‚privaten‘ Aufgabenfelder von Amtsträgern und Klienten noch kaum voneinander getrennt waren, dass es keine eindeutige Abgrenzung der Wirkungsfelder, keine klaren Kompetenzen gab. Entscheidend blieben persönliche Bindungen: Vertrauen bildete das maßgebliche Kriterium bei der Verteilung von Aufgaben“ (S. 252). Quellenmäßig besonders gut nachweisbar sind die administrativen Netzwerke im letzten Viertel des 18. Jahrhunderts. In den 1780er Jahren stellten „die Verwandten von László Szuhányi, seine Söhne, Schwiegersöhne und deren Väter, einen bedeutenden Teil der Amtsträger im Komitat Szatmár“ (S. 289).

Fern von den Wiener und Pressburger Zentralbehörden und von den meist in Wien, jedenfalls aber nicht im Komitat weilenden Magnaten gab es viel „Raum für Mittelsleute vor Ort, in struktureller Perspektive für intermediäre Herrschaft“ (S. 339), was in der vorliegenden Fallstudie in luzider Weise herausgearbeitet wird. Im konzisen Schlusskapitel („Zusammenfassung und Ausblick“) werden unter anderem mehrere im Laufe der Untersuchung deutlich gewordene Prozesse des Wandels im Verhältnis zwischen den hochadeligen Patronen und ihren kleinadeligen Klienten angesprochen: 1. die entstehende soziale und kulturelle Kluft als Folge des Wegzugs des Magnaten aus dem Komitat, 2. die allmähliche „Bürokratisierung der eigenen Herrschaftsausübung“ (S. 351) und das „Vordringen bürokratischer Verfahren und Routinen“ (S. 352) und 3. „die allmähliche Entfaltung der aufgeklärten Öffentlichkeit“ (S. 353) und „die ‚Intellektualisierung‘ von Teilen der Aristokratie“ (S. 359).

Ganz wenige kleine Ungenauigkeiten seien protokolliert: Abbildung 13 zeigt Graf Antal Károlyi nicht „als Feldzeugmeister des Ordens vom Goldenen Vlies“ (S. 81), sondern „im Ornat des Ordens vom Goldenen Vlies“. Bei dem in den 1720er und 1730er Jahren in der Glashütte von Száldobágy erzeugten Kristallglas handelte es sich nicht um „Glaskristalle“ (S. 128), sondern um hochwertiges farbloses Glas (Glas ist eine erstarrte Flüssigkeit, hat also keine kristalline Struktur), und es wurde nicht von „Glasbläsern“ (S. 133) erzeugt, sondern von Glasmachern. Bei Fiume (Rijeka) handelte es sich nicht um den „einzigsten wichtigen Seehafen der Habsburgermonarchie“ (S. 326), sondern um den nach Triest zweitwichtigsten.

Alles in allem handelt es sich um eine mustergültige und noch dazu geradezu spannend zu lesende verwaltungsgeschichtliche Fallstudie. Möge sie ähnliche Untersuchungen für andere Regionen der frühneuzeitlichen Habsburgermonarchie anregen.

Wien

Thomas Winkelbauer

Mark JARRETT, *The Congress of Vienna and its Legacy. War and Great Power Diplomacy after Napoleon.* (International Library of Historical Studies.) Tauris, London 2013. 522 S. ISBN 978-1-7807-6116-9.

Unter den zahlreichen Publikationen, die anlässlich des 200-Jahr-Jubiläums des Wiener Kongresses erschienen sind, nimmt Jarretts Darstellung eine Sonderposition ein: Er beschränkt sich in seiner Analyse nicht auf die Verhandlungen von 1814/15, sondern fokussiert seinen Text auf die Gründung und die Praxis des Europäischen Mächtekonzernts zwischen 1812 und 1822/23. In der traditionellen Sichtweise gilt das Kongresssystem primär als Instrument zur Unterdrückung sozialer und frühdemokratischer Reformen und Revolutionen. Jarrett berücksichtigt diese Perspektive, hebt jedoch auch die innovativen Aspekte multilateraler Kooperation zur Lösung internationaler Konflikte durch Mediation und Verhandlungen hervor, die in dieser Epoche erstmals eine rudimentäre Form der Institutionalisierung erfuhren.

Die Darstellung ist chronologisch aufgebaut und in drei Teile gegliedert: Im ersten Abschnitt mit dem Titel „War“ befasst sich Jarrett mit dem europäischen Staatensystem nach den Napoleonischen Kriegen und dem Ende des napoleonischen Kaiserreichs. Der Teil endet mit

dem Ersten Frieden von Paris vom Mai 1814. Der zweite Abschnitt ist mit „Peace“ betitelt und behandelt ausführlich die Verhandlungen am Wiener Kongress. Der Schwerpunkt liegt hier auf den Gesprächen zur territorialen und politischen Neuordnung Europas – „zivile“ Fragen wie etwa die Gespräche um ein Verbot des Sklavenhandels oder ein neues Reglement zum diplomatischen Rang werden nur am Rande erwähnt. Anschließend thematisiert Jarrett die Gründung des Kongresssystems in Paris 1815, die mit dem Vertrag zur Quintupelallianz 1818 ihren Abschluss fand. Der dritte Teil des Buches ist mit „Diplomacy“ betitelt und befasst mit sozialen Unruhen in Mitteleuropa (Karlsbader Beschlüsse) und Großbritannien (Six Acts) sowie den Revolutionen in Spanien und im Königreich beider Sizilien. Anschließend analysiert Jarrett das allmähliche Auseinanderbrechen des Kongresssystems in Troppau/Opava und Laibach/Ljubljana. Maßgeblichen Einfluss auf diese Entwicklung hatten die unterschiedlichen Sichtweisen der Mächte auf die griechische Revolution. Das Ende des Kongresssystems kam jedoch mit der Zusammenkunft in Verona 1822/23, welche das endgültige Ende dieser Form internationaler Kooperation markiert. Das letzte Kapitel widmet sich schließlich dem Vermächtnis des Kongresssystems und der Idee multilateraler Zusammenarbeit zur Verhinderung von Konflikten im 20. und 21. Jahrhundert.

Im Dezennium zwischen der Niederlage Napoleons und dem Ende des Kongresssystems 1822/23 in Verona, so Jarrett, entwickelte sich aus der antinapoleonischen Allianz das Europäische Mächtekonkordat, das nach dem Abschluss des Wiener Kongresses in Aachen, Troppau/Opava, Laibach/Ljubljana und Verona zusammentraf, um über internationale Fragen und Krisen zu verhandeln. Jarrett beschreibt, wie sich angesichts der zunehmenden sozialen Unruhen und Revolutionen in Europa der Fokus der Gespräche wandelte: Die Quadrupelallianz war 1815 geschlossen worden, um weitere Revolutionen in Frankreich zu verhindern. Diese Zielrichtung wurde nach 1818 auf Betreiben von Österreich und Russland ausgeweitet. Auch andere Revolutionen, wie etwa jene auf der Apenninenhalbinsel, sollten niedergeschlagen und die traditionelle Herrschaft restauriert werden. Damit wandelte sich das Kongresssystem zu einem Instrument zur Unterdrückung innenpolitischen Wandels und zur Bewahrung von traditionellen außenpolitischen Einflussphären der europäischen Mächte.

Der Kongress von Verona 1822 war das letzte Treffen hochrangiger Vertreter der Pentarchie, um – neben anderen Punkten wie der Frage des Sklavenhandels – über eine einheitliche Haltung gegenüber dem revolutionären Spanien zu verhandeln. „[T]he crisis in Spain“, bemerkt Jarrett, „drove [the] already divergent conceptions of the alliance even further apart“ (S. 227). An diesem Punkt war Großbritannien unter Premierminister Canning nicht mehr zur Kooperation bereit. Dennoch war Verona nicht das Ende des Mächtekonkordats: Die Kontinuität wurde durch die Einberufung von Botschafterkonferenzen gewahrt (vgl. dazu Matthias Schulz, *Normen und Praxis. Das Europäische Konzert der Großmächte als Sicherheitsrat, 1815–1860* [Studien zur internationalen Geschichte 21, München 2009]).

Die Gründe für das Ende des Kongresssystems sind vielfältig: Sie liegen in den verfassungsmäßigen Strukturen der beteiligten Staaten, in den Persönlichkeitsmerkmalen der beteiligten Staatsmänner, in unterschiedlichen geostrategischen Interessen und wirtschaftlichen Erwägungen. Für Jarrett ist jedoch noch ein weiterer Aspekt relevant: „Perhaps the true failure of the Congress statesmen was not in their resistance to the threat of violent revolution, but in their failure [...] to countenance a greater degree of moderate change“ (S. 378). Versuche, den König beider Sizilien nach der Niederschlagung der Revolution durch eine Kommission zu Reformen in Richtung breiterer politischer Partizipation, Liberalisierung der Wirtschaft und Modernisierung der Administration zu bewegen, scheiterten jedenfalls (vgl. die Unterlagen im ÖStA, HHStA, Staatskanzlei, Kongressakten, Kart. 23 [Konferenzen in Florenz, Rom, Neapel]).

Für Jarrett war das zwischen 1812 und 1822 etablierte Kongresssystem „an international ‚learning experience‘ that repressed the revolutions of the 1820s, established many of the pro-

cedures followed by the later Concert of Europe, and served as a precursor to the League of Nations, the United Nations and even the European Union“ (S. 369). Trotz der repressiven Haltung gegenüber sozialem Wandel auf der Iberischen und der Italienischen Halbinsel markiert das Kongresssystem damit den Beginn einer neuen Form internationaler Kooperation, die sich in gewandelter und erweiterter Form bis ins 20. und 21. Jahrhundert fortsetzte.

Im Vordergrund von Jarretts Darstellung steht die Praxis internationaler Kooperation, die sich nicht nur in Abkommen, sondern auch in diplomatischen Gesprächen und Verfahrensformen konkretisiert. Dennoch sind die Verträge – die Quadrupelallianz von 1815 oder die Quintupelallianz von 1818 – zentral für die Verhandlungen und die Funktionsweise des Mächtekonzernts und werden von Jarrett ihrer Relevanz entsprechend gewichtet. Dagegen bleibt die Darstellung zum Teil an der Oberfläche, wie das Beispiel des Wiener Kongresses zeigt: Die Auswahl der behandelten Verhandlungsthemen wirkt beliebig, da zentrale Fragen, wie etwa die Formierung der Niederlande, nicht erwähnt und die „zivilen“ Verhandlungsgegenstände nur am Rande behandelt werden. Darüber hinaus operationalisiert Jarrett Begriffe bzw. Wendungen – wie etwa „Metternich’sches System“, „Kongresssystem“ oder „Restauration“ – nicht in ausreichendem Maß. Dies ist insbesondere in Hinblick auf die stehende Wendung „Metternich’sches System“ bedauerlich, die als Losungswort der kleindeutschen Historiographie des 19. Jahrhunderts fungierte und damit implizite Wertungen enthält (vgl. Wolfram Siemann, *Metternich. Staatsmann zwischen Restauration und Moderne* [München 2010] 8). Ein einführendes Kapitel, in welchem diese Begriffe definiert und problematisiert werden, wäre wünschenswert gewesen. Positiv hervorzuheben ist dagegen das einführende Kapitel zum European State System, das grundlegende Informationen zu den politischen Gegebenheiten um 1790 vermittelt.

Trotz der vorgenannten minderen Kritikpunkte liefert Jarrett mit seinem Werk einen wichtigen Beitrag zum Verständnis der internationalen Geschichte in den ersten Jahrzehnten des 19. Jahrhunderts. Das Buch behandelt einen von der Historiographie bisher vernachlässigten Zeitraum, ist informativ und spannend geschrieben, beruht auf umfangreichem Quellen- und Literaturstudium und visualisiert die internationalen Konflikte in zahlreichen Karten. Damit ist „The Congress of Vienna and its Legacy“ ein neues Standardwerk zur Geschichte der internationalen Diplomatie zwischen 1812 und 1822.

Innsbruck

Karin Schneider

Daniel KRÄMER, „Menschen grasten nun mit dem Vieh“. Die letzte grosse Hungerkrise der Schweiz 1816/17. Mit einer theoretischen und methodischen Einführung in die historische Hungerforschung. (Wirtschafts-, Sozial-, und Umweltgeschichte 4.) Schwabe, Basel 2015. 527 S., zahlreiche Karten und Grafiken. ISBN 978-3-7965-3375-4.

Das Jahr 1816 gilt in Mittel- und Westeuropa als das „Jahr ohne Sommer“. Ursache war der Ausbruch des Vulkans Tambora in Indonesien im April 1815, der eine globale Abkühlung um 0,5 Grad bewirkte. Die Schweiz zählte zu jenen Gebieten, die besonders große Ernteauffälle zu verzeichnen hatten, aber selbst hier gab es regionale Unterschiede. 1816 brachte Hunger und Verarmung, die allerdings nicht nur aus den schlechten Witterungsverhältnissen resultierten, sondern auch eine Folge von strukturellen politischen, wirtschaftlichen und sozialen Ursachen waren.

Mit dieser letzten großen Hungerkrise in der Schweiz setzt sich die vorliegende Monographie auseinander. Sie ist die Druckfassung der Dissertation von Daniel Krämer, für die er vom Historischen Institut der Universität Bern die Auszeichnung als beste abgeschlossene Promotion im Jahr 2013 erhielt. Die Schweizer Quellenbestände und Datengrundlage für 1816/17 und das frühe 19. Jahrhundert sind ausgezeichnet und erlauben eine in der Historischen

Klimatologie immer wieder geforderte „best-data-Studie“, in der durch die Bündelung von Klima, Ernährung und Politik „die soziale Verletzlichkeit vergangener Gesellschaften durch klimatische Einflüsse untersucht wird und die als Blaupause für die Aufarbeitung von Hungerkrisen in der Frühen Neuzeit dienen kann“ (S. 96). Krämers Untersuchungsraum, die Eidgenossenschaft, war nach 1815 noch von einer Vielzahl an politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Strukturen und Systemen geprägt. Um sein ehrgeiziges Ziel umzusetzen, entwickelte er mehrere Modelle.

Basierend auf der Diskussion von verschiedenen Nahrungsangebotstheorien (S. 121–138) und ökonomischen Theorien (S. 138–157) stellt der Verfasser in Kapitel 2 ein Modell zur konzeptionellen Struktur des Hungers vor. Da das Phänomen Hunger zu komplex ist, um es in einer universellen Theorie zu fassen, ordnet er es in einen breiteren biophysikalischen und gesellschaftlichen Kontext ein, hebt die langfristigen Ursachen und auslösenden Ereignisse hervor, beschreibt seinen Verlauf, langfristige Auswirkungen und die angewandten Adaptionsstrategien auf unterschiedlichen gesellschaftlichen Ebenen (S. 161). Es wird zwischen Regionen, Haushalten und Individuen unterschieden. So löst Hunger auf der individuellen Ebene weitreichende Folgewirkungen aus, die von Krankheit, reduzierter Arbeitsfähigkeit oder Abnahme der Fertilität bis hin zur Gefahr von Fehlentwicklungen reichen konnten. Interessant wäre gerade auf der individuellen Ebene auch die Berücksichtigung einer geschlechtsspezifischen Folie gewesen.

In Kapitel 3, Methodische Einbettung, erläutert der Autor nach eingehender Auseinandersetzung mit der Historischen Klimatologie ein weiteres selbständig entwickeltes Modell, jenes zur Strukturierung der Verletzlichkeit. Zentral ist dabei das Konzept der Verletzlichkeit, das sich in der Geschichtswissenschaft sowohl in der Klimageschichte als auch in der Klimaforschung durchgesetzt hat. Abgestimmt auf sein Modell zur konzeptionellen Struktur von Hunger bilden wiederum Individuen, Haushalte und die unterschiedlichen Regionen in der Schweiz 1816/17 die gefährdeten Einheiten der Systeme. Diese wurden einerseits durch die Veränderung der Witterungsverhältnisse, andererseits aber auch durch lang- oder mittelfristige Prozesse wie Bevölkerungswachstum oder die wirtschaftliche Depression nach den Koalitionskriegen „verletzt“.

Die für die Eidgenossenschaft typischen politischen Strukturen und Prozesse zu Beginn des 19. Jahrhunderts, welche die Hungerkrisen beeinflussten, werden in Kapitel 4 nachgezeichnet, ebenso Faktoren wie Agrarmodernisierung und Industrialisierung, die die Verletzlichkeit erhöhten.

Danach setzt sich Kapitel 5 mit der Messbarkeit von Hunger auseinander. Krämer versucht Parameter für die Messbarkeit von Hunger zu finden: Im Gegensatz zu Naturkatastrophen ist Hunger nicht auf einer Skala messbar, sondern wird von einer Reihe von Ursachen beeinflusst. Neben den klassischen Indikatoren wie Preise und Bevölkerungsentwicklung zieht Krämer Daten zur steigenden Kleinkriminalität im Alltag heran. Innovativ ist die Untersuchung der mittleren Körpergröße als biologischen Hungerindikator anhand des Passregisters im Amt Entlebuch im Kanton Luzern (S. 342–349). Wie er im Fazit feststellt, können aber auch hier nicht immer eindeutige Zusammenhänge hergestellt werden. So ist etwa eine steigende Kriminalität stärker auf Armut zurückzuführen, und auch die mittlere Körpergröße Ausdruck des Ernährungszustandes vor der Messung, aber auch der Schichtzugehörigkeit (S. 433f.).

Hier zeigt sich ein schon in der Einleitung der Arbeit dargestelltes, für die Schweiz typisches Ost-West-Gefälle. Die Krise hielt in der Ostschweiz länger an als in den anderen Regionen. Hohe Sterblichkeitsraten traten etwa in Appenzell Innerrhoden und Appenzell Auerhoden auf. Weder in der Zentralschweiz noch in der Westschweiz war die Verletzlichkeit so groß wie im Osten der Eidgenossenschaft.

Um die Auswirkungen der Hungerkrise messen zu können, erstellte Krämer im sechsten Kapitel Mangelernährungskarten für die Jahre 1817 und 1818, die auf einer im Rahmen der

Volkszählung 1860 durchgeführten Kohortenzählung basieren. Sie dienen der Analyse der räumlichen Disparitäten, die sich zu Mustern der Verletzlichkeit verdichten lassen, und zeigen wiederum ein uneinheitliches Bild der Verletzlichkeit für die Schweiz. Die Karte von 1818 führt deutlich vor Augen, dass die Bezirke mit hoher Verletzlichkeit noch stärker als 1817 in den protoindustrialisierten Bereichen und dicht besiedelten Regionen der Ostschweiz zu finden waren. Während die Verletzlichkeit in den von der Uhrenindustrie dominierten Bezirken des Jurabogens ebenfalls hoch war, wiesen die inneralpinen Regionen im Wallis und im Nordtessin eine höhere Widerstandsfähigkeit als die Alpennordseite auf (S. 407). Neben dem Ost-West-Muster konnte auch ein Nord-Süd-Muster festgestellt werden. Die Gebiete der Alpensüdseite profitierten im Sommer 1816 von einer klimatischen Begünstigung aber auch von einer agrarpastoralen Produktionsweise, die der Bevölkerung trotz schlechter Erschließung und Anbindung an die überregionalen Märkte eine Widerstandsfähigkeit verlieh.

Die vorliegende, interdisziplinär angelegte Arbeit ist ein wichtiger Beitrag zur Hungerforschung und hebt bislang bestehende Defizite einer theoriegeleiteten Überblicksdarstellung für die Hungerkrise 1816/17 in der Schweiz auf. Daniel Krämer ist vor allem für die Entwicklung von schlüssigen Theorie-Modellen Respekt zu zollen. Die umfassende, detailreiche Darstellung ist Stärke, stellenweise aber auch eine kleine Schwäche der Arbeit zugleich. Redundanzen lassen sich bei einer so komplexen und vielschichtigen Herangehensweise nur schwer vermeiden, in einigen Kapiteln besteht allerdings durchaus Kürzungspotenzial, z. B. im Unterkapitel „Studentische Forschungsarbeiten an der Universität Bern“ (S. 77–85), das in einer Prüfungsarbeit Berechtigung hat, in einer Monographie aber straffer ausfallen sollte; ebenso die ausführliche Erörterung von für die Arbeit relevanten Theorien und Methoden, die aber durch den zweiten Untertitel der Monographie „Mit einer theoretischen und methodischen Einführung in die historische Hungerforschung“ „legitimiert“ ist. Alles in allem ist es ihm bestens gelungen, eine innovative und komplexe Arbeit vorzulegen, die sowohl als Einzel- als auch Vergleichsstudie auf dem Gebiet der Hungerforschung neue Maßstäbe setzt.

Salzburg

Sabine Veits-Falk

Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*. Seuil, Paris 2014. 410 S. ISBN 978-2-02-113639-5.

Die Revolutionen von 1848 sind in der Erinnerungskultur und den politischen Debatten der betroffenen Länder heute meist wenig präsent. Ziele und Errungenschaften der revolutionären Bewegungen werden zur Befassung mit Gegenwartsfragen selten als Interpretament benutzt – und wenn doch, dann oft entweder in zweifelhaften Deutungen von ideologisch randständiger Seite (in Deutschland und Österreich gerne von Rechtsextremen) oder in plattester Weise, wenn in Festreden die „Achtundvierziger“ kurzerhand zu Vorkämpfern des freiheitlich-demokratischen Rechtsstaats erklärt werden.

Vor diesem Hintergrund überrascht das erklärte Ziel des anzuzeigenden Buches, einer für den Druck gekürzten Fassung der 2011 an der Université Paris VIII approbierten Dissertation des Verfassers aus dem Fach Politikwissenschaft. Samuel Hayat will Aspekte der Gedankenwelt von 1848 studieren, um die Resultate in die aktuelle politische Reflexion einzubringen, und zwar „pour surmonter les difficultés que nous éprouvons aujourd’hui à penser les contours d’une politique émancipatrice“ (S. 14). Die französische Revolution von 1848, so Hayat, hätte Entscheidungen über die institutionelle Struktur der neu ausgerufenen Republik, aber auch über den Sinn zentraler Konzepte gebracht, die seither kaum mehr revidiert worden seien. Der Zeitraum von Februar bis Juni 1848 sei „un moment crucial de la lutte pour la définition de notre vocabulaire politique“. Das Zustandekommen dieser Entscheidungen und vor allem die damals unterlegenen Alternativen zu erforschen, solle begriffliche Waffen zur Bekämpfung heutiger politischer Gewalten und zum Neu-Denken emanzipatorischer Politik liefern (S. 15).



Hayat stellt sich in die Tradition der Ideen- und Begriffsgeschichte von Quentin Skinner, Reinhart Koselleck oder Pierre Rosanvallon (S. 17), will aber die Quellenbasis verbreitern und nicht nur Äußerungen bekannter Denker, sondern von Aktivisten aller Ebenen auswerten. Sein Material besteht aus Zeitungen, Flugblättern, Proklamationen und Parlamentsprotokollen und bildet somit eine Auswahl aus demjenigen, was 1848 in Paris im Druck erschien, ergänzt durch zeitnahe historiographische Darstellungen und Memoiren. Vieles stammt letztlich doch aus der Feder namhafter Akteure: der Mitglieder der Provisorischen Regierung beispielsweise oder der Anführer verschiedener sozialistischer Strömungen. Archivalien sind nicht benutzt worden.

In sieben Kapiteln schreitet Hayat die Geschichte der ihn interessierenden Konzepte zunächst rasch von 1789 bis 1848, dann genauer von Februar bis Juni des Revolutionsjahres ab. In den Mittelpunkt stellt er den titelgebenden Begriff „République“, als ebenso vieldeutig zeigen sich aber auch „peuple“, „représentation“ und „citoyen“. Die Republik wurde von Revolutionären unterschiedlicher Richtungen als Herrschaft des Volkes („règne du peuple“) verstanden, was aber eine Reihe von Fragen offen ließ (S. 21). Zum einen konnte „peuple“ das Staatsvolk im Ganzen, aber auch speziell die arbeitenden Bevölkerungsschichten bedeuten – eine Polysemie, mit der oft absichtlich gespielt wurde. Dies führte seit den 1830er Jahren zur Verquickung republikanischer Ideen mit Erwartungen einer radikalen Gesellschaftsreform zugunsten der „classe la plus nombreuse et la plus pauvre“. Dabei waren Republikanismus und beginnende Arbeiterbewegung zwar nicht identisch, hatten aber einen breiten Überlappungsbereich (S. 41–64). Zum anderen war nicht ausgemacht, wie die Herrschaft des „peuple“ institutionell zu operationalisieren sei; vor allem, so Hayat, sei nicht von Anfang an festgestanden, dass ein gewähltes Parlament als essentielles, ja exklusives Organ wirken sollte.

Die Durchsetzung genau dieser Form von Republik gegen andere Möglichkeiten ist für den Autor das hauptsächliche Resultat der vier Monate nach dem Sturz der Monarchie im Februar 1848. Um dies herauszustellen, wählt er den überraschenden Ansatz, diesen Zeitraum nicht als bloße Übergangszeit oder Provisorium darzustellen, wie es gemäßigte bis konservative Zeitgenossen taten, sondern als eigenes politisches System zu beschreiben, als „République de Février“. Folgerichtig erscheinen die Organisationsformen politischer Aktivität in dieser Zeit als „Institutionen“: die am 24. Februar akklamierte Provisorische Regierung, die von ihr eingesetzte Kommission für Belange der Arbeiter, die auf alle männlichen Bürger erweiterte Nationalgarde sowie die politischen Klubs und Zeitungen. Alle beanspruchten sie auf jeweils unterschiedliche Weise, das „peuple“ zu repräsentieren, in seinem Namen zu sprechen und zu handeln (S. 74–109). Kontroversen um ihre Aufgaben und Handlungsspielräume eskalieren zu mehreren Kraftproben: in den Großdemonstrationen am 16. und 17. März, am 16. April und 15. Mai sowie letztlich im Aufstand der Pariser Arbeiter, der am 23. Juni ausbrach und von Armee und bürgerlichen Nationalgarden blutig niedergeschlagen wurde.

Die Konfliktfelder, die dabei verhandelt wurden, spitzt Hayat auf zwei Kernfragen zu: War die Republik schon mit der staatsbürgerlichen Gleichheit, namentlich mit der Einführung des allgemeinen Männerwahlrechts verwirklicht, oder gehörte zur „wahren“ Republik auch soziale Gleichheit, die nur durch eine tiefgreifende Wirtschafts- und Gesellschaftsreform zu erreichen war? Und: Hatte die Pariser Arbeiterschaft das Recht, über Petitionen, Adressen und Massenkundgebungen direkten Einfluss auf Regierung und Gesetzgebung zu üben – nicht im Sinne von Wünschen, sondern von Mitentscheidung oder gar Befehlen an die Provisorische Regierung und später, im Mai, an das gewählte Parlament? Am 17. März schien dies erreicht; am 16. April und 15. Mai wurden dagegen die Forderungen der Demonstranten abgewiesen und ihr Vorgehen als illegitim gebrandmarkt. Ihr Handeln, kann Hayat zeigen, war aber nicht „anarchisch“, wie ihnen ihre Gegner vorhielten, oder lediglich von materieller Not motiviert, sondern erwuchs aus einem spezifischen Verständnis davon, was „Republik“ bedeutete. In diesem Verständnis verkörperten die Demonstranten das „peuple“, den eigentlichen Souverän;

Minister und Parlamentarier waren ihnen verantwortlich und in letzter Konsequenz absetzbar. Hayat spricht von einer „inkluisiven“ Vorstellung von Repräsentation, wonach die Vertretenen jederzeit auf ihre Vertreter einwirken könnten; der „exklusiven“ Repräsentationsbegriff der parlamentarischen Republik sah hingegen vor, dass sich die Ausübung der Volkssouveränität auf den Moment der Parlamentswahl zu beschränken hätte und jede andere Intervention der Repräsentierten unstatthaft sei (S. 277–288). Auch der Juniaufstand sei keine ziellose Revolte der Hungernden gewesen, sondern eine Verteidigung der „République démocratique et sociale“, der ersehnten Republik mit sozialrevolutionärem Ziel und inklusiver Repräsentation, gegen die „République modérée“ des exklusiven Parlamentarismus. Freilich kämpften auch die Gegner des Aufstands in dem Bewusstsein, die Republik gegen die äußerste Gefahr zu verteidigen – eben eine völlig andere Republik (S. 289–333).

Das Buch schöpft seine Stärke aus der Kombination der begriffsgeschichtlichen Methode mit offen deklariertem politischem Engagement; daraus erwachsen aber auch gewisse Schwächen. An seinen überzeugendsten Stellen führt es gekonnt vor, wie agil die Publizisten beider Seiten darum kämpften, dieselben Schlüsselbegriffe zu besetzen, die eigene Anhängerschaft mit dem „peuple“ und die eigenen Ziele mit der Republik schlechthin zu identifizieren. Dadurch kann auch mehrfach das Stigma der Irrationalität, mit dem moderate Politiker das Handeln ihrer Gegner nachhaltig belegt hatten, dekonstruiert werden, so bei der Deutung des 15. Mai.

Die argumentative Zuspitzung auf die konkurrierenden Begriffe als Motoren des Geschehens führt aber auch zu einem Hang zur Schematisierung. Etwa scheint es dem Rezensenten nicht einsichtig, dass es genau zwei widerstrebende „Republiken“ gegeben habe, sondern es waren wohl insgesamt noch deutlich mehr differierende Konzeptionen, die sich an den Stichtagen der Konflikte zwar jeweils in zwei Lager aufteilten, aber nicht jedes Mal entlang derselben Bruchlinie. Besonders das Verhalten der „républicains avancés“ um den Innenminister Ledru-Rollin erscheint aufgrund der dichotomen Darstellung inkonsequent: Während dieser zunächst noch den Hauptvertreter der „idéologie [...] de la République démocratique“ abgibt (S. 192–200), soll er sich dann am 16. April aus einem kurzfristigen taktischen Grund auf die Seite der Moderaten geschlagen haben (S. 218–222) und dort im gesamten weiteren Verlauf verblieben sein. Eine plausible Erklärung wäre, dass die Ziele dieser Gruppe im Wesentlichen gleich blieben und ihr Seitenwechsel eine Folge der Verschiebung der Konfliktlinien war.

Hayats nie verleugnete Sympathie für die Pariser Arbeiter, die Sozialisten und deren letztlich unterlegene Vorstellungen von der Republik führt mitunter zu Unausgewogenheiten. Sein dekonstruierender Blick arbeitet sich an den Narrativen und Argumenten der Gemäßigten und Konservativen völlig zu Recht ab, während er mit jenen der Linken weniger hart ins Gericht geht. Insbesondere scheint er stellenweise die Gleichsetzung der Pariser Arbeiter mit dem „peuple“ im Grunde zu akzeptieren, während er die von den Moderaten geprägte Formel, das „peuple“ sei die „universalité des citoyens“, als instrumentell motivierte Rechtfertigung der exklusiven Repräsentation kritisiert (S. 183–186, 224f., 286–288). Hier wirkt sich noch ein weiterer Mangel aus, den große Teile der französischen Revolutionshistoriographie mit Hayats Buch gemeinsam haben: die Einengung des Blicks auf Paris. Dass Frankreich nicht nur aus der Hauptstadt bestand, wird in wenigen Passagen eingeräumt und als signifikant anerkannt (S. 19, 116–118), sonst aber kaum berücksichtigt. Abgesehen davon, dass die Mehrheitsfähigkeit der „République démocratique et sociale“ selbst innerhalb der Pariser Bevölkerung unsicher ist, muss die Frage zulässig sein, ob die von Hayat in den Blick gerückten inklusiven Partizipationsformen überhaupt das Potential hatten, in ganz Frankreich angewendet zu werden. Das bezieht sich auf Akzeptanz durch die Bevölkerung wie auch auf praktische Umsetzbarkeit mit den Kommunikationsmitteln der Zeit.

Auch wenn der Rezensent nicht allen Deutungen zustimmen kann, ist dies ein stimulierendes und wertvolles Buch. Es demonstriert jedenfalls die Fruchtbarkeit seines Ansatzes und

das Potential einer kritischen Neulektüre der politischen Debatten der Vergangenheit, nicht nur zum besseren Verständnis des Handelns historischer Akteure und Akteurinnen, sondern auch als heuristisches Instrument zur Bereicherung aktueller politischer Debatten.

Wien

Thomas Stockinger

Der österreichische Neoabsolutismus als Verfassungs- und Verwaltungsproblem. Diskussionen über einen strittigen Epochenbegriff, hg. von Harm-Hinrich BRANDT. (Veröffentlichungen der Kommission für neuere Geschichte Österreichs 108.) Böhlau, Wien-Köln-Weimar 2014. 515 S. ISBN 978-3-205-79580-3.

Die Bezeichnung des Herrschaftssystems im Kaisertum Österreich während der 1850er Jahre als „Absolutismus“ ist zeitnahen Ursprungs; es handelt sich jedoch um einen stark negativ wertenden Kampfbegriff der Gegner jenes Systems. Dass dieser über die bürgerlich-liberale Historiographie der Spätzeit der Monarchie in die Geschichtswissenschaft eingegangen ist und, obzwar in modifizierter Form als „Neoabsolutismus“, bis heute in breiter Verwendung steht, ist schon deshalb diskussionswürdig. Hinzu kommt, dass sich die zuvor spärliche Forschung zu dieser Periode in den letzten Jahrzehnten stark intensiviert hat. Dabei sind zumindest zwei Autoren – der Historiker Helmut Rumpler und der Rechtshistoriker Wilhelm Brauneder – hervorgetreten, die den Epochenbegriff aus unterschiedlichen Gründen verwerfen möchten.

Im April 2011 hat der Herausgeber, dessen Monographie von 1978 weiterhin einen Eckpunkt des Forschungsstandes bildet, die meisten derjenigen, die zur neueren Debatte maßgeblich beigetragen hatten oder aktuell einschlägige Projekte betrieben, zu einer Tagung in Würzburg versammelt, deren Referate und Diskussionen im anzuzeigenden Band vorliegen. Wie Brandt im Vorwort einräumt, decken sie „nicht alle Aspekte des Neoabsolutismus ab“; ein Beitrag über das Militär fehlt ebenso wie ein näheres Eingehen auf Nationalitätenfragen (S. 8). Von mehreren geplanten historiographischen Rückblicken zu einzelnen nationalen Traditionen ist nur ein Aufsatz zu Tschechien zustande gekommen (Milan Hlavačka, S. 255–271). Als weitere Desiderate lassen sich Außenpolitik, Finanzen oder die antirevolutionäre Repression anführen, die alle nur punktuelle Erwähnungen finden.

Wie Brandt ebenfalls vorausschickt, folgen die Beiträge „zwei unterschiedlichen Mustern“: „thesenartigen Zusammenfassungen eigener älterer Forschungen“ stehe „die Ausbreitung der Ergebnisse jüngster Archivarbeit“ gegenüber (S. 8). Der ersten Kategorie gehören namentlich die kurzen Texte von Rumpler (S. 73–82) und Brauneder (S. 121–135) an. Rumpler wendet sich gegen eine Epochengliederung auf rein verfassungshistorischer Basis (die freilich für viele europäische Staaten im 19. Jahrhundert gängig ist) und befindet hinsichtlich der beiden strukturellen Herausforderungen habsburgischer Politik, „Integration und Modernisierung“, und der Lösungsansätze dazu die Unterschiede zwischen Vormärz, Revolutionszeit, Neoabsolutismus und Konstitutionalismus nach 1867 für „nicht derart groß, dass man von einem eigenständigen System und Entwicklungsabschnitt sprechen könnte“ (S. 81). Dies liefe in letzter Konsequenz wohl auf die Einebnung jeder Epochengliederung innerhalb des 19. Jahrhunderts hinaus. Brauneder hingegen hebt eben auf die verfassungsgeschichtliche Ebene ab. Er hält die zumeist als Rückkehr zum Konstitutionalismus aufgefassten Ereignisse von 1859 bis 1861 für keinen tiefen Einschnitt, sondern für eine unter externem und internem Druck beschleunigte Verwirklichung von Plänen, die bereits seit 1852 verfolgt worden seien, und setzt daher von 1852 bis 1867 eine Epoche der „neuständischen Monarchie“ an (S. 133).

Synthesen früherer eigener Arbeiten bieten auch Matthias Stickler zur Herrschaftsauffassung Franz Josephs (S. 35–60), Waltraud Heindl zur Verwaltungseliten (S. 145–157), Herbert Matis zur Wirtschaftsentwicklung (S. 169–188) und Stefan Malfer zum „Kampf um eine Verfassung 1859–1861“ (S. 425–433). Zumindest bei Matis stellt sich die Frage, ob nicht eine

stärkere Aktualisierung notgetan hätte; in seinem Literaturverzeichnis überwiegen ältere Titel, und seine positive Bilanz der neoabsolutistischen Wirtschaftspolitik geht insbesondere auf die viel kritischere Position Roman Sandgrubers, der nicht zuletzt auf propagandistische Verfälschung von Statistiken hingewiesen hat, mit keinem Wort ein. Malfer erklärt im klaren Gegensatz zu Brauner, das Oktoberdiplom von 1860 habe „den Durchbruch zur Verfassungsmäßigkeit, also zum Konstitutionalismus“ bedeutet (S. 431).

Den größten Anteil am Wert des Bandes haben jedoch die unmittelbar auf Quellenforschung beruhenden Aufsätze von Thomas Kletečka zur „Installation der Autokratie“ 1851 bis 1852 (S. 95–110), von Christof Aichner, Brigitte Mazohl und Tanja Kraler zur Bildungsreform anhand der Korrespondenz des Unterrichtsministers Leopold Grafen Thun-Hohenstein (S. 195–220), von Andreas Gottsmann zur Kunstpolitik (S. 221–242), von Georg Seiderer zur Kommunalverfassung (S. 281–305) sowie besonders der umfangreiche Text des Herausgebers selbst über die Vorarbeiten zur Errichtung der im Silvesterpatent von 1851 angekündigten „beratenden Ausschüsse“ oder Landesvertretungen (S. 313–382), an den sich ein weiterer von Zsolt K. Lengyel zu demselben Gegenstand im Hinblick auf Ungarn anschließt (S. 383–412). Hier konkretisieren sich in mitunter minutiösem Detail viele der Fragen, die im ganzen Band als Schlüsselthemen zum Verständnis der Politik jener Jahre anklingen, etwa die diversen Spielarten des Historismus in Rechtsauffassung, Kunst und politischem Zeremoniell. Deutlich herausgearbeitet werden die Gegensätze zwischen dem neuständischen Konzept der „Interessenvertretung“, das Geburtsstände als Personenverbände durch Sozialstände auf Basis des Besitzes ersetzen wollte, und dem vom Erbadel favorisierten altständischen Modell. Überhaupt erscheint das Regime gespalten, zeitweise fast gelähmt von internen Konflikten zwischen den Partnern einer heterogenen Koalition, die in erster Linie durch die Furcht vor der Revolution und das Bekenntnis zur Erhaltung der Monarchie geeint wurde: vormals liberalen bürgerlichen Modernisierern wie Innenminister Alexander Bach; streng etatistischen Bürokraten um den Reichsratspräsidenten Karl Friedrich von Kübeck; sowie meist hochadeligen Altkonservativen. Als weiterer Faktor ist die Person des Kaisers zu berücksichtigen, der sich zu Änderungen seiner Position nur unter dem Druck der Sachzwänge und selbst dann nur in kleinen, gesichtswahrenden Schritten bewegen ließ.

Zur Gesamteinschätzung der Periode lässt sich festhalten, dass das bereits zurückgedrängte ältere Bild einer Zeit des Stillstands oder eines Versuchs der Wiederherstellung vormärzlicher Zustände nochmals widerlegt wird. Der Neoabsolutismus war aus Sicht aller ihn mittragenden Akteure tatsächlich ein Bemühen um die „Neugestaltung“ Österreichs, wie sie in Karl von Czoernigs oft zitierter Jubelschrift beschworen wurde. Divergente Zielvorstellungen und die ständige Furcht, föderalistischen oder liberalen Forderungen auch nur kleinste Ansatzpunkte zu bieten, wirkten jedoch ebenso hemmend wie klamme Staatsfinanzen und außenpolitische Verstrickungen.

Die Vorstöße zur Aufgabe des Epochenbegriffs stoßen bei der Mehrheit der Teilnehmenden nicht auf Akzeptanz, obwohl einige Argumente dafür als berechtigt anerkannt werden. Vor allem hält Brauners Kontinuitätsthese der Lektüre der Beiträge von Kletečka und Brandt kaum stand: Ersterer zeigt, dass die Idee eines beratenden „Reichskollegiums“ zwar 1851 von Bach aufgebracht wurde (S. 101), aber wegen der Ablehnung Kübecks nicht weiter verfolgt werden konnte. Letzterer weist nach, dass in der Zeit bis 1859 von einem solchen Gremium keine Rede mehr war und auch die geplanten Landesvertretungen strengstens auf konsultative Funktionen und limitierte Selbstverwaltung von Landesvermögen begrenzt sein sollten. Es geht daher nicht an, die Zugeständnisse von 1860 als Fortführung der in den 1850er Jahren betriebenen Vorarbeiten zu deuten. Somit bleibt es wohl dabei, dass „Neoabsolutismus“ als Epochenbezeichnung von analytischem Wert anerkannt und verwendet wird; vielleicht setzt sich sogar die von Brandt am Ende seines Resümées (S. 449–486, hier 486) vorgeschlagene Präzisierung durch, welche die Phasen des „virtuellen Konstitutionalismus

1849–51“, des „bürokratischen Neoabsolutismus 1851/52–1859/60“ sowie des „neoständischen Protokonstitutionalismus 1860/61–1865“ unterscheidet.

Der Band leistet somit wichtige Beiträge zu seinem Thema, die für jede künftige Befassung damit unumgänglich sein werden; nicht alles Enthaltene hat aber gleichermaßen Anteil daran. Die Entscheidung zum Abdruck der Diskussionen sieht der Rezensent zwiespältig. Auf über einhundert Seiten findet sich neben einigen pointierten Beobachtungen, wie nicht anders zu erwarten, vor allem viel Unfertiges: unterbrochene Gedankengänge bis hin zu Anakoluthen, Missverständnisse, Irrelevanzen, aus dem Gedächtnis hingeworfene Zitate („Ich habe das in einer älteren Literatur gelesen, aber ich müsste nachschauen, wo“, S. 440); daneben manche spitze Bemerkungen, auffällig oft von den anwesenden Rechtshistorikern gegen die „hochgeschätzten Damen und Herren von der Allgemeinen Geschichte“ (S. 85) gerichtet. Von großem Nutzen für den Gebrauch des Bandes sind hingegen Personen- und Sachindex.

Wien

Thomas Stockinger

Thomas J. HAGEN, Österreichs Mitteleuropa 1850–1866. Die Wirtschafts-, Währungs- und Verkehrsunion des Karl Ludwig Freiherrn von Bruck. (Historische Studien 507.) Matthiesen, Husum 2015. 459 S., 19 S. mit Abb., darunter 9 Karten, 36 Tabellen (Diagramme). ISBN 978-3-7868-1507-5.

In dem vorliegenden Buch widmet sich Thomas J. Hagen den Bestrebungen Österreichs 1848–1866, seine wirtschaftliche Isolation gegenüber dem Deutschen Zollverein durch ein Projekt zum Zusammenschluss ganz Mitteleuropas zu überwinden. Im Zentrum dieser österreichischen Politik stand Karl Ludwig Freiherr von Bruck (1798–1860), der sie als Handels- (1848–1851) und Finanzminister (1855–1860) maßgeblich vorantrieb.

Diese Politik wurde bisher als Misserfolg gesehen, weil die Versuche, ganz Österreich mit den deutschen Staaten politisch und wirtschaftlich zu vereinen, nicht gelangen (1851 Dresdner Konferenzen, 1863 Frankfurter Fürstentag). Die Niederlage bei Königgrätz 1866 zog dann den Schlussstrich unter das Wiener Mitteleuropaprojekt.

Überzeugend gelingt es Hagen, dieses Bild zu korrigieren, da es nur aus der Retrospektive als misslungener Versuch gewertet werden kann. So wendet er ein, dass die Sicht auf den Handelsvertrag Österreichs mit Preußen vom 19. Februar 1853 als gescheiterten Beitritt zum Deutschen Zollverein ein falsches Bild erzeugt. Hier gelang Bruck (als österreichischem Verhandlungsführer) gegen den massiven Widerstand sowohl Preußens als auch der Protektionisten in Österreich, ein großer Schritt der wirtschaftlichen Annäherung an den Deutschen Zollverein. Mit dem Handelsvertrag wurde zwar nicht alles, aber doch sehr viel erreicht. Es „hatte tatsächlich eine – wenngleich zeitlich begrenzte und mit unterschiedlichem Integrationsgrad versehene – Verschmelzung der verschiedenen Zoll- und Handelsgebiete zu einem mitteleuropäischen Wirtschaftskörper stattgefunden“ (S. 98).

Diese Verschmelzung beförderte Bruck auch auf vielen anderen Ebenen erfolgreich, bei vielen Gesetzen wie dem Allgemeinen Deutschen Handelsgesetzbuch, bei der Post, den Telegrafien, dem grenzüberschreitenden Eisenbahnverkehr und der Flussschifffahrt. Dabei musste Österreich erst mit inneren Reformen die rechtlichen Grundlagen zu gemeinsamen Regelungen schaffen. Schließlich beschränkte Bruck sein „Mitteleuropa“ keineswegs nur auf Österreich und die Deutschen Staaten, sondern bezog Italien mit ein, wie bei der Zollunion Österreichs mit Modena und Parma, andere Abkommen schlossen auch die Toskana und den Kirchenstaat mit ein.

Mit seinem Buch führt Hagen eindrucksvoll vor Augen, wie leicht man durch seinen retrospektiven Blick historische Entwicklungen teleologisch vom Ergebnis her denkt. Es ist faszinierend, wie der Autor dem Leser zeigt, dass Österreich besonders in den 1850er Jahren der Vorreiter – und dazu noch ein erfolgreicher – einer mitteleuropäischen wirtschaftspoliti-

schen Einigung war, eines Österreichs, das – mit Hilfe und Assistenz der deutschen Mittelstaaten – gegen den massiven preußischen Widerstand Handelsbarrieren auch zwischen den deutschen Staaten abbaute. Es ist eine Ironie der Geschichte, dass nicht der Motor Österreich, sondern der große Bremser Preußen mit der deutschen Einigung 1866 und 1870/71 der große Profiteur dieser Politik wurde. Mit diesem, dem Hauptteil seines Buches, kann Hagen überzeugend den Leser gewinnen.

Im 5. Kapitel versucht Hagen, über sein eigentliches Thema hinausgehend, eine Antwort auf die Frage zu finden, warum Brucks Mitteleuropaprojekt politisch gesehen letztlich gescheitert ist, und er verortet dies wesentlich im massiven Erstarken der nationalen Bewegungen, die Österreich schwächten (in Italien 1859, die innere ungarische Frage), Preußen aber zugutekamen. Die wirtschaftlichen Auswirkungen der Mitteleuropapolitik wertet der Autor auch für Österreich als Erfolg: „Trotz der zahlreichen Irritationen für die österreichische Wirtschaft [...] erlebte diese ein – zumindest langfristig – nachhaltiges Wachstum. Dies war nicht zuletzt eine Folge der engen und relativ stabilen handelspolitischen Verbindung mit den Staaten des Deutschen Zollvereins“ (S. 316). Dieses Wachstum stellt Hagen als 3. Anlage in 36 Diagrammen dar. Seine Daten zeigen aber, dass Österreich wirtschaftlich auch schon während der Bruckschen Erfolge, ganz massiv aber ab den 1860er Jahren, gegenüber dem Deutschen Zollverein zurückblieb. So zeigen die Tabellen 12 a und b, dass sich die österreichische Gütertransportleistung von 1850 bis 1860 verfünffachte und bis 1865 versiebenfachte. Die Bahnen des „kleindeutschen Raumes“ hingegen stiegen von 1850 bis 1860 auf das 8,7fache und bis 1865 auf das 15fache. Eine ähnliche Entwicklung zeigen auch der Personenverkehr (Tabelle 13) und die Bahnlängen (Tabellen 11 a und b). Die Eisenbahnen waren ein zentraler Motor der wirtschaftlichen Entwicklung. Besonders die Eisenerzproduktion macht deutlich, wie Österreich wirtschaftlich zunehmend den Anschluss an den Deutschen Bund (wesentlich Preußen) verlor. Die österreichische Eisenerzproduktion machte 1841 noch 83 % der des Deutschen Zollvereins aus, 1850 waren es sogar 94 %, 1860 nur mehr 57 % und 1865 weniger als 30 % (Ludwig Beck, *Die Geschichte des Eisens in technischer und kulturgeschichtlicher Beziehung*, Bde. 4, 5, Braunschweig 1899, 1903). 1858, also vor der Niederlage und dem Verlust der Lombardei 1859, war der Anteil bereits auf 44 % gesunken. Nur brach die Produktion 1859/60 im Deutschen Zollverein weit intensiver als in Österreich ein, so dass der Abstand zu Österreich sank. 1861 nahm die Produktion im Zollverein wieder stark zu, während Österreich stagnierte und die Produktion sogar sank. Dieses Zurückbleiben Österreichs kann nicht über die ganz Europa treffende Weltwirtschaftskrise von 1857 oder den Amerikanischen Bürgerkrieg (Baumwollkrise) erklärt werden, weil diese ja Preußen und den Deutschen Zollverein ebenso trafen. Daher wurden bisher die unterschiedlichen Entwicklungen mit Preußens Handelsvorteil begründet, den es aus dem Deutschen Zollverein zog. Dass dies nicht zutrifft, hat Hagen in seinem Buch eindrucksvoll unterstrichen; ebenso, dass es auch kein Strukturmangel gewesen sein könne, da Österreich sich dem Zollverein anglich oder neue, modernere Maßstäbe setzte. Während Brucks Wirken ging in Österreich die Schere zwischen dem Erfolg in der strukturellen Verschmelzung Mitteleuropas einerseits und seinem wirtschaftlichen Zurückbleiben andererseits auseinander. Gerade Hagens Erkenntnisse verschärfen den Erklärungsnotstand dafür.

„Darüber hinaus wurden durch den mit dem Mitteleuropaprojekt verbundenen, von Bruck eingeleiteten und bis Mitte der 1860er-Jahre vorangetriebenen wirtschafts- und verkehrspolitischen Modernisierungsschub wichtige Grundlagen für die Zukunft geschaffen. Unter Berücksichtigung dieser Tatsachen wird der 1867 einsetzende und bis dahin beispiellose Wirtschaftsboom Österreich-Ungarns erklärbar“ (S. 356). Der Boom ab 1867, aber auch die Scherenentwicklung der Zeit davor, müssen anders begründet werden, dies sei hier noch kurz angerissen. Seit 1851 betrieb Österreich eine kontinuierliche Deflationspolitik, die nur durch außerordentliche militärische Ausgaben kurz durchbrochen (1854/55, 1859), danach aber

sofort wieder neu aufgenommen wurde. Zu dieser Politik verpflichtete Bruck Österreich mit dem Wiener Münzvertrag vom 24. Jänner 1857 auch international. Nach 1866 geschah dies nicht, das kriegsbedingt ausgegebene Staatspapiergeld blieb im Umlauf. Wurde die wirtschaftliche Entwicklung Österreichs möglicherweise weniger durch die Struktur- und Mitteleuropapolitik als durch die Spar- und Deflationspolitik beeinflusst? Und war das Scheitern des Mitteleuropaprojekts keine primär politische Entwicklung, sondern Folge des zunehmenden wirtschaftlichen Zurückbleibens Österreichs?

Mit seinem Buch ist es Hagen gelungen, um es bildlich zu formulieren, die Sicht auf die österreichische Mitteleuropapolitik in ein neues, richtiges Licht zu rücken. Mit dem Licht haben sich aber auch die Schatten verschoben. Was früher klar schien, ist nun fraglich geworden. Diese Stellen gilt es noch auszuleuchten.

Wien

Anatol Schmied-Kowarzik

Caroline Elisabeth WEBER, *Der Wiener Frieden von 1864. Wahrnehmungen durch die Zeitgenossen in den Herzogtümern Schleswig und Holstein bis 1871.* (Kieler Werkstücke Reihe A: Beiträge zur schleswig-holsteinischen und skandinavischen Geschichte 41.) Peter Lang, Frankfurt am Main 2015. 164 S. ISBN 978-3-631-66729-3.

Der Wiener Frieden vom 30. Oktober 1864 ist ein Wendepunkt der europäischen Geschichte. Er markiert den Beginn der unmittelbaren Entwicklung hin zur vor 150 Jahren bei Königgrätz gefallenen Entscheidung und steht zugleich am Ende des sog. Zweiten deutsch-dänischen Kriegs in der ersten Hälfte des Jahres 1864, der infolge des Zusammenbruchs des durch die Londoner Protokolle 1850/52 geschaffenen labilen Gleichgewichts rund um die Stellung der mit Dänemark in Personalunion verbundenen, ansonsten selbstständigen Herzogtümer Schleswig, Holstein und Lauenburg entbrannte. Unmittelbar an der Verbindung von Nord- und Ostsee gelegen, berührte diese Stellung vitale strategische und handelspolitische Interessen nahezu aller europäischen Mächte – regionale Destabilisierungen bargen ein hohes internationales Konfliktpotenzial, waren aber angesichts der Handlungszwänge der unmittelbar Beteiligten nahezu unvermeidlich. Zu nennen wären u. a.: Modernisierungsbestrebungen des dänischen Staates und daraus resultierend eine sich verschärfende nationale deutsch-dänische Polarisierung in den Herzogtümern; die von der nationalliberalen Öffentlichkeit geforderte Bildung eines konstitutionellen deutschen Bundesstaates, dem auch die Herzogtümer angehören sollten; eng damit verbunden Fragen der Reform des Deutschen Bundes, in dem die beiden Hegemonialmächte Österreich und Preußen einander blockierten, andererseits aber auch in einem gemeinsamen Gegensatz zu den mittleren und kleineren Mitgliedsstaaten standen. Preußen – wirtschaftlich potent und im Inneren „modernisiert“ – hatte noch keinen unmittelbaren Zugang zur Nordsee und konnte zu Beginn der 1860er Jahre seine bis dahin eher geringe militärische Schlagkraft nur um den Preis des Verfassungskonflikts, der Umgehung des Parlaments, nachhaltig erhöhen, womit es sich auf Jahre von der nationalliberalen Öffentlichkeit entfremdete. Gegen diese verfocht das im Inneren wenig gefestigte Österreich das konservative Prinzip der monarchischen Legitimität insbesondere gegenüber allen konstitutionellen Bestrebungen, die auf die Bildung von Nationalstaaten abzielten. Dieses schien in Hinblick auf die Herzogtümer durch die Londoner Protokolle garantiert.

Die aufgrund massiven dänisch-nationalliberalen Drucks im Herbst 1863 in Kraft getretene Novemberverfassung, die insbesondere Schleswig eng in den dänischen Nationalstaat eingliederte, erschütterte das Londoner System dann grundlegend: Obzwar von den national orientierten „Eiderdänen“ stürmisch begrüßt, löste dieser Bruch der Londoner Protokolle in den Augen der sich radikalisierenden Schleswig-Holsteinischen-Bewegung und der mit ihr sympathisierenden deutsch-nationalliberalen Öffentlichkeit sowie auch der mittleren und kleinen deutschen Bundesstaaten die Verbindung der Herzogtümer mit Dänemark endgültig.

Ihr Weg in den deutschen Bundesstaat schien frei. Als Londoner Signatarmächte drängten Preußen und Österreich Dänemark vergeblich auf die Rücknahme der Novemberverfassung, und erklärten ihm anfangs 1864 den Krieg, der am 1. Februar begann und – zum Teil überaus blutig geführt – mit einer vollständigen Niederlage Dänemarks endete. Der Wiener Frieden vom 30. Oktober 1864 machte in der Folge deutlich, dass eine Rückkehr zu den Londoner Protokollen ausgeschlossen war: Mit der Übergabe der Herzogtümer an Preußen und Österreich war deren Verbindung mit Dänemark endgültig abgebrochen. Die resultierenden Optionen – Schleswig-Holstein als souveränes Mitglied im Deutschen Bund bzw. seine Eingliederung in den preußischen Staat – bereiteten der österreichischen Außenpolitik größte Verlegenheit. Gleichzeitig standen sie aber im Mittelpunkt der Diskurse der Bevölkerung der Herzogtümer, deren eiderdänische Angehörigen weiterhin auf eine Teilung Schlesiws und die Eingliederung der von ihnen bevölkerten Gebiete in den dänischen Staat hofften.

Caroline Elisabeth Weber versucht nun in ihrer Studie „Der Wiener Frieden von 1864“ diese Diskurse in den folgenden Jahren anhand von Tagebuchaufzeichnungen, Briefen und Memoiren nachzuziehen. Als Angelpunkte dienen ihr dabei die Gasteiner Konvention vom 14. 8. 1865 (Trennung der Verwaltung in eine preußische in Schleswig und eine österreichische in Holstein), der Krieg von 1866 und die die Herzogtümer betreffenden Bestimmungen des Prager Friedens (Artikel V: Abtretung der österreichischen Rechte an Preußen sowie – auf Initiative Napoleons III. – für die nördlichen Teile Schlesiws die Verheißung einer freien Abstimmung über eine Zugehörigkeit zu Dänemark), die Eingliederung der Herzogtümer in den preußischen Staat 1867 sowie der Deutsch-Französische Krieg von 1870 und die Gründung des Kaiserreichs. Hierzu sammelte sie Stimmen aus dem eiderdänisch dominierten nördlichen Schleswig, aus dem südlichen Schleswig und aus Holstein, sowie aus der Kieler Universität, deren Professorenschaft führende Mitglieder der schleswig-holsteinischen Bewegung stellte. Berücksichtigt wurden Personen mit „einem gewissen Maß an schulischer Bildung“ und „einem Minimum an politischem Interesse“ (S. 21). Fraglich ist freilich, ob dies die Gruppe national indifferenter Personen nicht ausschließt, die beispielsweise in der Habsburgermonarchie einen großen Anteil der Bevölkerung ausmachte und von der sich auch in der vorliegenden Studie Spuren finden lassen, beispielsweise in Friesland (S. 67f.) oder in Flensburg, wo sich ein Zeitgenosse darüber wunderte, dass die Treue zum dänischen König bei großen Teilen der deutschsprachigen Bevölkerung fest verankert war (S. 75).

Natürlich stand die Zukunft der Herzogtümer im Zentrum der Überlegungen, Hoffnungen und Befürchtungen. Für die Eiderdänen brachte erst Artikel V des Prager Friedens einen (trügerischen) „Hoffnungsschimmer“, nachdem sie sich zuvor mit der endgültigen Abtrennung vom dänischen „Mutterland“ hatten abfinden müssen. Ihre sarkastischen Kommentare muten ab dem Zeitpunkt, als sich die Eingliederung der Herzogtümer in den preußischen Staat immer deutlicher abzeichnete, ob der verblässenden Hoffnungen ihrer deutsch-national-liberalen Rivalen nahezu schadenfreudig an.

Letztere vermeinten, in Österreich gegenüber Preußen eine mächtige Stütze in ihren Bestrebungen zur Schaffung eines souveränen Schleswig-Holstein gefunden zu haben (S. 52). Entsprechend setzten sie auch 1866 auf dessen Sieg (S. 104) – Reflexionen darüber, dass Wien dem um die Herzogtümer erweiterten deutschliberalen konstitutionellen Bundesstaat kaum Sympathien entgegenbringen könnte, finden sich dagegen nicht.

Auch nach der Eingliederung in den preußischen Staat sollten die „Schleswig-Holsteiner“ über einige Jahre in Opposition gegen Berlin verharren (S. 114), ehe sie nach 1870/71 im Kaiserreich aufgingen (S. 15, 173). Dies mag auch im Zusammenhang damit gestanden sein, dass es der preußische „Machtstaat“ war, dem die nationale Einigung letztendlich zu verdanken war. Während der 1860er Jahre war das Preußenbild negativ geprägt, wobei den Zeitgenossen vor allem der militärische Drill ins Auge stach (S. 66f.). Einzelne Persönlichkeiten, die sich allmählich zu einer preußischen Option bekannten, mussten vielfach heftige Anfeindun-



gen hinnehmen (S. 81ff.). Die effektivere Verwaltung (gerade auf lokaler Ebene), der Ausbau von ziviler und militärischer Infrastruktur, Schul- und Bildungswesen, insgesamt eine wesentlich beschleunigte wirtschaftliche Entwicklung und die Reichsgründung sollten aber dazu beitragen, dass – ähnlich wie bei vielen („deutschen“) Zeitgenossen in der Habsburgermonarchie – die Bewunderung der preußisch-deutschen „Modernität“ allmählich über die furchteinflößende Faszination der preußischen Effektivität die Überhand gewann (S. 73, 114, 138).

Freilich wäre es in diesem Zusammenhang nützlich, die Motivationen der „Zeitzeugen“ genauer zu hinterfragen. Könnten die „Eiderdänen“, in deren Bewegung sich zu Beginn der 1860er Jahre Angehörige aus allen sozialen Gruppierungen, vor allem aber solche aus dem ländlichen Milieu, fanden (S. 34), von der Modernisierung des dänischen Staatswesens angezogen gewesen sein, während die die deutschliberale schleswig-holsteinische Politik unterstützenden Akademiker, Beamten und Bürger (ebd.) angesichts der von Preußen ausgehenden Modernisierung ihre soziale Position in „strukturkonservativer“ Weise bedroht sahen?

Nicht uninteressant ist zudem, welche Fragestellungen – aus welchen Gründen immer – aus dem Diskurs ausgeblendet blieben. Die zeitgleich (Mai–Juni 1864) mit dem Krieg geführten und an der dänischen Intransigenz gescheiterten Friedensverhandlungen in London scheinen den Zeitgenossen weitgehend unbekannt gewesen zu sein. Mehr noch: Jenseits des regionalen politischen Gestaltungshorizontes dürfte ihnen die brisante europäische Dimension der Schleswig-Holstein-Frage nicht bewusst gewesen sein, die vitale Interessen der europäischen Mächte unmittelbar berührte.

Leider thematisiert die Autorin das Fehlen dieser Fragestellungen in den zeitgenössischen Diskursen nicht. Hier könnten weiterführende und vergleichende Regionalstudien – nicht nur für Schleswig Holstein – interessante Aufschlüsse über das zeitgenössische Wissen und Verständnis über größere politische Zusammenhänge ergeben.

Das Buch ist aus einer Kieler Masterarbeit entstanden. Leider leidet es an der allenthalben grassierenden Einsparung eines Verlagslektorats, das Formulierungen hätte straffen und Tippfehler ausmerzen können. Jungen Autor/innen wäre damit überaus geholfen!

Hilfreich für den mit den lokalen Verhältnissen nicht vertrauten Rezensenten wäre ein Personenregister gewesen, das es erleichtert hätte, einen Überblick über die vielen – bei ihrer ersten Nennung im Text gut vorgestellten – Persönlichkeiten zu gewinnen.

Eine Kritik muss aber auch an den universitären Betreuer gerichtet werden, dem manche Flüchtigkeitsfehler entgangen sind. So, wenn es z. B. auf S. 98 heißt, der französische König (!) habe den „fünften Artikel“ in den Prager Frieden „eingefügt“, und wenn dieser „Artikel V“ im Inhaltsverzeichnis und dann auch laufend im Text als „Paragraph 5“ bezeichnet wird – wohl, weil er in den herangezogenen Texten der Zeitgenoss/innen so bezeichnet wird. (Zur Ehrenrettung der Autorin: Auf S. 137 wird Kaiser Napoleon III. genannt.)

Dies soll aber den Wert der Arbeit insgesamt nicht schmälern. Obzwar in erster Linie regionalgeschichtlich, enthält sie auch für die österreichische Perspektive, die die Schleswig-Holstein-Frage kaum in den Fokus nimmt, anregende Aspekte. Mehr noch: Sie hat den Rezensenten neugierig auf mehr gemacht ...

Wien

Hans Peter Hye

Helena KOKEŠOVÁ, Eduard Albert (1841–1900). *Český intelektuál ve Vídni* [Eduard Albert (1841–1900). Ein tschechischer Intellektueller in Wien]. (Velké postavy českých dějin.) Vyšehrad, Praha 2014. 324 S., zahlreiche Farb- und s/w-Abb. ISBN 978-80-7429-472-3.

Die auf breiter Quellengrundlage basierende, in der Reihe „Velké postavy českých dějin“ („Große Gestalten der tschechischen Geschichte“) erschienene Monographie ist einem bedeutenden tschechischen Österreicher und österreichischen Tschechen gewidmet. Der Chirurg

Eduard Albert war im letzten Viertel des 19. Jahrhunderts einer der auch international renommiertesten Ärzte Österreich-Ungarns. Trotzdem dürfte er, abgesehen von Medizinhistorikern und anders als sein Kollege, Konkurrent und Antipode Theodor Billroth, in Österreich heute am ehesten noch als eingefleischter Gegner der Zulassung von Frauen zum Medizinstudium bekannt sein. 1895, kurz nach seiner im Jänner dieses Jahres erfolgten Ernennung zum Mitglied des Herrenhauses des österreichischen Reichsrats, ließ der Hofrat, Professor der Chirurgie an der Universität Wien und Chef der Ersten Chirurgischen Klinik eine Broschüre mit dem Titel „Die Frauen und das Studium der Medicin“ drucken. Darin stellte er das „Culturwesen“ Mann antithetisch dem „Naturwesen“ Frau gegenüber und gab sich von der „physischen und psychischen Untauglichkeit der Frau“ im Hinblick auf das Medizinstudium und den Arztberuf überzeugt. Das Beste, was man über diese nicht nur aus heutiger Sicht abstruse Streitschrift sagen kann, ist, dass sie Emanuel Hannak, den Direktor des Wiener Pädagogiums, und den (1942 in Treblinka ermordeten) Botaniker und Journalisten Ernst Moriz Kronfeld zu sehr lesenswerten, noch im selben Jahr publizierten Entgegnungen provoziert hat.

Nachdem er, wie gesagt, Anfang 1895 zum Mitglied des Herrenhauses des Reichsrats ernannt worden war, hielt der „utraquistische“, also perfekt zweisprachige, zunehmend kränkelnde Eduard Albert in den ihm verbleibenden fünf Lebensjahren nur eine Handvoll Reden im Haus am damaligen Franzensring. Als er am 6. März 1900, ein halbes Jahr vor seinem Tod, im Rahmen der Debatte über die programmatische Regierungserklärung der neuen österreichischen Regierung des Ministerpräsidenten Ernest von Koerber zum letzten Mal vom Rednerpult des Reichsrats aus das Wort ergriff, äußerte er betrübt seinen Eindruck, „daß mit der Sprache heutzutage in der Menschheit ein förmlicher Götzendienst getrieben wird“, und charakterisierte seine eigene Person mit den Worten: „Ich selbst bin ein geborener Čech und Professor an einer deutschen Hochschule; ich bin Schriftsteller in beiden Sprachen und habe in meinem Amte – das kann ich ruhig gegen den Schluß meines Lebens sagen – nicht ein einziges Mal auch nur den leisesten Gedanken gehabt, ein deutsches Interesse zu verletzen.“ (Stenographische Protokolle über die Sitzungen des Herrenhauses des Reichsrathes 1899–1900, XVI. Session [Wien 1900], 6. Sitzung am 6. März 1900, S. 109.)

Eduard Albert ist eine wichtige Figur in den kurzweiligen Erinnerungen von Albert Lorenz, des älteren Bruders des Nobelpreisträgers Konrad Lorenz, an ihren Vater, den Wiener Orthopäden Adolf Lorenz. Dieser war einer der Lieblingsschüler Eduard Alberts, und er verfasste auch für die „Wiener klinische Wochenschrift“ den umfangreichen Nachruf auf diesen. Albert Lorenz schilderte in dem erwähnten, Helena Kokešová offenbar entgangenen Buch Eduard Albert, der in der Familie Lorenz nur als „der Herr Hofrat“ figurierte und grenzenlose Verehrung genoss, folgendermaßen (Albert Lorenz, Wenn der Vater mit dem Sohne. Erinnerungen an Adolf Lorenz [Wien 1974] 16): „Er war einer der Letzten der großen klassischen Wiener Medizinschule – ein Polyhistor, ein humanistisch allgemein Gebildeter, wie es unter damaligen Mediziniern nicht selten war: [...] Er war – so etwas gab es damals [um 1890; Th. W.] noch – ein begeisterter nationaler Tscheche und gleichzeitig ein überzeugter kaiserlicher Groß-Österreicher, lebhaft bestrebt, die aufblühende junge tschechische Literatur den Deutschen zugänglich zu machen, in deren Kulturkreis er aufgewachsen und gebildet worden war.“

Quellenmäßig gestützt nicht zuletzt auf die umfangreiche, zu einem erheblichen Teil von ihr selbst seit 2004 kritisch edierte Korrespondenz Eduard Alberts geht die Autorin in auch selbständig lesbaren Kapiteln, nach einer ausführlichen einleitenden Skizze seines Privatlebens, Alberts Bedeutung als Arzt, Universitätsprofessor und begnadeter akademischer Lehrer, Klinikchef, Schriftsteller, Übersetzer (unter anderem der Gedichte des von ihm grenzenlos bewunderten Jaroslav Vrchlický), Redner, Politiker, zeitweiliger Vermittler zwischen den „Alttschechen“ und Masaryks „Realisten“, Mäzen, aufmerksamer Beobachter der Gründung der Tschechischen Akademie der Wissenschaften und Künste, bei deren feierlicher Eröffnung am

18. Mai 1891 er als Hauptredner fungierte, und als führender Vertreter der sogenannten böhmischen – d. h. tschechischen – Lobby in Wien nach. Finanziell unterstützte Albert beispielsweise auch die Historiker Antonín Rezek, den Fortsetzer von František Palackýs „Geschichte von Böhmen“, der einer von Alberts letzten Gästen in dessen Villa im heimatlichen Žamberk (Senftenberg) war (S. 224), und Josef Pekař (S. 135f.). Jaroslav Goll, der Lehrer des Letzteren, war Alberts jüngerer Mitschüler am Gymnasium in Königgrätz gewesen (S. 182). Beschlossen wird das Buch von einem Kapitel über Alberts „zweites Leben“, sein Nachleben im Spiegel der Nachrufe, der Erinnerungen und Lobreden anlässlich der runden Wiederkehr seines Geburts- und Todestages sowie in diversen Handbüchern und Nachschlagewerken bis hin zum Onlinelexikon Wikipedia.

Es ist zu wünschen, dass dieser wichtige Beitrag zur Wissenschafts-, Geistes-, Sozial- und Kulturgeschichte Wiens, aber auch zur politischen Geschichte Böhmens und Cisleithaniens im letzten Viertel des 19. Jahrhunderts, eine Übersetzung ins Deutsche oder ins Englische erleben möge. Im Zuge der Übersetzung sollten dann auch die auf Eduard Albert und sein akademisches Umfeld bezüglichen Ergebnisse der von der Autorin nicht berücksichtigten Forschungen von Felicitas Seebacher (insbesondere ihre ungedruckte, im Jahr 2000 approbierte Klagenfurter Dissertation über „Die Wiener Medizinische Schule im Spannungsfeld von Wissenschaft und Politik“, bes. S. 360–378) und von Tatjana Buklijas (etwa der Aufsatz: *Surgery and national identity in late nineteenth-century Vienna*, in: *Studies in History and Philosophy of Biological and Biomedical Sciences* 38 [2007] 756–774, bes. 768–771) eingearbeitet werden.

Wien

Thomas Winkelbauer

Andreas NIERHAUS, Kreuzenstein. Die mittelalterliche Burg als Konstruktion der Moderne. Böhlau, Wien–Köln–Weimar 2014. 256 S., 131 s/w-Abb. ISBN 978-3-205-79557-5.

Die nördlich von Wien gelegene Burg Kreuzenstein zählt zweifelsohne zu den fantastischsten, spektakulärsten, aber auch eigenwilligsten Burgneuschöpfungen des Historismus. Bis 1874 standen am Platz der heutigen Burg lediglich einige stark fragmentierte Mauerreste ohne große bauliche Imposanz, die wenig von der langen Geschichte der bereits 1115 als *Grizzanestaine* erwähnten und 1645 von den Schweden gesprengten Burg erahnen ließen. Dass ausgerechnet aus dieser eher unauffälligen Ruine eines der aufregendsten Produkte der Burgen- und Mittelaltereuphorie des 19. Jahrhunderts entstehen sollte, schien undenkbar. Welch ungeheure visionäre Kraft diesem Bauprojekt letztlich zugrunde lag, zeigt die Aussage des Bauherrn Hans Graf Wilczek, der nicht nur in der Ruine keinen einzigen gewölbten oder geschlossenen Raum mehr vorfand, sondern überdies „auch kein Fenster, welches noch einen Sturz gehabt hätte“. So gründlich sei „alles verwüstet“ gewesen. Eigentlich von Graf Wilczek als neue Familiengruft geplant, erwuchs aus diesen bescheidenen Anfängen 1874 bis 1906 ein wahres Ungetüm an Burg, ein bizarres Konglomerat aus hohen Türmen, Erkern, ausgekragten Wehrgängen und Obergeschossen, zugleich durchdrungen von feingliedrigen, fast sakralen Bauformen. Kreuzenstein entfaltet dabei eine monumentale Wucht und Wehrhaftigkeit, die dem ebenso Aufsehen erregenden, fast zeitgleich im Bau befindlichen Königsschloss Neuschwanstein (1868–1886) gänzlich abgeht. Graf Wilczek (1837–1922), einer der damals bedeutendsten Sammler mittelalterlicher Kunst- und Alltagsgegenstände, nutzte seinen Sammlertrieb und seine damit verbundenen Beziehungen zu Kunsthändlern und Objekteigentümern, um europaweit unzählige Spolien aus historischen Bauwerken zu erwerben und in seinem Burgneubau zu integrieren. Aus den unscheinbaren Burgtrümmern erwuchs, unbehindert von historischen und burgenkundlichen Vorgaben, eine gewaltige Fantasieburg, eine abstruse, fast surreale Collage verschiedenartigster Bauteile. Als 1901 der bekannte, freilich fachlich nicht

unumstrittene Burgenbaumeister Bodo Ehardt Kreuzenstein auf Einladung Graf Wilczeks besuchte, notierte er wohl nicht ganz ohne Neid: „Kreuzenstein wird aus geringen alten Resten wieder hergestellt unter Hintansetzung aller etwa bei Chillon, Hohkönigsburg oder der Marienburg befolgten Grundsätze, ohne alle Pläne und Zeichnungen. Alles wird nach Angaben auf der Baustelle gebaut, was zweifellos der malerischen Gestaltung sehr zu Gute kommt.“ Höchstes Lob spendete er daher dem „hervorragenden Architekten Walcher von Moltheim“. Was aber Ehardt selbst auf nationaler Ebene bereits damals zu schaffen machte – zunehmend kritisch agierende Denkmalschützer wie Dehio, Alois Riegl oder sein späterer Erzfeind Otto Piper, die letztlich eine Art „Echtheitsfetischismus“ begründeten –, rückte bald darauf auch die über originalen Bauteilen befundfrei errichtete Fantasieburg in die heftige Kritik der Öffentlichkeit.

Andreas Nierhaus, Kunsthistoriker, hat sich der schwierigen Aufgabe unterzogen, in mehr als fünfzehnjähriger Forschungsarbeit akribisch alle Fakten zu diesem extravaganteren Bauprojekt zu recherchieren, auszuwerten und kritisch zu bewerten. Dies geschieht in vier Hauptkapiteln – „Mittelalterbilder“ / „Eine moderne Burg“ / „Herrschaft der Dinge“ / „Mediale Korrespondenzen“ –, die jeweils in mehrere Unterthemen gegliedert sind. Eingeleitet wird das Kapitel 1 durch Ausführungen zum Topos „Ritter – Burg“ der neuzeitlichen Mittelalterrezeption, die einem eigenständigen Prozess der kontinuierlichen Selbsterneuerung und Realitätsverfremdung unterlag und sich auch medial über Burgumbauten, Burgneubauten, Ritterromane, Opern, Schauspiele und später dann auch Comics über Europa verbreitete. Kreuzenstein spiegelt diese Entwicklung in spannender Art und Weise. Beleuchtet werden zu Recht die frühen, zeitgleichen und auch jüngeren Beispiele des Historismus bzw. der Burgenromantik in den Unterkapiteln „Modernisierungen“ und „Die Burg im Garten“. Auch die beiden Unterkapitel „Die Burg als Monument“ und „Die Burg als Zeitvertreib“ stellen weitere, durchaus ansehnliche Burgenkreationen des Historismus vor, lassen vor allem aber Kreuzenstein als eine absolut singuläre Neuschöpfung erkennen. Kapitel 1 schließt mit einer Betrachtung der verklärten Burgenrezeption unter den Nationalsozialisten – für Nierhaus zugleich das inhaltlich endgültige Ende der Burg. Kapitel 2 beschäftigt sich mit der Person des Bauherrn, der Baugestaltung, dem äußeren und inneren Erscheinungsbild des Bauwerks, dessen Bewohnung und Wirkung auf frühe Besucher, während Kapitel 3 sich mit dem kuriosen Baumaterial – historische Versatzstücke aus den verschiedensten Bauten Mitteleuropas – kunsthistorisch und denkmalpflegerisch auseinandersetzt. Das letzte Kapitel untersucht die Wirkung Kreuzensteins auf die Medien Fotografie – Heterotopie, Themenpark – Tableau vivant, Panorama, Historienbild – Film.

Zu den Texten gehören 667 Anmerkungen, ein Literaturverzeichnis sowie ein Namens- und Ortsregister. Sehr gelungen ist die Bildauswahl, die in der Vielfältigkeit ihrer Motive die gesamte Themenfülle und Themenbreite abdeckt. Insbesondere die 1884 einsetzende Fotoserie zu den Aufbauarbeiten der Burg sowie die grandiosen fotografischen Abwicklungen des fast fertigen Bauwerks 1898 und 1906 bestechen nicht zuletzt im Vergleich mit den gleichfalls eindrucksvollen Fotografien von Wolfgang Thaler aus dem Jahr 2014. Gerade durch ihre Schwarzweißkontraste entfalten sie alle eine faszinierende Massivität, nehmen Kreuzenstein seine bauliche Realität, verfremden es zu der abstrakten Kulisse einer fantastischen Filmburg oder zum dreidimensionalen Abbild der großartigen Comic-Burgen eines Vicente Segrelles in „El Mercenario“.

Wenn man an diesem überaus ansprechend gestalteten und faktenreich ausgestatteten, allerdings wegen der für etliche Kunsthistoriker typischen Überfrachtung mit Fremdwörtern nicht einfach zu lesenden Buch eine inhaltliche Kritik anbringen will, dann die, dass die wissenschaftliche Auseinandersetzung mit der Burgenrezeption – deren Produkt Kreuzenstein ja letztlich darstellt – sich nur auf das 18. und 19. Jahrhundert beschränkt, nicht aber deren Wurzeln im Mittelalter ausleuchtet. Denn letztlich präsentiert die Burgenrezeption des His-

torismus kein isoliert auftretendes Neuprodukt, sondern steht Kreuzenstein vielmehr am Ende eines langen Entwicklungsstrangs, der bereits im Hochmittelalter einsetzt und dann im 15. und 16. Jahrhundert mit dem endgültigen Untergang des Rittertums die entscheidende Wende Richtung Kreuzenstein nimmt. Doch ist – zur Entlastung von Nierhaus – das Studium der frühen Burgenrezeption sicherlich der praktischen Burgenforschung vorbehalten, denn sie erfordert vor allem kritische Bestandsanalysen an bestehenden Bauten und folglich Korrekturen zahlreicher Fehlinterpretationen. Dessen ungeachtet haben Nierhaus und der Böhlau-Verlag mit diesem Buch einen wertvollen und wichtigen Beitrag zum Thema der „Burg in der Moderne“ vorgelegt.

Eisenberg-Zell

Joachim Zeune

Walter SAUER, Expeditionen ins afrikanische Österreich. Ein Reisekaleidoskop. (Studien zum Südlichen Afrika, Bd. 12.) mandelbaum, Wien 2014. 473 S., zahlr. meist farbige Abb. ISBN 978-3-85476-451-9.

Angesichts anhaltender Flüchtlingsströme und damit verbunden stetig wachsender Xenophobie in Europa kommt dieses Buch zur rechten Zeit. Es kann als „kulturgeschichtliche Einführung“, als „Steinbruch für multikulturelle Pädagogik“ oder auch als „ein touristisches Handbuch“ gelesen werden (S. 10). Wer den Expeditionen ins afrikanische Österreich folgen will, braucht keinen Weltatlas, um eine vermeintlich bisher unbekannte Region auf dem sogenannten Schwarzen Kontinent zu suchen. Man sollte stattdessen eine gute Karte des heutigen Österreich zur Hand haben, denn es ist „in erster Linie ein Österreich- und erst sekundär ein Afrikabuch“ (S. 10), auch wenn die Reihe, in der dieses Buch erschienen ist, anderes zu suggerieren scheint. Sauer sucht nach den „Repräsentationen von Afrika oder von Afrikaner/innen im öffentlichen Raum“, die über weite Strecken die fragwürdigen „Afrikabilder in unseren Köpfen“ spiegeln (S. 9). Nach dem bereits 1996 erschienenen, inzwischen vergriffenen Stadtführer „Das afrikanische Wien“ nimmt der Verf. nun seine Leser mit auf spannende Exkursionen durch ganz Österreich: nach Wien (S. 69–197), ins Burgenland (S. 199–218), nach Nieder- (S. 219–256) und Oberösterreich (S. 257–294), Salzburg (S. 295–323), Tirol (S. 325–356), Vorarlberg (S. 357–378), Steiermark (S. 379–416) und Kärnten (S. 417–441). Jedem dieser Kapitel sind eine Übersichtskarte und eine Skizze der aktuellen Afrikabeziehungen (Außenpolitik, Wirtschaft, Entwicklungszusammenarbeit, Kultur, Diaspora) des jeweiligen Bundeslandes vorangestellt. Eine umfangreiche Liste gedruckter Quellen und weiterführender Literatur (S. 442–450) bietet viele Anhaltspunkte zum Weiterlesen, der Orts- und Personenindex (S. 453–473) erlaubt die gezielte Suche. Sauer geht von einem „(neo-)kolonialistisch geprägten Charakter der europäischen bzw. österreichischen Beziehungen zu Afrika und seinen Menschen“ aus und will diese Prägung anhand der Spuren, die die Afrikabeziehungen und -interessen im kollektiven Bewusstsein hinterlassen haben, aufdecken (S. 9). Er beschränkt sich dabei im Wesentlichen auf das „tangible heritage“, während Ausstellungen, Filme, Musik- und Theateraufführungen, die das Bild ohne Zweifel mitgeprägt haben, nur am Rande skizziert werden, da es sich um Ausdrucksformen des „intangible heritage“ handelt. Das tut dem Ziel jedoch keinen Abbruch, zeigt sich doch bereits an den konkreten Objekten die Widersprüchlichkeit der politischen und wirtschaftlichen Interessen, die den heutigen Afrikabeziehungen/-bildern zugrunde liegen, z. B. in Logos der Werbegraphik und kolonialer Raubkunst in Museen. Gleichzeitig werden aber auch positive Veränderungen sichtbar, z. B. in afrikabezogenen Straßennamen (Nelson Mandela) oder Lokalen und Ausstellungen, die „geeignet sind, problematische Bilder Afrikas aufzulösen und durch realistische zu ersetzen“ (S. 9). Einleitend stellt Sauer als der wohl beste Kenner der österreichisch-afrikanischen Geschichte die Vielfalt dieser Beziehungen dar von der römischen Antike (Isiskult, z. B. in Frauentempel), über die Kreuzungszeit, in der sich einerseits das negative Bild des schwarzen Kon-

tinents verfestigte, andererseits Kunst und Literatur im Ritterepos schwarze Männer und Frauen positiv konnotierten; im sog. Zeitalter der Entdeckungen setzte sich das Interesse der Oberschicht an exotischen Objekten für Wunderkammern und Menagerien fort, gehörte es bis ins 18. Jahrhundert zum guten Ton, sich eine(n) schwarze(n) Diener(in) zu leisten. Anlässlich großer Feste im Herrscherhaus wurden kostspielige „Triumphzüge“ inszeniert, in denen „Mohren“-Sklaven weitgehend nackt, dekoriert mit Glasperlen und einem Lendenschurz aus bunt gefärbten Federn als Stereotyp des unterlegenen schwarzen Fremden mitgeführt wurden. Seit dem 17. Jahrhundert fanden diese Zurschaustellungen auch Eingang in die Volkskultur (Karneval, z. B. in Linz, Hall, Nassereith, Bad Aussee). Der Sklavenhandel – zunächst betraf er meist Kriegsgefangene, die juristisch als „fahrendes Gut“ betrachtet wurden – trieb neue Blüten (S. 30). Maria Theresia selbst erteilte einer Firma explizit eine Lizenz dazu. Charakteristisch für die ambivalente Haltung der Menschen des 18. Jahrhunderts gegenüber Afrikanern mag die Behandlung Angelo Solimans stehen: Zeit seines Lebens vielleicht ein „Musterbeispiel von Integration“ wurde sein Leichnam dennoch präpariert und die ausgestopfte Figur als Attraktion im kaiserlichen Naturalienkabinett ausgestellt (S. 40). Koloniale Diskriminierung und ein naturwissenschaftlicher Rassismus, demzufolge die Bewohner der außereuropäischen Erdteile keine Menschen waren, setzten sich immer stärker durch und bestimmten die Haltung der Weißen gegenüber dunkelhäutigen Menschen, die im 19. Jahrhundert durch Berichte der Afrika-Missionare, Kaufleute, Abenteurer und Entdecker (auch diese Personen finden sich in den Lemmata) meist verfestigt wurde. Inwieweit derartige Reisen auch in kolonialpolitischem Interesse der Habsburgermonarchie unternommen wurden, ist immer noch ein Desiderat der Forschung. Bis in die jüngste Zeit tut sich Europa schwer, zu den jungen afrikanischen Staaten und seinen Einwohnern eine adäquate Einstellung zu finden. Noch heute bestimmen neben den althergebrachten Sichtweisen wohl in erster Linie wirtschaftliche Interessen das Bild vom „schwarzen Afrikaner“.

Ausgerüstet mit der hier nur sehr punktuell wiedergegebenen Darstellung der historischen Entwicklung afrikanisch-österreichischer Beziehungen, kann der/die LeserIn die in den folgenden Kapiteln vorgestellten Personen, Institutionen und „Sehenswürdigkeiten“ leicht ein- und zuordnen; wo es angebracht und notwendig ist, wird mit berechtigter Kritik nicht gespart (vgl. z. B. S. 238, 303f., 317, 351, 404, 410f., *passim*). Das Reisekaleidoskop führt zu zahlreichen, weitgehend unbekanntem Orten, wo Spuren afrikanischer Kulturen und afrikanischen Lebens entdeckt werden können – in Kirchen und Klöster, zu Friedhöfen, Museen, Adelspalais, in Cafés, in alte Fabriken und zu offiziellen Vertretungen, Shops und aktuellen Treffpunkten afrikanischer Emigranten, die Integration unter Beibehaltung der eigenen Kultur zu leben versuchen. In jahrzehntelanger, akribischer Recherche hat Sauer in beeindruckender Weise zu mehr als 500 Erinnerungsorten Unbekanntes, Wissens- und Staunenswertes zusammengetragen: Wer hat schon von schwarzen KZ-Häftlingen/Opfern in Mauthausen gehört? Wer weiß, dass Lustenau, Zentrum der österreichischen Maschinenstickerei, in den 1970-er Jahren 90 % seiner Produktion nach Westafrika exportierte? Warum so viele Wirtshäuser und Apotheken einen „Mohren“ im Namen führen? Und noch etwas, was kaum bekannt ist: dass katholische Geistliche, die als Asylanten/Flüchtlinge ins Land kommen, als „Schlüsselkräfte“ gelten und deswegen „von den Bestimmungen des Ausländer- und Niederlassungsrechts ausgenommen“ sind (S. 355). Nahezu auf jeder Seite entdeckt man Neues oder aber Altbekanntes in neuer Interpretation. Auch die grün unterlegten Lemmata „Abstecher“ sollten keinesfalls übersehen werden. Sie verweisen (z. B. S. 421) auf Afrika-Beziehungen, die (außer in Schriftquellen) meist nicht mehr konkret fassbar sind. So findet sich z. B. nur im Ursulinenkloster Bludenz eine Gedenktafel, die an die meist früh verstorbenen „losgekauften Negermädchen“ erinnert; sie waren in der Zeit zwischen 1853 und 1859 von italienischen Priestern auf den Sklavenmärkten in Kairo und Alexandria gekauft worden, um sie in europäischen Klöstern (u. a. in Bregenz, Bruneck, Feldkirch, Graz, Innsbruck, Klagenfurt, Lienz, Linz, Salzburg,

Wien, Zams, auch in Arco, Brixen, Bozen, Lana und Meran) zu Christinnen erziehen zu lassen. Die meisten von ihnen sind früh verstorben, doch sie mögen für die vielen Afrikaner und Afrikanerinnen im Gebiet des heutigen Österreich stehen, die durch „tangible heritage“ nicht mehr erinnert werden.

Wer dieses Reisekaleidoskop dann tatsächlich als lohnenden Stadt- und Reiseführer, mit dem man Wien und die Bundesländer von einer völlig neuen Seite kennen lernen kann, nutzen will, sollte einiges beachten: Eigene Vorbereitung ist hilfreich, um Enttäuschungen zu vermeiden. Denn es werden hier auch Objekte beschrieben, die nicht frei zugänglich sind oder wo Öffnungszeiten beachtet werden müssen. Darauf wird eingangs zwar hingewiesen, doch hätte man dies vielleicht auch im Druckbild kenntlich machen können, um z. B. dem Fußgänger, der einer der vorgegebenen Routen durch Wien folgt, unnötigen Verdruss zu ersparen. Auch die zahlreichen Abbildungen sind zweifelsfrei oft hilfreich, um z. B. auf großen Altären das angesprochene Detail zu entdecken, ihre Qualität könnte allerdings besser sein. Dieses kleine Manko mag dem günstigen Preis des Buches geschuldet sein.

Essen

Ute Küppers-Braun

Johannes MATTES, *Reisen ins Unterirdische. Eine Kulturgeschichte der Höhlenforschung in Österreich bis in die Zwischenkriegszeit*. Böhlau, Wien–Köln–Weimar 2015. S. 410, 60 Abb. ISBN 978-3-205-79687-9.

Die Erkundung der Höhlen im Raum der Habsburgermonarchie, ausgehend von der Antike bis zur österreichischen Zwischenkriegszeit, und die kulturgeschichtliche Interpretation des Unterirdischen stellen die wesentlichen Themen des im oberösterreichischen Ebensee aufgewachsenen Speläologen und Wissenschaftshistorikers Johannes Mattes (geb. 1983), gegenwärtig Generalsekretär des Verbandes Österreichischer Höhlenforscher, dar. Das heute interdisziplinäre Forschungsfeld Höhlenforschung blickt auf eine lange, vielschichtige Tradition zurück, wobei sich die Höhlen physisch seit der Antike nur unwesentlich veränderten, sehr wohl aber der menschliche Blick auf die unterirdische Welt entscheidenden Wandlungen unterworfen waren. Auf der Grundlage von Topografien, Forschungsberichten und Expeditionstagebüchern, der frühen Höhlenfotografie, der Höhlenpläne und der Malerei wurde die Höhlenkunde vom Autor als Teil der Kulturtechnik der Reise und damit auch als wandlungsfähiges Erkenntnisinstrument interpretiert. Methodisch auf der Diskursanalyse ruhend wird die Entdeckung der Unterwelt weniger als heroischer Akt, denn als Beitrag zur Erlangung von Deutungshoheit über Unentdecktes verstanden. In mehreren Forschungsschnitten – Antike bis zur Frühen Neuzeit, Romantik und Vormärz, Nationalismus und Imperialismus und schließlich die Höhle als Ort des Kampfes im Ersten Weltkrieg umfassend – nähert sich der Autor dem Thema chronologisch.

Die lange weiblich konnotierten Höhlen erschienen lange als Schnittpunkte zwischen Leben/Tod und Fruchtbarkeit, galten als Inbegriff der anthropomorphen Hölle wie der unheimlichen Sage und als Orte der göttlichen Offenbarung und der geheimprotestantischen Sammlung. Frühneuzeitliche, auf der Grand Tour befindliche Besucher sahen in Tropfsteinformationen Figuren und Formen – generell interessierten sich diese frühen Begeher für das Kuriose und für die Zwischenwelt der Nacht. Die Grotteninszenierungen der Renaissancearchitektur zeigen die Höhle als an der Naht zwischen Natur und menschlicher Baukunst angesiedelt, als Schloss und Garten verbindender Architekturteil und als Naturraritäten. Eingehender wird in jedem Abschnitt die Praxis und Dokumentation der zeittypischen Höhlenforschung und die sozialgeschichtliche Dimension der lange vom Adel und später vom Bürgertum dominierten Erkundung der Nacht geschildert, die bis ins 18. Jahrhundert ohne ein „Thermoscopium“ auskam. Die frühneuzeitlichen Kleiderordnungen machten auch vor den Höhlen nicht halt, erst im 19. Jahrhundert konnte sich das soziale Stände einebnende Schlurfgewand

durchsetzen. Durch die ganze Frühe Neuzeit versuchten die Befahrungsberichte über die Befragung von Einheimischen und über das Zitieren von Vorgängerberichten Referenz herzustellen.

Mit der Romantik und dem Vormärz wurden Höhlen weniger als Ort des Schreckens, sondern vermehrt als Orte der Introspektion, der Erbauung und als Quelle des Wissens für die Paläontologie, die Zoologie und den Bergbau textlich und bildlich vor Augen gestellt. Dennoch galten die Höhlenbefahrungen weiten Kreisen der Besucher (und den wenigen Besucherinnen) noch lange als religiös-spiritueller Erlebnis im Sinne einer Höhlenwallfahrt und einer Ästhetik des Versteckten. Die Höhlen erlangten auch für Bürgerliche einen festen und zentralen Stellenwert im Kanon der Schaulust des 19. Jahrhunderts, so bildete etwa Franz Sartori (1782–1832) über 30 Höhlen in seinem „Naturwunder des österreichischen Kaiserthumes“ ab. Die „Entdeckung der Tiefe der Subjektivität am Ende des 18. Jh.“ hing „eng mit der Entgrenzung des Raums und der Lebenswelt des Menschen in die Tiefe, Höhe und Weite“ zusammen (S. 155). Bei der Befahrungstechnik der Höhlen wurden durch die Kartierung und die schriftlich-bildliche Dokumentation der Höhlen auch vermehrt markscheiderische Methoden des Bergbaus übernommen; Staffelei und Notizblock wurden zum Vademekum des Höhlenforschers.

In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts avancierten die Höhlen zu umkämpften Orten der Eroberung und Erschließung von unbekanntem Raum, den es mit heroischer Anstrengung zu betreten galt. Seit dem Ende des 19. Jahrhunderts breitete sich in der cisleithanischen Reichshälfte eine sukzessive Institutionalisierung der Höhlenforschung aus, wobei sich ein institutioneller Dualismus zwischen dem höhlenkundlichen Vereinswesen und der staatlich organisierten und verwissenschaftlichten Speläologie abzeichnete. Schon 1879 vollzog sich in Wien die Gründung des ersten höhlenkundlichen Vereins der Welt, über 30 weitere höhlenkundliche Vereine zwischen 1879 und 1914 folgten (19 deutschsprachig, je vier italienisch- oder kroatisch-, drei slowenisch- und nur einer tschechischsprachig). Wissenschaftliche Differenzierungen zwischen der Karst- und der allgemeinen Höhlenkunde oder der Eishöhlenforschung zeichneten sich ab. Grundlegende Werke zur Biospeläologie und pflanzengeografische Abhandlungen zur Höhlenflora wurden erarbeitet. Grundfragen der Speläogenese wie die Karstgrundwasser- und die Höhlenflusstheorie ließen sich nun publizistisch erbittert austragen; mühsam erstellte man Höhlenkataster. Vor allem im Umfeld der 1873 erfolgten Wiener Hochquellenwasserleitung erlebte die Höhlenforschung vermehrt hydrografische Beachtung, erste Musealisierung von Höhlenforschung (etwa 1912 im Turm II der Maximilianeischen Befestigungsanlage am Linzer Pöstlingberg) schlossen sich ebenso an wie die ersten Grottenbahnen in Vergnügungsparks (1895 Diorama-Bahn im Wiener Prater). Schon bald schritt man zur Erschließung von elektrisch beleuchteten und touristisch ausgewerteten Schauhöhlen (etwa 1895 durch „Stern & Hafferl“ im Wetterloch am Schafberg). Die gewinnbringende Exotisierung des Unterirdischen ließ zwischen 1880 und 1918 in allen Teilen der Habsburgermonarchie Schauhöhlen eröffnen. Der Einsatz von bergmännischer Schachttechnik, von Drahtseilleitern, von Karbidlampen und von Beilpicken trug auch zu einer stärker sozialdifferenzierten Arbeitsteilung unter den Höhlenforschern bei, alte Dienstverhältnisse zwischen Auftraggebern, Führern und Trägern wurden nun durch straff strukturierte Befehlsketten (Kommandant, Abseilmannschaft, Telefonist etc.) ersetzt. Unterprivilegierte Gruppen wie Arbeiter und Holzfäller grenzte man systematisch dabei aus, auch jüdische Höhlenforscher erlebten erste Exklusionen aus den sich nationalisierenden Vereinen. Neue Messinstrumente, die Fotografie und die sich stark entwickelnde Höhlenkartierung waren Ausdruck dieser imperialistischen, durch Befahrungsbücher dokumentierten Eroberung des Unterirdischen. Die männlichen Forschergruppen und deren hegemoniale Geschlechterkonstruktionen werden erst nach 1900 durch weibliche Expeditionsteilnehmer wie die in der Lurgrotte 1926 verunglückte und tatkräftige Pionierin Leopoldine Fuhrich (1898–1926) in Frage gestellt.



Selbst wissenschaftsgeschichtlich interessierte Leserinnen und Leser, die Schauhöhlenkasernen bislang nur von fern betrachteten, wird das Forschungsfeld Höhlenkunde in der vorliegenden Publikation als interessanter Sektor der neuzeitlichen Wissenschaftsgeschichte vorgestellt. Vor allem die Brückenfunktion der Höhlenforschung zwischen Laienforschung, Abenteuerlust, Wissenschaft und Kunst und das „Pendeln zwischen Einengung und Entgrenzung des Blicks“ (S. 275) wird in dieser von Marianne Klemun betreuten Dissertation deutlich. Der Autor stellt in seiner gut strukturierten und klar formulierten Darstellung „Leitbilder, Träume, Mythen, das kollektive Gedächtnis und kulturelle wie soziale Normen, welche den wissensgeleiteten Blick des Menschen auf das Unterirdische steuern“ (S. 276), in den Mittelpunkt eines nur scheinbar randständigen, unterirdischen Forschungsthemas.

Wien

Martin Scheutz

### Notizen

Bündner Urkundenbuch VI. 1350–1369, bearb. von Lothar DEPLAZES–Immacolata SAULLE HIPPENMEYER. Staatsarchiv Graubünden bzw. Thorbecke, Chur bzw. Ostfildern 2010. XXIX, 788 S., 17 Siegel- und Notariatszeichentafeln. ISBN 978-3-7995-7104-3.

Bündner Urkundenbuch VII. 1370–1385, bearb. von Lothar DEPLAZES–Immacolata SAULLE HIPPENMEYER–JOSEF ACKERMANN. Staatsarchiv Graubünden bzw. Thorbecke, Chur bzw. Ostfildern 2014. XXVIII, 756 S., 16 Siegel- und Notariatszeichentafeln. ISBN 978-3-7995-7106-7.

In erfreulich kurzen zeitlichen Abständen konnte das Staatsarchiv Chur nach den Bänden IV (2001) und V (2005) und der parallel dazu gestemmt Neubearbeitung von Band II (2004) 2010 bzw. 2014 die hier anzuzeigenden Bände VI und VII des „Bündner Urkundenbuchs“ vorlegen, die über 1350 Urkunden zum Sprengel des heutigen Kantons Graubünden aus dem Zeitraum von 1350 bis 1385 erfassen, ferner über achtzig Nachträge zu den älteren Bänden. Nach dem mit Abschluss von Band V erfolgten Ausscheiden Otto Paul Clavadetschers (1919–2015) aus dem Kreis der Bearbeiter lag die Hauptverantwortung für die beiden Bände in den Händen von Lothar Deplazes (1939–2015) und von Immacolata Saulle Hippenmeyer, denen bei Band VII Josef Ackermann zurarbeitete.

Wie geographisch breit das aufgenommene Urkundenmaterial gestreut ist und welche allein schon logistische Leistung hier vollbracht wurde, zeigt das Archivverzeichnis: Die – für beide Bände zusammengenommen – rund 1444 bearbeiteten Stücke lagern in nicht weniger als 133 (Band VI) bzw. 115 (Band VII) Archiven sowie Urkundensammlungen an Bibliotheken und Museen in einem Raum zwischen Koblenz, Potsdam, Bautzen, Prag, Wien, Venedig, Florenz, Rom, Genf und Paris.

Bei den Ausstellern dominieren erwartungsgemäß der Bischof von Chur, sein Domkapitel, das Churer geistliche Gericht, Klöster und Stifte (St. Nicolai, St. Luzi, Disentis, Pfäfers, SS. Remigio e Perpetua, Münstair, Marienberg, SS. Giovanni e Vittore), daneben vor allem die von außen auf das Hochstift einwirkenden Kräfte – der Kaiser, die Habsburger (ab 1363 auch als Tiroler Landesfürsten), Mailand (Visconti), das Avignoneser Papsttum, die eidgenössischen Orte, die Bischöfe von Como, von Konstanz und jene von Brixen, für deren politisches Kalkül das Bistum mit seinen für den Personen- und Warenverkehr zwischen Oberdeutschland und Oberitalien wichtigen Bündner Pässen immer wieder von strategischer Bedeutung war. Dazu kommen die kleineren Herrschaftsträger, die bekannten Geschlechter des älteren und des jüngeren regionalen Adels (Montfort, Toggenburg, Werdenberg, Matsch, Rhäzüns,

Ramosch, Planta, Sax-Misox, Juvalt, Salis-Soglio, Reichenberg, Castelmur usw.), aber auch Gemeinden (Poschiamo, Bregaglia, Chiavenna, Mesocco), die Stadt Chur, einzelne Bürger und ab 1367 der für die spätere Staatsbildung zentrale Gotteshausbund (Nr. 3575).

Bezeichnend für die Brückenfunktion der Bündner Talschaften ist das Aufeinandertreffen der beiden großen Beurkundungstraditionen, der Siegel- und der Notariatsurkunde. Das Notariatsinstrument dominiert dabei klar die romanischen Südtäler (Val Mesolcina, Val Bregaglia/Bergell, Val Poschiamo/Puschlav) und die östlichen, ebenfalls romanisch geprägten Talschaften (Oberengadin, Obervinschgau, Val Müstair/Münstertal), fallweise trifft man auf die auch für andere alpine Kontakt- und Übergangszonen zwischen Romania und Germania nicht untypischen Mischformen, also gesiegelte und von Notaren mittels Unterschriftformel zusätzlich beglaubigte Urkunden (etwa Nr. 3188, 3189, 3493). Im Wesentlichen entlang der sprachlich-ethnischen Bruchlinie verteilen sich in dem edierten Corpus auch die beiden dominanten Urkundensprachen, das mit fortschreitender Zeit prozentuell an Bedeutung zulegende Spätmittelhochdeutsche/Frühneuhochdeutsche und das späte Mittellatein.

Die sich am „Chartularium Sangallense“ orientierenden Editionsriterien sehen für die meisten Fälle Abdruck im Volltext vor, sind Personen aus Bündnen nicht zentral am beurkundeten Rechtsgeschäft beteiligt, wird die Urkunde sinnvollerweise lediglich in Regestenform wiedergegeben. Siegel und Notarssignete werden auf eigenen Tafeln, jeweils chronologisch nach ihrem ersten Auftreten gereiht, im Maßstab 1:1 abgebildet, die Siegel sehr knapp unter Wiedergabe der Umschrift beschrieben (S. 645–679 bzw. 621–654). Berücksichtigt wurden dabei nur jene Siegel, deren Träger im Sprengel des heutigen Kantons saßen; alle weiteren beim bearbeiteten Urkundenmaterial vorkommenden Siegel werden jeweils in den Vorbemerkungen zu den edierten Stücken beschrieben.

Erschlossen wird das Urkundenmaterial durch ausführliche Namenregister (S. 683–747 bzw. 657–716) sowie durch ein lateinisches (S. 749–774 bzw. 717–740) und ein deutsches (S. 775–788 bzw. 741–756) Wort- und Sachregister, die allen wissenschaftlichen Ansprüchen genügen. Das nach modernen Kriterien aufbereitete Urkundencorpus weitet unsere Quellenkenntnis ganz entscheidend über das hinaus, was der für seine Zeit sehr verdienstvolle „Codex diplomaticus“ von Theodor und Conradin von Mohr (Moor) (1852–1865) bot. Mit dem für 2018 angekündigten Abschlussband (VIII), der die Urkunden für den Zeitraum von 1386 bis 1400 erfassen soll, wird Graubünden über eine solide und breite Quellengrundlage für die vertiefte Erforschung des regionalen Spätmittelalters verfügen und zweifellos starke Impulse auch für die umliegenden Regionen setzen.

Bozen

Gustav Pfeifer

L'évêque, l'image et la mort. Identité et mémoire au Moyen Âge, sous la direction de Nicolas BOCK–Ivan FOLETTI–Michele TOMASI. (Études lausannoises d'histoire de l'art 16.) Viella, Rom 2014. 620 S., zahlreiche Abb. ISBN 978-88-6728-079-7.

Das vorgestellte Buch möchte auf eine Forschungslücke in der Kunstgeschichte, die den mittelalterlichen Bischof bisher vernachlässigt hätte, aufmerksam machen, wählt als Teilaspekt das Begräbnis und geht das Thema mit großer Verve an: Alles, was den Tod des Bischofs, „personnage omniprésent dans le monde médiéval“ (S. 10), umgibt: das Grabmonument, *effigies* und Sarkophag, Wappen und Inschriften, die (liturgische) *memoria*, Testamente und chronikalische Darstellungen, Hagiographie und vieles mehr, wird unter Heranziehung der Archäologie, Geschichte, Theologie, Heraldik und Patristik in 29 Beiträgen, die teilweise aus drei Kolloquien an der Universität Lausanne in den Jahren 2011–2012 hervorgingen, teilweise auch danach verfasst wurden, behandelt. Beabsichtigt war kein methodologischer Ansatz, auch keine „Enzyklopädie“ zum Thema Bischofsgrab im Mittelalter, sondern ein vielstimmiger erster Schritt auf dem Weg, „un ensemble polyphonique de recherches en cours et de matéri-

aux inédits qui font dialoguer des disciplines et des traditions d'études parfois trop compartimentées“ (S. 11). Die geographische Unausgewogenheit wird einleitend erklärt: Neapel beispielsweise wurde ausgelassen, weil das Projekt zur Erforschung der paläochristlichen Stadt noch nicht weit genug gediehen ist; Rom und auch Deutschland, weil hier zu viel geforscht wurde; der Rahmen ist von Kappadozien bis Portugal, England bis Syrien weit gesteckt, der zeitliche Umfang reicht von der Spätantike bis ins Spätmittelalter – fächerübergreifende Vielfalt ist Programm.

Die einzelnen Beiträge (die hier nicht einzeln angeführt werden sollen) wurden nach thematischen Schwerpunkten, wobei inhaltliche Überschneidungen häufig sind, in fünf Kategorien angeordnet: „La mémoire de l'évêque: quelques études sur la longue durée“ umfasst eine Studie über Bischofsgräber in der Spätantike, über Bischofssarkophage im Mittelalter, Längsschnitte zu Bischofsgräbern in Vienne, Frankreich, Genua, und Portugal und zu fünf Jahrhunderten Geschichte des Ambrosiusgrabs in Mailand und die Entwicklung seines Kults. „Monuments funéraires“ geht auf das Grabmonument selbst ein, und zwar anhand der Effigien englischer Bischofsgräber im 12. und 13. Jahrhundert, der Monumentalgräber von Bischöfen in Rodez, Savoyen, der Provinz Abruzzen und auf Mallorca. „Écrire et représenter l'évêque défunt: hagiographie, épigraphie, héraldique“ vereint Beiträge über die Darstellung und Interpretation des Sterbens spätantiker Bischöfe, über Grabepigraphik im spätantiken Frankreich, über Testamente, chronikalische und andere Texte zum Bischofstod im (italienischen) Spätmittelalter; zu Wappen am Bischofsgrab im Gebiet zwischen Loire und Moise in Spätmittelalter und Renaissance. „Figures tutélaires en Occident et en Orient“ gilt Grablegen und Nachleben Heiliger oder heiligmäßiger Bischöfe: Priscus von Capua, Apollinaris von Ravenna, Sabinus von Canosa, Cuthbert von Lindisfarne, Stremonius von Clermont, Lorenzo Giustiniani, Basilius von Cäsarea, Eleutherius. In „L'évêque contesté“ werden die Abbildung von sieben Bischöfen im Feuer der Hölle in einem Fresko des jüngsten Gerichts in der jakobitischen Kirche in Mar Musa-al Habashi (Nebek, Syria) 1208/1209 interpretiert und die Darstellung des Todes des schlechten Prälaten am Beispiel des Bischofs Gaudry von Laon († 1112) sowie Bischofsermordungen in der Kirchenprovinz Aquileia im 13./14. Jahrhundert behandelt.

Alles in allem ist der Band, der viele interessante Einzelheiten bringt und viele Fragen aufwirft, eine Fundgrube für alle, die sich weiträumig mit einem Aspekt des Todes, der Grablege oder des Nachlebens von Bischöfen befassen.

Wien

Andrea Sommerlechner

Tauschgeschäft und Tauschurkunde vom 8. bis zum 12. Jahrhundert. *L'acte d'échange, du VIII<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle*, hg. von Irmgard FEES–Philippe DEPREUX. (Archiv für Diplomatik, Schriftgeschichte, Siegel- und Wappenkunde. Beih. 13.) Böhlau, Köln–Weimar–Wien 2013. 508 S. ISBN 978-3-412-21001-4.

Vorliegender Band beruht auf den Referaten auf einer in Limoges im Jahr 2010 abgehaltenen Tagung. Er enthält eine Einführung und 20 Beiträge, die meisten auf deutsch und französisch, je einer auf englisch und italienisch. Zentral gestellt wird eine Quellengattung: Urkunden, in diesem Fall vor allem Tauschurkunden, die unter dem Gesichtspunkt der Überlieferung und der Diplomatik untersucht und im europäischen Vergleich behandelt werden. Der zeitliche Rahmen ist durch dieselbe Quellengattung der Tauschurkunden bedingt, da diese im 8. bis 12. Jahrhundert ihre Blüte erlebte. Die Struktur des Bandes ist, als Konsequenz der vergleichenden, europaweiten Perspektive, regional organisiert und umfasst das Karolingerreich und seine Nachfolgestaaten mitsamt Süditalien und Asturien-León. Er wird umrahmt von jeweils zwei Beiträgen am Anfang und am Ende des Bandes. Den ersten Teil dieses Rahmens bildet der weit ausgreifende Beitrag von Stefan Esders zur Entwicklung des Gütertau-

ches von der Spätantike bis ins Frühmittelalter, welcher, über die Beschränkung auf Urkunden hinausgehend, stark auch Rechtstexte einbezieht und den essenziellen Punkt der Problematik der Unveräußerlichkeit von Kirchengut behandelt. Den darauf folgenden Teil des Rahmens bildet der Artikel von Philippe Depreux zu den Herrscherurkunden, die sich sowohl auf Besitztausch der Herrscher selbst wie auch auf Bestätigungen von Tauschgeschäften anderer Parteien durch Herrscher beziehen, in welchem er diese Urkunden der Karolinger und Ottonen ausführlich erklärt. Da ein spezieller Beitrag zu diesem Typus der Herrscherurkunde in der Forschung bis jetzt fehlte, schließt er hiermit eine Forschungslücke. Den Rahmen des Bandes schließen zwei konkludierende Beiträge, jeweils aus diplomatischer und sozialgeschichtlicher Perspektive, aus der Hand von Laurent Morelle und Régine Le Jan. Beide sind wesentlich mehr als bloße Zusammenfassungen und bieten neue Gesichtspunkte als Anregung für weitere Forschungen. Innerhalb dieses Rahmens ist die Struktur, wie gesagt, regional aufgebaut mit Beiträgen zu Italien (von François Bougard, Irmgard Fees, Marco Stoffella und Emmanuel Huertas), zu der Deutschschweiz und Deutschland (von Hans-Werner Goetz, Thomas Kohl, Geneviève Bühner-Thierry, Mark Mersiowsky und Stefan Tebruck), zu Frankreich und dem Lothringischen Raum (von Benoît-Michel Tock, Brigitte Kasten und Katharina Gross, Michel Margue, Eliana Magnani und Ursula Vones-Liebenstein), zu Katalonien (von Ludwig Vones) und zu Asturien-Léon (von Wendy Davies). Einige auf der Tagung präsentierte Beiträge bezüglich dreier Regionen sind nicht zur Drucklegung gelangt. Um diese bunte regionale Streuung zur Einheit zu bringen und die angestrebte vergleichende Perspektive zu ermöglichen, wurde den Autoren ein ausführlicher Fragenkatalog (im Band abgedruckt) vorgelegt. Dass die Autoren diesem Katalog gewissenhaft gefolgt sind, ist an den Beiträgen zu ersehen. Andererseits ist es auch sehr deutlich, dass nicht alle Fragen immer zu beantworten waren, da das Quellenmaterial dazu nicht immer ausreichte. Auch hier gilt, dass die oft großen, auch überlieferungsbedingten Unterschiede in Qualität und Quantität einen Vergleich erschweren. Es wird auch deutlich, dass es wirklich große regionale Unterschiede gibt, was selbstverständlich auch interessant sein kann. Auffällig ist jedoch vor allem, dass sehr vieles sich wirklich gut vergleichen lässt und damit neue Einblicke bringt. Hiermit bietet dieser Band einen sehr guten Einstieg in die Gattung und Problematik eines wichtigen Urkundentypus, zu welchem bis jetzt eine synthetisierende Forschung in diesem Umfang fehlte. Was den Band allerdings noch wertvoller gemacht hätte, wäre eine Gesamtbibliografie.

Groningen

Karl Heidecker

Hans Eberhard MAYER–Claudia SODE, *Die Siegel der lateinischen Könige von Jerusalem*. (MGH Schriften 66.) Harrassowitz, Wiesbaden 2014. 231 S., 111 Abb. ISBN 978-3-447-10156-1.

Für die siegelkundliche Ergänzung der vierbändigen, monumentalen Edition der Urkunden der Könige von Jerusalem (vgl. *MIÖG* 120 [2012] 420–422) kann nur eine Kennzeichnung zutreffen: souverän und mustergültig. Damit wird das posthum erschienene Buch von Gustave Schlumberger (1844–1929), *Sigillographie de l’Orient latin* (1943), ersetzt und weit übertroffen. Insgesamt sind 109 Siegel und Rücksiegel ihrem Aussehen nach überliefert, wovon 12 von Königinnen verwendet wurden. Der Einschnitt von 1187 ist nicht so markant wie jener von 1225. Danach urkundeten die Könige nicht mehr im Heiligen Land, verwendeten auf ihren Siegeln jedoch den Titel des Königs von Jerusalem. Bis 1225 sind nur 20 originale Siegel erhalten, davon nicht mehr als fünf noch an den Pergamenten hängend, den Großteil kennt man aus Nachbildungen des 19. Jahrhunderts (darunter einige Fälschungen, die wohl aus Istanbul stammen), aus Abgüssen, Nachzeichnungen und Photos. Vor 1225 ist dieses von Anfang an wichtigste Beglaubigungsmittel aus Blei, danach aus Wachs oder vereinzelt Gold. Abgebildet ist auf dem Avers der König mit seinen Insignien auf dem Thron, auf dem Revers

die Stadt Jerusalem. Befestigt waren die durchwegs runden Siegel fast immer mit roten Seidenschnüren. Das Buch enthält zwei Teile. Im ersten bieten die Autoren die zusammenfassende Systematik, im zweiten Teil werden die 46 Stempel der 39 betroffenen Könige und Königinnen der Reihe nach besprochen, wobei manchmal wahre Kunststücke an Heuristik und Analyse vollbracht werden. (Mit Schmunzeln nimmt man zur Kenntnis, dass Nr. 16 Balduins I. [zwischen 1100 und 1118] auf dem Postweg zwischen Harvard und Dumbarton Oaks bei Washington verschwand, S. 79f.) Vor dem Abbildungsteil, der alle visuell überlieferten Stücke enthält, findet sich das Überlieferungsregister, wo die original erhaltenen Siegel oder Metallkopien aufgespürt wurden. Es sind nicht weniger als 45 Lagerungsorte, von denen Genua, Palermo und Pisa die größte Ausbeute erbrachten. Fazit: Ein eindrucksvolles Meisterstück hilfswissenschaftlicher Gelehrsamkeit.

Wien

Werner Maleczek

Alois NIEDERSTÄTTER, *Geschichte Vorarlbergs 1: Vorarlberg im Mittelalter*. Wagner, Innsbruck 2014. 341 S., mehrere Karten, Abb., Stammtafeln und Verzeichnisse. ISBN 978-3-7030-0819-1.

Geschichtliche Überblicksdarstellungen, die von einem Autor oder einer Autorin alleine verfasst werden, sind eher selten geworden. Das hängt unter anderem damit zusammen, dass Historiker, die sowohl über das dazu notwendige Spezialwissen verfügen als auch in der Lage sind, sich nicht im Detailwissen zu verlieren, ebenfalls selten geworden sind. Landesarchivar und Universitätsdozent Alois Niederstätter ist mit seiner kompakten Geschichte Vorarlbergs im Mittelalter ein überzeugender Überblick gelungen.

Die Gliederung umfasst die grossen Kapitel Grenzen, Räume und Orientierung; Urgeschichte und Römerzeit; An der Wende zum Mittelalter – Kontinuitäten und Brüche; Mensch und Siedlung; Wirtschaft; Herrschaft und politische Raumordnung; Rechtsleben und Verwaltung; Gesellschaftliche Strukturen und soziale Verhältnisse; Kultur. Dieser Aufbau stellt den Menschen mit seinen Lebensgrundlagen ins Zentrum. Unter Wirtschaft werden denn auch die Landwirtschaft, Waldnutzung, Fischerei und das Gewerbe an den Anfang gestellt, gefolgt von den sekundären und tertiären Bereichen Handel, Finanz- und Transportwesen. Vorarlberg bildet einen Teil des nördlichen Alpenbogens, in dem im Laufe des hohen und späten Mittelalters die Viehwirtschaft gefördert wurde. Dabei spielte die auf die Sommersaison beschränkte Alpwirtschaft in Verbindung mit den Talbetrieben eine wichtige Rolle. Dazu gehörten Viehmärkte wie jene in den Städten Feldkirch und Bludenz. Dies waren Zentren des überregionalen Rinderhandels, wo vor allem „Metzger und Viehhändler der schwäbischen Reichsstädte, die einen grossen Fleischbedarf, aber nur eingeschränkte Möglichkeiten zu eigener Viehzucht hatten“ (S. 57), enge Beziehungen zu den alpinen Regionen knüpften. Gefördert wurden überregionale Kontakte und wirtschaftliche Austausch auch durch den Umstand, dass sich Vorarlberg an der Achse zu den Bündner Pässen befand, welche für den Nord-Süd-Verkehr zentral war.

Niederstätter beschäftigt sich seit Jahrzehnten mit den politischen Verflechtungen in der Bodenseeregion. Entsprechend gross sind seine Kenntnisse auch der Schweizer und Süddeutschen Landesgeschichte. Das zeigt sich im politikgeschichtlichen Teil, in dem er die Entwicklung im hohen und niederen Adel, in der Expansion der Eidgenossenschaft Richtung Osten an den Rhein bis zum Schweizer- oder Schwabenkrieg 1499 schildert. Der Autor verbindet geschickt grossmachtpolitische Aspekte mit regionalen Ereignissen wie den Appenzeller Kriegen, die in Vorarlberg Stadt-Land-Konflikte aufbrechen liessen. Er kommt zum Schluss, dass in den letzten Jahrzehnten des 15. Jahrhunderts der Südwesten des Reichs zusehends ein Exerzierfeld für habsburgische wie für eidgenössische Expansionsversuche wurde (S. 109). Der Friede von Basel am 22. September 1499 bewirkte die endgültige Abgrenzung der Machtbereiche Habs-

burgs und der Eidgenossenschaft an Hochrhein, Bodensee und Alpenrhein. Österreich war weitgehend aus dem Gebiet der heutigen Schweiz ausgeschieden.

In der Darstellung des Rechtslebens sowie der gesellschaftlichen Strukturen und sozialen Verhältnisse zeigt sich, dass Niederstätter sowohl die aktuelle internationale Forschung als auch die Regional- und Lokalgeschichte bestens kennt. Nach einem kurzen Überblick der früh- und hochmittelalterlichen Verhältnisse, in denen aus der Sicht des heutigen Vorarlbergs die grossen auswärtigen Machtträger wie das Kloster St. Gallen und das Bistum Chur die soziale Organisation prägten, schildert der Autor an Beispielen den Modernisierungs- und Verdichtungsprozess des Spätmittelalters. Dabei spielten die Ammänner-Gerichte eine zentrale Rolle. Ammänner befanden sich zwischen Herrschaft und Untergebenen, erfüllten Aufgaben im Namen beider Seiten und spielten eine wichtige Rolle in der Vermittlung. Wie in der benachbarten Ostschweiz gewann im 14. und 15. Jahrhundert die kommunale Entwicklung an Bedeutung. Dies kann aus Dorfrechten, die nebst strafgerichtlichen auch wirtschaftliche Regelungen enthalten, geschlossen werden. Ein weiterer Hinweis ist die Ausbildung von Landständen. Die Existenz eines Bregenzerwälder Landessiegels seit 1381 zeugt von der zunehmenden Autonomie der ländlichen Gesellschaft. Mittelalterliche Herrschaft beruhte zu einem hohen Mass auf der Konsensbildung zwischen Grundherren und Bauern.

Zu Ausbau und Stärkung der kommunalen Strukturen gehörten auch die geistlichen Verwaltungsstrukturen. Kommunalismus und die „Verbürgerlichung“ oder „Verbäuerlichung“ des religiösen Lebens liefen Hand in Hand. Während des 15. Jahrhunderts wurden auf Vorarlberger Boden zehn neue Pfarren eingerichtet, acht Frühmesspfünden sowie etwa 25 weitere Mess- und Kaplaneipfünden gestiftet (S. 144). Die unterschiedlichen fachlichen Begriffe werden in Niederstätters Darstellung der kirchlichen und der sozialen Verhältnisse (S. 181–190) erklärt. Die allgemeinverständliche und ansprechende Darstellungsweise ist überhaupt eine grosse Qualität des Buches.

Auch zu den städtischen Verhältnissen werden anschauliche und handfeste Informationen geliefert. Bei den Vorarlberger Städten handelte es sich mit Feldkirch, Bregenz und Bludenz um kleine Gemeinwesen. Am Ende des Mittelalters lebten etwa 8 % der Bewohner des nachmaligen Vorarlbergs in diesen drei Städten (S. 190). Die heutige Hauptstadt Bregenz umfasste etwa 57 Hofstätten an drei Gassen. Eher knapp sind die Ausführungen zur ländlichen Bevölkerung ausgefallen, was mit der schwierigen Quellenlage und den grossen Forschungslücken zusammenhängt.

Den Schluss bildet das Kapitel Kultur, in welchem die auf dem Gebiet Vorarlbergs erhaltenen schriftlichen Zeugnisse erwähnt werden. Hinzu kommen Ausführungen zur Entwicklung von Schriftlichkeit, Archiv- und Bibliothekswesen, zum Schulwesen, zur Geschichtsschreibung, zum literarischen Schaffen, zur Musik, zur Architektur und zur bildenden Kunst und zum Kunsthandwerk.

Am Schluss des Buches zieht Niederstätter eine Bilanz: „Was bleibt vom Mittelalter? Ein Resümee“. Hier öffnet er nochmals ein wichtiges Fenster, indem er darauf hinweist, dass schriftliche Dokumente nur einen Teil der verfügbaren Informationen ausmachen. Als „indirekte historische Quellen sind in den letzten Jahrzehnten auch Pflanzenpollen und Hölzer ins Blickfeld der Forschung gekommen und liefern unerwartete Erkenntnisse, die die Modelle der ‚schriftgläubigen‘ Historikerzunft gehörig ins Wanken bringen“ (S. 237). Diese Aussage passt zu Alois Niederstätter, der sich nicht ausruht auf Geleistetem, sondern hinterfragt, resümiert und wieder weiterforscht. Sein Buch fasst den Forschungsstand zur Vorarlberger Geschichte im Mittelalter packend zusammen, deutet die Ergebnisse im Vergleich mit der aktuellen Forschung zur allgemeinen Geschichte und benennt Lücken. Es ist ein Standardwerk zur Vorarlberger Geschichte und zugleich Anregung für weitere Detailstudien.

St. Gallen

Stefan Sonderegger

Luigi Andrea BERTO, *In Search of the First Venetians. Prosopography of Early Medieval Venice. (Studies in the Early Middle Ages 41.)* Brepols, Turnhout 2014. 485 S. ISBN 978-2-503-54101-3.

Der Autor hat sich durch eine Reihe von Arbeiten zur Frühgeschichte Venedigs, insbesondere zur Chronistik, einen Namen gemacht. In der vorliegenden Studie setzt er sich zum Ziel, in methodischer Anknüpfung an althistorische und mediävistische prosopographische Forschungen der vergangenen Jahrzehnte ein entsprechendes Arbeitsinstrument für den venezianischen Dukat im Zeitraum vom ausgehenden sechsten bis zum beginnenden elften Jahrhundert vorzulegen. (Mit dem Jahr 1008 endet die als *Istoria Veneticorum* von Berto neu edierte Chronik des Johannes Diaconus.) Die den Zeitraum von über vier Jahrhunderten naturgemäß sehr ungleichmäßig erhellenden Quellen chronikalischer, urkundlicher, aber auch epigraphischer Art (Grado) erlauben die Erfassung von mehr als 1200 Personen.

Die Einleitung (S. 1–33) bietet einen knappen Überblick über Geschichte, Sozialstruktur und geographische Gliederung des frühmittelalterlichen Dukates sowie über Bistümer und Klöster. Dabei erweist sich das nordostitalische Lagunengebiet als ertragreiches sozialgeschichtliches Arbeitsfeld. Relativ früh begegnet hier der Gebrauch von Patronymika bzw. Familiennamen, wobei allerdings die Chronologie der Quellenüberlieferung entsprechende interpretatorische Herausforderungen stellt. Schwierigkeiten der Identifikation bereitet etwa die Häufung gewisser Anthroponyme. Zu den mit Art und Distribution der Überlieferung verbundenen Problemen gesellen sich weitere Aspekte der Quellenkritik. Die Einleitung schließt mit einer sehr gerafften Übersicht der wichtigsten erzählenden Quellen sowie „öffentlichen Dokumente“. Anschließend folgt unter dem Titel „The Early Medieval Venetians“ die eigentliche Prosopographie (S. 35–256). In alphabetischer Ordnung (gegebenenfalls der Zunamen) erfasst sie über 1200 Personen namentlich und kontextualisiert sie mit Hilfe knapper, gelegentlich auch erweiterter Zusatzinformationen. Freilich hätte es hier wie an anderen Stellen nicht geschadet, die Scheu vor dem Zitieren der MGH Diplomata zu überwinden; ähnlich gilt dies auch von MGH Epistolae. Das Beispiel von „Candianus, Vitalis“ (S. 71 mit Anm. 23–25; S. 72f. mit Anm. 32–34) verdeutlicht die Möglichkeit philologisch-onomastischer Verfeinerung und inhaltlicher Präzisierung der Zitate. Immerhin liegen von den vier herangezogenen Kaiserurkunden zwei (D. O.I. 407 von 972 I 8; D. O.II. 154 von 977 IV) im Original und zwei weitere (D. O.I. 258 von 963 VIII 26; D. O.III. 293 von 998 V 30) in Abschrift vor. – Über hundert Seiten nehmen die zwölf Anhänge (Appendices) ein (S. 257–476), von denen jene über „First Names“ (1; S. 259–308), „Rulers of Venice“ (2; S. 309–361) und „Ecclesiastics“ (12; S. 413–476) quantitativ herausragen. Weniger umfangreich als erwartet ist die – auch nicht sämtliche in den Fußnoten zitierten Angaben ausweisende – „Bibliography“ in Form eines Quellen- und Literaturverzeichnisses (S. 477–485). – Die Anhänge bieten Gliederung und Untergliederung(en) nach gewissen (meist institutionellen) Kategorien, wie Laienstatus oder geistlicher Stand (unter Berücksichtigung des Genderaspekts), Duces und Mitregenten, Funktionsträger, Titel und Ämter, Berufe, geographische Herkunft, geistliche Funktionen, allen voran die Patriarchen von Grado (S. 412ff.) und andere Bischöfe. (Auch in diesem Abschnitt könnte Cessis handliche Quellensammlung durch weitere Quellenangaben und Zitate aus wissenschaftlicher Literatur ergänzt werden, etwa in den Ausführungen zu Patriarch Fortunatus II. von Grado, S. 425–431.)

Die Gliederung des Textes in prosopographisches Gerüst und ergänzende Anhänge macht die Benützung des Werkes, dem Suzanne Mariko Miller in ihrer Rezension (*The Medieval Review* 15.08.40) „an awkward space between monograph and database“ attestiert hat, nicht immer einfach. Befremdlich ist mitunter die Namensschreibung (z. B. Ursoylus statt Orseolo, Hwalderada statt Walderada, auch die von Toponymen wie Equilo für Jesolo oder Caprulas für Caorle, wohl aufgrund der Textüberlieferung in der *Istoria Veneticorum*). Nicht immer klar

ist, ob es sich um Druckfehler handelt (so zieht sich im Titel der zwölften Appendix die Verschreibung „Ecclesiatics“ [!] leider über das ganze Kapitel, S. 413–462) oder um die in der herangezogenen Quelle (nicht immer glücklich) edierte Variante (z. B. Ingelbertus, S. 460 mit Anm. 93). – Das Fehlen eines Registers entthob den Verfasser einer mühsamen Aufgabe, erschwert jedoch dem wissbegierigen Lesepublikum die Konsultation der trotz mancher Mängel verdienstvollen Arbeit, deren Nutzen für künftige Forschungen zur mittelalterlichen Geschichte des nördlichen Adriaumes nicht zu leugnen ist.

St. Ruprecht/Piberbach

Harald Krahwinkler

Geneviève BÜHRER-THIERRY, *Aux marges du monde Germanique. L'évêque, le prince, les païens (VIII<sup>e</sup>–XI<sup>e</sup> siècles)*. (Collection haut Moyen Âge 20.) Brepols, Turnhout 2014. 391 S., 2 Karten, 3 Abb., 1 Tabelle. ISBN 978-2-503-55267-5.

Dieses Buch leistet einen wichtigen und willkommenen Beitrag zu laufenden Forschungen zur Kirche und Gesellschaft des Ostfränkisch-Deutschen Reichs des Früh- und Hochmittelalters sowie zum Verständnis des Phänomens der Grenzkultur („Frontier Culture“) zu dieser Zeit. Wer einen ganz neuen Ansatz bzw. eine monographische Behandlung dieser Problematik erwartet, wird allerdings rasch enttäuscht, denn der Band besteht im Wesentlichen aus 16 schon veröffentlichten Aufsätzen; nur die Einleitung ist neu, die die Leitthemen der Beiträge zusammenfasst. Bände von ausgewählten Aufsätzen haben natürlich ihren Platz in der Wissenschaft, dennoch darf der Leser erwarten, dass ihm dieser Tatsache klar gemacht wird, was hier nicht der Fall ist: Weder im Buch selbst noch im Online-Portal des Verlags wird mitgeteilt, dass die jeweiligen Kapitel schon veröffentlicht worden sind.

Wer bereit ist, über dieses Versehen hinauszublicken, wird allerdings bald vom Inhalt zufrieden gestellt werden, denn die Aufsätze passen gut zusammen und gewähren viele wertvolle Einsichten ins Thema. Der Band gliedert sich in zwei ungefähr gleich große Teile: im ersten, „Autorität überlegen und ausüben“ („Penser et exercer l'autorité“), liegt der Schwerpunkt auf Bischöfen und Bischofsfamilien im Ostfränkischen Reich des 9. und 10. Jahrhunderts, während der zweite, „Leben an der Grenze“ („Vivre à la frontière“), die Christianisierung, Akkulturation und andere Wesensmerkmale der Grenzkultur des nordalpinen Reichs zwischen dem 9. und 12. Jahrhundert behandelt. Die Aufsätze des ersten Teils zeigen eine besonders tiefe Kenntnis des karolingischen und ottonischen Episkopats. Hier treten vor allem das Selbstbewusstsein der ostfränkischen Bischöfe und ihre Bedeutung für die Königsherrschaft (Kap. 2, 4, 6) sowie der spätantike Hintergrund dazu (Kap. 1), die Rolle von familiären Bindungen bei ihrer Amtsausübung und ihr Agieren in der ländlichen Gesellschaft (Kap. 7, 8) und die Ähnlichkeiten und Unterschiede zwischen ihrer Stellung und der ihrer westfränkischen Kollegen (Kap. 3, 5) hervor. Bühler-Thierry selbst ist eine der besten Kennerinnen dieser Materie und baut auf früheren Arbeiten zum bayerischen Episkopat auf. Besonders reizvoll fand dieser Rezensent die Erörterung der Bedeutung der Lichtmetapher für das Selbstverständnis mittelalterlicher Bischöfe (Kap. 1) sowie die Einsichten, die aus kanonischen und liturgischen Handschriften gewonnen werden (Kap. 4, 6). Der frühmittelalterliche Episkopat ist inzwischen bekanntlich ein Lieblingsthema der Geschichtswissenschaft geworden und diese Studien bieten eine willkommene Ergänzung zu denen von Boris Bigott, Steffen Patzold und Michael Moore; man hätte allerdings gerne erfahren, wie die Verfasserin selbst zu diesen Neuansätzen steht, die meistens nach der Erstveröffentlichung der Aufsätze erschienen sind.

Im zweiten Teil geht es um die Grenze und die Grenzkultur. Die ersten zwei Kapitel behandeln verschiedene Aspekte der Wahrnehmung „des Anderen“, der dabei eine zentrale Bedeutung zukommt: der Glaube und die Sprache (Kap. 9), die jeweils einen wesentlichen Beitrag zur Unterscheidung zwischen „uns“ und „ihr“ leisteten; sowie die Vorstellung von Heiden als Tiere und vor allem Hunde, die die Andersartigkeit dieser Völker unterstrich



(Kap. 10: eine besonders eindrucksvolle Behandlung). Die darauf folgenden Beiträge widmen sich dem Prozess der Christianisierung in Skandinavien (Kap. 11), unter den Abodriten (Kap. 12) und in Böhmen (Kap. 13), wobei mehrere Ähnlichkeiten ins Auge fallen (zusammengefasst und erweitert im Kap. 14): der enge Zusammenhang zwischen Bekehrung und Staatsbildung, die sich u. a. in Dänemark, Polen und Böhmen beobachten lässt; die kulturellen und politischen Schwierigkeiten, die oft dabei im Weg standen; und die Gegenreaktionen, die dieser Prozess häufig hervorrief. An sich sind diese Feststellungen nicht neu und der mit den Arbeiten von Lutz von Padberg und Robert Bartlett vertraute Leser wird wenig überrascht; dennoch bietet Bühner-Thierry eine willkommene Ergänzung zu dieser früheren Forschungen, nicht zuletzt, weil sie vergleichend vorgeht und einen scharfen Blick für die literarische Stilisierung „des Anderen“ aufweist. Die letzten zwei Kapitel behandeln jeweils eine hervorragende Persönlichkeit der Ostgrenze: den Einsiedler Gunther (Kap. 15), der jahrelang an der bayerisch-böhmischen Grenze wohnte und dessen Leben ein Schlaglicht auf dieses Gebiet wirft; und Thietmar von Merseburg (Kap. 16), dessen Chronik eine unschätzbare Quelle für die ostsächsisch-slawische Grenze darstellt.

Dieses Buch ist auf jeden Fall zu begrüßen. Obwohl die enthaltenen Studien schon veröffentlicht worden sind (in manchen Fällen vor mehr als anderthalb Jahrzehnten), ist das Ganze sicherlich größer als die Summe der einzelnen Bestandteile, und durch die sinnvolle Gliederung des Stoffes gewinnt man Erkenntnisse, die bei einer getrennten Lektüre nicht offensichtlich wären. Einige Überschneidungen und Wiederholungen (besonders in Kap. 11–14) waren nicht zu vermeiden und stören nur wenig den Gesamteindruck. Wenn etwas fehlt, ist es eher eine deutlichere Stellungnahme zu neuerer Fachliteratur, sei es die erwähnten Studien zum frühmittelalterlichen Episkopat, sei es die neue (und kontroverse) Deutung der ottonisch-salischen Herrscherurkunden durch Wolfgang Huschner, der den Bischöfen eine entscheidende Rolle bei ihrer Herstellung zumisst. Diese Monita schmälern allerdings nicht das Verdienst dieses Bandes, der von allen gelesen werden sollte, die sich mit dem frühmittelalterlichen Episkopat und dem ostfränkisch-deutschen Reich beschäftigen.

Exeter

Levi Roach

Roger WICKSON, *Kings and Bishops in Medieval England, 1066–1216*. Palgrave Macmillan, London–New York 2015. 210 S. ISBN 978-1-137-41116-5.

Man soll ein Buch nicht nach seinem Titel beurteilen, sondern auch die Beschreibung auf der Verlagswebsite ernst nehmen, die hier einen „introductory text“ und „approachable overview“ verspricht. Weniger verschlüsselt eröffnet der Autor selbst sein Vorwort mit der Feststellung, dass das Buch „makes no claim to be an original work“, sondern gänzlich auf den Arbeiten Anderer beruht und für Schüler/innen im Abschlussstadium, Studierende und den/die „general reader“ gedacht ist. Dem entsprechend ist die Bibliographie schmal und insular, die – immerhin genannten und teilweise diskutierten – Quellen sind in oft sehr alten englischen Übersetzungen angeführt und die English Episcopal Acta werden nur nebenbei erwähnt, weil sie rezente Biographien der Bischöfe enthalten. Dieser Ausrichtung entspricht es auch, wenn Eugen III. als „der Papst in der späteren Regierungszeit König Stephans“ von England vorgestellt wird (S. XV). Immerhin erlaubte der Verlag neben summarischen Literaturhinweisen zu den einzelnen Kapiteln auch Endnoten.

Die Einleitung informiert die intendierte Leserschaft knapp über die Struktur der hochmittelalterlichen Kirche, das Papsttum, die Rolle und Aufgaben von Bischöfen und, als dritten Beteiligten, das englische Königtum ab der normannischen Eroberung. In der Folge werden Hauptprobleme, Ereignisse und Protagonisten entlang der dynastischen Abfolge vorgestellt: die Bischöfe gegenüber König Wilhelm I. und dessen Söhnen, ihre Haltung und Rolle im Thronfolgekrieg zwischen der Kaiserin Mathilda und Stephan von Blois, der wenig Platz für

andere Aspekte der Regierung Heinrichs II. frei lassende Becket-Konflikt, Verwaltung und Regierung in den Jahren des kaum in England, wohl aber im kontinentalen Teil seines Reichs präsenten Richard I., und schließlich die von König Johann abgelehnte Ernennung Stephan Langtons zum Erzbischof von Canterbury durch Papst Innocenz III., deren Konsequenzen dann aber neben der breiten Schilderung der zur Ausstellung der Magna Carta führenden Ereignisse – in einem 2015 erschienenen Buch fast unvermeidlich – und Langtons angenommenen Anteil daran nur schwach zur Geltung kommen. Eigene Kapitel widmen sich dem Primatsstreit zwischen Canterbury und York im früheren 12. Jahrhundert und, exemplarisch für die Bedeutung der Bischöfe in der königlichen Verwaltung, der „Salisbury dynasty“, d. h. des mächtigen, 1139 gestürzten und verstorbenen Bischofs Roger von Salisbury und seiner Verwandten, deren jüngere Vertreter in der zweiten Jahrhunderthälfte aber nur noch en passant erwähnt werden. Eine Reihe prominenter Vertreter des Episkopats wie Lanfranc, Anselm, Theobald, Thomas Becket, Balduin, Hubert Walter und Stephan Langton von Canterbury, Thurstan von York, Wulfstan von Worcester, Ranulf Flambard von Durham, Heinrich (von Blois) von Winchester, Savaric von Bath, Hugo von Lincoln und Wilhelm Longchamp von Ely erhalten eigene biographische Skizzen. Zahlreiche andere, vom Spitzenpolitiker Peter des Roches von Winchester über den unanstößigen Eustach von Ely bis hin zum anstößigen Gottfried Plantagenêt von York, erscheinen eher punktuell. Hier wäre eine billig zu erstellende bzw. zu kopierende Liste der Bischöfe des behandelten Zeitabschnitts nützlich gewesen.

Die Darstellung konzentriert sich, abgesehen von einzelnen Einschüben, wie über die Bildungs- und in deren Folge Aufstiegsmöglichkeiten ambitionierter Kleriker, auf die politischen Ereignisse im Spannungsfeld von König und Episkopat unter gelegentlicher Beteiligung des Papstes. Wickson kennt die neuere englische Literatur und hält sich an deren Urteile, statt die lange Zeit dominierende und populäre staatszentrierte und anglikanische Sicht fortzuschreiben; auch der Becket-Streit wird in seiner europäischen Dimension dargestellt. Insofern erfüllt das handliche Buch respektabel seinen Zweck. Freilich merkt man manchmal seinen kompilatorischen Charakter, etwa wenn man zunächst von Erzbischof Richard (von Dover) liest, eine Weile später mit „Richard“ aber bereits Richard von Ilchester, Bischof von Winchester, gemeint ist (S. 125f.). Kaiser „Lothar II.“ als Unterstützer Innocenz' II. und „Coelestin III.“ als dessen unmittelbarer Nachfolger (S. 86, 97) sind immerhin nur Kontinentale, dass aber Hubert Walter zu seinem eigenen Onkel wird, ist nicht derart zu entschuldigen (S. 138). Innocenz' III. Eingreifen in die Nachfolge im Bistum Winchester wird als „important precedent“ für sein Vorgehen im Fall Canterburys charakterisiert, obwohl gleich danach richtig betont wird, dass päpstliches Eingreifen völlig normal war, wenn nach strittigen Wahlen an ihn appelliert wurde (S. 153). In einem Werk für Studierende wäre auch Formales nicht leicht zu nehmen: Wenn man sich im Text explizit auf Nicholas Vincent beruft, sollte man in der Endnote ihn nennen und nicht John Guy, auch wenn dieser den Ersteren zitiert (S. 111 Anm. 16).

Im Gesamten kann man dem Buch aber attestieren, dass es eine brauchbare Einführung für sein Zielpublikum bietet, weitgehend auf der aktuellen Forschungsliteratur beruht, Ärgernisse vermeidet und den vom Autor ehrlich deklarierten Zweck erfüllen kann.

Wien

Herwig Weigl

Paul M. COBB, *The Race for Paradise. An Islamic History of the Crusades*. Oxford University Press, Oxford 2014. 335 S., 10 Karten, 15 Abb. ISBN 978-0-19-953201-8.

Written with panache, this fine book is destined to a semi-popular audience and should be evaluated as such. It offers an Islamic perspective on the crusades, concentrating on the twelfth and thirteenth century. Less space is devoted to the so-called „later crusades“, including the Christian reconquest of Sicily and Spain, and to the battle for the Balkans, lost to the Otto-

mans in the late fourteenth and fifteenth century. Out of 210 pages devoted to the eleventh to circa 1300, a rough count is that all but 50 concern Syria and Egypt. Admittedly, the author states he did not want to cover the whole crusading era.

Starting with descriptions of the Muslim view of the „Franks“ (their convenient umbrella term for the Western Europeans, and a convenient term for historians also) and their defaults, the book moves on to a short but to-the-point description of the Muslim Mediterranean's structures and political ethics. He uses well as an analytical red thread to the issues faced by sultans the normative „circle of equity“ (attested in pre-Islamic states but adopted by Muslim political theory), that links as necessary conditions to one another, sequentially, ruler to army to taxation to cultivation to right government and back (closing the circle) ruler.

We get very clear narratives of the multiple entanglements that explain the Western successes in Sicily and the Levant. The Islamic understanding was, as the A. argues on a somewhat slim evidentiary base if one wants „Muslim“ utterances close to the event, that the First Crusade preached in 1095 was just one prong of a multi-directional Latin Christian attack on Dar al-Islam, inception in the eleventh century in Southern Italy and the Iberian Peninsula. Limpidly explained is the initial inability of Muslim polities to counter effectively the crusader statelets of Edessa, Antioch, Jerusalem, and Tripoli. The seeming lack of Muslim interest in launching a counter-crusade during the first half of the twelfth century has much to do with the nature of Turkic-dominated polities, with atabeg regents for minor Saldjuk heirs playing against one another and against their charges.

Given the intended audience, Cobb chose not to encumber his bibliography with languages that Americans and Brits will never touch; one does miss however a reference to Emmanuel Sivan, who did not only publish in French. Absent is the recent survey by Abbès Zouache, *Armées et combats en Syrie de 491/1098 à 569/1174. Analyse comparée des chroniques médiévales arabes et latines* (Institut français du Proche Orient, Damascus 2008), which would at least have oriented zealot readers to proper source-criticism. The Frenchman Claude Cahen is fortunately present in the notes, who did so much to offer an „Islamic History“ of Cobb's principal focus, crusader Syria.

The more multilingual Germans and Austrians will still be glad to know that there exists a translation, *Der Kampf ums Paradies Eine islamische Geschichte der Kreuzzüge* (Darmstadt 2014).

Wien

Philippe Buc

Julian GARDNER, *The Roman Crucible. The Artistic Patronage of the Papacy 1198–1304*. (Römische Forschungen der Bibliotheca Hertziana 33.) Hirmer, München 2013. 516 S., 393 Abb. ISBN 978-3-7774-2385-2.

Der Emeritus für Kunstgeschichte an der University of Warwick in Coventry fasst in diesem eindrucksvollen Buch die zahlreichen Studien zusammen, die er seit seiner Dissertation von 1969 den künstlerischen Aufträgen der Päpste und Kardinäle im 13. Jahrhundert gewidmet hat und deren Spuren noch heute in Rom und in den Sommerresidenzen der Kurie in Anagni, Orvieto, Viterbo und anderen Städten des Patrimonium Petri und in den Sammlungen der ganzen Welt in großer Zahl zu bewundern sind. Diese Summe eines außerordentlich fruchtbaren wissenschaftlichen Lebens ist mit großer Souveränität geschrieben, die zahlreichen schwarz-weiß-Abbildungen in makelloser Qualität – viele photographierte der Autor selbst – sind überzeugend ausgewählt und der gelehrte Apparat, die 73-seitige Bibliographie, das äußerst sorgfältige Namen- und das Sachregister, lassen keine Wünsche offen. Gardner arbeitete stets interdisziplinär und ist in der Kunstgeschichte ebenso wie in der Geschichte zu Hause, weswegen auch eine Besprechung eines genuin kunstgeschichtlichen Werkes hier ihren Platz finden soll. Der Auftraggeber als Mitglied der römischen Kurie und die Absicht, die er

mit dem Kunstwerk verfolgte, erhalten bei der Beschreibung und stilistischen Einordnung immer einen prominenten Rang, sodass man es bei „The Roman Crucible“ mit einem wichtigen Beitrag zur Papst- und Kurialgeschichte des 13. Jahrhunderts zu tun hat. Eines der markantesten Kennzeichen der römischen Kurie war ihre Internationalität, sodass die von ihren Mitgliedern in Auftrag gegebenen Kunstwerke wie in einem Schmelzriegel europäischer Stilrichtungen entstanden wirken, der auf soliden römischen Traditionen aufbaut. Zu Ende des betrachteten Zeitraums war Rom die fortschrittlichste Bühne für stilistische Innovationen in Europa. Das einleitende Kapitel über die Kurie im 13. Jahrhundert ist keine Verfassungsgeschichte, sondern nimmt die Päpste und die prominenten Kardinäle, die als Auftraggeber besonders wirksam wurden, in den Fokus, wobei Gardner seine hervorragende Kenntnis der Quellen und der einschlägigen historischen Forschungsliteratur unter Beweis stellen kann. In vierzehn weiteren Kapiteln werden die Kunstgattungen in ihren Werken vorgestellt, wobei stets die maßgebliche Rolle des Initiators hervorgehoben wird. Es beginnt mit der Baukunst, bei der wenige imposante Neubauten in Rom zu verzeichnen sind, aber Umbauten und Ergänzungen (z. B. S. Giovanni in Laterano, S. Lorenzo fuori le mura, S. Maria Maggiore) eher konservative Formen bevorzugten. Die Zisterziensergotik hielt in Latium in eindrucksvollen Beispielen Einzug (Fossanova, S. Martino al Cimino, Casamari), während sowohl die französischen Päpste als auch die Anjous in Unteritalien die französische Gotik nur vereinzelt zur Geltung kommen ließen. Breiten Raum gewährt Gardner in Wiederaufnahme und Erweiterung früherer Forschungen der Grabskulptur, die besonders in der zweiten Jahrhunderthälfte in Viterbo und Orvieto Höhepunkte der Bildhauerkunst hervorbrachte (z. B. Guillaume de Bray durch Arnolfo di Cambio in der Dominikanerkirche von Orvieto). Im Abschnitt über das Kunsthandwerk stehen die Siegel der Kardinäle im Vordergrund, im Wesentlichen auf den Sammlungen der Pariser Archives Nationales, einiger französischer Departementalarchive und englischer Archive beruhend. (Mein fast gleichzeitig erschienener langer Aufsatz über die Bildzeugnisse der Kardinäle des 13. Jahrhunderts hätte die Materialbasis verbreitern können.) Drei umfangreiche Kapitel sind der Malerei und Mosaikkunst gewidmet und in ihnen werden berühmte Glanzleistungen in überzeugender Weise gewürdigt und stets mit ihren Auftraggebern verknüpft: nebst anderen die Silvesterkapelle in SS. Quattro Coronati mitsamt den im Obergeschoß entdeckten Fresken, die Apsiden in S. Paolo fuori le mura, in der Laterankirche, in S. Maria Maggiore, die Mosaik-Fassade derselben Basilika, die durch die Restaurierung prachtvoll zur Wirkung kommenden Fresken in der Kapelle der Sancta Sanctorum am Lateran mit dem Porträt Papst Nikolaus' III., das eindrucksvolle Fragment des jüngsten Gerichts in S. Cecilia durch Pietro Cavallini und schließlich die auf Kardinal Stefaneschi zurückgehende Altartafel in St. Peter. Es folgen Kapitel über die Bauten in Latium, über die von nicht-italienischen Kardinälen erteilten Aufträge in ihren Heimatländern und über griechisch-lateinische künstlerische Beziehungen. Als Fazit lässt sich feststellen: Besonders das späte 13. Jahrhundert war ein kraftvolles Zentrum künstlerischer Aufträge, die von einer ungewöhnlich kosmopolitisch gesinnten Klientel ausgingen und Künstler von Rang anzogen. Dabei entstand keine einheitliche Kunstrichtung, sondern die international geprägte Kurie absorbierte zahlreiche äußere Einflüsse, besonders nachdem sich die Anjous in Unteritalien durchgesetzt hatten. Etwas ratlos lässt den Leser das „Postscript“ (S. 391–413), wo kunterbunt Bemerkungen über Neuentdeckungen der letzten Jahre fallen, modifizierte Erkenntnisse angeführt werden, Zusätze kommen und auch Ergebnisse der intensiven historischen Forschung des Papsttums und der Kurie des 13. Jahrhunderts präsentiert werden. Zwei Anhänge ergänzen dieses *opus magnum*: die Liste der Kardinäle zwischen 1198 und 1304 (auch hier hätte das von Jürgen Dendorfer und Ralf Lützelshwab herausgegebene Handbuch zur Geschichte des Kardinalats im Mittelalter [2011] präzisieren können), und das Verzeichnis von 79 Kardinalsiegeln. Bei aller Bewunderung für diese *Summa* eines wissenschaftlichen Lebenswerkes, im Institut dieser Zeitschrift versteht man nicht recht, warum nur der erste Band der Edition

des Registers Innocenz' III. im Literaturverzeichnis steht, und der Rezensent konstatiert mit einem Anflug von Resignation, dass vielleicht drei Jahrzehnte nicht genügen, um den Kardinal Petrus da Capua endlich durch Petrus Capuanus aus Amalfi zu ersetzen.

Wien

Werner Maleczek

Kuriale Briefkultur im späten Mittelalter. Gestaltung – Überlieferung – Rezeption, hg. von Tanja BROSER–Andreas FISCHER–Matthias THUMSER. (Forschungen zur Kaiser- und Papstgeschichte des Mittelalters. Beihefte zu J.F. Böhmer, Regesta Imperii 37.) Böhlau, Köln–Weimar–Wien 2015. 363 S., 8 Abb. ISBN 978-3-412-22498-1.

Matthias Thumser (Kuriale Briefkultur. Konturen eines vernachlässigten Forschungsgebietes, S. 9–34) befasst sich im ersten Beitrag der Publikation, die auf eine Tagung an der Freien Universität Berlin im Jahre 2011 zurückgeht, mit grundlegenden Aspekten der Briefliteratur des Mittelalters, beginnend mit dem Versuch einer allgemein gültigen Definition des äußerst vielfältigen Begriffes „Brief“ bis hin zu einer Kurzpräsentation der wichtigsten Briefsammlungen des 13. Jahrhunderts. Diese allgemeine Einführung wird von Giles Constable (Letter-Collections in the Middle Ages, S. 35–51) zeitlich auf das gesamte Mittelalter erweitert und endet unter anderem mit der Aufforderung, jeden Brief sowohl als Bestandteil einer Sammlung wie auch für sich allein zu interpretieren.

Die beeindruckende Zusammenstellung von Werner Maleczek (*Litterae clausae* der Päpste vom 12. bis zum frühen 14. Jahrhundert, S. 55–128) bietet gezählte 234 Regesten von einschlägigen päpstlichen Schreiben aus dem Zeitraum von 1120 bis 1303, die, verstreut über Archive in ganz Europa, im Original erhalten geblieben sind. Die Ausführungen erfahren durch eine zusammenfassende Wertung sowie Hinweise auf Parallelen in anderen Kanzleien und durch aussagekräftige Fotografien eine Ergänzung. Tanja Broser (Der päpstliche Briefstil im 13. Jahrhundert. Ein neuer methodischer Ansatz, S. 129–150) stellt die sprachliche Gestaltung der Briefe in den Mittelpunkt ihrer Überlegungen. Sie ist sehr entscheidend vom Stand der Briefpartner sowie von der Funktion der Briefe bestimmt. Auf diese wechselseitigen Zusammenhänge sollte bei der Interpretation mehr als bisher Rücksicht genommen werden.

Jakob Frohmann (Emmy Heller [1886–1956] und die Überlieferung der Briefsammlung des Thomas von Capua, S. 153–178) schildert die durch die „Zeitläufe“ nicht zum Abschluss gekommene Beschäftigung der 1935/36 in die USA emigrierten Emmy Heller mit dieser Überlieferung, zu deren Bewertung Frohmann auch eigene Beobachtungen beisteuert. Die Frage, ob in einschlägigen Sammlungen enthaltene Papsturkunden tatsächlich vom angegebenen Aussteller auch ausgefertigt worden sind, problematisiert Peter Herde (Authentische Urkunde oder Stilübung. Papsturkunden in der Briefsammlung des Richard von Pofi, S. 179–200) an Hand von sieben Beispielen. Sie erweisen sich zum Teil als authentisch, zum Teil als Stilübungen mit echten Vorlagen. Biografische Hinweise und generelle Beobachtungen zu dieser Quellengattung enthält der Beitrag von Andreas Fischer (Zur ursprünglichen Gestalt und frühen Verwendung der Briefsammlung Berards von Neapel, S. 201–222), und Fulvio Delle Donne (Die Briefsammlung des Petrus de Vineia und die Probleme der Überlieferung von Dictamina, S. 223–233) plädiert für die Entstehung dieser wohl berühmtesten Sammlung aus dem 13. Jahrhundert an der Kurie und verweist auf die prinzipiellen Schwierigkeiten beim Versuch der Rekonstruktion des „Originals“ derartiger Zusammenstellungen. Nach Patrick Zutshi (Changes in the Registration of Papal Letters under the Avignon Popes, 1305–1378, S. 237–261) waren die verschiedenen Arten der Registrierungen von päpstlichen Schreiben im 14. Jahrhundert wesentlich vom Inhalt bestimmt. Sie erfolgten aber durchwegs in sehr sorgfältiger Form. Martin Bertram (Von der *decretalis epistola* zur *constitutio*: Innozenz IV. und Alexander IV., S. 263–272) vergleicht in Kirchenrechtssammlungen eingegangene Entscheidungen der beiden Päpste und befasst sich speziell mit Urkunden Alexanders IV., die mit

der feststehenden Formel *Ad futuram rei memoriam* einen neuen Typus der Papsturkunde fixiert haben. Stefanie Hamm (Die Überlieferung von Briefen Papst Innozenz' III. in der Chronik des Richard von San Germano, S. 273–297) kann plausibel machen, dass die Texte wahrscheinlich direkt von der Kurie bezogen worden sind – eine Vorgangsweise, die vermutlich auch andere zeitgenössische Autoren praktiziert haben.

Den Nachweis der Übernahme insbesondere von Arengen aus Stücken aus der Sammlung des Petrus de Vinea durch die päpstliche Kanzlei seit den 60er Jahren des 13. Jahrhunderts erbringt Karl Borchardt (Die nach Petrus de Vinea benannten Briefsammlungen und die römische Kurie. Beispiele einer frühen Rezeption, S. 301–312), und Benoit Grévin (Zur Benutzung der päpstlichen Briefsammlungen des 13. Jahrhunderts im Spätmittelalter. Das Beispiel der französischen Königskanzlei, S. 313–334) listet eine Reihe von Belegen auf, welche die wörtliche Wiederholung längerer Passagen und kürzerer Wendungen aus Schreiben aus entsprechenden Zusammenstellungen in Ausfertigungen der französischen und englischen Königskanzlei belegen.

Die in letzter Zeit wieder neu belebte Forschung zu den doch recht zahlreichen und in großer Menge überlieferten Briefsammlungen erfährt aus der Publikation eine Fülle von Anregungen allgemeiner und spezieller Art.

Innsbruck

Josef Riedmann

Harriet RUDOLPH, Das Reich als Ereignis. Formen und Funktionen der Herrschaftsinszenierung bei Kaisereinzügen (1558–1618). (Norm und Struktur. Studien zum sozialen Wandel in Mittelalter und Früher Neuzeit 38.) Böhlau, Köln–Weimar–Wien 2011. 691 S., 53 Abb., 9 Tab., Übersichten und Schemata. ISBN 978-3-412-20534-8.

Bei dem Buch handelt es sich um die geringfügig überarbeitete Fassung einer 2008 an der Universität Trier angenommenen Habilitationsschrift. Es schließt an die Neubelebung der Erforschung des Heiligen Römischen Reiches an, die gegen Ende des vergangenen Jahrhunderts und unter dem Einfluss der Symbol- und Ritualforschung in den letzten Jahren nochmals einen Aufschwung genommen hat. Untersucht werden Ereignisse, in denen sich Kaiser und Reich den Untertanen öffentlich präsentierten: Kaisereinzüge, Königswahlen, Krönungen, Huldigungen, Belehnungen, Bankette, Turniere und Feuerwerke. Thematisiert werden aber auch die mediale Verbreitung dieser solennen Ereignisse und ihr Weiterleben in der Erinnerungskultur. Der zeitliche Fokus liegt auf der Epoche zwischen dem Tod Karls V. 1558 und dem Beginn des Dreißigjährigen Krieges 1618, umfasst somit die Kaiser Ferdinand I., Maximilian II., Rudolf II. und Matthias. Räumlich stehen jene Städte und Territorien im Alten Reich im Vordergrund, die diese Habsburger dabei besuchten. Die Analyse konzentriert sich auf vier übergreifende Fragekomplexe: 1. Inhalte und Formen der Herrschaftsinszenierung, 2. die Teilnehmer (Kaiser, Reichsstände, Mitglieder des Kaiserhofs, Publikum), 3. die geographische, soziale und zeitliche Reichweite der persönlichen Auftritte des Kaisers (präsenz- und printmediale Öffentlichkeiten) sowie 4. die Funktionen und Auswirkungen dieser Ereignisse. Die Quellenbasis ist denkbar breit und umfasst Verwaltungsakten ebenso wie Chroniken, Tagebücher, Reiseberichte, Münzen, Medaillen, Publizistik und Bilder sowie am Rand auch zeremonialwissenschaftliche Literatur. Die Arbeit ist in sechs Kapitel gegliedert: Zunächst widmet sich die Autorin den räumlichen, institutionellen, personellen und materiellen Voraussetzungen der Kaiserreisen. Im Anschluss daran analysiert sie die Kaisereinzüge in Nürnberg, Regensburg, Frankfurt am Main und Dresden. Das dritte Kapitel beschäftigt sich mit den Kaiserauftritten als festlichem Ereignis, das vierte mit der Ritualisierung von Herrschaftsantritten. Abschließend werden die Kaiserauftritte aus mediengeschichtlicher Perspektive sowie damit in Zusammenhang die individuellen und kollektiven Erinnerungspraktiken

in den Blick genommen. Insgesamt wird deutlich, dass das Alte Reich nicht nur ein Rechtsraum war, sondern auch als umfassender Symbolzusammenhang verstanden werden muss, in dem die öffentlichen Auftritte des Kaisers die politische Organisation nicht nur abbildeten, sondern auch mitkonstituierten. Es erscheint als Ereignis, das in Wien und Prag genauso inszeniert wurde wie in den Reichsstädten. Klar zu erkennen ist der Ausgleich von Gegensätzen durch Konsens als eines der leitenden Prinzipien der Reichsidee und dass die politische Krise des Reichs an der Wende vom 16. zum 17. Jahrhundert auch zu einer Repräsentationskrise führte. Zur Beschreibung des damit verbundenen Wandels der symbolischen Kommunikation ist Säkularisierung als Analyse-kategorie ungeeignet. Als Medienereignisse ersten Ranges demonstrierten die untersuchten Ereignisse die Einheit von Kaiser und Reich. Mit dieser gut durchdachten und sorgfältig erstellten Studie leistet Harriet Rudolph nicht nur einen bedeutenden Beitrag zur Geschichte des Heiligen Römischen Reichs der Epoche, sondern ganz allgemein zur europäischen politischen Kultur der Frühen Neuzeit.

Salzburg

Arno Strohmeier

Bernd HAUSBERGER, *Die Verknüpfung der Welt. Geschichte der frühen Globalisierung vom 16. bis zum 18. Jahrhundert.* (Expansion – Interaktion – Akkulturation. Globalhistorische Skizzen 27.) mandelbaum verlag, Wien 2015. 207 S., 12 Karten. ISBN 978-3-85476-460-1.

Um es vorwegzunehmen: Ich habe selten eine so kritische und originelle Analyse der Aspekte und Perspektiven des globalgeschichtlichen Paradigmas gelesen. Hausberger macht dabei seine Intentionen besonders deutlich: Es geht ihm um eine stärkere Berücksichtigung der globalen Prozesse seit dem späten 15. Jahrhundert, ebenso um Lateinamerika, das in den letzten Jahren zu Unrecht gegenüber Asien an Boden verloren hat. Darauf soll in der folgenden Besprechung besonders geachtet werden.

Das Werk ist in 8 Kapitel gegliedert: 1. Globalgeschichte und Globalisierung (S. 9), 2. Periodisierung (S. 14), 3. Kosmographie und Kenntnis der Welt (S. 27), 4. Imperien und Staaten (S. 37), 5. Religion und Mission (S. 63), 6. Merkantile Expansion und Wirtschaft (S. 78), 7. Menschen in Bewegung (S. 141), 8. Zusammenfassung und Epilog (S. 172). Am Ende befinden sich eine Bibliographie (S. 180) und ein Verzeichnis der Karten (S. 208).

Hausberger versteht Globalisierung „recht pragmatisch als Prozess des Aufbaus weitreichender, tendenziell, aber meist nicht real den Erdball umspannender Beziehungsnetze und geht von der Grundannahme aus, dass eine solche Entwicklung im 16. Jahrhundert einsetzte“ (S. 8). Das ist die Grundthese, die typisch für einen Amerika-Spezialisten der frühneuzeitlichen europäischen Expansion ist. Unter dieser Devise steht auch die kurze Erörterung der Begriffe „Globalgeschichte und Globalisierung“ (S. 9–13). Unter anderem artikuliert der Autor zu Recht: „So bedient etwa die Globalisierungsdebatte ein allgemeines Befinden, unsere Probleme wären noch nie dagewesene. [...] Zweifellos finden globalgeschichtliche Interaktionen nicht erst in jüngerer Zeit, sondern bereits seit Jahrhunderten statt“ (S. 10, 12). In diesem Sinn wird im nachfolgenden Kapitel über die Periodisierung das „Zusammenrücken der Welt durch die iberische Expansion ab dem Ende des 15. Jahrhunderts“ vor Augen geführt. Mit der Entdeckung Amerikas sei eine „weltweite Entgrenzung vollzogen“ worden (S. 22, 26). Sie komme bildhaft in Kosmographie und Kenntnis der Welt zum Ausdruck und sei „Grundlage und Folge des Ausbaus handfester globaler Beziehungsnetze“ gewesen (Kapitel 3, S. 32).

Hausberger sieht in Imperien – Großreichen – „Schlüsselkräfte“, „zentrale globalisierende Akteure“ der älteren Globalisierung, deren einschlägigen Beispielen in Europa und Asien, aber auch in Amerika und Nordafrika er sich widmet; nicht zuletzt erklärt sich anhand dieser Strukturen die rapide Globalisierung der Waffentechnik (siehe insbesondere China und Japan). Von Interesse ist auch das 5. Kapitel zu Religion und Mission (S. 63–77) im Zuge der

Globalisierung, anfangs vor allem seitens der katholischen Mächte Spanien und Portugal und des Jesuitenordens in Asien und Amerika. Hierbei kann der Autor seine Erfahrungen mit der jesuitischen Missionsgeschichte, vor allem Amerikas, einbringen.

Merkantile Expansion und Wirtschaft (Kapitel 6, S. 78–140) und die damit verknüpfte Migrationsgeschichte (Kapitel 7, S. 141–171) sind die umfangreichsten Kapitel der vorliegenden Monographie. Das ist keineswegs überraschend, stehen beide Themenbereiche doch fast immer im Mittelpunkt globaler Analysen. Hausberger geht es im 6. Kapitel vor allem darum, die Beziehungsnetze zwischen den Weltregionen und Kontinenten zu analysieren. Dabei sieht er im Fernhandel ein wichtiges Vehikel, verbunden mit einer stärkeren Nachfrage in Europa als in Asien. Doch erst die Expansion Portugals in Afrika und Asien und Spaniens in Amerika bereitete die interkontinentale Vernetzung vor, die letztlich durch die Handelsroute zwischen Manila und Acapulco seit den 1560er Jahren eine „verknüpfte Welt“ herstellte (S. 96). Hausberger verfolgt diese Entwicklung bis ins 18. Jahrhundert, so etwa die Entstehung von englischen und niederländischen Handelskompanien für fast alle Himmelsrichtungen und das enorme Wachstum der britischen Handelsflotte sowie die Debatte um den freien Welthandel und das Phänomen der Frühindustrialisierung. Dabei relativiert er die Vorstellung, es sei im Fernhandel vor allem um Luxusgüter wie Tee, Kaffee oder Tabak gegangen (S. 112ff.). Im Abschnitt „Handel und ökonomische Transformation“ (S. 120–140) analysiert er anhand von Beispielen die weitreichenden „Verknüpfungen des überregionalen und interkontinentalen Handels mit diversen Bereichen der Produktion“ (S. 120): wesentlich mehr Arbeitskräfte im Warenverkehr, auf den Schiffen und in den Reedereien, auf den Baumwoll- und Zuckerrohr-Plantagen (schwarze Sklaven) in Amerika oder im Bereich der Seidenproduktion in Italien. All dies hätte ohne die Migration – die „Wanderungsbewegungen“ – nicht funktioniert; der Autor veranschaulicht dieses Phänomen anhand zahlreicher Statistiken und Karten.

In seiner Zusammenfassung resümiert der Autor u. a.: „Das Narrativ von der Moderne wurde zum hegemonialen Diskurs, und war offensichtlich eher durchzusetzen als die christliche Weltdeutung, die die Missionare seit dem 16. Jahrhundert zu verbreiten versucht hatten“ (S. 178). Eine überlegenswerte Feststellung, der bisher in der Literatur keine Bedeutung zukam.

Insgesamt handelt es sich um eine sehr lesenswerte Studie, die mit dem Blick auf die erste, im 16. Jahrhundert von Europa ausgehende Globalisierung vieles zurechtzurücken versucht – ein Unterfangen, das meines Erachtens gelungen ist.

Es ist sehr zu bedauern, dass dem ausgezeichneten, kenntnisreichen Werk ein geographisches und ein Namen-Register fehlen. Diese Kritik beeinträchtigt jedoch keineswegs die schon charakterisierte Qualität von Hausbergers Arbeit.

Wien

Alfred Kohler

Anna Giulia CAVAGNA, *La biblioteca di Alfonso II Del Carretto marchese di Finale. Libri tra Vienna e la Liguria nel XVI secolo. (Fonti, memorie e studi del Centro Storico del Finale 2.)* Centro Storico del Finale, Finale Ligure 2012. 429 S., 39 Abb. ISBN 978-88-901669-2-1.

Alfonso II. Del Carretto ist der Nachwelt, wenn überhaupt, in erster Linie durch seine Streitigkeiten mit den eigenen Untertanen und mit dem Herzog von Savoyen als gewaltbereiter Renaissanceadeliger im Gedächtnis geblieben. Ein vor einigen Jahren im Archiv der Familie Doria Pamphili in Rom aufgefundenes Manuskript weist ihn aber auch als kenntnisreichen Büchersammler mit weitgespannten Interessen aus. Es handelt sich dabei um ein durch seine ausführlichen Angaben bemerkenswertes Verzeichnis der von ihm während seiner Abwesenheit von Finale am Kaiserhof und in Deutschland erworbenen und nach Finale geschickten Bücher, das nun in der Person Anna Giulia Cavagnas, Dozentin für die Geschichte des Buch-



wesens an der Universität Genua, eine sachkundige Editorin gefunden hat. Sie hat in mühevoller Kleinarbeit die knapp 1100 Buchtitel identifiziert und mit allen nötigen Angaben zu den Druckausgaben versehen. Unter den am Manuskript beteiligten Händen möchte sie eine – hypothetisch – sogar Alfonso Del Carretto selbst zuordnen. In vier der Edition vorangehenden Kapiteln werden die aus der Untersuchung des Verzeichnisses gewonnenen Erkenntnisse hinsichtlich der kulturellen Interessen Alfonsos, aber auch der Verbreitung von Wissen im Zeitalter der Spätrenaissance und der damit verbundenen Personennetzwerke mit stupender Gelehrsamkeit präsentiert. Cavagna hat für ihre Untersuchung umfangreiche Forschungen in zahlreichen Bibliotheken und Archiven einschließlich zweier Abteilungen des Österreichischen Staatsarchivs – Haus-, Hof- und Staatsarchiv und Allgemeines Verwaltungsarchiv – durchgeführt. In ihrer Zusammenfassung betont sie den europäischen Zuschnitt der Bibliothek Alfonsos Del Carretto und wünscht sich künftig weitere Forschungen zu einem möglichen Zusammenhang zwischen dem Inhalt der erworbenen Bücher und den diplomatisch-militärischen Aktivitäten Alfonsos im Umfeld des Kaiserhofes. Insgesamt bietet die Monographie Cavagnas eine Fülle von Informationen nicht nur zu Buchdruck und Buchhandel, sondern auch zur höfischen und adeligen Kultur der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts in Italien und Mitteleuropa. Eine Fundgrube für alle, die an solchen Informationen Interesse haben.

Wien

Leopold Auer

Heinz DUCHHARDT, 1648. Das Jahr der Schlagzeilen. Europa zwischen Krise und Aufbruch. Böhlau, Wien–Köln–Weimar 2015. 204 S., 14 Abb. ISBN 978-3-412-50120-4.

Vor einigen Jahren erschien ein Buch von Benno Teschke zum „Mythos 1648“, der diesem Jahr den Charakter einer Epochen­grenze bescheinigt, zumindest aber war es „ein Jahr, das niemanden in Europa unberührt ließ“ (S. 9). Die Gleichzeitigkeit von verschiedenen Entwicklungssträngen ist Thema des erzählend angelegten und ohne Fußnoten auskommenden Bandes. Gegensätzliche Entwicklungstendenzen zeichnen sich in Europa ab, der von Aufständen begleitete Aufstieg Frankreichs, der Niedergang Spaniens wie Portugals und irritierende Übergangsphasen wie etwa im Osmanischen Reich liefen parallel. In protestantischen Teilen des Heiligen Römischen Reiches wurden Friedensfeste gefeiert, im zeremoniellverliebten Wien hielt man sich als einer der Verlierer des Dreißigjährigen Krieges dagegen mit Feuerwerken auffallend zurück. Der emeritierte Direktor des Instituts für Europäische Geschichte in Mainz, Heinz Duchhardt, stellt dieses Jahr „in einem europäischen und multidimensionalen Zugriff in seinem ganzen Facettenreichtum“ (S. 15) vor und zeigt, dass sich der Kontinent Europa in diesem Jahr schon als Einheit empfand. Auf der Grundlage der zeitgenössischen Medien in einer der dichtesten europäischen Presselandschaften, nämlich dem Heiligen Römischen Reich, versucht der Autor mit Schlagzeilen – die es in zeitgenössischen Medien aber noch nicht gab – den Wesenzustand Europas im Norden, Westen, Süden und Osten anhand kleiner Länderporträts auszuleuchten. Ein instruktiver Band, der ein wenig an John Elliot Wills globalgeschichtliches Buch zu 1688 erinnert, entstand dabei. Gut geschrieben und mit der Kennerschaft langjähriger Forschungspraxis auf dem Gebiet der internationalen Beziehungen zeigt Duchhardt nicht nur die Auswirkungen der kleinen Eiszeit, der Seuchenzüge, des „Krieges aller Kriege“ und der erneut aufflackernden Reunionsbemühungen, sondern auch die realpolitischen Schwierigkeiten der Exekution des westfälischen Friedenswerkes. Nicht immer gelingt bei den gut skizzierten Länderportraits eine Punktlandung auf dem Jahr 1648, sondern die Darstellungen geraten zu breit gestreuten verfassungs- und diplomatiegeschichtlichen Kurzcharakteristiken der Regionen. Über Portugal hing ein Damoklesschwert bezüglich der Konflikte mit Spanien (1640) und mit den Niederländern in Brasilien (Recife); Spanien stand

1648 mit dem Rücken zur Wand und musste sich gefährdet glauben; das siegreiche Frankreich erlebte das Jahr 1648 aufgrund des Frondeaufstandes als „Menetekel, das sich nie mehr wiederholen durfte“ (S. 58). In England kam das Königtum der Stuarts zu einem vorläufigen dynastischen und von Bürgerkriegen begleiteten Ende, eine neue Staatsform hielt Einzug. Die Niederlande gewannen 1648 mit der Emanzipation vom Reich – ebenso wie die Schweiz – einen zentralen Erinnerungsort ihrer nationalen Geschichte hinzu. Das Jahr 1648 bedeutete in Dänemark mit dem Tod Christians IV. einen Scherbenhaufen, in Schweden zeigte man sich in einer emotionalen Zwischenlage „zukunftsunsicher und stolz“, deutlich wurde aber, dass das schwedische Königtum im 17. Jahrhundert „nach ‚Europa‘ hineingewachsen war“ (S. 89). Auch in Polen verstarb mit Władysław IV. der König, und der Kosakenaufstand von Bogdan Chmielnicki bedrohte nicht nur die polnische Rzeczpospolita, sondern auch das moskowitische Großreich in seinen Grundfesten. Siebenbürgen beschäftigte sich unter Georg I. Rákóczi mit den Plänen zu einer Donaukonföderation der drei Fürstentümer Siebenbürgen, Moldau und Walachei. Eine Palastrevolution im Hochsommer und der Machtantritt des sechsjährigen Mehmed IV. als Sultan zeigte das Osmanische Reich nach wie vor als kriegsführend (Candia), aber auch in einer Phase der relativen Modernisierung. Die Lage auf der Apenninenhalbinsel offenbart eine von vielen Interessen beeinträchtigte Suche nach Stabilisierung. Venedig in Gestalt des nüchternen Alvise Contarini war zwar eine der großen Verhandlerpersönlichkeiten in Münster, die außenpolitische Lage der Serenissima verdeutlicht aber durch den Krieg um Kreta den Bedeutungsverlust der Lagunenstadt. Für die Schweiz stellte 1648 eine tiefe Zäsur aufgrund der völkerrechtlichen Selbstständigkeit dar, im Heiligen Römischen Reich läuteten die westfälischen Friedenglocken eine Phase der Föderalisierung ein, das konfessionelle Moment verlor seinen entscheidenden Einfluss auf die Reichspolitik. Die boomende Zeitungslandschaft unterstreicht diese Vielfalt an spektakulären Ereignissen, vor allem der Bürgerkrieg in England, die Aufstände in Neapel und Sizilien, der venezianisch-osmanische Krieg, aber auch die Fronde und der Chmielnicki-Aufstand bestimmten die Meldungsinintensität des Leipziger „Wöchentlichen Zeitung“. „Die Verbindung von Krise und Zukunftshoffnung und -erwartung macht den spezifischen Reiz des Schlüsseljahres 1648 aus: ein *annus horribilis* und zugleich ein *annus mirabilis*“ (S. 188).

Ein gelungener Überblick, etwa auch im Studienbetrieb gut einsetzbar, ist vor der geschilderten Anordnung des Buches entstanden. Ärgerlich erscheinen die gelegentlichen Zitierungen von Autoren im Text, die aber im Literaturverzeichnis nicht aufgeführt werden. So wird man etwa „Langer“ (S. 82) und „Ericson“ (S. 83) vergeblich in der Bibliographie suchen, was für Spezialisten verschmerzbar, aber für Studierende zu einem Problem wird. Auch das Personenregister ist leider lückenhaft, einige Belege fehlen hier (etwa sucht man einen Herzog von Braganza ebenso vergeblich wie den Abt Gaisser auf S. 156, Boris Godunow auf S. 102 oder den General Schomberg auf S. 170). Der lesenswerte und gut strukturierte Band von Heinz Duchhardt setzt seine schnittbildartigen Schwerpunkte jenseits des Heiligen Römischen Reiches, das lediglich breiter über die Medien Darstellung erfährt; auch die Habsburgermonarchie findet wenig Platz im breiten und für die Leserschaft reizvollen, mit gekonnten long shots und einigen close ups aufwartenden Spektrum des Bandes. Schon einleitend heißt es, Gegensätzlichkeiten umreißend, „während in Polen, Dänemark und in Siebenbürgen Herrscherwechsel neue Zeiten einzuläuten schienen, brachen im *Mezzogiorno* und in Katalonien heftige soziale Aufstände los“ (S. 10).

Wien

Martin Scheutz

Hermann Zeitlhofer, *Besitzwechsel und sozialer Wandel: Lebensläufe und sozio-ökonomische Entwicklungen im südlichen Böhmerwald, 1640–1840.* (Sozial- und Wirtschaftshistorische Studien 36.) Böhlau, Wien–Köln–Weimar 2014. 374 S. ISBN 978-3-205-79565-0.

Die an der Universität Wien entstandene Dissertation von Hermann Zeitlhofer, die nunmehr in stark überarbeiteter Form vorliegt, untersucht mit dem Besitztransfer ein Themenfeld, das in der sozialhistorischen Forschung lange Zeit vernachlässigt worden ist. Die vorliegende Arbeit analysiert die Erbgewohnheiten in der ländlichen Gesellschaft von der Mitte des 17. Jahrhunderts bis in die 1840er-Jahre anhand des südlichen Böhmerwaldes. Sie geht dabei dezidiert von sozialhistorischen Theorie- und Modellbildungen aus, deren empirische Tragfähigkeit sie zu überprüfen sucht.

Zeitlhofer nimmt an, dass Praktiken der Weitergabe von Land- und Hausbesitz die lokale gesellschaftliche Entwicklung stark beeinflusst haben. Um diese Frage zu untersuchen, analysiert er nicht nur die Traditionen der Erbuntertänigkeit in Böhmen vor dem Hintergrund der Entwicklung der dortigen Gutsherrschaft, sondern er geht auch auf die demographischen und ökonomischen Rahmenbedingungen und deren Auswirkungen auf die Erbgewohnheiten ein. Erlebten etwa Kinder angesichts der im Untersuchungszeitraum hohen Mortalitätsrate den Zeitpunkt der Übergabe, so dass für Eltern eine Wahlmöglichkeit bei der Weitergabe ihres Besitzes zwischen älteren und jüngeren Kindern bestand? Zeitlhofers Studie ist als eine mikrohistorisch angelegte Fallstudie konzipiert. Ihre Quellengrundlage besteht wesentlich in Grundbüchern, die in der südböhmischen Pfarre Kaplíčky von der Mitte des 17. Jahrhunderts bis etwa um 1848 vollständig erhalten sind. Dazu kommen der Familienkataster, das Ausnehmerbuch, in dem Altenteilerverträge für den Zeitraum von 1699 bis 1738 verzeichnet sind, sowie als staatliche Quellen Bevölkerungsverzeichnisse und der Steuerkataster.

Im Untersuchungsgebiet von Kaplíčky, das in der Herrschaft Vyšší Brod lag, herrschte das Prinzip des Anerbenrechts vor. Es geht Zeitlhofer aber vor allem darum, die vielfältigen Handlungsmöglichkeiten und -strategien der lokalen Bevölkerung bei der Weitergabe ihres Besitzes aufzuzeigen, die nicht strikt auf eine Norm festgelegt waren. So wurde etwa jemand, der nicht erbte, häufig mit Geld entschädigt. Viele nicht Erbenden heirateten auch in eine andere Familie ein, sie erwarben ein Grundstück oder bauten neu. Die Ergebnisse seiner Studie fasst Zeitlhofer so zusammen, dass die Bauern sich als flexibel und pragmatisch Handelnde erwiesen. Hierbei fallen vor allem deren vielfältigen Strategien ins Gewicht, den Hof im Familienbesitz zu halten.

Entgegen der einflussreichen Forschungstradition, den bäuerlichen Hof als „ganzes Haus“ zu betrachten, in welchem das wirtschaftende Paar ein hohes Maß von Autonomie bewahrt habe, betont Zeitlhofer, dass der Hof im Untersuchungsgebiet erst im Verlauf der Frühen Neuzeit aufgewertet worden sei. Nicht zu unterschätzen sei dabei auch die Rolle der Verwandtschaft, die das „regierende“ Paar in seiner Verfügungsgewalt deutlich beschränken konnte. Im Ergebnis konstatiert der Verfasser, dass es gegen Ende des Untersuchungszeitraums nicht zu einer stark polarisierten Gesellschaft gekommen sei, in welcher eine kleine, stabile Zahl von Großgrundbesitzern einer breiten Masse an landlosen Kleinhäuslern oder Inwohnern gegenübergestanden sei. Eher sei die Anzahl an Klein- und Kleinstbesitzern immer größer geworden. Mit diesem Befund eines hoch komplexen, unter Berücksichtigung zahlreicher Faktoren zu beschreibenden sozialstrukturellen Wandels macht die Studie nachdrücklich die analytischen Vorzüge der mikrohistorischen Methode deutlich, die Besitzwechsel und sozialen Wandel als historische Problemfelder differenzierend aufzuschließen versteht.

Salzburg

Alexander Pinwinkler

Stefan DORNHEIM, *Der Pfarrer als Arbeiter am Gedächtnis. Lutherische Erinnerungskultur in der Frühen Neuzeit zwischen Religion und sozialer Kohäsion.* (Schriften zur Sächsischen Geschichte und Volkskunde 40.) Leipziger Universitätsverlag, Leipzig 2013. 323 S. ISBN 978-3-86583-617-5.

Thema dieser Arbeit ist die Rekonstruktion einer konfessionellen Erinnerungskultur. Sie entstand als Dissertation im Rahmen des Dresdner SFB 804 „Transzendenz und Gemeinsinn“ und macht als Einzelstudie dessen fruchtbaren Forschungsansatz noch einmal deutlich.

Der Autor will den Pfarrer und das Pfarrhaus als „Spezialisten des Gedenkens“ sichtbar machen, als diejenigen also, der systematisch an der Erarbeitung einer lutherischen Fest- und Erinnerungskultur arbeitete, um der Gemeinde, der Kommune, schließlich dem beides überwölbenden konfessionalisierten Territorialstaat eine geschichtlich verankerte institutionelle Ordnung und symbolische Kommunikation von transzendenzbezogener Zusammengehörigkeit zu vermitteln. Die Arbeit ist durch zwei besondere Ansätze gekennzeichnet.

Erstens sucht sie die Orte, Medien und Methoden einer Erinnerungsproduktion auf, die in der bisherigen Forschung zu Reformationsjubiläen und Leichenpredigten weniger beachtet wurden: Totenmemoria für Pfarrer und Gemeindeglieder, eine „personale Jubiläumskultur“ der Amts-, Universitäts- und Ehejubiläen, die zunehmende rituelle und homiletische Aufladung des Neujahrsfestes, schließlich die im evangelischen Kirchenbau eingearbeiteten Gedenk-Artefakte wie Zeitkapseln, Grundsteine und „Bauopfer“. Zweitens verknüpft Dornheim die allgemeinere Darstellung mit einer ganzen Reihe ausgesprochen konkreter Lokalbeispiele, die die Anschaulichkeit und Nachvollziehbarkeit sehr erhöhen. Alles das diene einer Repräsentation von Konfessionsbewusstsein ebenso wie einer Selbstaufwertung der sozialen Eliten.

Grabsteine nahmen nur eine begrenzte Textmenge auf, aber Epitaphien konnten als Glaubens- und Genealogiebilder die Frömmigkeit der Verstorbenen inmitten ihrer Familie und ihres sozialen Netzwerkes veranschaulichen und auch in ästhetisierten Beischriften erläutern. Gesonderte Kirchenstände und Gestühle übertrugen die Rangfolgen der Gesellschaft in den Kirchenraum. Die Honoratioren brachten sich mit ihren hoch angebrachten Logen auf Augenhöhe mit der Kanzel und erhoben sich über das gemeine Volk. Wappen, Tugendemblemata und Inschriften unterstrichen diesen Anspruch. Neben der Leichenpredigt werden hier also zunehmende und zusätzliche Formen der „Arbeit am Gedächtnis“ wiederentdeckt. Amtsjubiläen, Akademische Jubiläen und Ehejubiläen boten eigene Formen, noch zu Lebzeiten christliche Tugenden öffentlich zu präsentieren, Alterswürde, Lebensklugheit, christliche Standfestigkeit und gläubige Heilszuversicht zu preisen und als Standards der Lebensführung zu veröffentlichen. Auch diesen Jubiläen kam durchaus die Qualität von „Passageriten“ zu: Jeder individuelle Gedenktag verknüpfte die Einzelperson mit einem allgemeinen Amts- oder Standesauftrag und sicherte auch diesen Beanspruchungen von Selbst- und Konfessionsbewusstsein Kontinuität und Zukunft durch die allgemeine Anteilnahme einer möglichst großen Menge. Botschaften und Inszenierungen blieben „auf transpersonale Ordnungssysteme wie den Familienverband und das Amt bezogen“ und formulierten einen fortdauernden Anspruch auf „öffentliche Bedeutung und Geltung“ (S. 95).

Neben die individuelle Gedächtniskultur trat eine kollektive Kennzeichnung des Kirchenraums. Die von Luther ursprünglich propagierte Heiligung durch Zweckmäßigkeit wurde von einer immer elaborierteren Kirchweih- und Kirchausstattungspraxis rasch überboten: Aufwändige Feste bildeten die soziale Ordnung nun auch im Kirchenraum ab; die Predigten erklärten die renovierten oder neu errichteten Kirchen zu Tempeln Salomos. In „Zeitkapseln“ bewahrten Grundsteine und Turmhelme den Anlass der Bauten, ihre zeitgeschichtliche Situierung in den Bedrohungen des rechten Glaubens, die Bekenntnisschriften und Katechismen, Gedenkmünzen, zeitgeschichtliche Notizen und die Erinnerung an die maßgeblichen Beför-

derer. Das oft aufwändige Zeremoniell suchte selbstverständlich die Aufmerksamkeit der großen Öffentlichkeit und die Deutung in Predigt, Gebet und Gesang. Festschriften lieferten ausführliche Dokumentationen und verstetigten die Ereignisse. Diese Würdigung verlieh dem Raum die Dignität evangelischer Öffentlichkeit, die sich vom den Katholischen unterstellten abgöttischen Ritualismus signifikant unterschied.

Auch das öffentliche Wort suchte diese memoriale Verzeitlichung. Das im Luthertum allgegenwärtige apokalyptische Schrifttum bediente nicht einfachhin nur eine vorhandene Mentalität, sondern bemühte sich, sie als latent vorhandene Perspektive zu einem Wesensmerkmal lutherischer Identität zu entwickeln. Die Gattung der Neujahrspredigt zahlte, so könnte man formulieren, Apokalyptik in kleiner Münze: Die genaue Interpretation des verflossenen Jahreslaufs mit seinen ambivalenten Einzelereignissen konnte angeschlossen werden an heilsgeschichtliche Großdeutungen.

Alle diese Aspekte und Fallbeispiele zeigen den Facettenreichtum lutherischer „Arbeit am Gedächtnis“; sie zeigen aber auch den Pfarrer als jene Kerngestalt, bei der alle diese Bemühungen um Deutungshoheit faktisch zusammenliefen. Die Arbeit ist gut lesbar geschrieben und überzeugt in ihrer Zusammenführung von reflektierter theoretischer Fundierung und genauem Studium der Überlieferung in Archiven, Artefakten und fotografischen Dokumentationen.

Tübingen

Andreas Holzem

tief verwurzelt – hoch hinaus/strong roots – inspiring vision. Die Baukunst der Franckeschen Stiftungen als Sozial- und Bildungsarchitektur des protestantischen Barock/The Francke Foundations as Social and Educational Architecture in the Protestant Baroque, hg. von den Franckeschen Stiftungen zu Halle. (Kataloge der Franckeschen Stiftungen 33.) Verlag der Franckeschen Stiftungen zu Halle, Harrassowitz Verlag in Kommission, Leipzig 2015. 263 S. ISBN 978-3-447-10458-6.

Das 1698 gegründete Waisenhaus in Glaucha (vor Halle) gehört zu den prägenden Kinderversorgungseinrichtungen des Heiligen Römischen Reiches, das aufgrund des neuen pädagogischen und kindgerechten Ansatzes Maßstäbe setzte. Der vorliegende, konsequent zweisprachige Sammelband und Ausstellungskatalog, einer Serie von reich bebilderten Katalogen der Stiftungen entstammend, entstand im Kontext der UNESCO-Welterbe-Bewerbung des bis zur Mitte des 18. Jahrhunderts ständig gewachsenen Bauensembles. Umfangreiche wissenschaftliche Aufarbeitungen waren im Zuge dieses langwierigen Bewerbungsvorganges erforderlich, die vor allem die Bauten der Anfang der 1990er Jahre wiederbegründeten Franckeschen Stiftungen zum Thema hatten – im Jänner 2016 scheiterte diese Bewerbung schließlich. August Hermann Franckes (1663–1727) Gründung beabsichtigte nicht nur eine Verbesserung der Gesellschaft, sondern schon die dezente Architektur der Gebäude und deren geschickte Anordnung im Stadtraum sollten diesen großen Anspruch spiegeln. Baulich reiht sich das weitgehend schmucklose Waisenhaus in die frühneuzeitliche Palast- und Klosterarchitektur ein. Im Hausinneren waren neben dem Waisenhaus auch ein Verlag, eine Apotheke, mehrere Versammlungs- und Schlafräume für Schüler und Lehrer, aber auch eine Wunderkammer eingerichtet. Bald gliederte sich eine Waisenknabenanstalt (1732–1734), das Lange Haus (1713–1716), das königliche Pädagogium, eine Bibliothek, ein Kinderkrankenhaus und etwa eine Bibelanstalt (Cansteinsche Bibelanstalt) an den ursprünglichen Komplex, wobei einzelne Baukörper baulich abgesetzt wurden. Der kunsthistorische Baubefund förderte Interessantes zu Tage: Das Lange Haus mit 115 Metern Länge, 12 Metern Breite und 27 Metern Höhe erwies sich als das größte und längste Fachwerkwohngebäude in Europa. Die aus Frankreich vertriebenen hugenottischen Baumeister brachten auch die Mansardendächer mit ins Heilige Römische Reich und beim schon 1700 bezogenen Waisenhaus kam ein steiles, viel Platz schaffendes Mansardendach zum Einsatz – eines der ältesten Mansardendächer Deutschlands. Das

Waisenhaus mit seiner Fassade ist sowohl vertikal als horizontal dreigeteilt: vertikal durch den Mittelrisalit, horizontal wurde Unter- und Erdgeschoss in Bandrustika-Technik ausgeführt, dem zwei verputzte Geschosse aufsitzen; ein aufwändiges Mansardendach krönt das Gebäude. Die Franckeschen Stiftungen werden im Band als „außergewöhnliche soziale und pädagogische Zweckarchitektur“ vorgestellt, die einerseits nach dem Vorbild des Escorial („Stilo Desornamentado“) und des Salomonischen Tempels (2 : 3 : 6/Breite : Höhe : Länge) gestaltet wurde und andererseits als Musterbeispiel für zeitgenössische, multifunktionale Fürsorge- und Erziehungsgebäude diente. Die von namhaften Wissenschaftlern verfassten Beiträge im Band sollten die UNESCO-Welterbe-Bewerbung stützen, indem die Franckeschen Stiftungen als „einzigartiges Projekt zur Verbesserung der Menschheit“ vorgestellt wurden, deren Vorbildlichkeit hinsichtlich weiterer Waisenhausgründungen unterstrichen, die „Neuformulierung eines Bautyps“ dargelegt und die Beziehung von „kasernierten Gemeinschaft“ zum Gebäudetyp im Sinne der Formung einer „Anstaltsgemeinschaft“ vor Augen gestellt wurden. Zwischen 1690 und 1770 entstanden im Heiligen Römischen Reich über 60 Waisenhäuser, also ein Fünftel der Waisenhäuser, nach dem Vorbild von Halle – erst nach dem Siebenjährigen Krieg begann sich diese pädagogische Innovation abzuschwächen.

Der vorliegende Band erweist sich als ein gut gemachter Katalog, der mit Abbildungen hoher Qualität und mit gut lesbaren Beiträgen aufzuwarten vermag. Die Franckeschen Stiftungen werden vor allem in architekturhistorischer Hinsicht gut dargestellt. Leider wird der wissenschaftliche Wert der Publikation durch das Fehlen von Fuß- oder Endnoten geschwächt, lediglich eine Gesamtbibliographie der verwendeten Literatur steht am Ende jedes Beitrages. Die Übersetzungen der Texte sind gut gelungen, nur selten haben sich in den deutschsprachigen Texten Anglizismen erhalten, wenn etwa vermerkt wird, dass die „Vermittlung dieser neuen Konstruktionsformen in das Holy Roman Empire [...] auf verschiedenen Wegen“ (S. 154) erfolgte. Zudem fallen inhaltlichen Doppelungen in mehreren Beiträgen bei der Lektüre des Bandes auf. Sicherlich hätte sich die Leserschaft über biographische Angaben zu den Autorinnen und Autoren gefreut, welche die Forschungsergebnisse auch für disziplinfremde LeserInnen besser verortet hätten. „Die Franckeschen Stiftungen sind [...] eine baulich abgeschlossene, von ihrer Umgebung klar abgegrenzte Einheit, eine geschlossene Gesellschaft in der Stadt – ausgerechnet anschließend an die ärmlicheren Gebiet von Glaucha-Halle –, eine nur gute pädagogische in einer schlechten weltlichen Stadt, das himmlische Jerusalem, ‚eine Stadt, die auf dem Berge liegt‘, die den Weg in die Zukunft weist.“ (S. 170).

Wien

Martin Scheutz

Vivienne RICHMOND, *Clothing the Poor in Nineteenth-Century England*. Cambridge University Press, Cambridge 2013. 344 S., 10 Abb., 2 Tab. ISBN 978-1-107-04277-8.

Vivienne Richmond, die aktuell am Goldsmiths College der University of London lehrt, legt mit ihrem Buch, das aus ihrer Dissertation hervorgegangen ist, eine beeindruckende Untersuchung zur (Be-)Kleidung der Armen vor. Für England im 19. Jahrhundert – „a period of great sartorial change“ (S. 2) – versucht sie zu zeigen, dass trotz der weitreichenden Veränderungen im Zug der Industrialisierung, die Kleidung günstiger und leichter verfügbar machten, eine „sartorial underclass“ (weiter-)bestand, die mit den Entwicklungen umso weniger Schritt halten konnte (S. 19). Ihr Werk fügt sich in eine Reihe von englischsprachigen Pionierstudien zum Thema ein, behandelt dabei aber erstmals ausführlich das 19. Jahrhundert.

Das Buch gliedert sich neben einer Einleitung (S. 1–19) und Schlussbetrachtung (S. 293–299) in zehn Kapitel und schließt am Ende mit einem Quellen- und Literaturverzeichnis (S. 300–330) sowie einem Namen- und Sachregister (S. 331–344). Nach Angaben der Autorin lassen sich die Kapitel in vier Themenabschnitte einteilen (S. 17). Im ersten (Kap. 1–3,

S. 20–92) beleuchtet sie zunächst die Bekleidungsstandards der „working class“ und deren Veränderungen im 19. Jahrhundert (Baumwolle, Konfektionskleidung usw.), anschließend den (geringen) finanziellen Spielraum der armen Bevölkerung, so dass Kleidung oft mit anderen Grundbedürfnissen konkurrieren musste, und schließlich die Erwerbsmöglichkeiten (Secundhand-Kleidung, Kredit- und Verpfändungsstrategien usw.). Der zweite Abschnitt (Kap. 4–6, S. 93–185) ist zu Beginn der Eigenproduktion von Kleidung sowie deren praktischen und ideologischen Hintergründen gewidmet („intrinsic connection between needlework and femininity“, S. 120), beschäftigt sich in der Folge mit der engen Verbindung zwischen Kleidung und Sauberkeit auf der einen und Respektabilität auf der anderen Seite und endet mit der Analyse zweier Autobiographien, die die Bedeutung von Kleidung in Bezug auf Selbstbestimmung, -vertrauen und -wahrnehmung deutlich macht.

Im dritten Abschnitt (Kap. 7 und 8, S. 186–241) steht die Bereitstellung von Kleidung im Rahmen von Fürsorge und Mildtätigkeit im Mittelpunkt, wobei sich ein Übergang von der Unterstützung auf (Pfarr-)Gemeindeebene („parish clothing“) hin zu gemeinnützigen „Bekleidungsvereinen“ auf Selbsthilfe-Basis („self-help clothing societies“) und anderen „clothing charities“ („Needlework Guilds“, „jumble markets“ usw.) abzeichnet (Wendepunkt New Poor Law 1834). Der letzte Abschnitt (Kap. 9 und 10, S. 242–292) behandelt Uniformen, die in Armeschulen („charity schools“), Fürsorge- und Strafeinrichtungen („workhouses“, „lunatic asylums“, „prisons“) sowie von Bediensteten vielfach getragen werden mussten, die dahinterliegenden, oft widersprüchlichen Absichten sowie die Auswirkungen auf die damit Versehenen.

Richmonds Untersuchung gründet auf umfangreichen (Archiv- und Bibliotheks-)Recherchen und damit einhergehend auf der Verwendung von zahlreichen gedruckten und ungedruckten Quellen. Neben obrigkeitlichen Materialien (u. a. „Parliamentary papers“) und etwa Dokumenten über die bzw. von den „Clothing societies“ sind dies vor allem autobiographische Quellen sowie verschiedenste Aufzeichnungen, die zeitgenössische Beobachtungen zum Thema Kleidung enthalten. Als kleine Kritik sei angemerkt, dass eine Untersuchung zum 19. Jahrhundert zur Veranschaulichung mit mehr als zehn Abbildungen hätte unterfüttert werden können. Trotz des Sujets der Armen dürfte neben vielen Zeichnungen und Gemälden auch eine größere Anzahl an Fotografien aus der zweiten Jahrhunderthälfte verfügbar sein.

Alles in allem bildet das Werk von Vivienne Richmond eine richtungsweisende Studie, die die Lebenssituationen armer Menschen und ihre Bemühungen um ausreichende und adäquate („no finery“) Bekleidung plastisch vor Augen treten lässt. Dies gelingt ihr mittels der vielen Stimmen, die bei ihr zu Wort kommen, wobei sie stets bemüht ist, die Armen selbst sprechen zu lassen – für das 19. Jahrhundert natürlich machbarer als für die Zeit davor. Sie liefert damit in Kombination nicht nur einen (vor allem für die deutschsprachige Forschung) inspirierenden Beitrag zur Geschichte der Kleidung, sondern auch zur Geschichte der Armut und der Armen.

Wien

Sarah Pichlkastner

Biographisches Lexikon der demokratischen und liberalen Bewegungen in Mitteleuropa 1770 bis 1848/49, hg. von Helmut REINALTER–Claus OBERHAUSER (Schriftenreihe der Internationalen Forschungsstelle „Demokratische Bewegungen in Mitteleuropa 1770–1850“ 48.) Peter Lang, Frankfurt am Main 2015. xx, 831 S. ISBN 978-3-631-65903-8.

Dieses nützliche biographische Hilfsmittel erschien erstmals in drei Bänden zwischen 1992 und 2011 in derselben Schriftenreihe (Bd. 7, 39 und 43) und wird nun in einem einzigen Band neu vorgelegt. Die frühere chronologische Gliederung in die beiden Zeiträume 1770 bis 1800 und 1800 bis 1849 ist nun aufgehoben; beibehalten wurde die geographische Anordnung nach fünf Räumen: „Deutschland“, „Österreich“, „Schweiz“, „Ungarn“ sowie

„Böhmen und Mähren“. Dies dürfte für manche Benutzungszwecke hilfreich, für andere eher hinderlich sein; die Anzeige dieser Bereiche in der Kopfzeile, wie dies noch im ersten Band gehandhabt wurde, wäre ebenso wünschenswert wie eine Erklärung der Kriterien für die Abgrenzung der Räume und die Zuordnung von Personen in Zweifelsfällen, die jedoch nicht geboten wird. Das kurze Vorwort (S. vii–viii) enthält vor allem gut verständliche Definitionen der im Titel verwendeten Begriffe „demokratisch“ und „liberal“, woraus auch die Abgrenzung zwischen beiden Kategorien hervorgeht; das Vorwort des ersten Bandes wird hier wiederaufgenommen und präzisiert.

Ebenfalls dem Vorwort zufolge ist die Neuausgabe „überarbeitet, aktualisiert, ergänzt und korrigiert“ (S. vii) worden. Worin diese Veränderungen im Einzelnen bestehen mögen, wird nicht ausgeführt. Es ist auch nicht ohne weiteres festzustellen. Der Abgleich von zwanzig zufällig gewählten Artikeln aus allen fünf geographischen Bereichen mit ihren jeweiligen Versionen in den früheren Bänden hat in fast allen Fällen eine vollständige Textgleichheit gezeigt, nur zum Artikel über Heinrich von Gagern ist zu bemerken, dass ein Satz der älteren Fassung ausgefallen ist (S. 157). Die Literaturangaben sind gleichfalls nicht ergänzt worden, auch nicht bei den Artikeln aus dem über zwanzig Jahre zurückliegenden ersten Band. Auf das Hinzukommen neuer Einträge, woran der Ausdruck „ergänzt“ denken lassen könnte, wurden die Bereiche mit den Anfangsbuchstaben B, M und T geprüft, ebenfalls ohne Resultat. Die Überarbeitung scheint sich somit in der Hauptsache auf die Zusammenführung in einen Band und die neue Anordnung der Einträge zu beschränken. Auch wurde der Text neu gesetzt. Einige Druckfehler sind korrigiert worden, leider aber auch viele neue hinzugekommen, die sich aus dem Einlesen der alten Ausgabe mittels Zeichenerkennungssoftware zu ergeben scheinen; wiederholt ist „in“ zu „m“ geworden, andernorts „(L: 92f.“ zu „(L: 92D“ (S. 41) oder „Paris“ zu „Pans“ (S. 697). Gerade in den Teilen zu Ungarn und Böhmen ist dadurch die Wiedergabe von Namen und Titeln, besonders jenen mit Sonderzeichen, fallweise empfindlich gestört („Nemessányi“ statt „Nemessányi“, S. 756; „Meidfická“ statt „Mejdřická“, S. 786).

Falls es also substantielle inhaltliche Verbesserungen geben sollte, sind sie in dem umfangreichen Band so dünn gesät, dass sie sich nicht ohne viel Mühe ausmachen lassen. Während eine Neuauflage grundsätzlich zu begrüßen ist und der Wert des Lexikons an sich außer Frage steht, werden Bibliotheken und Lesende, denen die drei ursprünglichen Bände zur Verfügung stehen, sich von einem Erwerb respektive einer Benutzung der neuen Fassung wenig Gewinn zu versprechen haben.

Wien

Thomas Stockinger

Heinrich Denifle (1844–1905). Un savant dominicain entre Graz, Rome et Paris/ Ein dominikanischer Gelehrter zwischen Graz, Rom und Paris, hg. von Andreas SOHN–Jacques VERGER–Michel ZINK. Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, Paris 2015. XXXVIII, 301 S., 28 Abb. ISBN 978-2-87754-335-4.

Unter den bedeutenden Tiroler Historikern der Blütezeit der Geschichtswissenschaften in den Jahrzehnten vor dem Ersten Weltkrieg ist Heinrich Denifle in seiner Heimat und in Österreich wohl der am wenigsten bekannte. Dies hängt wahrscheinlich damit zusammen, dass er Themen zur Geschichte seines Landes mied und dort nur die ersten 17 Jahre seines Lebens verbrachte. Der in die von Armut geprägte Familie eines Lehrers in Imst Hineingeborene fand als Halbwaise einen Gönner, der ihn nach Brixen aufs Gymnasium schickte. Knapp nach der Matura trat er 1861 in den Dominikanerorden ein, wurde nach Graz ins Noviziat geschickt und verbrachte in der Steiermark die folgenden zwei Jahrzehnte, wobei er allmählich als Lektor im eigenen Konvent, als beehrter Prediger und Seelenführer, aber auch als Erforscher der mittelalterlichen Mystik auf sich aufmerksam machte. 1880 als Mitarbeiter an der *Editio Leonina* des Thomas von Aquin nach Rom berufen, gewann er das Vertrauen Papst Leos



XIII., der im selben Jahr das Vatikanische Archiv für die Forschung öffnete. Drei Jahre später erhielt er vom Papst die Stelle eines *sottoarchivista* im Archiv zugewiesen, die er zur freien Forschung und zur Öffentlichkeitsarbeit nutzen konnte. Er wurde zur ersten Anlaufstelle zahlreicher Gelehrter aus ganz Europa und war damit an dem eindrucksvollen Aufschwung der Geschichtswissenschaft, die in Rom von ständig sich vermehrenden historischen Instituten getragen wurde, an einer Schaltstelle beteiligt. Bis zu seinem Tod in München im Jahre 1905 – auf der Reise nach Cambridge, um eines seiner zahlreichen Ehrendokorate zu empfangen – war er unermüdlich in der Forschung tätig, verfasste zahlreiche Arbeiten zur Mediävistik und hinterließ ein gewaltiges Œuvre, das bis zum heutigen Tag fortwirkt.

Diesem Mann und seinem Werk war im Dezember 2012 in Paris eine Tagung gewidmet, deren Ergebnis nun in Form von 15 Aufsätzen in französischer und deutscher Sprache vorliegt. Dass der aus Tirol stammende Dominikaner in Frankreich auf diese Weise gewürdigt wird, hängt mit dem mehrbändigen, zwischen 1889 und 1897 herausgekommenen „Chartularium Universitatis Parisiensis“, der nicht überholten Sammlung von urkundlichen Quellen zur Geschichte der Universität Paris von ihren Anfängen bis zur Mitte des 15. Jahrhunderts, zusammen. Das auch bildungspolitisch wichtige Werk wurde von den laizistisch geprägten Verantwortlichen der Republik einem wohl frankophilen, aber ausgesprochen ultramontanen österreichischen Dominikaner aus dem Vatikan übertragen! Um diesen Kontrast etwas abzumildern, stellte man ihm den Bibliothekar der Sorbonne, Emile Châtelain, zur Seite.

Die Beiträge des Sammelbandes behandeln in großer Ausführlichkeit die kulturellen und religiösen Wurzeln Denifles in Tirol, seine Grazer Jahre, seine Tätigkeit im Vatikanischen Archiv und in der Vatikanischen Bibliothek und dann seine Arbeitsfelder, wobei der polemische Grundton der Publikationen Denifles nicht verschwiegen und meist schlüssig aus seiner kontroverstheologischen Position und Verteidigungshaltung erklärt wird: Die europäische Universitätsgeschichte, wobei das „Chartularium“ besonders eingehend untersucht (und auf seine Mängel hingewiesen) wird; die deutsche Mystik und besonders Meister Eckhart, den er in engeren Zusammenhang mit der Scholastik stellte; die Geschichte des Dominikanerordens (wobei das meiste in den sieben Bänden des von ihm und Franz Ehrle herausgegebenen und fast alleine verfassten „Archivs für Litteratur- und Kirchengeschichte des Mittelalters“ zu finden ist); die auf französisch geschriebene Geschichte des Hundertjährigen Krieges. Etwas enttäuschend ist der abschließende Beitrag über das Luther-Buch, das Denifle im Jahr vor seinem Tod herausbrachte und das eine überzogene Polemik gegen den Reformator aus Wittenberg darstellte und wie eine späte Abrechnung des romtreuen Ordensmannes mit dem ehemaligen Augustinereremiten wirkte. Der Aufschrei der protestantischen Gelehrten, Historiker und Theologen hatte aber sicher eine intensive Beschäftigung mit den aufgehäuften wissenschaftlichen Argumenten Denifles zur Folge, was in ein Bild Luthers führte, das in den folgenden Jahrzehnten von katholischer und evangelischer Seite unter Verzicht auf konfessionelle Attacken akzeptiert wurde.

Die Herausgeber sind Denifle leider in einem Punkt gefolgt. Abgesehen vom „Chartularium“ findet sich in keinem seiner Werke ein Register. Die Mehrarbeit von einigen Wochen hätte den Wert des Sammelbandes, der wissenschaftsgeschichtlich sehr nützlich ist, noch erheblich gesteigert.

Wien

Werner Maleczek

Anna L. STAUDACHER, Proselyten und Rückkehr. Der Übertritt zum Judentum in Wien 1868–1914. 2 Teile. Lang, Frankfurt/Main–Bern–Bruxelles 2016. 569, 827 S. ISBN 978-3-631-60683-4.

Die Wiener Proselyten – also Personen, die von einer anderen Religion zur jüdischen Religionsgemeinschaft konvertierten – bilden das Thema der wichtigen, in jahrelanger Such-

arbeit erstellten Grundlagenarbeit von Anna L. Staudacher. Auf der Grundlage der seriellen Proselytenprotokolle der Israelitischen Kultusgemeinde in Wien (IKG) in Verbindung mit den Austrittserklärungen bei der politischen Behörde, der Austrittsbücher und der Austrittskartei der IKG, der Geburts- und Taufmatriken der Matrikenämter und Pfarren sowie etwa auch der Trauungsmatriken der IKG entsteht ein enorm arbeitsaufwändig erstelltes Bild des gleichermaßen mühsamen wie leichtfüßigen Überschreitens von Konfessionsgrenzen im liberalen und christlichsozialen Wien. Neben dem Archiv der IKG, dem Wiener Diözesanarchiv und dem Wiener Stadt- und Landesarchiv mussten auch viele Pfarrarchive abgearbeitet werden. Vor allem die Namensänderungen und deren phonetisch erfolgte und häufig fehlerhafte Übernahme in die Indices stellten sich als gewichtige methodische Probleme dar.

Nach dem Interkonfessionellen Gesetz vom 26. Mai 1868 (Bd. 1, S. 108–110, 205–208, in engl. Übersetzung: 209–213) war ein Übertritt zum Judentum zwar möglich: Eine Verehelichung zwischen Christen und Juden war jedoch auch weiterhin nicht möglich – dem stand der § 64 des ABGB entgegen, in Kraft bis zum Jahr 1938. Christen konnten jedoch nach dem Austritt aus der Kirche – ohne zum Judentum überzutreten – mit Juden eine eheliche Verbindung, die sogenannte Notzivilehe, eingehen (Bd. 1, S. 140–143). Wurde eine Notzivilehe geschlossen oder erfolgte ein Übertritt zum Judentum mit anschließender Verehelichung nach jüdischem Ritus, so kehrten später viele wieder zur Kirche zurück und nahmen den Ehepartner und ihre Kinder mit: Nur unter dieser Voraussetzung war eine Wiederaufnahme in die katholische Kirche möglich. Insgesamt traten zwischen 1868 und 1914 in Wien rund 5.200 Personen zum Judentum über, davon befanden sich rund 1.600 Revertiten (Kinder und Erwachsene). Meist konvertierten junge Frauen (rund 2.400) vor der Eheschließung mit ihren Kindern (mehr als 550) zum Judentum, während sich unter den Revertiten ungleich häufiger Männer als Frauen befinden. Die meisten Proselyten und Revertiten stammten aus Cisleithanien, gefolgt von Ungarn. So ließ sich beispielsweise der Schriftsteller Max Rosenzweig (1881–1968, New York) 1905 bei den Schotten taufen, nach der Bewilligung seines Namenswechsels infolge seiner Taufe zu „Roden“, kehrte er 1907 zum Judentum zurück und schloss 1912 eine Notzivilehe (Bd. 1, S. 141, Bd. 2, 582f.). Kinder bis sieben Jahre folgten der Religion der Eltern, während aber zwischen dem siebenten und dem vierzehnten Jahr kein Religionswechsel vorgenommen werden durfte. Die politische Behörde verständigte die verlassene Religionsgemeinschaft vom Austritt, der de facto überall in der Habsburgermonarchie erfolgen konnte. Diese Austritte und Rücktritte erfolgten häufig an Lebenssäsuren wie der bevorstehenden Heirat, dem erfolgten Tod der Eltern, der Scheidung, dem Tod des Lebenspartners oder dem nahenden Lebensende. Verdienstvoll bietet die Autorin alphabetisch und nach verwandtschaftlichen Beziehungen geordnete Listen im zweiten Band, die das Phänomen der Proselyten und Revertiten als Massenphänomen in Wien erscheinen lassen. Prominente Beispiele finden sich, so etwa der Kunsthistoriker Otto Fröhlich (1873–1947), der 1907 evangelisch getauft wurde, aber vor seiner Scheidung zum Judentum zurücktrat; auch der 1901 evangelisch getaufte Historiker Heinrich Benedikt (1886–1981) kehrte vor seiner ersten Verehelichung zum Judentum zurück. Nach seiner Verehelichung widerrief auch der Komponist Egon Wellesz (1885–1974) den Austritt aus der jüdischen Religionsgemeinschaft. Die Autorin hat in ihrer deutsch-englisch gehaltenen Bestandsaufnahme zum Übertritt und zum Rücktritt zum Judentum ein beeindruckendes und an die Bearbeiterin hohe Anforderungen stellendes Grundlagenwerk vorgelegt, das uns hilft, konfessionelle Kulturen und Lebensrealitäten im boomenden Wien der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts besser in den Blick zu nehmen.

Wien

Martin Scheutz